

Textes de la revue britannique *Aufheben*

(1992-2003)

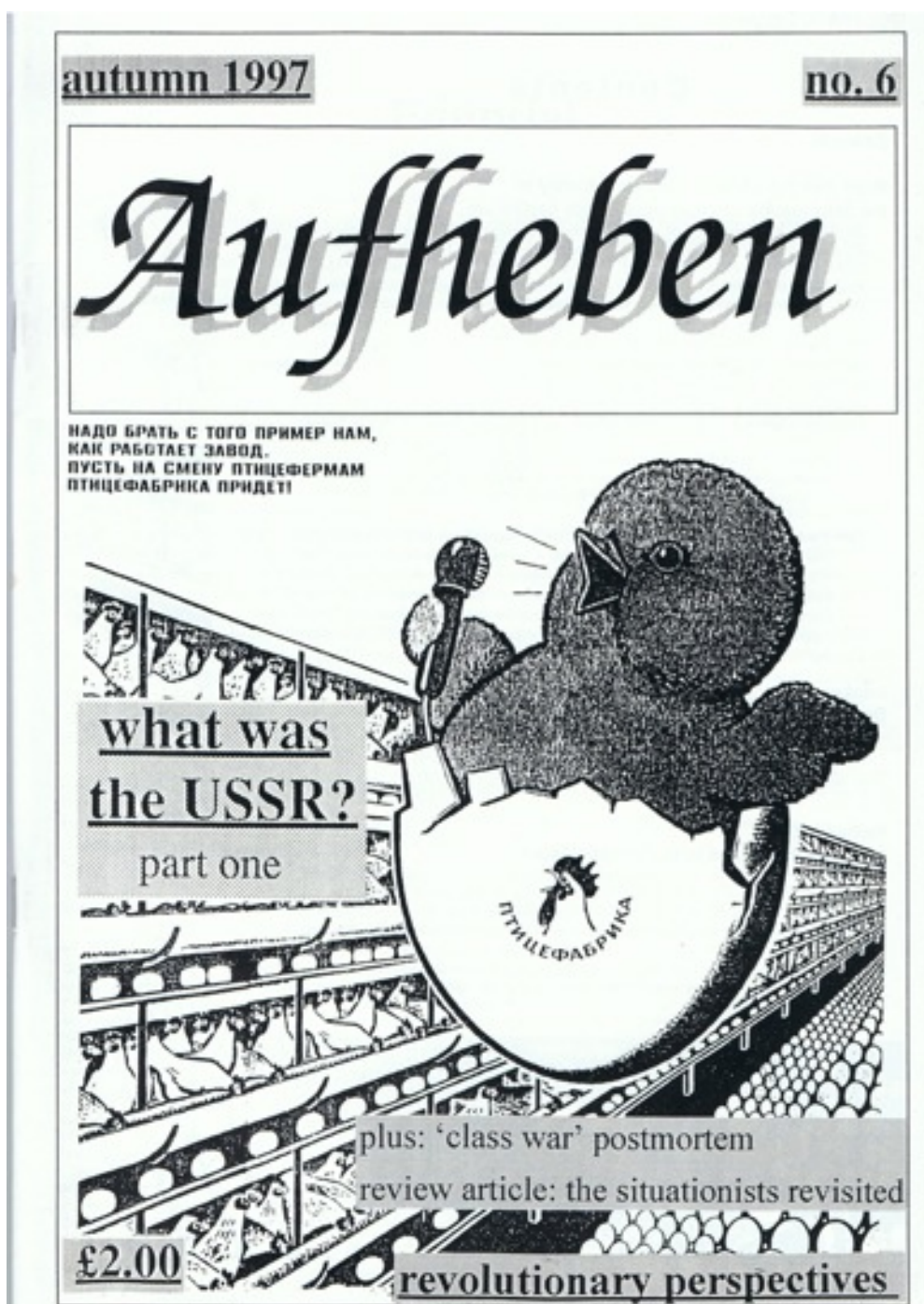
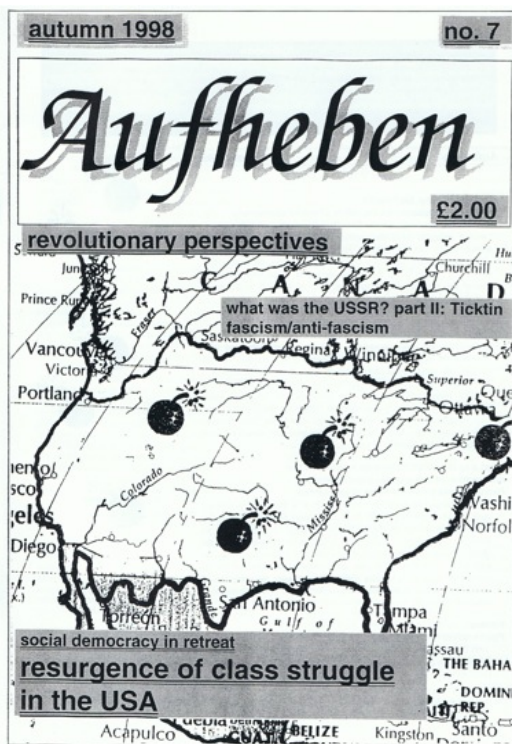


Table des matières

Présentation de la revue Aufheben.....	3
Los Angeles: Le contexte d'un soulèvement prolétarien.....	5
Sur la décadence: théorie du déclin ou déclin de la théorie?.....	14
L'Intifada du XXIe siècle.....	62
L'"anticapitalisme" comme idéologie ... et comme mouvement.....	86
De l'Operaïsmo au « Marxisme Autonomiste »	101



Présentation de la revue *Aufheben*

La revue *Aufheben* est le résultat d'un projet mis en place par un certain nombre d'individus qui se rassemblèrent sur la base de leur participation à diverses luttes dans la région de Brighton. En particulier, celles contre la poll tax à la fin des années 80 et au début des années 90. Ressentant le besoin de développer nos idées et de retrouver l'apport de Marx pour le projet révolutionnaire, nous avons commencé par former un groupe de lecture sur le *Capital* et les *Grundrisse*. Sur la base d'analyses communes développées à partir de ces lectures, de nos discussions, et de notre expérience de la lutte des classes, nous avons décidé de produire une revue.

L'unité de la théorie et de la pratique a été, pour nous, un thème central. Nous avons commencé l'éditorial du n° d'*Aufheben* de l'automne 1992 avec une citation relative à cette unité :

“La critique théorique et le bouleversement de la pratique sont des activités inséparables, non pas dans un sens abstrait mais comme changement réel et concret de la société bourgeoise réelle et concrète.” (Korsh, “Marxisme et philosophie”).

Pour nous cela avait une signification immédiate : notre lutte contre ce monde, en tant qu'individus et en tant que classe, doit impliquer une réflexion sur nos activités. Sans savoir qui réellement lit la revue, on imaginait un public composé de ceux qui se sont engagés dans la lutte et qui ressentent le besoin de rendre compte de ce procès, et de réfléchir sur le capitalisme et le mouvement de son abolition. Essentiellement cela veut dire : écrire pour nous-mêmes sur des sujets que nous pensons importants et au niveau théorique nécessaire pour les aborder. On ne pensait pas qu'une revue anglaise correspondait à cela.

Le titre “*Aufheben*” décrit pour nous un concept / processus important et pour lequel il n'y a pas de traduction anglaise adéquate. Il implique de situer le communisme non comme une négation abstraite de cette société ou comme idéal, mais comme mouvement au sein et contre ce qui existe. Il implique également de s'approprier et d'aller au-delà des efforts théoriques précédents pour comprendre le capitalisme et le processus de son dépassement. L'article sur la décadence que vous publiez est un exemple de cet effort. Finalement choisir le titre *Aufheben* était d'une certaine manière une provocation envers les préjugés anti-théoriques très présents parmi les militants en Angleterre. Parce que nous sentons le besoin de réfléchir sur ce qui se passe et sur ce que nous faisons, nous rejetons cette position anti-théorique, comme auto-défaitiste. Néanmoins nous comprenons qu'il s'agit d'une réaction contre l'utilisation de la théorie par ceux qui se proclament représentants l'intérêt du prolétariat. Comme cela a été dit, la division entre travail intellectuel et travail manuel est la base fondamentale de la division capitaliste du travail en général et donc de l'aliénation. Les prolétaires ayant peu le loisir d'une expression intellectuelle sont fondés à se méfier des experts de cette expression. Ce qui entraîne également une méfiance fondée du marxisme académique. La théorie n'est pas académique.

Nous nous sentons influencés par, parmi d'autres courants, les anarchistes de lutte de classe, les communistes de gauche allemands et Italiens, les situationnistes, les autonomes italiens, ainsi que les courants de gauche français "non-parti", influencés mais critiques par rapport à la Gauche italienne. Pourtant nous ne nous identifions pas entièrement avec une tradition particulière. Si le communisme est le mouvement réel qui abolira les conditions existantes, alors la "clarification théorique", le devenir conscient de ce qui se passe et de ce qui devra se passer, sont un moment de ce processus. Certains aspects d'une telle "théorie du prolétariat" se trouvent dans ces traditions, mais pas tous. La théorie la plus valable peut devenir idéologie si elle est maintenue d'une manière rigide et congelée. Par exemple, il nous semble que des groupes comme les Situationnistes et les groupes influencés par la Gauche italienne des années 70 contribuaient plus à une redécouverte et une résurgence de, respectivement, les

Gauche Allemande/Hollandaise et Italienne, que ne l'ont fait les groupes qui se réclamaient d'un héritage ininterrompu avec elles. Il y a toujours quelque chose de provisoire dans une clarification théorique et cela inclue les idées exprimées dans les articles de *Aufheben*.

Quoique, comme beaucoup avant nous, nous ayons effectué un "retour vers Marx", nous ne pensons pas que ses "écritures" donnent la réponse à tout. Pourtant, nous pensons que la critique de l'économie politique est une référence essentielle. Marx n'a pas inventé le communisme, mais sa critique du capitalisme, son effort de reproduire le "concret dans la pensée", était une contribution fondamentale à la tâche de renversement du capitalisme. En particulier, nous pensons qu'il est important de reconnaître que l'oeuvre de Marx est incomplète, que des sujets comme la subjectivité prolétarienne ainsi que la crise des rapports sociaux capitalistes n'ont pas été suffisamment abordés dans la critique de l'économie politique. Nous croyons également que certains échecs du marxisme sont liés à l'incapacité de reconnaître cela. C'est autour de ces sujets qu'une compréhension et un dépassement du marxisme objectiviste peut être fait. Nous pensons que les perspectives décrites dans le livre "Le Marx incomplet" (F. Shortfall, 1994, Avebury, Alershot) sont une contribution importante à ce sujet. (Le texte anglais est disponible sur disquette à notre adresse).

Les individus qui produisent *Aufheben* ne forment pas un groupe avec des adhérents, et ne se préoccupent pas de recrutement. Nous ne nous définissons pas par une liste "d'objectifs et des principes" ; pourtant nous sommes probablement plus cohérents dans nos pensées que la plupart des groupes qui se sont définis ainsi. En fait nous pensons que les objectifs et les principes de la plupart des organisations formelles sont des compromis ayant comme but de réprimer et de couvrir les contradictions et les désaccords au sein de ces groupes. Même si les articles pour *Aufheben* sont généralement écrits par des individus, il y a un processus collectif de lecture, discussion et révision, pour assurer un accord général sur la version finale, même si cet accord ne s'étend pas forcément jusqu'au moindre détail. Nous publions également des articles d'autres sources, que nous ne soumettons pas aux mêmes procédures. Pour nos propres articles, cet individu qui écrit ne sait pas forcément ce qu'il ou elle va produire, jusqu'à ce que ce soit réellement écrit, ensuite il y a discussion avant que l'article final soit accepté. C'est en gros par ce processus qu'on peut dire qu'à travers *Aufheben* des positions collectives sont développées. Les positions d'*Aufheben* sont alors définies par ce qui y est publié. Le journal s'explique par lui même.

Los Angeles: Le contexte d'un soulèvement prolétarien

Article paru dans *Aufheben* n°1 en automne 1992. Traduction française pour *Mordicus* n°11 en 1994.

« Le 29 avril 1992, Los Angeles explosait dans ce qui devait constituer l'un des plus importants soulèvements urbains du siècle aux États-Unis. L'armée fédérale, la garde nationale et les forces de police venues de tout le pays mirent 3 jours pour rétablir l'ordre. Entre-temps les habitants de L.A. s'étaient réappropriés des millions de dollars de marchandises et avaient détruit pour plus d'un milliard de dollars de capital immobilier. »

Au-delà de l'image : les faits

Parce que la plupart de nos informations sur l'émeute nous sont parvenues par les médias capitalistes, il est nécessaire d'évaluer les distorsions que cela a créé. Tout comme lors de la guerre du Golfe, les médias ont donné l'impression d'une immersion complète dans la réalité alors qu'en fait ils fabriquaient une version falsifiée des événements. Alors que pendant la guerre du Golfe il y eut un effort concret de désinformation, à Los Angeles la distorsion fut moins le produit de la censure que de la totale incompréhension des médias de la bourgeoisie face à cette insurrection prolétarienne.

Le passage à tabac de Rodney King en 1991 ne fut pas un incident isolé, et s'il n'avait été filmé, il serait passé inaperçu – perdu dans la logique de la répression raciste de la police qui caractérise si bien la domination capitaliste en Amérique. Mais, dès lors que cet incident de la vie quotidienne fut signalé à l'attention générale, il prit valeur de symbole. Tandis que le flot de l'information télévisée noyait l'événement dans le cours de l'interminable procédure juridique, les yeux des habitants de South Central restaient fixés sur un cas qui focalisait leur colère contre un système dont le calvaire de King était l'illustration parfaite. Dans tout le pays, mais spécialement à L.A., on sentait et on attendait que, quel que soit le résultat du procès, les autorités feraient les frais de la colère populaire. Pour les habitants de South Central, l'incident King ne fut qu'un déclic. Ils ignorèrent les appels de l'intéressé à l'arrêt du soulèvement parce qu'il n'en était pas la cause. La rébellion se fit contre le racisme qui s'exerçait tous les jours dans la rue, contre la répression systématique des cités, contre la réalité du racisme quotidien du capitalisme américain.

Une des réponses toutes faites des médias à de semblables situations est de les étiqueter « émeutes raciales ». Une telle caractérisation vola très rapidement en éclats à L.A., comme le nota *Newsweek* dans l'un de ses reportages sur la rébellion : « *En dépit des jeunes Noirs en colère criant : "Tuons les Blancs", des Hispaniques et même des Blancs – hommes, femmes et enfants – se joignirent aux Afro-Américains. La première préoccupation de la foule était les marchandises, pas le sang. Dans une ambiance de fête, les pillards s'emparaient de coûteuses marchandises qui, soudain, étaient devenues gratuites. La plupart des magasins noirs, de même que ceux des Blancs ou des Asiatiques, partirent tous en fumée.* » Et *Newsweek* de s'adresser à un "expert" – un sociologue de l'urbanisme – qui leur déclare : « *Ce n'était pas une émeute raciale, mais une émeute de classe.* »

Un peu embarrassés par cette analyse, ils interrogent « *Richard Cunningham, 19 ans, un employé à la barbichette soignée* » : « *Ils s'en fichent complètement. La vérité c'est qu'ils font la fête. Ils ont envie de vivre comme les gens qu'ils voient à la télé. Ils voient des gens qui ont de grandes maisons anciennes, de chouettes bagnoles et tout l'équipement hi-fi qu'ils veulent et maintenant que c'est gratuit, ils vont l'avoir.* » Le sociologue le leur avait bien dit : une émeute de classe...

À Los Angeles, la composition sociologique de l'émeute reflète celle des quartiers concernés : des Noirs, des Latino-Américains pauvres et quelques Blancs unis contre la police. Parmi les personnes arrêtées, les Latinos sont majoritaires, plus nombreux que les Noirs, et les "Blancs" eux-mêmes en constituent un dixième.

Confrontés à de tels faits, les médias eurent bien des difficultés à coller l'étiquette "émeute raciale" au soulèvement de L.A.. Ils eurent plus de succès en présentant ce qui venait de se passer comme une violence aveugle et une attaque insensée des gens contre leur propre communauté. Ce n'est pas l'absence de logique dans cette violence que les médias n'aimaient pas, c'est bien la logique même qui l'a inspirée. Les cibles les plus communes étaient les journalistes et les photographes, mêmes noirs et hispaniques. Pourquoi les pillards s'en prirent-ils aux médias ? Ces charognards faisaient courir un réel danger d'identification aux émeutiers par leurs photos et leurs reportages. Et l'incroyable déluge de "couvertures" de la rébellion faisait suite à des années de totale indifférence à l'égard des gens de South Central, sauf pour les présenter comme des criminels ou des drogués.

Le refus de la représentation

Alors que l'émeute de 1965 s'était limitée au quartier de Watts, en 1992, les émeutiers élargirent leur lutte avec beaucoup d'efficacité. Leur première tâche fut de déborder leurs "représentants". Les dirigeants noirs – politiciens locaux, bureaucrates des droits civiques et organisations religieuses – échouèrent dans leur fonction de contrôle de leur propre communauté. Partout ailleurs aux États-Unis, cette couche a réussi dans une large mesure à détourner la colère des gens des actions directes semblables à celles pratiquée à L.A., parvenant à stopper la contagion de la rébellion. La lutte se propagea cependant, sans que les troubles dans les autres agglomérations ne connussent l'intensité des émeutes de Los Angeles où les représentants, qu'ils fussent élus ou autoproclamés, furent débordés. Ils ne purent rien faire. Les émeutiers montrèrent le même dédain pour leurs "leaders" que leurs prédécesseurs de Watts. Les progrès obtenus pendant des années pour une partie des Noirs, leur position de médiateurs entre "leur" communauté et le capital ou l'État, tout cela se révéla dépassé. Tandis que les leaders de la communauté noire s'efforçaient de retenir les habitants, « *les leaders des gangs, brandissant des barres de fer, des bâtons, des battes de baseball, exhortaient les têtes brûlées à ne pas saccager leur propres quartiers, mais à attaquer les riches quartiers de l'Ouest* ».

Attaques contre la propriété

Les insurgés utilisaient des téléphones mobiles pour écouter la police. Les autoroutes qui avaient tant fait pour diviser les communautés de L.A. furent utilisées par les émeutiers pour étendre leur lutte. Des groupes de Noirs ou d'Hispaniques parcouraient une grande partie de la ville en voiture, incendiant leurs cibles – les magasins et les lieux d'exploitation capitalistes –, tandis qu'ailleurs des embouteillages se formaient autour des centres commerciaux au fur et à mesure que leur contenu était libéré. C'était non seulement la première émeute multi-ethnique des États-Unis, mais aussi la première émeute en automobile. La police fut complètement dépassée par la créativité et l'ingéniosité des émeutiers.

Une fois que les émeutiers eurent chassé la police des rues, le pillage fut clairement l'aspect déterminant de l'insurrection. La rébellion à Los Angeles fut une explosion de colère contre le capitalisme, mais aussi une irruption de ce qui pourrait prendre sa place : la créativité, l'initiative, la joie.

« Des pillards de toutes races étaient maîtres des rues, des magasins et des boutiques. Ici, des adolescents blonds remplissaient leur fourgonnette de matériel hi-fi. Là, des Philippins entassaient des gants de base-ball et des chaussures de tennis dans leur vieille guimbarde pétaradante. Des mères de famille hispaniques, accompagnées de leurs enfants, furetaient dans les étalages béants des mini-centres commerciaux et des magasins de fringues. On y vit aussi quelques Asiatiques. Alors que le pillage à Watts avait été furieux, désespéré et hargneux, cette fois-ci, l'ambiance était plutôt celle d'une fête débridée. »

La réappropriation directe des marchandises (péjorativement appelée "pillage") brise le circuit du capital (travail-salaire-consommation) et une telle action lui est aussi inacceptable qu'une grève. Par ailleurs, il est vrai que, pour une large partie de la classe ouvrière de L.A., une révolte sur les lieux de production est impossible. Entre le désir constant de cette "bonne vie" hors d'atteinte (les marchandises qu'ils ne

peuvent avoir) et la contradiction inhérente à la plus simple marchandise (la valeur d'usage dont ils ont besoin est toujours frappée d'un prix), ils font l'expérience des contradictions du capital, non pas dans la sphère de la production aliénée, mais dans celle de la consommation aliénée ; non dans le travail, mais dans la circulation des marchandises.

Race et composition de classe

Même *Newsweek* donc, une des voix de la bourgeoisie américaine, doit concéder que ce qui était arrivé était bien une émeute de classe et non une émeute raciale. Mais nous ne devons pas nier que cette rébellion de classe a comporté des aspects "raciaux". Ce qui est le plus important dans ces émeutes, c'est qu'elles s'étendirent au point que les divisions raciales à l'intérieur de la classe ouvrière américaine furent transcendées dans un acte de révolte – mais il serait abusif de dire que l'aspect racial en fut absent. Il y eut en effet des incidents "raciaux" : ce que nous devons examiner, c'est en quoi ils sont l'expression de la controverse entre les classes. Dans la foule qui déclencha les événements à l'intersection des rues de Normandie et de Florence, il y eut quelques personnes pour rosser un camionneur blanc, Reginald Oliver Denny. Les médias s'emparèrent de ce tabassage et le transmirent en direct afin d'alimenter la peur que les Noirs des quartiers centraux inspirent à la banlieue blanche. Mais cet incident était-il significatif ? L'analyse des morts enregistrées lors du soulèvement montre que non.

Voyons donc comment la guerre de classes s'exprime de manière "raciale". Aux États-Unis, les classes dirigeantes ont toujours encouragé et organisé le racisme, depuis le génocide des premiers Américains et l'esclavage des Noirs jusqu'à l'utilisation permanente de l'ethnicité pour diviser la force de travail. L'expérience de la classe américaine noire est dans une large mesure d'avoir été chassée de ses emplois par les vagues successives de nouveaux immigrants. Alors que la plupart des minorités qui commencèrent par occuper les plus bas échelons du marché du travail s'élevèrent ensuite dans la société américaine, les Noirs ont constamment été dépassés. Plus grave encore, le racisme a servi d'étouffoir de la conscience de classe des ouvriers blancs.

À L.A. en particulier, les habitants de South Central constituent l'un des secteurs les plus marginalisés de la classe ouvrière. La stratégie du capital en ce qui concerne ces secteurs est uniquement répressive, une répression menée par la police – une solution de classe. De toute façon, les effectifs du LAPD (Los Angeles Police Department) sont essentiellement blancs et ses victimes massivement noires ou hispaniques (des gens "de couleur", pour parler le Politiquement Correct). Contrairement aux autres villes où la nature raciale du conflit est masquée par le succès de l'État dans sa politique de recrutement d'un grand nombre de Noirs dans les forces de police, à Los Angeles, la stratégie raciste de division et d'endigement se révèle un peu plus à chaque confrontation entre la population et le LAPD – une solution raciale.

Parce que les Noirs et les Hispaniques ont été marginalisés et opprimés en fonction de leur couleur de peau, il n'est guère surprenant que, dans l'explosion de colère de ces pauvres contre leurs oppresseurs, la couleur de peau ait pu servir de critère pour identifier leurs ennemis, exactement comme les lyncheurs et les professionnels de la bavure en usent avec eux.

C'est pourquoi, quand bien même l'émeute n'aurait été qu'une émeute de race, anti-Blancs ou anti-Asiatiques, elle n'en aurait pas moins été une émeute de classe. Il est également important de noter à quel point les participants surent dépasser les stéréotypes raciaux. Alors que les attaques contre la police, la réappropriation et les attaques contre la propriété étaient jugés utiles et nécessaires par presque tous les participants, il est clair que les attaques contre des individus fondées sur leur couleur de peau ne furent ni typiques du soulèvement, ni largement soutenues.

Dans le contexte raciste de l'oppression de classe à L.A., il aurait été miraculeux qu'il n'y ait pas d'incidents raciaux dans cette rébellion. Ce qui est surprenant et gratifiant dans ce contexte c'est leur

aveuglante rareté dans un tel contexte de peur et de division raciale, c'est la manière dont les émeutiers ont déjoué les stratégies racistes de contrôle.

Composition de classe et restructuration capitaliste

La classe ouvrière américaine est divisée entre salariés et non-salariés, prolétaires et cols blancs, immigrants et nationaux, précaires et travailleurs à statut protégé ; mais de plus, elle est divisée suivant des critères ethniques qui le plus souvent reproduisent ces divisions sociales. En outre, ces divisions sont de réelles divisions en terme de pouvoir et de revendications. Nous ne pouvons pas les surmonter simplement par un appel à l'unité de classe ou par la croyance fataliste que, tant que la classe ouvrière ne sera pas unie derrière un parti de type léniniste ou une avant-garde quelconque, il sera impossible de s'en prendre au capital. Dans la situation américaine, de même que dans beaucoup d'autres zones du conflit de classes planétaire, il est nécessaire d'utiliser la notion dynamique de composition de classe, préférable à une approche figée des classes sociales.

La révolte de South Central et les actions qui en découlèrent à travers tout les États-Unis ont montré qu'il existe à l'intérieur du capitalisme américain un sujet prolétarien antagonique. Cette présence a été occultée par un double processus : d'abord, la conscience de classe – celle de l'opposition au capital – de nombreux travailleurs américains est faussée par le sentiment, largement répandu, d'appartenir à la "classe moyenne" ; ensuite, une importante minorité, peut-être un quart de la population du pays, a été recomposée en masse de travailleurs sous-qualifiés et marginalisés, auxquels on dénie, sous le label de "sous-classe" (underclass), jusqu'à l'appartenance à la société. L'invention d'une telle catégorie sociologique trouve sa base matérielle dans le fait que certaines couches "privilegiées" du prolétariat bénéficient d'un accès croissant aux produits "de luxe", alors que les couches "défavorisées", exclues de toute consommation autre que de pure subsistance, sont réduites au chômage, aux emplois précaires ou au travail clandestin.

Une telle stratégie présente des risques pour le capital : pendant que le secteur intégré est maintenu dans le droit chemin par le jeu des relations économiques, secondé par la peur de sombrer dans l'exclusion, les exclus, pour qui le rêve américain est devenu un cauchemar, doivent être maîtrisés par l'usage de la répression policière pure. Dans un tel cadre, la guerre contre la drogue a servi de prétexte à des mesures qui menacent de plus en plus les "droits civiques" que la bourgeoisie, spécialement en Amérique, s'est chargée de promouvoir dans le monde entier... [...]

On dit que Los Angeles est la "cité du futur". Dans les années trente, la vision moderniste des intérêts commerciaux prévalut et le réseau de tramways de L.A., un des meilleurs systèmes de transport urbain du pays, fut éradiqué – remplacé par les autoroutes. Ce fut à Los Angeles qu'Adorno et Horkheimer dressèrent pour la première fois le tableau mélancolique de la conscience subsumée par le capitalisme et que Marcuse traita, plus tard, de "l'homme unidimensionnel". Plus récemment, Los Angeles a inspiré la mode de la "post-pensée". Baudrillard, Derrida et autres raclures "postmodernistes" et "poststructuralistes" ont tous visité la ville et s'y sont exprimés. Baudrillard y découvrit même son "utopie achevée".

Les adulateurs "postmodernes" du capitalisme adorent l'architecture de Los Angeles, ses autoroutes sans fin et son centre restructuré. Ils écrivent des panégyriques à la gloire de l'espace sublime qu'abrite l'hôtel Bonaventura, à 200 dollars la nuit, mais se taisent au sujet de la destruction de l'espace public qui se déroule au-dehors. Les postmodernistes, tout contents d'étendre ce terme d'architecture à toute la société, voire à – l'époque elle-même, répugnent à approfondir leur analyse de l'architecture, ne serait-ce qu'à un centimètre sous la surface. Les immeubles "postmodernes" de Los Angeles ont été construits grâce à l'afflux de capitaux japonais. Downtown, le quartier des affaires, est devenu le second centre financier, après Tokyo, des rives du Pacifique. Mais sa recomposition urbaine s'est faite aux dépens des

habitants des quartiers pauvres. Tom Bradley, ancien flic et maire de 1975 à 1993, a joué à merveille son rôle de figure de proue noire de la restructuration capitaliste de L.A. Il a soutenu l'opération massive de redéveloppement du centre-ville qui s'est effectuée au bénéfice unique du commerce. En 1987, à la requête de la chambre de commerce de la ville, il a ordonné la destruction des campements de fortune des sans-abri (homeless) installés sur les trottoirs de la ville ; à Los Angeles, le chiffre estimé des sans-abri est de 40 000 adultes et de 10 000 enfants. Dans toute l'agglomération, la planification a entraîné la destruction des logements et des sites industriels, pour faire place nette au redéploiement de l'activité commerciale engagée par le capital de la zone Pacifique – à Los Angeles, le capital international assiege la classe ouvrière.

Mais les postmodernistes n'ont même pas eu besoin de porter leur regard dans les coulisses de ce processus, sa nature violente éclate au premier coup d'œil jeté sur ces nouvelles constructions. Ce qui caractérise l'architecture de Los Angeles, c'est sa militarisation. L'urbanisme à Los Angeles est avant tout affaire de police. La caractéristique dominante de cet environnement, c'est l'omniprésence des barrières de sécurité, du matériel technologique de surveillance ; à Los Angeles, l'espace est policé. Les bâtiments publics, les centres commerciaux, les bibliothèques mêmes sont construits comme des forteresses, entourés de hauts murs de sécurité et dotés de caméras de surveillance.

À Los Angeles, « *sur le versant noir de la postmodernité, on peut observer une tendance sans précédent à intégrer la planification urbaine, l'architecture et l'appareil policier en un seul et même effort de sécurité totale.* » (Davis, City of Quartz). De même que Haussmann avait redessiné Paris après la révolution de 1848, construisant des boulevards permettant d'utiliser l'artillerie contre la foule, les architectes et les urbanistes ont rebâti L.A. après les émeutes de Watts. L'espace public a été enfermé dans le but d'abolir la rue pour abolir la foule. Une telle stratégie n'est pas particulière à Los Angeles, mais elle y frise l'absurdité : la police cherche désespérément à "abolir la foule" qu'elle a même pris la mesure sans précédent d'abolir les toilettes publiques. L'immobilier de bureaux est parsemé de musées, de minicentres commerciaux, de "micro-jardins publics" paysagers qui sont enchevêtrés dans la structure de stationnement afin de permettre aux employés de bureau d'aller de leur voiture à leur travail ou au magasin sans s'exposer aux dangers de la rue.

Tout l'espace public restant est militarisé, des banquettes anti-clochards des abribus aux systèmes d'arrosage automatisés qui empêchent de dormir dans les parcs. Les quartiers où réside la classe moyenne blanche sont entourés de murs et gardés par des polices privées. Pendant les émeutes, les résidents de ces enclaves se sont enfuis ou se sont armés – et ont nerveusement attendu.

Les gangs

On ne peut nier le rôle joué par les gangs dans le soulèvement. Le caractère systématique de l'émeute est directement lié à leur participation et plus encore à la trêve des affrontement internes à laquelle ils avaient appelé avant le soulèvement. Les membres des gangs ont souvent mené la danse et le reste du prolétariat a suivi. Le militantisme des gangs – leur haine de la police – découle de la répression sans précédent qu'a subie la jeunesse de South Central : une répression d'État comparable à celle déchaînée par les forces coloniales contre les rébellions des peuples colonisés, semblable à celle dont ont souffert les Palestiniens dans les territoires occupés. Sous le prétexte de la chasse aux gangs et en se servant de la "menace du crack", le LAPD a lancé de massives opérations de "nettoyage". La police a fiché énormément de jeunes de South Central et assassiné bon nombre de prolétaires.

Comme Mike Davis l'a noté en 1988, « *l'actuelle crainte des gangs est devenue un rapport de classes imaginaire, un terrain de pseudo-connaissances et de projections fantasmatiques, un talisman* ». La "peur des gangs" a été utilisée pour justifier la criminalisation de la jeunesse de South Central. Il ne s'agit pas de nier l'existence des problèmes causés par la violence entre les gangs ou l'usage du crack, mais de

comprendre qu'il s'agit en fait d'un cas extrême de violence exercée par le prolétariat sur lui-même, un exemple désolant d'agressivité tournée contre soi-même résultant d'une situation où les frustrations sociales sont interprétées comme une "menace à l'ordre public" et servent à justifier toujours plus la répression et l'oppression qui ont créé cette situation. Pour comprendre la récente guerre des gangs et le rôle qu'ils ont joué dans la rébellion, il est nécessaire de revenir à l'histoire du phénomène des gangs.

A Los Angeles, les gangs noirs, surgis de la rue, apparurent vers la fin des années quarante, à l'origine pour répondre aux attaques racistes des Blancs à l'école et dans la rue. Quand la Nation of Islam et d'autres groupes se formèrent à la fin des années cinquante, Parker, chef du LAPD, amalgama les deux phénomènes comme l'expression d'une même menace noire. C'était le type même de la prophétie qui s'autoréalise et, en effet, la répression menée contre les militants noirs et les gangs eut pour conséquence de les radicaliser. La politisation connut son apogée lors des émeutes de Watts, lorsque, comme en 1992, les gangs firent une trêve et permirent à la classe ouvrière de repousser, quatre jours durant, la police hors du quartier. La trêve forgée dans la chaleur de la rébellion dura pratiquement jusqu'à la fin des années soixante. De nombreux membres des gangs rejoignirent le Black Panthers Party ou créèrent d'autres partis politiques radicaux. Le sentiment général était que les gangs avaient "rejoint la révolution".

La répression du mouvement fut menée par le FBI avec son programme COINTELPRO [1] et par l'escouade anti-rouges du LAPD. Les Black Panthers furent tués dans les rues et sur les campas, soit directement par la police, soit par ses agents, leurs quartiers généraux de L.A. furent assiégés par les commandos du LAPD [le SWAT, équivalent du GIGN, un concept inventé à L.A.] et la dissension gagna leurs rangs. Floue et rudimentaire, la politique des Black Panthers n'en n'était pas moins une expression organique de l'expérience de la classe ouvrière noire face au capitalisme américain. La nature systématique de la répression qui s'abattit sur eux prouve à quel point ils étaient perçus comme dangereux.

Même le *Los Angeles Times* dut admettre que la recrudescence des gangs à L.A. à la fin des années soixante-dix était une conséquence directe de la destruction des expressions les plus politiques du mécontentement des Noirs. Un nouvel aspect de ce phénomène fut la prodigieuse ascension des Crips, qui amena les autres gangs à se fédérer en tant que Bloods. Comme le dit Davis, « il ne s'agissait pas simplement d'un renouveau des gangs, mais d'une permutation radicale de la culture des gangs noirs. Les Crips, héritiers quelque peu pervers de l'aura d'intrépidité des Black Panthers, perpétuaient en pratique leur idéologie d'avant-garde armée – moins le programme. Mais trop souvent, la vogue du cripin' a correspondu à une escalade conduisant de la violence propre au ghetto à une violence du style Orange mécanique (le meurtre comme symbole de statut social, etc.)... [les Crips] ont mené à bien une sorte de "révolution entrepreneuriale" dans l'organisation des gangs. S'ils constituaient à leurs débuts un substitut des Black Panthers à l'usage des adolescents, ils ont fini par devenir, à la fin des années soixante-dix, une sorte d'hybride de mode adolescente et de proto-mafia. »

Que les gangs – Crips ou Bloods –, dans leur mutation meurtrière en "proto-mafia", aient représenté l'expression d'un besoin d'organisation politique, se vérifie dans les quelques circonstances où ils sont intervenus politiquement. Dans deux occasions majeures, lors des émeutes de Monrovia en 1972 et dans la crise du school busing [2] des années 1977-1979 à Los Angeles, les Crips intervinrent en soutien à la communauté noire. Ces gangs, en tant qu'expression du prolétariat, ne sont pas sous l'emprise d'une fausse conscience qui leur fait penser qu'il n'y a dans la vie que les bijoux en or et la violence. A chaque fois qu'on leur a donné une chance de parler, par exemple en décembre 1972, au début de la transformation des gangs en Crips et Bloods ultraviolents, ils ont exprimé de claires revendications politiques. Chaque fois qu'on leur a donné la chance de s'exprimer par eux-mêmes, des revendications similaires ont été affirmées. Le LAPD a fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher les gangs de

se faire entendre et pour maintenir une guerre fratricide parmi eux.

Toujours est-il que, si les gangs ont cherché à s'attirer la sympathie du public, le fait de "dealer" du crack ne leur a pas rendu service. Cependant, si on y regarde de près, on verra que leur entrée en masse dans ce commerce a été impulsée par le capital. Les jeunes Noirs sont entrés dans l'économie parallèle de la drogue une fois leurs emplois traditionnels détruits. Il s'agit là de pressions objectives. Pour un jeune prolétaire de South Central, le seul choix économique rationnel est de vendre des drogues. Les Crips et les Bloods ont essayé, alors que la mondialisation de l'économie à Los Angeles représentait une perte pour la classe ouvrière noire, de s'insérer à nouveau dans les circuits du commerce international. Et si le commerce légal avait décidé que les Noirs de Los Angeles étaient inutiles, une autre branche les trouvait éminemment utiles. La Californie du Sud a pris la place de la Floride en tant que principale porte d'entrée de la cocaïne aux États-Unis. Quand, à la fin des années quatre-vingts, les milieux du business de la cocaïne trouvèrent que le marché était saturé, les prix en chute libre et les profits menacés, ils firent ce que font toutes les autres multinationales, ils diversifièrent leur production et lancèrent de nouveaux produits, principalement le crack – "la cocaïne du pauvre". Les jeunes prolétaires participèrent à ce commerce parce que tel était le marché du travail. Ce n'est pas eux, mais le capital qui réduit la vie à des boulots de survie. On peut dire que, dans un sens, vendre du crack n'est rien d'autre qu'une de ces activités déplaisantes, telles que la fabrication d'armes, dans lesquelles les prolétaires sont forcés de s'engager. Mais il y a une différence significative. Alors que, dans la plupart des activités, les prolétaires peuvent s'organiser directement contre le capital et à l'intérieur de celui-ci, les gangs impliqués dans le trafic de drogue ne se confrontent pas au capital en tant que force de travail. Les gangs ne s'affrontent pas au capital sous sa forme entrepreneuriale, mais à l'arme répressive du capital en tant que tel, l'État. En fait, dans la mesure où les gangs s'engagent dans le commerce de la cocaïne et s'imposent fermement dans le circuit du capital international, ils sont une entreprise capitaliste. Cela pose problème. Dans les drive-by-shooting et les guerres meurtrières pour la défense des territoires que se livrent les gangs noirs, le prolétariat s'entre-tue pour le compte du capital.

Il faut bien voir que le phénomène du gangbanging (les règlements de comptes sanglants entre les gangs) n'a pas été, comme le voudrait la presse bourgeoise, le résultat d'un effondrement des "valeurs familiales" ou de la perte de l'influence modératrice des classes moyennes qui ont fui les centres-villes, mais plutôt de la restructuration de l'économie capitaliste (qui a remplacé les industries traditionnelles par celle de la drogue) et de la destruction par l'État des formes d'organisation politique. La solution au problème des meurtrières guerres du crack est la redécouverte d'une activité politique autonome du type de celle affirmée dans le soulèvement. La solution à la violence au sein du prolétariat, c'est la violence prolétarienne.

La nature irréductible du phénomène des gangs montre la nécessité de l'organisation pour le jeune prolétariat de L.A.. Pendant un temps, dans les années soixante, elle a pris la forme d'une prise de conscience politique. Quand cette forme publique d'organisation politique a été réprimée, les gangs noirs en revinrent à la vengeance, montrant par là qu'ils exprimaient un besoin réel et pressant. Ce que l'on peut voir dans ce soulèvement et dans ce qui l'a suivi, c'est une nouvelle politisation de la culture des gangs, le retour de ce qui était refoulé.

Les idées politiques des gangs

Depuis le soulèvement, on s'est un peu plus intéressé aux idées politiques des gangs et à leurs propositions (ou plus précisément à celles des leaders des gangs). Ces propositions sont diverses. Il n'y a pas grand-chose à objecter à certaines – par exemple que des membres des gangs équipés de caméras vidéo suivent la police afin d'éviter les bavures policières ou que de l'argent soit débloqué afin d'entreprendre, sous contrôle communautaire, la reconstruction des quartiers. Mais d'autres – par

exemple, remplacer le welfare par le workfare (un travail garanti) ou bien la proposition d'une étroite coopération entre les gangs et les entreprises – sont plus douteuses. Les idées politiques d'où sont issues ces propositions semblent se limiter au nationalisme noir. Comment interpréter cette idéologie et ces propositions

La tentative des dirigeants de ces gangs de s'interposer eux-mêmes en tant que médiateurs du ghetto présente des similitudes avec le rôle des syndicats et peut-être devons nous leur adresser les mêmes critiques. Il faut d'abord reconnaître la différence entre leaders et membres de base, reconnaître le rôle des dirigeants dans la récupération et la canalisation des aspirations de la base.

Certaines des conceptions des leaders, indépendamment de leur côté réactionnaire, sont parfaitement irréalistes. Dans le contexte de la restructuration capitaliste, le ghetto des cités (avec sa "sous-classe") est superflu – cela a été suffisamment écrit –, il n'a pas sa place dans la stratégie capitaliste, sinon éventuellement comme repoussoir terrifiant afin d'encourager les autres. Il est extrêmement improbable qu'il puisse y avoir une renégociation du contrat social qui ramène ces gens au centre du développement capitaliste. C'était possible dans une certaine mesure dans les années soixante ou soixante-dix, mais plus maintenant. Naturellement, à la lumière des principales options envisageables, il y a chez les habitants de L.A. le désir d'obtenir des emplois stables et garantis. Mais le capital a délocalisé nombre d'industries qui ne reviendront jamais. Beaucoup de gens, ici, le savent et voudraient obtenir du travail dans le secteur de l'informatique ou dans d'autres secteurs nouveaux. Mais, même si certains finissent par obtenir ces emplois (le plus souvent en déménageant), cela restera à jamais un rêve pour l'immense majorité des gens. Dans le processus de la restructuration capitaliste, ces emplois sont réservés à un certain secteur de la classe ouvrière et peu de gens venus des ghettos pourront s'intégrer dans un secteur dont l'attrait – sa relative sécurité – se fonde sur une recomposition du prolétariat qui implique l'existence d'une "sous-classe" marginalisée.

Mais, si on laisse de côté cette évolution de la situation qui rend très improbable un fort niveau d'investissement dans les cités, à quoi se ramènent les propositions des gangs ? Face à la restructuration qui fait des résidents de South Central les exclus marginalisés du plan de redéveloppement capitaliste, les leaders des gangs se présentent eux-mêmes comme les négociateurs d'un nouvel arrangement : ils cherchent à présenter la rébellion comme un avertissement à un milliard de dollars lancé au capital et à l'État américains, afin qu'ils réintègrent ces exclus dans le jeu – avec les leaders des gangs pour médiateurs. Cela signifie qu'ils acceptent la réduction de la vie à l'équation travail-salaire-consommation, tout en regrettant qu'il n'y ait pas assez de travail ! Ils veulent en fait se servir du refus par le prolétariat de toute médiation – l'expression directe de ses besoins – pour forcer le capital à les réinsérer dans le jeu normal de la négociation avec le capital sur le partage des ressources, par le biais du travail et du salaire. Les gangs, par leur activité intensive dans le secteur des drogues, avaient mis en place un programme crypto-keynésien d'embauche. A présent, au travers de leurs plans de rénovation urbaine, leurs chefs veulent faire du keynésianisme pour de bon et remplacer les syndicats dans le rôle de courtiers de la force de travail. Mais indépendamment du fait que le capital n'a guère les moyens d'accorder ce que demandent les leaders des gangs, la rébellion a montré à tout le prolétariat une autre voie pour réaliser ses besoins : par l'action directe et collective, ils peuvent se réapproprier ce qui leur appartient.

Ces revendications montrent ce qu'il y a de commun entre les dirigeants des gangs et ceux des syndicats : comment ils agissent les uns et les autres pour contenir les aspirations de leurs membres à ce qui peut être obtenu dans le cadre de l'ordre capitaliste. Mais, en dépit de tous les aspects négatifs de l'organisation en gangs/syndicats, il faut reconnaître qu'elle repose sur des besoins réels du prolétariat : le besoin de solidarité, de défense collective et le sentiment de dépossession ressenti par un prolétariat atomisé. De plus, les gangs sont plus proches du point d'origine que les syndicats sclérosés des pays

capitalistes avancés. Le gang n'est certes pas la forme d'organisation idéale pour les Noirs ou les autres minorités, mais c'est une forme d'organisation qui existe, qui a démontré à de nombreuses reprises dans le passé qu'elle était susceptible de s'engager dans un combat de classe. Il semble qu'elle présente aujourd'hui des potentialités de radicalisation, au point de devenir une menace réelle pour le capital.



Sur la décadence: théorie du déclin ou déclin de la théorie?

La première partie est parue dans *Aufheben* N°2 (été 1993), la deuxième partie dans *Aufheben* N°3 (été 1994), la troisième partie dans *Aufheben* N°4 (été 1995).

Première partie

A) Introduction

Nous sommes des sujets confrontés à la réalité objective du capitalisme. Le capitalisme apparaît comme un monde échappant à tout contrôle, il est la négation de notre propre contrôle sur nos vies. Mais, c'est aussi un monde en crise. Comment comprendre cette crise ?

L'analyse dominante, parmi les critiques du capitalisme, considère qu'une crise longue et sévère comme celle dans laquelle nous sommes manifeste à l'évidence que le capitalisme, en tant que système réel, est en déclin. Ce déclin signifierait que le capital a créé les bases du socialisme et / ou qu'il est poussé par ses propres contradictions vers un effondrement. Le capitalisme serait un système mondial qui a atteint sa maturité au XIX^e siècle, mais qui est maintenant entré dans sa phase décadente. De notre point de vue, cette théorie du déclin ou de la décadence du capitalisme est un obstacle au projet d'abolir ce système.

Il pourrait sembler que la période actuelle soit un mauvais moment pour critiquer la théorie de la décadence. Face à une désillusion massivement répandue concernant le projet révolutionnaire et en l'absence d'offensive de la classe ouvrière, il y a une tentation compréhensible à chercher refuge dans l'idée que le capitalisme "réel" n'est après tout plus de prime jeunesse et que moribond il se dirige inexorablement vers l'effondrement. Si le mouvement subjectif pour un changement révolutionnaire semble manquer, la sévérité de la crise mondiale actuelle présente d'elle-même comme une évidence que les conditions objectives amèneront un changement dans les perspectives de révolution.

Dans la théorie du déclin plusieurs problématiques sont entrelacées : crise, effondrement automatique, la périodisation du capitalisme en phases ascendantes et descendantes, la notion de transition et la question ontologique de la révolution, la question du sujet et de l'objet. A un niveau général nous pourrions dire que la théorie du déclin représente une façon de regarder les crises du capitalisme comme exprimant un mouvement général descendant. La difficulté à analyser cette théorie réside dans le fait qu'elle a de nombreuses versions. Parmi celles qui se posent comme révolutionnaires, les deux variantes principales sont celles du trotskisme et celle du communisme de gauche, qui bien que similaires à l'origine sont substantiellement différentes dans leurs débouchés politiques (1). Pour certains communistes de gauche, les principes politiques sont tendanciellement réduits à la propagande de masse du message de la décadence du capital. Cependant que pour beaucoup de trotskistes cette théorie est souvent à l'arrière plan, influençant leur théorie des crises et de l'organisation, si ce n'est leur travail d'agitation.

Essentiellement, cette théorie suggère que le capitalisme en tant que système a émergé, s'est développé jusqu'à sa maturité et est maintenant entré en déclin. Les crises du capitalisme sont vues comme des preuves d'une cause fondamentale plus grave sous-jacente : la sénilité du système capitaliste. Le mouvement du capital développe grandement la socialisation des forces productives et à un certain moment les forces productives entrent en conflit avec les rapports de production. La conception du déclin du capitalisme est liée à la théorie de la primauté des forces productives. La force conductrice de l'histoire est vue comme leur contradiction avec les rapports de production. Ce serait la "quintessence" de la théorie marxiste, dont la formulation de base se trouve dans la "Préface à la contribution à la critique de l'économie politique" (2). Pour la plupart des versions de cette théorie, le passage de la maturité au déclin a eu lieu autour de la première guerre mondiale. L'époque présente du capitalisme est caractérisée par des marques de déclin et de délabrement. Les signes, permettant de reconnaître ce

changement sont le passage du "laissez faire" au capitalisme monopoliste, la domination du capital financier, la croissance de la planification d'Etat, la production de guerre et l'impérialisme. Le capitalisme monopoliste désigne la croissance des monopoles, des cartels, la concentration du capital qui maintenant a atteint le niveau de multinationales géantes disposant de plus de richesses que de petits Etats. Au même moment avec le capital financier on voit de grandes sommes de capital échapper à toute attache à un procès de travail particulier et se déplacer sans cesse à la recherche de profits à court terme. Avec le développement de la planification d'Etat, l'Etat et les monopoles s'interpénètrent de diverses façons comme avec les nationalisations et les budgets de la défense c'est cela le capital devenant capital organisé. Cette planification, c'est l'Etat essayant de réguler les activités du capitalisme dans l'intérêt des grandes firmes / monopoles. L'étatisation est comprise comme la preuve de la décadence, car elle montre la socialisation objective de l'économie entravée par l'appropriation capitaliste. Il s'agirait du capitalisme à l'âge de son déclin essayant désespérément de se maintenir par des méthodes socialistes. Les dépenses d'Etat et son intervention sont interprétées comme une tentative impuissante d'éviter les crises qui constamment menacent le système. La production de guerre est une forme particulièrement destructive des dépenses d'Etat par lesquelles de grandes masses de capital sont consacrées à des investissements essentiellement improductifs. Cela est en étroite relation avec l'impérialisme décrit comme la caractéristique fondamentale du capitalisme à l'époque de son déclin. "L'époque du déclin" a débuté par le partage du monde entre les grandes puissances, qui ont déjà connu deux guerres mondiales, pour se répartir le marché mondial. La guerre et la menace de guerre sont posées comme preuves de ce que le capitalisme ne peut continuer d'exister que par la destruction. Il est annoncé que s'il ne peut se sauver par d'autres méthodes le capitalisme nous plongera dans la guerre.

Quand, comme maintenant, l'action politique révolutionnaire n'est pas gratifiante, il peut sembler désirable de chercher un soutien dans une théorie offrant une analyse du développement objectif de l'histoire et montrant le capitalisme en voie de disparition. En outre, certains développements historiques qui, par leur présence massive et la pression qu'ils exerçaient sur les théories révolutionnaires, rendaient la théorie du déclin attrayante, minent maintenant quelques-uns de ses présupposés. La crise de la social-démocratie et le littéral effondrement de l'Union Soviétique ont été présentés comme un triomphe du capitalisme et comme la fin de l'histoire. A l'Ouest et à l'Est on présentait l'avancée inexorable des formes socialistes comme une preuve apparemment concrète du mouvement de l'histoire comme progrès vers le socialisme ou le communisme. L'idée que le socialisme représentait le progrès était étayée par la conviction que le capitalisme était entré en décadence. On disait que la socialisation des forces productives était dans une contradiction aiguë avec l'appropriation privative. Maintenant, avec le mouvement de privatisation des secteurs économiques nationalisés à l'Ouest et la privatisation de la classe dominante elle-même à l'Est, l'idée qu'il y aurait un mouvement inévitable vers le socialisme idée qui a été si dominante les 100 dernières années est minée, et l'idée que l'histoire est de notre côté ne semble plus plausible. Avec l'échec de ce qui s'appelait "le socialisme réellement existant" et le recul des formes social démocrates, on ne peut plus que douter de l'identification du socialisme avec l'évolution progressive de la société humaine. Il semblerait que ce qui a subi un effondrement ne soit pas le capitalisme, mais l'histoire.

L'abandon de l'idée que le développement historique des forces productives est un progrès vers le socialisme et le communisme a donné trois principales dérives idéologiques :

1°) L'abandon du projet d'abolition du capitalisme et l'orientation vers le réformisme dans le système existant par les " nouveaux réalistes", les " socialistes de marché" etc.

2°) Le rejet postmoderne de l'idée d'une totalité en développement, elle dénie toute signification à l'histoire, débouchant sur la célébration de ce qui est.

3°) Le maintien d'une perspective anticapitaliste mais avec la compréhension du "progrès" ou de la "civilisation" eux-mêmes, comme étant le problème, ce romantisme implique que la vision d'un développement historique était absolument fausse et que ce qui est réellement souhaitable c'est le retour en arrière.

Bien sûr ces dérives ne sont pas exclusives, la pratique postmoderne, dans la mesure où elle existe, est réformiste, tandis que la faction anti progrès a des racines dans l'attaque post moderne de l'histoire. Face à ces alternatives qui apparaissent, il est compréhensible que de nombreux révolutionnaires souhaitent réaffirmer une théorie de la décadence ou du déclin. Ils affirment que le communisme ou le socialisme sont toujours la prochaine étape nécessaire de l'évolution de l'humanité, que le cours de l'évolution peut avoir subi un recul, mais nous pouvons toujours voir dans la crise que le capitalisme s'effondre. Toutefois, dans la situation où nous sommes, face aux dérives théoriques peu convaincantes, la seule possibilité n'est pas de réaffirmer des positions "fondamentales", nous pouvons et nous devons plutôt les réexaminer de manière critique.

La théorie du déclin est représentée par deux fractions principales : trotskisme et communisme de gauche. Avec les communistes de gauche "durs", la théorie de la décadence est au premier rang des analyses. Tout ce qui se passe est compris comme une preuve que la décadence s'aggrave. Cela est flagrant dans l'approche d'un groupe comme le Courant Communiste International (C.C.I.) pour lequel la crise est devenue chronique, tous les grands moments de la lutte prolétarienne ayant été provoqués par la crise capitaliste. La crise pousse le prolétariat à agir et à devenir réceptif à "l'intervention des révolutionnaires". La tâche des révolutionnaires est de répandre l'idée de la décadence capitaliste et cette action accélère les rendez-vous de l'histoire. L'intervention des révolutionnaires au sein de leur classe doit d'abord et avant tout montrer comment *l'effondrement de l'économie capitaliste* démontre plus que jamais la NECESSITE HISTORIQUE de la révolution communiste mondiale, et en même temps créer la possibilité de la réaliser! (3) Le modèle est celui de la réalité objective de la décadence, surgissant de par sa propre dynamique, qui rend la révolution communiste mondiale nécessaire et possible. Le travail des révolutionnaires est d'apporter cette analyse à la classe qui sera objectivement prédisposée à la recevoir grâce à son expérience de la crise. Jusqu'ici pas de chance! Cependant, pour les partisans de la théorie de la décadence, elle ne peut que s'aggraver, leur heure viendra.

Les trotskistes mettent moins cette théorie en avant, mais elle conditionne leurs analyses et leur pratique. Par comparaison avec la répétition puriste de la ligne éternelle de la décadence par ses défenseurs communistes de gauche, les trotskistes semblent avoir un style politique très actuel, mais derrière il s'agit d'une position similaire. En dépit de leur volonté de recruter des adhérents en collant à toute lutte, les partis trotskistes ont le même modèle objectiviste du capitalisme et de la cause de son effondrement. Ils rassemblent des membres et attendent le déluge que sera l'effondrement capitaliste, ils auront ainsi la possibilité de grandir et de s'emparer du pouvoir d'Etat. La position fondamentale du trotskisme orthodoxe est le texte de la Quatrième Internationale dans lequel Trotski écrit: " Les conditions économiques de la révolution prolétarienne ont en général déjà atteint le plus haut point de réalisation qui peut être atteint sous le capitalisme. Les forces productives humaines stagnent (...) Les conditions objectives de la révolution prolétarienne n'ont pas seulement "mûries" elles ont un peu commencé à pourrir. Sans une révolution socialiste dans la prochaine période historique, une catastrophe menace le genre humain. C'est maintenant le tour du prolétariat c'est à dire avant tout de son avant-garde révolutionnaire. La crise de l'humanité se ramène à la crise de la direction révolutionnaire" (4)

Une différence significative dans la théorie du déclin est que sa version trotskiste définit l'ancienne Union Soviétique comme un pan (politiquement dégénéré) du mouvement de "progrès économique de

l'histoire", alors que pour les communistes de gauche c'est un exemple de la décadence de la période. Ainsi la théorie trotskiste du déclin qui tendait à voir l'Union Soviétique comme progressiste et preuve de la nature transitoire de l'époque a été plus bousculée par cet effondrement que celle des communistes de gauche pour qui c'était simplement un capitalisme d'Etat et pour qui le sort de l'U.R.S.S. amenait de l'eau au moulin de la thèse de la crise permanente du capitalisme. En dépit de leur antipathie pour "l'aile gauche du programme du capital", les communistes de gauche sont en accord avec les positions des trotskistes sur la décadence du capital. En fait le CCI pense même que les insuffisances de la théorie trotskiste résultent de ce que ce n'est pas à proprement parler une théorie de la décadence. Les similitudes sous-jacentes de leurs théories peuvent être saisies en rapport avec leur histoire. Les trotskistes, comme les communistes de gauche, se réclament de l'histoire du mouvement ouvrier. Pour tous deux les traces de leur héritage traversent la Deuxième Internationale et ils affirment que la tradition marxiste classique a été poursuivie, après 1917, par Lénine et Trotski ou des personnalités comme Pannekoek ou Bordiga. Si donc nous voulons comprendre et évaluer la théorie de la décadence nous devons retracer son histoire dans le marxisme de la Deuxième Internationale.

B) L'histoire du concept et son importance politique.

La théorie du déclin capitaliste est apparue pour la première fois dans la Deuxième Internationale. Le programme d'Erfurt, soutenu par Engels, a défini la théorie du déclin et de l'écroulement du capitalisme comme une position centrale dans le programme du parti : "La propriété privée des moyens de production a changé... par la force motrice du progrès elle est devenue la cause de la dégradation sociale et de la ruine. Sa chute est certaine, la seule question à laquelle il faut répondre est : laissera-t-on le système de la propriété privée des moyens de production entraîner la société dans sa chute aux abysses ou la société secouera-t-elle ce fardeau et s'en débarrassera-t-elle ? Et libre et forte poursuivra-t-elle le chemin du progrès que la voie de l'évolution décrit pour elle ? Les forces productives qui ont été produites dans la société capitaliste sont devenues irréconciliables avec le système même sur lequel elles ont été bâties. La tentative de soutenir ce système de propriété rend impossible tout nouveau développement social et condamne la société à la stagnation et à la décadence. Le système social capitaliste a fini sa course, sa dissolution est maintenant une question de temps. Tel un destin implacable, les forces économiques mènent la production capitaliste au naufrage, la construction d'un nouvel ordre social à la place de celui qui existe n'est plus quelque chose de simplement désirable, il est devenu quelque chose d'inévitable. Telles que sont les choses aujourd'hui la civilisation ne peut durer nous devons ou avancer ou retomber dans la barbarie. L'histoire de l'humanité est déterminée non par les idées mais par le développement économique qui progresse irrésistiblement obéissant à des lois sous-jacentes précises et non aux souhaits ou aux fantaisies de quiconque." (Karl Kautsky, "La lutte de classe" Programme d'Erfurt ce programme a été la base officielle de la politique du parti social-démocrate de 1891 jusqu'après la première guerre mondiale)

Autant que cette insistance sur l'effondrement inévitable du capitalisme du fait de ses contradictions internes, le programme d'Erfurt contenait aussi des buts et des tactiques éminemment réformistes et ce sont eux qui ont dominés la Deuxième Internationale, dont la pratique devient : construction d'un ensemble d'institutions socialistes et action au travers du parlement. Dans ce programme, on voit les thèmes récurrents de la théorie de la décadence du capitalisme : l'identification du projet révolutionnaire avec le progrès dans l'évolution de la société ; l'attribution de la primauté aux lois économiques du développement du capital et la réduction de l'action révolutionnaire à une réaction à un mouvement inévitable. Bien qu'on insiste sur le besoin d'une action politique, elle est vue comme devant être au service du développement objectif. Le socialisme n'est pas vu comme la création libre du prolétariat, mais comme le résultat naturel du développement économique dont le prolétariat devient l'héritier. C'est cette conception, partagée par ceux qui se présentent eux-mêmes comme les héritiers de

la "tradition marxiste", et donc par là de la Deuxième Internationale, que nous devons "gratter". Le programme d'Erfurt n'était pas seulement un compromis entre la position "révolutionnaire", selon laquelle le capitalisme allait vers sa fin, et un reliquat de réformisme. Dans ce côté "révolutionnaire", on avait déjà la transformation de la conception révolutionnaire de la chute du capitalisme en un effondrement économique mécanique et fatal.

L'héritage de Marx

En adoptant une théorie de l'écroulement capitaliste, la Deuxième Internationale s'était définie comme le courant marxiste organisé du mouvement ouvrier. En effet pour la plupart des membres de la Deuxième Internationale, comme pour la plupart des membres des partis léninistes aujourd'hui, "Le Capital" était le grand livre, jamais lu, qui prouvait l'effondrement du capitalisme et l'inévitabilité du socialisme. Le contenu de la rupture dans la Première Internationale était voilé par l'acrimonie personnelle entre Marx et Bakounine. D'après Debord on peut voir tant chez Marx que chez Bakounine puis dans les positions anarchistes et marxistes les marques des diverses forces et faiblesses du mouvement ouvrier historique. D'un point de vue organisationnel, les idées de Marx, n'apercevant pas les dangers qu'il y avait à se servir de l'Etat, et les idées élitistes de Bakounine sur quelques centaines de révolutionnaires tirant les ficelles de la révolution européenne, étaient tout autant autoritaires les une que les autres

Les marxistes comprirent les changements survenus au sein du capitalisme et en firent la théorie, ils échouèrent à en faire la base d'une pratique révolutionnaire. Pendant ce temps, les anarchistes avaient maintenu la nécessité d'une pratique révolutionnaire mais n'avaient pas réagi aux changements historiques du capitalisme pour pouvoir trouver les moyens de répondre à cette nécessité. Tandis que la part de vérité de la pensée anarchiste doit toujours être présente dans notre critique, si nous voulons développer la théorie nous devons nous tourner vers le courant marxiste du mouvement ouvrier.(5)

La question se pose alors de savoir si la Deuxième Internationale a adopté les précieux éléments que l'on trouve chez Marx. Autant que les différences personnelles, la scission dans l'Internationale reflétait une sérieuse différence dans la manière d'analyser le capitalisme. La critique de Marx de l'économie politique avait pris ses distances avec une critique morale ou utopique. Il rejeta fermement l'idée simpliste selon laquelle le capitalisme est "mauvais". La nécessité de comprendre le mouvement du capital et de structurer son rejet dans la pratique implique le rejet de ce simplisme .

Les réactions de Marx et de Bakounine à la commune de Paris montrent leurs divergences. Bakounine applaudit à cette action et essaya d'organiser "ces quelques centaines de révolutionnaires" dans la révolution en acte. Tandis que Marx, tout en reconnaissant que les Communards avaient trouvé les formes par lesquelles le capitalisme peut être nié, pensait que la défaite montrait la faiblesse du prolétariat à ce moment. La critique par Marx de l'économie politique a donné une théorie du développement capitaliste et de ses contradictions. Dans cette critique il est clairement établi que le capitalisme est un système de pouvoir de classe transitoire, sorti d'un système de classe antérieur mais dont la dynamique va au-delà de tous les systèmes antérieurs.

Le programme d'Erfurt et la pratique de la Deuxième Internationale représentent une interprétation particulière des analyses pénétrantes de la critique de Marx. La théorie du déclin du capitalisme est une interprétation de la compréhension par Marx du caractère transitoire du capitalisme et de ce que ce caractère signifie. C'est une interprétation qui transforme la notion de dynamique spécifique de développement en une théorie mécaniste et déterministe de l'effondrement inévitable. Marx a établi comment le système de classe dominant et la lutte de classes agissent au travers de la marchandise, du travail salarié etc. Le capitalisme est essentiellement le mouvement du travail aliéné et de la forme-valeur . Mais cela signifie que "l'objectivité" du capitalisme comme mouvement du travail salarié est

toujours ouverte à la rupture ou à la modification par son côté subjectif. L'ironie, dans la scission de la Première Internationale, était que Bakounine considérait l'économie de Marx comme excellente. Il ne saisit pas que la contribution de Marx n'était pas une économie mais une *critique* de l'économie ainsi qu'une critique de la séparation de l'économie et de la politique.(6)

Comme nous allons le voir la Deuxième Internationale dans son adoption de "l'économie" de Marx fit la même erreur en prenant la critique de l'économie politique offerte aux révolutionnaires, comme une économie plutôt que comme une critique de la forme sociale de la société capitaliste. Derrière la théorie de l'effondrement, on trouve l'idée selon laquelle le socialisme est la solution à " l'anarchie capitaliste du marché" et la libération des forces productives des relations d'appropriation privative capitalistes qui les enchaînent. Le capitalisme est vu comme une économie irrationnelle et le socialisme comme une économie pleinement planifiée. Les théoriciens du mouvement ouvrier étaient convaincus que la dynamique historique était de leur côté. Se focalisant sur l'idée de Marx que les sociétés par actions "sont une abolition du système capitaliste privé sur la base du capitalisme lui-même"(7), ils pensaient que la future socialisation de la production était évidente dans l'extension du crédit, des sociétés par actions, des trusts et des monopoles et que c'était là les bases du socialisme. A une date non précisée, une révolution aurait lieu et les capitalistes perdraient leur emprise sur les forces productives socialisées qui tomberaient entre les mains des travailleurs qui pourraient poursuivre le développement historique de ces forces productives.

C'est une lecture optimiste des axes du développement capitaliste qui confie l'action de transformation sociale à l'orientation du capital vers la centralisation et la coordination. La théorie de certains sur la façon dont le capitalisme se transforme en socialisme, comme on vient de le voir, est fondée sur la conviction que *Le Capital* (livres I à III) donne un compte rendu complet, systématique et scientifique du capitalisme et de sa destinée. C'est voir *Le Capital* comme essentiellement complet ce qu'il n'est pas (8). Engels prépara pour la publication les livres II et III dans lesquels, comme dans le livre I, bien qu'il y ait des avis sur la mort du capitalisme, il n'y a pas de théorie finie des modalités de déclin et d'effondrement du capitalisme. Engels lui-même, bien qu'attiré par une telle théorie par la longue dépression des années 1870 et 1880, ne l'établit jamais. C'est cette crise et les conjectures d'Engels sur celle-ci qui ont amené Kautsky à faire de l'effondrement capitaliste le point central du programme d'Erfurt et c'est le boom prolongé qui succéda à la dépression dans les années 1890 qui provoqua le débat sur le révisionnisme.

Le révisionnisme et la fausse opposition au révisionnisme.

Le plus grand propagateur du révisionnisme fut Bernstein, son opposant fut d'abord Kautsky, puis, et de manière plus intéressante Luxemburg. A un premier niveau, Bernstein argumentait dans l'optique d'amener le parti à faire coïncider sa théorie avec sa tactique et à embrasser le révisionnisme de bon coeur. Cependant le point central de ses arguments et de la controverse révisionniste, était l'insistance sur ce que le déclin économique et l'effondrement, inclus dans le programme d'Erfurt, s'était révélé comme faux de par la fin de la longue période de dépression et les changements du capitalisme, c'est à dire le développement des cartels, du commerce international, du système du crédit, qui montraient que le capitalisme était capable de résoudre sa tendance à la crise. Bernstein avançait que l'héritage de Marx était double, d'un côté une "pure science du socialisme marxiste" et de l'autre un "une mise en pratique" qui incluait un engagement moral pour la révolution. L'idée de déclin et d'effondrement ainsi que la position révolutionnaire qu'elle impliquait était, soutenait Bernstein, scientifiquement fausse et devait être éliminée de même que l'élément dialectique qui, chez Marx, en était le fondement. A coup d'arguments passionnés, Kautsky et Bernstein s'engagèrent dans une bataille de statistiques pour savoir si la théorie de l'effondrement était fondée ou non (9). Ce qui importe dans le débat sur le révisionnisme c'était que Bernstein et Kautsky étaient d'accord sur la tactique la furieuse dispute sur la

théorie cachait une complicité sur la pratique. Ce que Kautsky défendait et ce que Bernstein attaquait était une caricature de la théorie révolutionnaire une théorie devient idéologie du fait de sa séparation d'avec la pratique et qui plus est, plus proche du marxisme d'Engels que des idées de Marx. Kautsky tenait sa crédibilité de son association avec les deux "vieux" même s'il n'avait eu, presque exclusivement, de contacts qu'avec Engels. Il poursuivait le processus entamé par Engels (dans des travaux comme la "Dialectique de la nature") de perte du sujet dans une perspective déterministe-évolutionniste de l'histoire.

Quand des révolutionnaires comme Luxemburg intervinrent, ils soutenaient une position qui était déjà la négation d'une position révolutionnaire solide. La critique de Bernstein par Luxemburg était plus profonde que celle de Kautsky en ce qu'elle saisissait l'étendue de la perte de l'aspect dialectique dans la lecture de Marx par Bernstein et la réduction qu'il lui faisait subir, la ramenant à l'économie bourgeoise. Tandis que Kautsky essayait de montrer qu'il n'y avait pas de problème de dualisme dans *Le capital* de Marx et que les notions d'effondrement du capitalisme et de besoin de révolution étaient absolument scientifiques, Luxemburg voyait un dualisme : "le dualisme du futur socialiste et du présent capitaliste... le dualisme du capital et du travail...le dualisme de la bourgeoisie et du prolétariat...le dualisme de l'antagonisme de classe qui prend forme à l'intérieur de l'ordre social capitaliste" (10). On voit une tentative de faire s'échapper la perspective révolutionnaire du scientisme de la Deuxième Internationale. Cependant, quand elle en arrive à développer ses propres positions sur l'effondrement du capitalisme, on voit apparaître une nouvelle forme différente de dualisme. Sa position était irréductiblement divisée entre d'un côté un engagement révolutionnaire et de l'autre une théorie objectiviste de l'effondrement capitaliste. Sa théorie de l'effondrement était fondée sur une lecture des schémas de Marx (11) destinée à montrer dans quel cas il y a *impossibilité* de la reproduction du capital ; toutefois l'objet de ces schémas est d'indiquer la précarité de la reproduction capitaliste et de démontrer à quelles conditions elle est *possible*. Étonnamment de la part de quelqu'un qui était engagé dans une action révolutionnaire de masse et de base, sa théorie de la crise capitaliste, du déclin, de l'effondrement, était entièrement fondée au niveau de la circulation et du marché, de telle façon qu'elle n'impliquait pas du tout le prolétariat, au niveau des schémas tout le monde est acheteur ou vendeur de marchandises de telle sorte que les ouvriers ne peuvent être agents de la lutte.

La théorie du déclin de Luxemburg a comme prémisse le postulat que le capitalisme a besoin des marchés extérieurs non-capitalistes pour absorber le surplus de profit, et que lorsqu'ils sont épuisés l'effondrement est inévitable. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'était pas engagée dans le combat politique, elle ne suggérait pas qu'on doive attendre l'effondrement, elle déclarait que le prolétariat devait faire la révolution avant un tel effondrement. Mais sa position était quand même économiste, en ce qu'elle posait l'effondrement à partir d'un déséquilibre purement économique, même si elle ne l'était pas à la manière de la théorie orthodoxe de la Deuxième Internationale qui comptait sur les forces économiques pour amener le socialisme. Luxemburg était une révolutionnaire et elle participa à la révolution en Allemagne, mais sa conception du procès capitaliste était fautive, fondée qu'elle était sur une mé-compréhension du rôle des schémas de Marx. Cependant elle pensait qu'il fallait prouver scientifiquement que le capitalisme ne pouvait se développer indéfiniment et c'est cet impératif qui est la clé de la véhémence de la "controverse sur l'effondrement".

La gauche de la Deuxième Internationale, voyant que les négateurs de la banqueroute s'orientaient vers le réformisme, conçurent la cohérence de cette évolution : " Si le M.P.C. peut assurer une expansion sans limite des forces productives du progrès économique, il est en effet invincible". L'argument objectif le plus important pour soutenir la théorie sociale s'effondre ! L'action politique socialiste et la signification idéologique de la lutte de classe du prolétariat cessent de refléter les événements économiques et le socialisme n'apparaît plus comme une nécessité historique (12). Pour celui qui suit Luxemburg, la raison

d'être révolutionnaire c'est que le capitalisme doit connaître une crise insoluble, due à une tendance purement économique à l'effondrement qui s'actualise quand les marchés sont épuisés. L'effondrement capitaliste et la révolution prolétarienne sont essentiellement séparés et leur connexion ne repose que sur l'idée que le premier rend la seconde nécessaire.

Etant totalement engagée dans l'action révolutionnaire et, à la différence de Lénine, pensant qu'une telle action devait être une action autonome du prolétariat, elle posait de manière dualiste que ce qui rend l'action nécessaire : sans la révolution, le capitalisme s'effondrera dans la barbarie. En cela elle avait tort : *le capitalisme ne s'effondrera que par l'action prolétarienne*. Ce qu'il fallait argumenter contre Bernstein ce n'était pas que le capitalisme ne pouvait résoudre ses problèmes grâce à ses propres formes de planification (bien qu'il ne puisse jamais résoudre ses problèmes de manière permanente puisqu'ils ont leur racine dans la lutte des classes) cette résolution exigeant une économie socialiste planifiée. Ce qu'il fallait répondre, c'était que le débat sur la question de savoir si les problèmes du capitalisme pouvaient être résolus à l'intérieur de lui-même ou seulement grâce à une économie socialiste planifiée, passait à côté du point crucial. Ces problèmes ne sont pas nos problèmes. Notre problème est celui de l'aliénation, du contrôle de nos vies et de nos activités. Même si le capitalisme pouvait résoudre sa tendance à la crise, ce qu'il ne peut pas car cette tendance c'est l'expression de l'antagonisme de classes, cela ne résoudrait pas notre problème avec lui.

Mais c'est là que ça coince. *L'économie socialiste comme l'envisageait les marxistes de la Deuxième Internationale était une solution (le capitalisme d'Etat.) aux problèmes du capitalisme*. Les meilleurs sociaux-démocrates de gauche (13) identifièrent le socialisme avec l'auto-émancipation, mais le conflit sous-jacent avec la position capitaliste d'Etat de la droite comme du centre du parti prit la forme du conflit avec les révisionnistes sur la question de l'effondrement économique. Il ne s'agit pas de dire que le parti Social-démocrate et la Deuxième Internationale étaient simplement le parti du capitalisme d'Etat. Ils représentaient les aspirations de millions d'ouvriers et ce furent souvent des ouvriers qui avaient été membres de la Deuxième Internationale qui prirent la direction d'actions communistes. Mais idéologiquement, la Deuxième Internationale avait des buts capitalistes d'Etat et ceux qui partageaient ces buts, comme Luxemburg, le faisaient de façon contradictoire. Un aspect de cette contradiction était le maintien de la thèse objectiviste du déclin.

Bernstein attaqua Kautsky et l'orthodoxie de la Deuxième Internationale sur l'effondrement inévitable et sur la révolution causée par une fatalité déterministe. Il lança cette attaque en liaison avec la promotion du réformisme et l'abandon de toute prétention révolutionnaire. Mais en réalité l'idée d'une évolution déterministe de l'économie était le parfait pendant du réformisme. La théorie de l'effondrement de la Deuxième Internationale impliquait une conception fataliste de la fin du capitalisme, autorisant ainsi le réformisme comme alternative à la lutte des classes. La théorie du déclin /décadence mise en avant par les révolutionnaires était différente de celle implicitement contenue dans le programme d'Erfurt en ce que pour des gens comme Lénine et Luxemburg la notion d'effondrement est posée comme l'aboutissement du stade final du capitalisme : le capitalisme monopoliste / impérialisme. En reconnaissant les changements, ils étaient curieusement plus proches de Bernstein que de Kautsky, mais ils marquaient leur opposition à ses conclusions réformistes en accentuant leur engagement dans le sens de l'inévitabilité de l'effondrement. Alors que Bernstein pensait que les changements montraient la résolution par le capital de tout tendance à l'effondrement, Lénine et Luxemburg y voyaient l'expression de l'entrée dans le stade final avant l'effondrement.

La question politique : "Réforme ou révolution?" s'est retrouvée liée à la question faussement empirique du déclin. Pour les sociaux-démocrates de gauche, il est essentiel d'insister sur le fait que le capitalisme est en décadence qu'il approche de son effondrement. Tout le sens du "marxisme" réside dans l'acceptation de la banqueroute du capitalisme et donc de la nécessité de la révolution. Ainsi ils s'engagent dans

l'action révolutionnaire mais, comme on l'a vu, parce que toute l'attention est fixée sur les contradictions objectives du système et que l'action révolutionnaire n'est qu'une réaction à celles-ci, ils ne font pas la liaison avec la vraie condition nécessaire de la fin du capitalisme : *le développement concret du sujet révolutionnaire*. Il semblait à la plupart des révolutionnaires du moment, comme Lénine et Luxemburg, que la position révolutionnaire était de croire à l'effondrement, alors que la théorie de l'effondrement autorisait la position réformiste depuis le début de la Deuxième Internationale. Le problème était que la théorie du déclin capitaliste comme théorie de l'effondrement du mode de production capitaliste de par ses propres contradictions objectives, inclut une attitude essentiellement contemplative devant l'objectivité capitaliste. Alors que ce que nécessite réellement la révolution est de rompre avec cette attitude contemplative. Le problème fondamental, dans le débat sur le révisionnisme dans la Deuxième Internationale, était que les deux côtés partageaient une conception appauvrie de l'économie comme simple *production de choses* alors qu'elle est aussi *production de rapports de production et de relations*, ce qui bien sûr inclut la conscience que les personnes ont de ces relations (14). Cette espèce d'économisme (considérant une économie de choses et non de relations) tend vers l'idée d'un développement autonome des forces productives de la société et vers la neutralité de la technique. Avec une économie ainsi vue, son développement est une question technique et quantitative. Parce que la Deuxième Internationale avait cette idée naturaliste de la signification du développement du capitalisme, on pouvait maintenir une croyance dans l'effondrement du capitalisme sans aucun engagement dans une pratique révolutionnaire. Parce que la gauche comprenait la théorie de l'effondrement comme étant révolutionnaire, Lénine pouvait être surpris de voir Kautsky, qui avait écrit une version de cette théorie dans le programme d'Erfurt, trahir la cause révolutionnaire. Quand la gauche bataillait contre le courant majoritaire complice du capital, elle conservait la théorie de l'effondrement. Ainsi les sociaux-démocrates radicaux comme Lénine et Luxemburg combinaient une pratique révolutionnaire avec une position théorique fataliste qui avait ses origines dans le réformisme.

Dire que la Deuxième Internationale était coupable d'économisme est devenu un lieu commun. Nous avons à réfléchir à ce que cela signifie et voir si tant les Trotskistes que les Communistes de gauche, qui ont pu critiquer les politiques de la Deuxième Internationale, ont poursuivi sa théorie. A notre avis ils ne l'ont pas fait, ils ont retenu une théorie appauvrie de la Deuxième Internationale sur l'économie capitaliste et sur sa tendances à la crise et à l'effondrement avec son corollaire : la lutte politique et sociale, impliquée par une telle conception de la crise, se déroule au niveau économique. On ne parvient pas à saisir que l'objet auquel nous faisons face est la relation entre capital et travail salarié, c'est à dire la relation sociale d'exploitation de classe qui se reproduit à travers toute la société capitaliste. Les sphères de production et de reproduction politiques et idéologiques sont toutes des moments entrelacés dans cette relation qui est reproduite en chacun de nous.

La social-démocratie radicale

Ce fut avec les sociaux-démocrates radicaux tels Luxemburg, Lénine et Boukharine que la conception achevée d'une époque décadente du capitalisme est parvenue à l'idée qu'à un certain stade généralement autour de 1914 le capitalisme a basculé dans son étape de déclin final. *L'Accumulation du capital* de Luxemburg est une des sources de la théorie du déclin, même si la plupart des révolutionnaires, à l'époque et maintenant, (15) n'étaient et ne sont pas d'accord avec sa thèse. D'autres sociaux-démocrates de gauche comme Boukharine et Lénine fondèrent leur théorie de l'impérialisme et de la phase décadente du capitalisme sur *Le capital financier* d'Hilferding. Dans ce travail Hilferding rattache les nouveaux aspects de l'économie capitaliste l'interpénétration des banques et des compagnies par actions, l'expansion du crédit, la restriction de la concurrence entre les cartels et les trusts à la politique étrangère expansionniste de l'Etat-nation. Hilferding tout en voyant cette phase comme déclin du capitalisme et transition au socialisme, ne pensait pas que le capitalisme s'effondrerait nécessairement ni

que sa tendance à cet effondrement se réaliserait forcément, sa tendance politique l'orientait vers le réformisme. Les théories de Boukharine et de Lénine, produites après 1914, voyaient l'impérialisme et la guerre comme la politique inévitable du capital financier. Ils identifiaient cette forme comme la forme décisive du déclin du système, car la progression naturelle du capital financier et monopolistique est immédiatement expansion impérialiste et guerre dont l'aboutissement devait être la révolution prolétarienne.(16)

"L'impérialisme" de Lénine, qui est devenu pour ses disciples un texte crucial de l'époque moderne, décrit la phase impérialiste du capitalisme : "comme un capitalisme en transition ou plus précisément comme un capitalisme moribond"(17). Pour Lénine, dans la planification capitaliste des grandes compagnies, il est évident que nous avons la socialisation de la production et plus seulement une "organisation" car l'économie privée et les relations de propriété privée constituent une coquille qui ne convient plus à son contenu, une coquille qui doit inévitablement dégénérer si son remplacement est artificiellement retardé, une coquille qui peut rester à l'état dégénéré pour une très longue période mais qui doit inévitablement être changée (18). Le texte de Lénine de même que "*L'impérialisme et l'économie mondiale*" de Boukharine qui a eu une grande influence sur lui, adopte l'analyse d'Hilferding sur "le stade final du capitalisme" monopoles, capital financier, exportation de capital, formation de cartels et de trusts internationaux, division territoriale du monde. Mais alors qu'Hilferding pensait que ces développements, particulièrement la planification d'Etat à ce stade du "capitalisme organisé", étaient progressifs et autorisaient une avancée pacifique vers le socialisme, Lénine pensait que le capitalisme ne pouvait se développer plus avant. La continuité entre la théorie réformiste de la Deuxième Internationale et la théorie "révolutionnaire" des bolcheviks en terme de conception du socialisme, comme socialisation capitaliste de la production sous contrôle ouvrier, est une des clés de l'échec de la gauche au XX^e siècle. Hilferding écrit : "La tendance du capital financier est d'établir un contrôle social de la production, mais c'est une forme antagonique de socialisation tant que le contrôle de la production reste entre les mains d'une oligarchie. La lutte pour déposséder cette classe dirigeante constitue la phase ultime de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat. La fonction socialisatrice du capital financier facilite énormément la tâche du dépassement du capitalisme. Une fois que le capital financier a mis les branches les plus importantes sous son contrôle, il suffit pour la société à travers ses organes exécutifs conscients l'Etat conquis par la classe ouvrière de saisir le capital financier pour obtenir le contrôle immédiat de ces branches de la production. (...) Prendre possession de six grandes banques de Berlin, signifierait prendre possession des plus importantes sphères de l'industrie à grande échelle, et faciliterait grandement les phases initiales de la politique socialiste pendant la période de transition, quand la comptabilité capitaliste sera encore utile." (19).

Henrik Grossman qui, comme nous le verrons, est un des théoriciens-clé du déclin se réfère à cette conception comme à "Un rêve de banquier aspirant au pouvoir sur l'industrie au travers du crédit...Le putschiste d'Auguste Blanqui traduit en économie" (20) et la compare à celle de Lénine dont il se sent plus proche. "Le capitalisme a créé un appareil de comptabilité dans les structures des banques, des consortiums, du service des postes, des sociétés de consommateurs, des syndicats d'employés de bureau .Sans les grandes banques le socialisme serait impossible. Les grandes banques sont "l'appareil d'Etat" dont nous avons besoin pour établir le socialisme et que nous prendrons tout-prêt du capitalisme, notre tâche est simplement d'élargir ce qui mutilé "capitalistement" cet excellent appareil pour le faire encore plus gros, encore plus démocratique, encore plus englobant, la quantité sera transformée en qualité. Une seule banque d'Etat, la plus grande des grandes sera ... le squelette de la société socialiste" (21). Tandis qu'Hilferding pense que la prise de contrôle du capital financier peut se faire graduellement, Lénine pense qu'elle nécessite une révolution mais *tous deux* identifient le socialisme avec la prise de contrôle des formes de planification, d'organisation et de travail du

capitalisme.

L'impérialisme comme stade du capital financier et monopoliste était pour Lénine le stade de la décadence du capitalisme, Luxemburg, avec des analyses différentes, concluait de manière similaire que l'effondrement était inévitable. Dans ce débat fratricide, les léninistes accusaient Luxemburg de fatalisme ou de spontanéisme et de ne pas croire en la lutte des classes. Mais, même si Luxembourg et Lénine différaient dans leurs analyses de l'impérialisme, leurs conceptions de la fin du capital était essentiellement la même le développement du capitalisme avance vers l'effondrement du système et c'est la tâche des révolutionnaires d'en faire le socialisme et non la barbarie. Aucun de ces deux penseurs n'étaient opposés à la lutte de classe, pour les deux leur idée était que le développement du capitalisme avait atteint un point de crise, et que donc maintenant c'était à eux d'agir.

Toutefois, derrière les similitudes chez Lénine et Luxemburg sur le capital entrant dans son stade final, il reste une différence considérable car Luxemburg faisait une importante critique du modèle statique de transformation socialiste défendu par la social-démocratie alors que Lénine ne faisait pas cette critique. Après la révolution bolchevique, dans les débats au sein de la social-démocratie, le léninisme était d'une part accusé par Luxemburg de volontarisme mais d'autre part défendu comme réaffirmant la lutte de classe. Ce dont il était réellement question c'était le maintien par Lénine d'une définition objectiviste du socialisme (le développement d'une dialectique économique objective) combinée avec une perspective volontariste. Il chevaucha la lutte de classe ou plutôt il sut y être réceptif et se faire porter par elle mais une fois au pouvoir il commença le développement de l'économie par le haut, c'est ainsi qu'il comprenait le socialisme. Politiquement, Lénine et les bolcheviques rompèrent avec le marxisme de la Deuxième Internationale, plus exactement avec la théorie orthodoxe des stades qui impliquait que la Russie devait d'abord connaître une révolution bourgeoise avant la révolution prolétarienne. Mais ce n'était pas une rupture fondamentale avec la théorie économiques des forces productives de la Deuxième Internationale. La théorie de Trotski de la révolution permanente, que les bolcheviques adoptèrent effectivement en 1917, n'était pas fondée sur une critique de la notion réifiée de développement des forces productives de la Deuxième Internationale, mais insistait sur la nécessité de considérer ce développement au niveau du marché mondial. La condition du socialisme était toujours le développement des forces productives, pris au sens restreint, simplement on posait que le stade suprême et décadent du capitalisme interdisait à la Russie d'accéder à ce niveau de développement(22).

Les bolcheviques reconnurent que la Russie avait besoin d'un développement de ses forces productives et parce qu'un tel développement était identique à une modernisation capitaliste, en volontaristes, ils choisirent de les développer de manière socialiste. Le caractère combiné et inégal du développement sous l'impérialisme signifiait que le capitalisme avait échoué à se développer lui-même, les bolcheviques devaient le faire. Bien sûr ils attendaient l'aide d'une révolution en Europe occidentale, mais avec l'introduction du taylorisme, des spécialistes capitalistes et du directeur unique dans les entreprises, on voit que la tâche que les bolcheviques comprirent comme socialiste était en fait le développement de l'économie capitaliste. Ces mesures ne leur furent pas imposées par les événements, elles faisaient partie de leur perspective dès le début. Dans le même texte d'avant la révolution d'octobre, Lénine admet que "nous avons besoin de bons organisateurs de la banque et de la fusion d'entreprise et il sera nécessaire de payer à ces spécialistes de hauts salaires durant la période de transition", mais il déclare ne vous inquiétez pas : "Nous les placerons cependant sous le contrôle ouvrier et nous appliquerons totalement la règle "qui ne travaille pas ne mange pas" Nous n'inventerons pas les formes d'organisation du travail nous les prendrons toutes prêtes du capitalisme. Nous prendrons la direction des banques, des consortiums, des meilleures usines, des stations expérimentales, des académies, et ainsi de suite, tout ce que nous aurons à faire sera d'emprunter les meilleurs modèles fournis par les pays avancés" (23).

Alors qu'Hilferding avait vu le rôle de la planification d'Etat, au stade du capitalisme organisé, comme

base de la transition pacifique au socialisme, Lénine était convaincu de devoir prendre le pouvoir, mais ils étaient d'accord sur le point selon lequel la planification capitaliste était le prototype de la planification socialiste. *Pour nous la révolution c'est le retour du sujet à lui même, pour Lénine c'est le développement d'un objet* . Pour défendre Lénine, on peut dire que le socialisme était impossible en Russie et qu'il attendait la révolution en Allemagne. Mais sa conception du socialisme, celle de la Deuxième Internationale, dont il ne sépara jamais était le capitalisme d'Etat.

Dans la conception des bolcheviques et de la Deuxième Internationale, la socialisation de l'économie sous le capitalisme était neutre et sans le moindre doute positive, l'anarchie de la circulation était le problème dont on devait se débarrasser. Mais la socialisation capitaliste n'est pas neutre elle est capitaliste et en cela nécessite une transformation. Les mesures bolcheviques sont le produit direct de leur adhésion à la Deuxième Internationale, à l'identification du socialisme avec la planification. La notion de déclin et de décadence est conçue comme le développement des contradictions entre la socialisation croissante des forces productives la planification la rationalité de la production et l'irrationalité et l'anarchie développées par l'appropriation privative au travers du marché. La première est bonne la seconde mauvaise. La solution, impliquée par cette conception, aux problèmes du capitalisme est d'étendre la planification à la sphère de la circulation. Mais les deux côtés sont capitalistes, le prolétariat ne fait pas que prendre en main le contrôle capitaliste du procès de travail et y ajouter le contrôle de la consommation. Il transforme toutes les sphères de la vie la régulation sociale du procès de travail n'est pas la même que la régulation capitaliste.

La position économiste du marxisme de la Deuxième Internationale, partagée par les bolchevistes, dominait le mouvement ouvrier car elle réfléchissait une composition de classe particulière le technicien qualifié et l'ouvrier professionnel qui s'identifiaient au procès productif (24). L'idée que le socialisme est du côté du développement des forces productives considérées comme *économiques* est un produit du manque de développement des forces productives considérées comme *sociales*. (25). On pourrait dire qu'à un certain niveau de développement des forces productives, la tendance en faveur d'un programme socialiste "capitaliste d'Etat" est dominante et qu'une véritable position communiste révolutionnaire est plus difficile à développer. Le projet communiste était adopté par de nombreux ouvriers, mais ils ne purent le réaliser. Cela est toujours problématique de considérer l'histoire en se posant la question de savoir s'il était possible à telle ou telle révolution de l'emporter ; elle n'a pas réussi c'est tout. Le communisme n'est jamais possible dans le passé, il ne l'est qu'à l'avenir, à partir du présent. Ce que nous pouvons faire c'est chercher les raisons pour lesquelles le projet communiste ne fut pas réalisé alors, afin de prendre ces raisons en compte dans nos efforts actuels pour le réaliser.

Une bataille eut lieu où de plus en plus les forces du capital prirent la forme du parti ouvrier capitaliste d'Etat. En considérant les forces productives comme étant neutres, alors qu'elles sont capitalistes, les bolchevistes sont devenus une force capitaliste. Sous le stalinisme l'idéologie des forces productives a atteint des sommets d'imbécillité mais malgré quelques différences il y avait bien continuité avec les idées de Trotski et de Lénine. L'écrasement des ouvriers par les sociaux-démocrates allemands et par les bolcheviques exprimaient des deux côtés la victoire du capital au travers de l'idéologie capitaliste d'Etat. On ne peut nier qu'il aurait pu y avoir un développement communiste, mais un tel développement aurait eu pour contenu les actions conscientes des producteurs librement associés, et non le "développement des forces productives" qui présuppose leur séparation d'avec le sujet (26). Il n'aurait pas eu, comme le programme bolcheviste, le même contenu technico-économique que le développement capitaliste. Le communisme n'est pas construit d'en-haut il ne peut être que le mouvement de l'auto-émancipation prolétarienne.

Les deux principaux promoteurs de la théorie de la décadence /déclin (trotskisme et communisme de gauche) trouvent leur origine dans cette période de guerre et de révolution. Très évidemment il y avait des éléments objectifs qui soutenaient cette théorie la guerre était catastrophique (27) et le capitalisme semblait vraiment fini. Cependant la révolution échoua.

La forme trotskiste du léninisme n'a jamais réussi à rompre avec les conceptions de la Deuxième Internationale sur ce qui constitue la crise du capitalisme et sur ce que devrait être le socialisme. Lénine, adoptant la théorie de l'entrée en déclin du capitalisme, insista sur le fait qu'aucune crise n'était nécessairement finale. Trotski, de son côté, parla d'effondrement inévitable. Sa politique après 17 était dominée par l'idée que le capitalisme en était à, ou s'approchait de, sa crise finale dans laquelle la révolution était inévitable. Le marxisme de Trotski était fondé sur la primauté des forces productives, et sa compréhension des forces productives était simpliste et technique, pas très différente de celle de Staline. "Le marxisme établit le développement technique comme la source fondamentale du progrès et construit le programme communiste sur la dynamique des forces productives" (28). Lorsqu'il était encore membre de la bureaucratie soviétique, sa notion mécaniste des forces productives, l'amena à justifier la militarisation du travail et à accuser les ouvriers qui résistaient au taylorisme de "romantisme tolstoïen". En exil, il ne centra pas sa critique de l'Union Soviétique sur la position des ouvriers (sur lesquels il avait toujours voulu faire feu) mais sur le manque de développement technique. Il pose que : "La force et la stabilité des régimes sont déterminées à long terme par la productivité relative de leur travail". Une économie socialiste possédant une technique supérieure à celle du capitalisme serait réellement garantie dans son développement socialiste pour ainsi dire automatique ce qui est malheureusement toujours impossible à dire de l'économie soviétique" (29). Malgré cela il y avait bien quelque chose qui donnait tout de même à la Russie une avance sur le capitalisme décadent : "Le mal fondamental du système capitaliste n'est pas le fait dispendieux d'avoir des classes mais que, dans le but de maintenir son droit d'être dispendieuse, la bourgeoisie maintienne la propriété privée des moyens de production, condamnant ainsi le système économique à l'anarchie et à la décadence"(30). L'Union Soviétique était progressiste parce que, bien qu'elle eut une strate sociale dirigeante vivant sur un grand pied, avec la planification elle avait dépassé l'irrationalité capitaliste et la décadence. Elle était en retard à cause d'un manque de développement technique. La défense trotskiste orthodoxe de l'Union Soviétique en tant qu'État ouvrier dégénéré était permise par le modèle de développement économique qui voit dans le contrôle d'État et la planification un progrès. A cause du changement des rapports de productions ou, ce qui pour Trotski revenait au même, des rapports de propriété, le régime d'une façon ou d'une autre était positif (31). Cette position était l'expression logique de la théorie selon laquelle la socialisation capitaliste est positive et l'appropriation privative négative, ainsi si l'on se débarrasse de l'appropriation privative la propriété privée on a le socialisme. On peut appeler cela socialisme mais c'est le capitalisme d'État.

La chute du taux de profit

Le trotskisme, en tant que tradition, trahit ce qu'il proclame représenter, c'est-à-dire tout ce qui fut positif dans la vague révolutionnaire 1917-21. L'importance de la gauche et des communistes de conseils est que, dans leur insistance authentique sur l'auto-émancipation prolétarienne, ils montrent la grande vérité de la période à l'encontre de sa représentation léniniste. Cependant, à la suite de la défaite du prolétariat et de leur isolement d'avec les luttes, les petits groupes de communistes de gauche fondent de plus en plus leurs positions sur l'analyse objective décrivant le capitalisme comme décadent. Cette analyse eut un certain développement, en particulier avec Henryk Grossman qui produisit une élaboration méticuleuse de la théorie de l'effondrement. Cette analyse constitua une alternative à l'analyse de Luxemburg. Au lieu de fonder la théorie de l'effondrement sur l'épuisement des marchés extra-capitalistes, il la fonda sur la chute du taux de profit. Depuis lors, presque toutes les théories

marxistes orthodoxes de la crise ont été fondées sur la baisse du taux de profit. Mais dans sa théorie il avance que la tendance à la baisse du taux du profit, qu'on trouve chez Marx, (32) amène à une chute de la masse relative de profit qui finalement sera trop petite pour que l'accumulation se poursuive.

Dans l'exposé de Grossman l'effondrement capitaliste est un procès purement économique, inévitable, même si la classe ouvrière n'est plus qu'un simple rouage capitaliste. Grossman essaie de prévenir la critique : "Parce que je me suis délibérément limité à décrire uniquement les présuppositions économiques de l'effondrement capitaliste dans cette étude, laissez-moi dissiper une suspicion d'"économisme pur" dès le début. Il est inutile de gâcher du papier sur la connexion entre l'économie et la politique ; qu'il y ait connexion est manifeste. Toutefois alors que les marxistes ont écrit énormément sur la révolution politique, ils ont négligé de traiter théoriquement l'aspect économique de la question et ont échoué à comprendre le vrai contenu de la théorie de Marx de l'effondrement. Mon seul objet est de combler cette lacune dans la tradition marxiste" (33).

Pour le marxiste objectiviste, la connexion est manifeste, l'économique et le politique sont séparées, les écrits existants sur le politique sont adéquats et demandent seulement à être adossés à une argumentation économique. La position de ceux qui suivent Grossman s'expose ainsi:

1) Nous avons une compréhension de l'économie qui montre que le capitalisme est en déclin et tend inexorablement à son effondrement.

2) Ceci montre la nécessité d'une révolution politique pour introduire un nouvel ordre économique.

L'intervention politique a une relation d'extériorité avec la compréhension économique du capitalisme. Les théories orthodoxes de la crise capitaliste acceptent la réduction de l'activité de la classe ouvrière à une activité du capital. La seule action contre le capital est une attaque politique contre le système, attaque dont on imagine qu'elle se déclenche seulement lors de l'effondrement du système. La théorie de Grossman est l'essai le plus complet et le plus fouillé pour faire voir "*Le Capital*" de Marx comme une "science économique" complète donnant son imprimatur à l'effondrement capitaliste. Il insiste : "le marxisme économique tel qu'il nous a été légué n'est pas un fragment d'une oeuvre inachevée, mais représente fondamentalement un système pleinement élaboré, un et sans faille"(34). Cette insistance à voir "*Le Capital*" comme un travail complet donnant la preuve de la décadence et de l'effondrement du capitalisme est un trait essentiel de la conception du monde des marxistes objectivistes. Cela signifie que la connexion entre politique et économie est à la fois manifeste et extérieure. C'est faux, la connexion est interne, mais le saisir demande de reconnaître que "Le Capital" est incomplet et que l'achèvement de son projet réclame une compréhension de l'économie politique de la classe ouvrière et non pas seulement de celle du capital. Mais Grossman a catégoriquement nié cette possibilité dans son insistance sur le caractère essentiellement complet de l'oeuvre.

Ce que Grossman a essayé de faire avec "La loi de l'accumulation ...", comme Luxemburg avait essayé de le faire avant lui, c'était de donner une base matérialiste à la nécessité du socialisme. Dans cette tâche, ils étaient en opposition avec ceux qui avaient commencé par essayer de fonder le projet socialiste sur des bases morales ou subjectives et qui ont fini en se compromettant totalement avec le capitalisme. Les arguments de Grossman comme ceux de Luxemburg développent une conception appauvrie du matérialisme en partie produite par le fait de prendre "*Le Capital*" comme le dernier mot de Marx sur la fin du capitalisme. Les besoins radicaux du prolétariat qui surgissent à l'intérieur du capitalisme sont des forces matérielles et c'est sur ces forces plutôt que sur leurs expressions réifiées dans les catégories du "*Capital*" que le projet communiste se fonde.

Pannekoek

Pendant que les communistes de gauche maintenaient l'identification de la décadence avec le stade

impérialiste du capitalisme, la théorie plus abstraite de Grossman, qui s'enracinait dans la tendance à la chute du taux de profit du "*Capital*", était adoptée avec enthousiasme par beaucoup de communistes des conseils et plus particulièrement par Mattick. Contre ce courant, Pannekoek fit une importante critique. Dans "*La théorie de l'effondrement du capitalisme*" (35), en plus de montrer comment Grossman déforme Marx en faisant des citations bien choisies, Pannekoek fait des développements qui indiquent un au-delà du marxisme objectiviste. Bien que, dans sa propre démarche, il croit toujours au déclin du capitalisme, Pannekoek commence à produire une attaque essentielle de la séparation de l'économie, de la politique et des luttes : "L'économie en tant que totalité des hommes travaillant et peinant pour satisfaire leurs besoins de subsistance et la politique (au sens large) en tant qu'action et lutte de ces hommes comme classe pour satisfaire ces mêmes besoins, forment un seul domaine unifié se développant selon des lois". C'est ainsi que Pannekoek insiste sur le fait que l'effondrement du capitalisme est inséparable de l'action du prolétariat dans une révolution sociale et politique. Le dualisme, impliqué par la vision de l'effondrement du capitalisme comme totalement séparé du développement de la subjectivité révolutionnaire du prolétariat, signifie que, lorsque la classe ouvrière est vue comme nécessaire pour fournir la force de la révolution, il n'y a pas de garantie qu'elle soit capable de créer un ordre nouveau par la suite. Ainsi "un groupe révolutionnaire, un parti à objectif socialiste aurait à apparaître comme un nouveau pouvoir administratif en lieu et place de l'ancien, dans le but d'introduire une variante quelconque d'économie planifiée. La théorie de la catastrophe économique est de la sorte toute prête pour des intellectuels qui reconnaissent le caractère intenable du capitalisme et qui veulent une économie planifiée à construire par des leaders et des économistes capables." Pannekoek nota aussi quelque chose que l'on voit se répéter aujourd'hui (36) : l'attrait pour la théorie de Grossman, ou d'autres théories analogues de l'effondrement, au moment où il y a manque d'activité révolutionnaire. Il y a la tentation pour ceux qui se définissent comme révolutionnaire de : "... souhaiter aux masses abruties une bonne catastrophe économique et qu'ainsi elles sortent finalement de leur endormissement et entrent en action. La théorie posant que le capitalisme est maintenant entré en crise finale fournit par ailleurs une réfutation simple et décisive du réformisme et de tous les programmes de parti qui donnent la priorité au travail parlementaire et à l'action syndicale. Une démonstration si simple et empirique de la nécessité d'une tactique révolutionnaire doit être accueillie avec sympathie par les groupes révolutionnaires. Mais la lutte n'est jamais simple ou empirique ; même la lutte théorique à coup de preuves et de raisons.". Mais, poursuit Pannekoek, l'opposition aux tactiques réformistes devrait être fondée non sur la nature de l'époque, mais bien sur les effets pratiques de ces tactiques. Il n'est pas nécessaire de croire à une crise finale pour justifier une position révolutionnaire, le capitalisme va de crise en crise et le prolétariat apprend à travers ses luttes. "Dans ce processus la destruction du capitalisme s'accomplit. *L'auto émancipation du prolétariat est l'effondrement du capitalisme.*" (souligné par nous *Aufheben*). Dans cette tentative de relier de manière interne la théorie de l'effondrement du capital au mouvement du prolétariat, Pannekoek accomplit une évolution essentielle. Comment saisir cette liaison demande un nouveau travail, une nouvelle avancée.

La quatrième internationale et le communisme de gauche : les deux faces de la même médaille objectiviste.

Pendant que les petites troupes de communistes de gauche ou de conseils adoptèrent majoritairement une théorie de la décadence, l'autre prétendant au titre de continuateur de la tradition marxiste Le trotskisme en faisait aussi le centre de son programme. Les fondateurs de la 4^e internationale adoptèrent le programme de transition de Trotski : "*L'agonie mortelle du capitalisme et les tâches de la quatrième internationale*". Dans ce texte, la conception mécaniste de l'économie capitaliste et de son déclin qui avait auparavant justifié les positions de la bureaucratie servait maintenant à critiquer l'intention des staliniens de "*retenir la roue de l'histoire*". Cela "*démontrera clairement aux masses que la crise dans la culture de l'humanité ne peut être résolue que par la 4^e internationale (...). Le problème des sections de la 4^e Internationale est d'aider l'avantgarde prolétarienne à comprendre le caractère général de*

l'époque et son tempo et de faire fructifier à temps la lutte des masses grâce à des mesures organisationnelles toujours plus résolues et militantes." (37). Il pourrait paraître hargneux d'accuser les trotskistes de quelque chose écrit il y a 50 ans au moment de la dépression et de l'imminence de la guerre, quand cela semblait logique et fondé. D'ailleurs, alors que la position des trotskistes orthodoxes, du moins en Angleterre, est de s'accrocher à chaque mot, le révisionnisme est à l'ordre du jour chez les trotskistes. Toutefois les révisionnistes du S.W.P. et les plus révisionnistes encore du R.C.P. soutiennent toujours les thèses essentielles de la crise induite par le déclin du capitalisme et le besoin d'une direction. Les écrits de Trotski sont marqués par une dichotomie rigide entre les conditions objectives, l'état de l'économie, et les conditions subjectives, à savoir l'existence ou la non-existence du parti. La crise capitaliste est un procès objectif de l'économie et la décadence du capitalisme rendra cette crise assez sévère pour créer l'audience du parti qui amène à la classe ouvrière l'élément subjectif de conscience dont le besoin se fait sentir. Cette conception de la relation entre objectivité et subjectivité doit être critiquée.

Nous ne disons pas que les défenseurs du déclin et de la décadence ne croient pas à la révolution manifestement ils y croient absolument. La théorie du déclin n'est pas une théorie de l'effondrement automatique. La plupart de ses défenseurs reconnaissent que le capital peut généralement trouver un échappatoire si la classe ouvrière le laisse faire, mais c'est une théorie qui voit une tendance inévitable à l'effondrement venir du développement propre du capital et qui voit *le problème subjectif comme l'entrée en phase de la conscience avec les faits*. Notre critique est que leur théorie contemple le développement du capitalisme, la conséquence pratique de cela est que les trotskistes courent après tout ce qui bouge dans le but de recruter pour la confrontation finale où l'on abat son jeu. Pendant ce temps les communistes de gauche restent à distance attendant l'exemple pur de l'action révolutionnaire des travailleurs. Derrière cette opposition apparente dans la façon de se relier à la lutte, ils partagent une conception de l'effondrement capitaliste qui signifie qu'ils n'apprennent rien du mouvement réel. Bien qu'il y ait une tendance à se laisser aller à des déclarations sur le caractère inévitable du socialisme, en général, pour les théoriciens de la décadence, l'affirmation essentielle n'est pas que le socialisme est inévitable, mais que le capitalisme va s'effondrer il ne suffira pas d'aller au bistrot du coin pour arroser ça ! Cette théorie peut alors accompagner la construction léniniste immédiate d'une organisation (c'est généralement le cas), ou la renvoyer à plus tard car, comme pour Mattick, cette idée peut aller de pair avec celle qu'il faut attendre le moment de l'effondrement pour créer une organisation proprement révolutionnaire. La théorie de la décadence et de "La Crise" est soutenue par l'existence du parti, le prolétariat doit se ranger derrière sa bannière. C'est-à-dire : "nous comprenons l'histoire, suivez-nous". La théorie du déclin va très bien avec la théorie léniniste de la conscience qui évidemment emprunte beaucoup à Kautsky, qui concluait son commentaire du programme d'Erfurt sur la prédiction que la classe moyenne irait en masse " au parti socialiste main dans la main avec le prolétariat avançant irrésistiblement derrière son drapeau vers la victoire et le triomphe."

Après la deuxième guerre mondiale, tant les trotskistes que les communistes de gauche re-émergèrent avec la conviction raffermie que le capitalisme était décadent et au bord de l'effondrement. Considérant la période qui venait tout juste de s'écouler, la théorie ne paraissait pas si irréaliste le krach de 1929 avait été suivi par la dépression durant la majeure partie des années 30 et ensuite par une autre guerre catastrophique. Le capitalisme, s'il ne mourrait pas, semblait bien malade. Indépendamment de la similarité de leurs théories, les deux courants proclamaient représenter la vraie tradition révolutionnaire contre la falsification stalinienne. Maintenant, de même que nous pouvons dire que les communistes de gauche ont défendu les vérités importantes de l'expérience de 1917-21 contre la version léniniste des trotskistes, leur objectivisme économique et la théorie mécanique des crises et de l'effondrement, qu'ils partagent avec les léninistes, les rendent incapables de répondre à la nouvelle situation caractérisée par un "boom" de longue durée. *Les révolutionnaires de la période suivante devront aller au delà des positions de la dernière période.*

Après la deuxième guerre mondiale, le capitalisme entra dans une de ses périodes d'expansion les plus soutenue, avec des taux de croissance non seulement plus haut que ceux de l'entredeuxguerres mais même plus haut que ceux du grand "boom" du capitalisme classique qui avait causé la controverse sur l'effondrement dans la Deuxième Internationale. Une crise s'ensuivit dans le trotskisme, car leur gourou avait catégoriquement compris l'attaque déclenchant la guerre comme la confirmation de ce que le capitalisme faisait le saut de la mort et avait confidentiellement prédit que la guerre présageait tout aussi bien l'effondrement du capitalisme et la révolution prolétarienne, établissant des États ouvriers à l'ouest, que l'élimination des déformations bureaucratique à l'est (38). Trotski avait étroitement identifié sa version du marxisme à la perception de la banqueroute capitaliste et avait écrit que si le capitalisme recouvrait une croissance soutenue et que si l'Union soviétique ne revenait pas à sa voie authentique, alors on devrait dire que le programme socialiste fondé sur les contradictions internes de la société capitaliste est forclos en tant qu' utopie (39). La tendance des groupes trotskiste orthodoxes d'alors était donc de nier les faits et de prêcher sans cesse l'imminence de la crise (40) .

Les fragments du communisme de gauche n'étaient pas aussi limités par l'identification à un leader (d'ailleurs beaucoup de leurs théoriciens étaient toujours en vie). Toutefois, comme les trotskistes, ils avaient tendance à voir dans l'expansion de l'après-guerre un boom de courte durée lié à la reconstruction. Essentiellement, tous ces représentants de la théorie issue de l'offensive de l'après 1^o guerre mondiale pouvaient avancer que le principe de base était que le capitalisme ne pouvait pas résoudre ses contradictions ; mais ces contradictions s'exprimaient dans des formes que la théorie mécaniste du déclin et de l'effondrement ne pouvait pas saisir parce qu'elle n'avait jamais saisi pleinement ces contradictions. Le problème que les révolutionnaire de la période devaient affronter était celui de la liaison de ces contradictions avec le boom d'après-guerre, caractérisé dans les pays avancés par son modèle social-démocrate, son économie keynésienne, la production et la consommation "Fordiste" de masse.

Quand les luttes éclatèrent, les radicaux des nouvelles générations s'opposèrent à l'explication schématique et rigide de la crise du capital tenue par la vieille gauche. Alors que les sectes communistes de gauche le supportèrent stoïquement, beaucoup de groupes trotskistes, par opportunisme, suivirent les gens intéressés par la Nouvelle Gauche, mais seulement afin de faire des recrues pour leurs organisations, recrues que l'on pourrait ensuite convaincre de la justesse de la doctrine de l'effondrement économique. Il y eut un certain nombre de groupes : "Socialisme Ou Barbarie", "L'Internationale Situationniste", les "Autonomes", qui tentèrent d'échapper aux rigidités de l'ancien mouvement ouvrier et de développer la théorie révolutionnaire.

Dans la deuxième partie de l'article nous observerons certains des plus importants de ces groupes et nous examinerons diverses tentatives d'affirmation d'une nouvelle vision de la théorie. Nous évaluerons l'importance vitale des questions que ces groupes affrontèrent et tentèrent de résoudre. *Quelle forme prenait la lutte dans ces conditions nouvelles? Que signifiait le communisme? Comment la révolution devait-elle être réinventée?*

Notes de la première partie

(Pour les deux parties suivantes, les notes sont intégrées dans le cours du texte).

1 Une conception réformiste a aussi été largement répandue selon laquelle le grand développement de la socialisation des forces productives et la croissance du welfare témoignent de ce que le développement vers le socialisme est un processus inévitable.

2 Là, Marx écrit : " Les principes qui guident mes études peuvent être résumés ainsi: Dans la production sociale de leur existence les hommes entrent dans des relations définies qui sont indépendantes de leur volonté, à savoir des rapports de production adéquats à un stade donné du développement de leur force matérielle de production (...) A un certain stade de développement les forces productives matérielles de la société entrent en conflit avec les rapports de propriété dans le cadre desquels elles avaient agi jusque là. De formes de développement des forces productives ces rapports deviennent une entrave. Alors commence une ère de révolution sociale(...) Aucun ordre social n'est jamais détruit avant que toutes les forces productives pour lesquelles il était suffisant n'aient été développé. Les nouveaux rapports de production supérieurs ne remplacent jamais les anciens avant que les conditions matérielles pour leur

existence aient mûri dans les formes de l'ancienne société(...) Sur un tableau des grandes lignes les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être considérés comme des époques marquant le progrès du développement économique de la société " (*Préface à la contribution de la critique de l'économie politique.* ").

3 Brochure du CCI: "*La décadence du capitalisme*"

4 "*L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*" 1936

5 Notre tâche est de contribuer à la théorie révolutionnaire du prolétariat que, ni le marxisme orthodoxe, ni l'anarchisme ne représentent, mais le courant marxiste du mouvement ouvrier historique a développé les idées les plus importantes auxquelles nous avons besoin de nous référer.

6 Bien sûr si Bakounine n'avait pas donné à Freiligrath son exemplaire de "*La Logique*" de Hegel qui l'envoya à Marx, Marx ne serait pas arrivé à une pareille compréhension totale du capitalisme!

7 Capital III

8 L'idée selon laquelle *Le capital* était un travail complet fournissant une description totale de la fin du capitalisme fut adoptée par les disciples mais pas par Marx lui-même. Un jour Kautsky lui demanda quand il présenterait ses travaux complets, Marx lui répondit qu'ils devaient d'abord être écrits!

9 Kautsky niait que le marxisme contint une théorie de l'effondrement, mais en défendait une tout de même.

10 *Réforme ou Révolution.*

11 Les schémas de la reproduction de Marx dans le livre II du *Capital* repèrent certaines proportions qui doivent exister entre la production des moyens de production et celle des moyens de subsistance si la reproduction capitaliste s'effectue.

12 *L'accumulation du capital.*

13 Lénine n'était pas particulièrement à gauche, c'était un bon marxiste type "Deuxième Internationale", oeuvrant dans les conditions russes, qui voyait en Kautsky un traître à la position proprement social-démocrate (par conséquent capitaliste d'Etat).

14 Voir Coletti "*Bernstein et le marxisme de la Deuxième Internationale*" in "*De Rousseau à Lénine*"

15 (à l'exception du C.C.I.)

16 Lénine avançait qu'il n'était pas suffisant pour le prolétariat de réagir subjectivement à la guerre, la guerre elle-même doit préparer les bases objectives du socialisme. " La dialectique de l'histoire est telle que la guerre par la transformation extrêmement rapide du capitalisme monopoliste en capitalisme d'Etat a, *de cette façon*, extraordinairement avancé l'humanité vers le socialisme, la guerre impérialiste est la veille de la révolution socialiste. Et ce n'est pas à cause des horreurs que la guerre pousse à la révolte prolétarienne aucune révolte ne peut amener le socialisme à moins que les conditions économiques ne soient mûres mais parce que le capitalisme monopoliste d'Etat est une préparation *matérielle* complète du socialisme, le *seuil* du socialisme, et échelon sur l'échelle de l'histoire entre ce dernier et celui qu'on appelle socialisme *il n'y a pas d'échelon intermédiaire*"

"*La catastrophe imminente et comment l'éviter*" Lénine. Oeuvres complètes.

17 "*L'impérialisme stade suprême du capitalisme*"

18 Lénine *Ibid.*

19 Hilferding "*Le capital financier*"

20 Grossman: "*La loi de l'accumulation et l'effondrement du système capitaliste: Ce sont aussi une théorie des crises.*"

21 Lénine "*Les bolcheviks peuvent-ils garder le pouvoir?*" *Ibid.*

22 Est-ce une limite de la critique situationniste quand elle dit " La théorie de Trotski était celle d'une "révolution permanente limitée" quand il fallait une " théorie généralisée de la révolution permanente".

23 Lénine *Idem*

24 Voir Bologna " Composition de classe et la théorie du parti à l'origine de mouvement de conseils ouvriers " in *Telos*.

25 C'est pourquoi l'affirmation de Marx selon laquelle " La plus grande force productive c'est la classe révolutionnaire elle-même" est si importante.

26 Comme le remarque Marx dans les Grundrisse : "Les forces productives et les relations sont les deux côtés de l'individu social".

27 Le mot décadent semble adéquat à un système qui envoie des millions d'hommes à la mort mais ce serait glisser vers une utilisation morale du terme que les promoteurs de la théorie auraient été les premiers à rejeter.

2829 30 *La révolution trahie*

31. Le seul groupement trotskiste à avoir adhéré à une théorie d'une Union Soviétique capitaliste d'Etat a largement discrédité cette analyse en continuant de soutenir un programme capitaliste d'Etat, c'est à dire une idée de la Deuxième Internationale. Dans la 2^e partie, nous montrerons que le révisionnisme du parti néo-trotskiste S.W.P.(International Socialism) est douteux et équivaut à une rupture insuffisante.

32. Les capitalistes obtiennent leur profit en faisant travailler les ouvriers plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour reproduire leurs salaires. Le taux d'exploitation est alors le ratio entre le surplus de travail que les ouvriers sont forcés d'accomplir et le travail nécessaire c'est-à-dire ce qui représente leur salaire. En terme de valeur, ceci peut être exprimé comme plusvalue/capital variable

(salaire) S/V . Toutefois les travailleurs maintiennent aussi la valeur de la machinerie et des matériaux entrant dans la production au moment même où ils créent la valeur nouvelle : V et la plus value : S . La tendance du capitalisme est d'augmenter la composition organique du capital, augmentation de C par rapport à V . Comme le taux de profit est $S/(C+V)$ si C augmente le taux de profit baisse. Ce n'est bien sûr vrai que comme tendance et l'interaction avec les contretendances (comme une augmentation de l'exploitation et la dévalorisation du capital fixe) doit être prise en compte. A un niveau abstrait on peut dire que cette tendance existe mais alors un procès de déclin inexorable peut en être déduit et c'est précisément l'élément essentiel de l'argumentation.

33 *La loi de l'accumulation et de l'effondrement du système capitaliste est aussi une théorie des crises. P 33.*

34.H.Grossman: "*Die Aenderung des ursprunglichen Aufbauplans des Marxschen "Kapitals" und ihre Ursachen*" cité par Rubel dans "*Sur Karl Marx*"

35. Réédité dans: "*Capital and Class*" n° 1 1977.

36 (note pour les lecteurs de *Aufheben*) Le livre de Grossman vient d'être traduit en anglais avec une introduction d'un membre du RCP.(Parti Communiste Révolutionnaire)

37.*L'agonie mortelle...*

38. "La guerre durera jusqu'à ce qu'elle détruise toutes les ressources de la civilisation ou jusqu'à ce qu'elle se brise la tête sur la révolution" (*Ecrits de 1939/40*). Il était aussi certain que le renversement de l'oligarchie stalinienne serait un résultat de la guerre. Essayant d'arranger cette contradiction particulière avec la pensée du maître les américains du S.W.P. furent amenés à proclamer en novembre 1945 que le pronostic était vrai et que la guerre mondiale n'avait pas cessée.

39. *In: Défense du marxisme*

40. Le S.W.P. aime à dire qu'avec la théorie de l'économie d'armements permanente il échappe à la problématique de la crise imminente du trotskisme orthodoxe. En fait la théorie de l'économie d'armements permanente avait été introduite à l'origine comme bouchetrou pour expliquer le délai temporaire de la grande dégringolade, comme l'effondrement ne cessait pas de ne pas arriver le S.W.P. (à l'époque le groupe de la Socialist Review) élaborera graduellement cette notion pour en faire une théorie complète.

Deuxième partie

La théorie selon laquelle le capital est en déclin ou en décadence, est le sujet de ce texte. Cette caractérisation de “l’époque” est associée au schéma selon lequel la jeunesse du capitalisme était la période du capitalisme marchand qui a duré de la fin du féodalisme jusqu’au milieu du XIX^e s, son âge mûr a été la période du laissez-faire libéral dans la seconde moitié du XIX^es, son entrée dans la période de l’impérialisme et du capitalisme monopoliste, avec ses formes de socialisation et de planification de la production, marque le départ d’une époque de transition vers la société d’après le capital.

Dans la première partie, nous avons vu à quel point cette idée de déclin ou de décadence du capitalisme a ses racines dans le marxisme de la Seconde Internationale et fut maintenue par les deux prétendants à la fidèle perpétuation de la “tradition du marxisme classique” – le léninisme trotskiste, et le communisme de gauche ou de conseils. Ensemble, ces deux traditions prétendaient représenter le vrai marxisme contre les marxistes réformistes qui finirent par défendre le capitalisme. Nous avons proposé qu’une origine de la faillite pratique de la Seconde Internationale était que, théoriquement, “le marxisme classique” avait perdu l’aspect révolutionnaire de la critique marxienne de l’économie politique et était devenu une idéologie objectiviste du développement des forces productives. L’idée du déclin du capitalisme, soutenue par ces traditions, est l’expression la plus aiguë de leur échec à s’affranchir du marxisme objectiviste. Après la seconde guerre mondiale, pendant que le trotskisme et le communisme de gauche maintenaient leur position malgré l’évidence de la croissance la plus importante de l’histoire du capital, nombre de révolutionnaires ont essayé de développer la théorie révolutionnaire de façon adéquate à ces nouvelles conditions, c’est à ces courants que nous allons nous intéresser maintenant.

Nous allons étudier trois groupes qui ont rompu avec l’orthodoxie – Socialisme ou Barbarie, l’Internationale Situationniste, et le courant Autonome de l’opéraïsme italien. Nous allons également analyser la réaffirmation de la théorie du déclin, ou son rejet à l’intérieur même de l’objectivisme.

A) La rupture avec l’orthodoxie

1) *Socialisme ou Barbarie*

Socialisme ou Barbarie (S o B), dont le principal théoricien a été Castoriadis (alias Cardan ou Chaulieu), était un petit groupe français ayant rompu avec le trotskisme orthodoxe. Il a eu une influence considérable sur des révolutionnaires postérieurs. En Grande Bretagne, le groupe Solidarity a diffusé ces idées par des pamphlets qui circulent toujours comme la critique détaillée la plus accessible du léninisme.

Sans aucun doute un des meilleurs aspects de S o B a été de fixer l’attention sur les nouvelles formes de la lutte autonome des travailleurs en dehors de leurs organisations officielles et contre leurs dirigeants. S o B, malgré sa faiblesse, eut une présence dans les usines et, simultanément, reconnut les luttes du prolétariat en dehors de la production.

Ce qui permit à S o B de parvenir à cette théorisation et à cette participation aux formes réelles des luttes ouvrières fut un rejet des catégories réifiées du marxisme orthodoxe. Dans “Capitalisme moderne et révolution”, Cardan résume cet objectivisme comme l’opinion selon laquelle une société ne peut jamais disparaître si elle n’a pas épuisé toutes ses possibilités d’expansion économique. Le “développement des forces productives” augmenterait les contradictions objectives de l’économie capitaliste, cela déclencherait des crises et celles-ci étayeraient l’idée d’effondrement permanent ou temporaire du système tout entier. Cardan rejette cette idée selon laquelle les lois du capital *agissent sur* les capitalistes et les travailleurs. Comme il dit : “Dans cette “conception traditionnelle” , les crises récurrentes et de plus en plus profondes du système sont déterminées par ses “lois immanentes”. Les

événements et les crises sont vraiment indépendants des actions des hommes et des classes. Les hommes ne peuvent pas modifier le déroulement de ces lois. Ils peuvent seulement intervenir pour abolir le système comme un tout.” Pour S o B, le capitalisme avait, par les dépenses de l’Etat et la régulation keynésienne de la demande, résolu sa tendance à la crise, ne connaissant plus qu’un cycle des affaires adouci. Emporté par sa critique de l’adhésion du marxisme orthodoxe, au milieu du XX^os, à une théorie des crises du XIX^os, Cardan s’illusionnait lui-même : les conditions avaient changé, dans l’expansion de l’après guerre, le capitalisme contrôlait ses crises.

Mais, au delà de cette position pour laquelle disparaissent les bases objectives de la révolution, S o B affirma une façon différente de concevoir la relation entre le développement du capital et la lutte de classe. Comme Cardan l’affirme : “la dynamique réelle de la société capitaliste est la dynamique de la lutte de classe”. La lutte de la classe est comprise ainsi non seulement comme le moment toujours attendu de la révolution, mais comme la lutte quotidienne. Dans cette attention de S o B, à l’intérieur de leur théorie du capitalisme, pour la réalité de la lutte de classe quotidienne, et dans leur tentative de théoriser les mouvements nouveaux en dehors des cadres officiels, nous voyons le retournement de la perspective du capital en perspective de la classe ouvrière. Dans la théorie mécanique du déclin et de l’effondrement, le marxisme orthodoxe fut dominé par la perspective du capital, et une telle perspective a déterminé ses perspectives politiques. Le rejet de la théorie des crises fut pour S o B le rejet des pratiques politiques qui lui étaient liées. Comme Cardan le souligne, la théorie objectiviste des crises prétend que l’expérience propre que les ouvriers ont de leur position dans la société les amène simplement à souffrir des contradictions du capital sans les comprendre. La “compréhension” ne peut que venir “d’une connaissance théorique des lois économiques du capital”. En conséquence, pour les théoriciens marxistes, les ouvriers : “ Conduits en avant par leur révolte contre la pauvreté, mais incapables de se diriger eux-mêmes (leur expérience limitée ne peut leur donner un point de vue privilégié sur la réalité comme totalité) ... peuvent seulement constituer une infanterie à la disposition d’un quartier général de révolutionnaires globaux. Ces spécialistes savent (grâce à une connaissance inaccessible en tant que telle aux ouvriers) ce qui précisément ne va pas dans la société moderne...” (d°)

En d’autres termes, les déterminations économiques incluses dans la théorie de la décadence du capital vont main dans la main avec les thèses politiques avant-gardistes de la conscience venant de l’extérieur, développées dans “Que Faire”.

Dans la volonté de restaurer une politique révolutionnaire correcte, S o B rejette justement la conception orthodoxe selon laquelle le lien entre les conditions objectives et subjectives réside dans le fait que la crise s’approfondit, et, empirant, force le prolétariat à agir, le parti (grâce à sa compréhension de la crise) fournissant la direction. Bien sûr, dans la lutte, en l’absence de crise, le rejet du modèle traditionnel est une avancée autant qu’un obstacle. Ce qu’il y a de meilleur dans S o B fut l’étude du procès réel de la lutte de classe, en tant que lutte dirigée de plus en plus contre la forme même du travail capitaliste. Pour S o B : “ L’humanité du travailleur salarié est de moins en moins menacée par une misère économique niant son existence physique même. Elle est de plus en plus attaquée par la nature et les conditions du travail moderne, par la domination et l’aliénation auxquelles le travailleur est soumis dans la production. Dans ce domaine il ne peut y avoir de réformes durables. Les patrons peuvent augmenter les salaires de 3% par an, mais ils ne peuvent réduire l’aliénation de 3% par an.”

Cardan critique l’idée selon laquelle le développement du capitalisme (ses crises et sa décadence) est soumis à la contradiction entre les forces productives et l’appropriation privée. A la place de cela, il soutient que dans la nouvelle phase du “capitalisme bureaucratique”, la division fondamentale est entre dirigeants et dirigés, et la contradiction fondamentale est que les dirigeants ont besoin de refuser tout pouvoir de décision aux dirigés, et simultanément ont besoin de s’appuyer sur leur participation et initiative pour que le système fonctionne. A la place de la notion de crise du capitalisme au niveau

économique, Cardan soutient que le capitalisme bureaucratique n'est sujet qu'à traverser des crises de l'organisation de la vie sociale. Alors que l'idée d'une tendance universelle vers le capitalisme bureaucratique, avec la distinction centrale entre dirigeants et dirigés, semblait utile pour identifier la continuité entre les systèmes de l'Est et de l'Ouest – dans les deux cas les prolétaires ne contrôlent pas leur vie et sont soumis – une telle distinction échoue à saisir ce qui distingue le capitalisme des autres sociétés de classes : les dirigeants n'ont cette position que de par leur relation avec le capital, lequel, dans ses différentes formes – argent, moyens de production, marchandise – est l'auto-développement du travail aliéné. La tendance à la bureaucratisation ne remplace pas les lois du capitalisme, en particulier le fétichisme des rapports sociaux, elle les exprime plutôt à un niveau supérieur. Le retour des crises au début des années 70 montra que ce que Cardan appelait le capitalisme bureaucratique n'était pas une fois pour toute la transformation du capitalisme qui abolissait les crises économiques, mais une forme particulière du capitalisme dans laquelle les tendances à la crise avaient été temporairement contrôlées.

Cardan et S o B ont pensé qu'ils avaient dépassé Marx en identifiant la contradiction fondamentale du capitalisme comme étant celle de la nécessité pour le capitalisme de poursuivre ses objectifs par des méthodes qui constamment contrecarrent ces mêmes objectifs. Plus précisément, le capitalisme doit enlever aux ouvriers tout le pouvoir d'initiative dont il a en réalité besoin. En fait cette contradiction, loin d'avoir constitué un progrès par rapport à Marx, n'est qu'une expression du renversement ontologique fondamental reconnu par Marx à la racine du capitalisme : le procès par lequel les hommes deviennent objets et leurs objets (marchandises, argent, capital) deviennent sujets. Naturellement le capital doit compter sur notre activité car il n'a aucune activité en propre. L'objectivité et la subjectivité du capital sont notre subjectivité aliénée. Alors que l'idéologie qui découle des rapports sociaux capitalistes est que nous avons besoin de lui -nous avons besoin d'argent et de travail – inversement il est totalement dépendant de nous. La contradiction fondamentale de S o B ne saisit pas toute la radicalité de la critique de Marx de l'aliénation. En d'autres termes, S o B a présenté comme une innovation ce qui était en fait un appauvrissement de la critique produite par Marx. Nous pouvons toutefois comprendre que cette théorie était une réaction à un marxisme soit stalinien soit trotskiste, qui avait perdu l'importance fondamentale de la critique de Marx de l'aliénation et était devenu une idéologie des forces productives, une idéologie capitaliste.

En outre, en ne saisissant pas réellement la racine de ce qui était faux dans le marxisme orthodoxe, S o B a reproduit certaines questions de cette orthodoxie à l'intérieur de sa propre idéologie. On pourrait dire qu'en reliant (justifiant) son programme conseilliste fondé sur le travail salarié à la nécessité pour les dirigeants de faire confiance à l'initiative ouvrière dans le procès de production, S o B montra combien il demeurait prisonnier de cette perspective conseilliste – c'est-à-dire le projet de l'ouvrier qualifié – dont plusieurs des études concrètes de luttes ouvrières l'avaient éloigné. Le projet et les luttes qui amenèrent l'expansion d'après guerre à son effondrement final furent ceux de l'ouvrier masse. Alors que le projet radical de l'ouvrier qualifié, parce qu'il comprend l'ensemble du procès de production, tendait vers la notion de contrôle ouvrier par lequel on pouvait se débarrasser du capitaliste parasite, la lutte de l'ouvrier masseaylorisé tendait à un rejet de l'ensemble du procès de travail aliéné : le refus du travail.

Ce qui est peut-être le plus intéressant dans la critique de Marx et du marxisme faite par Cardan, c'est quand il désigne la base de la stérilité du marxisme orthodoxe. Pour Cardan, ce qui est faux dans "Le Capital" de Marx : "c'est sa méthodologie. La théorie du salaire de Marx et son corollaire la théorie de la croissance du taux d'exploitation découlent d'un postulat : le travailleur est totalement réifié (réduit à un objet) par le capitalisme. La théorie des crises de Marx démarre sur un postulat de base analogue : les hommes et les classes (et dans ce cas la classe capitaliste) ne peuvent rien faire quant au fonctionnement de l'économie. Ces deux postulats sont faux...Les deux sont nécessaires à l'économie politique pour devenir une science gouvernée par des lois semblables à celles de la génétique ou de

l'astronomie...Ce sont en tant qu'objets, qu'ensemble, ouvriers et capitalistes apparaissent dans les pages du *Capital*...Marx qui découvrit et propagea sans cesse l'idée du rôle central de la lutte de classes dans l'histoire, écrivit un ouvrage monumental ("Le Capital") d'où la lutte de classes est virtuellement absente" ("Le capitalisme moderne et la révolution" p 43)

Cardan a soulevé quelque chose de fondamental : la marginalisation relative de la lutte de classes de par la méthode même employée par Marx dans "Le Capital". C'est cet abandon de la dynamique productive de la lutte de classes et de la subjectivité prolétarienne dans le capital qui est la base théorique de la théorie objectiviste du déclin. La réaction de Cardan est d'abandonner "Le Capital". Le point central de son attaque de la baisse tendancielle du taux de profit repose sur une affirmation selon laquelle Marx aurait cru que le niveau de vie et de salaires de la classe ouvrière était une constante dans le temps. Cependant ce n'est pas le cas. "Le Capital" pose cette constante comme une hypothèse provisoire découlant de la provisoire non-prise en considération de la subjectivité dans l'ouvrage. Marx est toujours conscient que ce qui compte comme moyens nécessaires de subsistance se fixe par la lutte entre les combattants, mais dans "Le Capital" il s'arrête à cela, attendant constamment pour s'en occuper le livre sur le travail salarié, livre qui ne fut jamais écrit. Comme il l'écrivit à Engels (2 / 4 / 1858) : "dans toute cette section (capital en général) les salaires sont supposés être à leur minimum. Les mouvements eux-mêmes des salaires, la hausse ou la baisse de ce minimum seront abordés avec le salaire". Ainsi la valeur de la force de travail n'est traitée dans "Le Capital" que du point de vue du capital, parce que, à ce niveau, la préoccupation essentielle de Marx était de montrer comment le capital était possible. Le capital pour exister doit réifier l'ouvrier, et le travailleur pour exister et relever le niveau de ses besoins doit lutter contre cette réification. Dans "Le Capital", Marx a présenté le prolétariat selon le calcul opéré par le capital. Un tel point de vue est un aspect du projet de renversement du capital, mais seulement un aspect. Le problème avec le marxisme objectiviste est qu'il considère "Le Capital" comme achevé. En conséquence, il considère la provisoire non-prise en considération comme définitive. La problématique critique de Cardan saisit l'unilatéralité du "Capital", et c'est cette absence de reconnaissance du point de vue manquant qui a conduit à l'unilatéralité du marxisme orthodoxe.

Cependant, compréhensible dans le contexte de la croissance d'après guerre, le rejet par Cardan et S o B de la théorie des crises, et plus tard de Marx, fut un "dépassement" qui lui-même devint dogmatique. Cardan et beaucoup d'autres théoriciens de S o B, comme Lyotard et Lefort, devinrent des récupérateurs universitaires. Alors que, dans les années 50 et 60, adopter les idées de Cardan était le fait de révolutionnaires au delà du léninisme, quand la crise revint dans les années 70, ceux qui continuèrent de les suivre montrèrent ironiquement le même dogmatisme, en niant la crise face à son retour évident, que celui des vieux communistes de gauche qui insistaient sur elle durant son absence. On peut dire que, bien que le fond de la théorie de S o B est faux, l'importance de ce groupe ne réside pas dans la théorie du capitalisme que ses membres substituèrent à l'ancienne, ni dans les divagations postérieures de Cardan, mais plutôt dans la voie que montrait, pour les révolutionnaires à venir, leur critique du marxisme orthodoxe. S o B indiquait la direction d'une redécouverte de l'esprit révolutionnaire chez Marx, qui n'est rien de plus qu'une ouverture au mouvement réel se déroulant devant nos yeux.

2) L' Internationale Situationniste

Un des aspects les plus importants de l'analyse de S o B est la reconnaissance que les ouvriers luttent contre l'aliénation à l'usine et en dehors. Les situationnistes amenèrent la critique de l'aliénation à un nouveau sommet, soumettant l'ordre capitaliste des choses à une critique totale. Plutôt que de dire que la révolution dépendait de la crise du capital réduisant le prolétariat à une pauvreté absolue, les situationnistes soutinrent que le prolétariat se révolte contre la misère riche de marchandises. Contre la réalité capitaliste de la production et de la consommation aliénées, les situationnistes avancèrent l'idée que le dépassement du capitalisme résidait dans la possibilité pour chaque individu de participer

pleinement à la transformation continue, consciente et volontaire de chaque aspect et moment de sa vie. Ils refusèrent d'utiliser le mot communisme à cause de ses connotations ; à cela on pourrait répondre que leur choix "d'autogestion généralisée" n'a pas échappé à ses propres connotations négatives. Le refus de la séparation du politique et du personnel, le rejet de la politique masochiste du militant et donc la critique du marxisme objectiviste dans une unité vécue de la théorie et de la pratique, de l'objectivité et de la subjectivité, furent une contribution majeure de l'I S. En fait on pourrait dire qu'en admettant que la révolution doit investir chaque aspect de notre activité et pas seulement le changement des rapports de production, les situationnistes réinventèrent la révolution, que le léninisme avait faussement identifiée avec la prise de l'Etat et la poursuite d'une société déterminée par l'économie.

Alors que S o B fétichisait son rejet de Marx, les situationnistes retrouvaient son esprit révolutionnaire. Le chapitre de la "Société du spectacle" de Debord, "Le prolétariat comme sujet et comme représentation", est une analyse pénétrante de l'histoire du mouvement ouvrier. Sur les questions de la crise et de la décadence, une des plus importantes notions de Debord est la critique de la tentative de fonder la révolution prolétarienne sur le modèle des anciens passages d'un mode de production à l'autre. La différence entre les tâches et la nature des révolutions bourgeoise et prolétarienne est cruciale. Le but du prolétariat dans la révolution n'est pas de gérer plus efficacement les forces productives ; le prolétariat abolit leur séparation et donc s'abolit lui-même. La fin du capitalisme et la révolution prolétarienne sont différentes de tous les précédents changements, donc nous ne pouvons fonder notre révolution sur les expériences passées. Pour commencer il n'y a vraiment qu'un seul modèle – la révolution bourgeoise – et notre révolution doit être différente dans deux sens fondamentaux : 1° la bourgeoisie pouvait construire son pouvoir dans l'économie, le prolétariat non ; 2° elle pouvait utiliser l'Etat, le prolétariat non. "La révolution bourgeoise est faite ; la révolution prolétarienne est un projet, né sur la base de la précédente révolution, mais en diffère qualitativement. En négligeant l'originalité du rôle historique de la bourgeoisie, on masque l'originalité concrète de ce projet prolétarien qui ne peut rien atteindre sinon en portant ses propres couleurs et en connaissant "l'immensité de ses tâches". La bourgeoisie est venue au pouvoir parce qu'elle est la classe de l'économie en développement. Le prolétariat ne peut être lui-même le pouvoir qu'en devenant la classe de la conscience. Le mûrissement des forces productives ne peut garantir un tel pouvoir, même par le détour de la dépossession accrue qu'il entraîne. La saisie jacobine de l'Etat ne peut être son instrument . Aucune idéologie ne peut lui servir à déguiser des buts partiels en buts généraux, car il ne peut conserver aucune réalité partielle qui soit effectivement à lui." ("Société du Spectacle" §88)

Ces points sont cruciaux pour la compréhension de notre tâche. La bourgeoisie avait seulement à s'affirmer elle-même dans sa révolution, le prolétariat doit se nier dans la sienne. Bien sûr les marxistes orthodoxes admettront qu'il y a quelque chose de différent à propos de la révolution prolétarienne mais ils ne pensent pas sérieusement à partir de ces constatations. Dans la notion de décadence du capitalisme, l'analogie est faite avec des systèmes antérieurs dans lesquels l'ordre ancien s'épuise et où le nouveau, parvenu à maturité, peut le remplacer par une simple prise du pouvoir politique pour accompagner son pouvoir économique. Mais le seul changement entre les modes de production qui corresponde à cela fut la transition du féodalisme au capitalisme, la transition du capitalisme au socialisme / communisme ne peut qu'être différente car elle implique une rupture complète avec l'ordre politique et économique tout entier. L'Etat ne peut pas être utilisé dans ce processus parce que, par sa nature, l'Etat est un organe qui doit imposer l'unité à une société divisée économiquement, alors que la révolution prolétarienne détruit ces divisions. Il ne s'agit pas de dire que le prolétariat ne doit pas utiliser la violence pour réaliser ses buts et pour prévenir un retour du capitalisme, seulement sa violence est qualitativement différente de celle de l'Etat, qui ne peut qu'être seulement le pouvoir de la séparation.

La conception de la maturation de la nouvelle société à l'intérieur de l'ancienne a conduit les marxistes orthodoxes à la notion du socialisme comme quelque chose de construit à travers l'utilisation de l'Etat, ils furent ensorcelés par la "critique de l'économie politique" de Marx, et ils sont devenus des économistes politiques. Alors que l'oeuvre de Marx n'est pas une économie politique mais sa critique, elle comporte des éléments qui autorisent cependant cette atténuation du projet. Comme l'écrit Debord : " le côté déterministe-scientifique dans la pensée de Marx fut justement la brèche par laquelle pénétra le processus "d'idéologisation", lui vivant, et d'autant plus dans l'héritage théorique laissé au mouvement ouvrier. La venue du sujet de l'histoire est encore repoussée à plus tard, et c'est la science historique par excellence, l'économie, qui tend de plus en plus largement à garantir la nécessité de sa propre négation future. Mais par là est repoussée hors du champ de la vision théorique la pratique révolutionnaire qui est la seule vérité de cette négation." ("Société du spectacle" §84)

Ce que Debord décrit c'est la perte de la centralité de la "critique" dans l'assimilation du "Capital" par la tradition du "marxisme classique". En oubliant l'importance de cet aspect fondamental dans le projet de Marx, leur travail sombre dans l'économie politique marxiste. Comme nous l'avons mentionné à propos de Cardan, la racine théorique du marxisme objectiviste est la compréhension des limites méthodologiques du "Capital" comme une limite définitive dans la manière de concevoir le dépassement du capitalisme.

Cependant, si la critique des objectivistes réside dans leur manière de concevoir "Le Capital" comme la base d'un modèle linéaire de crise et de décadence, les situationnistes réagissent à cette mauvaise utilisation de la critique de l'économie politique en ne l'utilisant pas du tout, et c'est l'un des problèmes de leur théorie. Pour les situationnistes, la critique de l'économie politique se résume à la "domination de la marchandise". La marchandise est comprise comme une forme sociale complexe concernant tous les aspects de la vie, mais ses complexités ne sont pas vraiment abordées. Les complexités et les médiations de la forme marchandise – ce qui est le développement du "Capital" – méritent d'être assimilées. La marchandise est l'unité et la contradiction de la valeur et de la valeur d'usage. Le développement du "Capital" est l'exposé de cette contradiction à des niveaux de plus en plus concrets. Cette présentation méthodologique est possible car le commencement est également un aboutissement. La marchandise, en tant que début du "Capital" est déjà le résultat du mode de production capitaliste comme totalité, elle est donc imprégnée par la plus-value et par l'antagonisme de classes. En d'autres termes, la marchandise, en un certain sens, contient l'intégralité du capitalisme. En outre, la marchandise exprime le fait que la domination de classe prenne la forme d'une domination quasi-naturelle. La critique situationniste aurait pu avoir cette pertinence parce qu'elle est fondée sur le fait que la marchandise résume parfaitement le mode de production capitaliste dans ses formes sociales apparentes les plus immédiates. Cependant, particulièrement si l'on étudie des questions comme celle de la crise, il est nécessaire d'aborder les médiations de cette forme. Au lieu de rejeter "Le Capital" (ou de l'ignorer), ce qui devrait être mis en valeur est son inachèvement, ce n'est qu'une partie du projet général relatif au capital et à son renversement, dans lequel l'auto-activité de la classe ouvrière a le rôle crucial. Le travail des situationnistes, dans leur restauration du rôle actif du sujet, pose "la seule vérité de cette négation". Parce qu'ils insistaient là dessus, contre tous les marxistes scientifiques, les althussériens, les léninistes etc..., leur position était juste. Fondamentalement c'est toujours vrai. Le marxisme orthodoxe, perdu dans l'économie politique, a perdu la véritable signification de la pratique révolutionnaire. Les situationnistes retrouvèrent cet élément central chez Marx, en préférant les écrits de jeunesse et le premier chapitre du "Capital". Les idées des situationnistes, qui furent une expression théorique de la redécouverte de la subjectivité révolutionnaire par le prolétariat, furent l'inspiration de beaucoup en 1968 et depuis. C'est une référence essentielle pour nous maintenant. Mais la réaffirmation du sujet, dans la théorie et en pratique, ne fut pas immédiatement la défaite de l'ennemi,

elle plonge le capital dans la crise.

Dans la période nouvelle inaugurée par l'offensive du prolétariat à la fin des années 60 et durant les années 70, une compréhension de la crise – incluant sa dimension économique – était une nouvelle fois nécessaire en tant qu'élément central de la théorie prolétarienne. Mais fondamentalement les situationnistes ont adopté la position de S o B selon laquelle le capitalisme a surmonté sa tendance à la crise économique. La critique de Debord de la perspective bourgeoise gisant derrière les prétentions scientifiques des supporters de la théorie de la crise a sa vérité, mais elle était fautive quant à son intention de dissoudre complètement la notion de crise. Dans "La véritable scission", Debord et Sanguinetti admettent au moins le retour de la crise en disant que : " Même la vieille forme de la simple crise économique, que le système avait réussi à surmonter... reparait comme une possibilité de l'avenir proche." (§14)

C'est mieux que la tentative de Cardan, dans une introduction de 1974 à une édition de "Capitalisme moderne et révolution", de rejeter toute substance réelle de la crise économique. Cardan accepte même la croyance bourgeoise qu'il s'agit en tout et pour tout d'un accident causé par le choc pétrolier. Mais même si la position de Debord et Sanguinetti, admettant le retour de la crise, est meilleure, nous ne voyons aucune tentative des situationnistes pour réellement tenir compte de ce retour. Comme "La véritable Scission" l'annonce : "L'internationale Situationniste s'est imposée dans un moment de l'histoire universelle comme la pensée de l'effondrement d'un monde ; un effondrement qui a maintenant commencé sous nos yeux" (§1) En fait "La véritable scission" est caractérisée en général par l'idée que la crise finale du capitalisme est arrivée, bien que cette crise soit vue comme une crise révolutionnaire.

Dans "La véritable scission", la description de la période ouverte par Mai 68 comme une crise générale est fondamentalement juste, toutefois elle est aussi inadéquate. Même si dans le sillage de Mai 68, de l'automne chaud italien etc...juger l'époque ainsi est peut-être pardonnable, ce qui était nécessaire c'était une réelle tentative de comprendre et d'assimiler cette crise. Ce qui aurait demandé de se confronter à l'interaction de la révolte du sujet et de l'objectivité de l'économie, ceci aurait nécessité de s'intéresser à la suite du "Capital".

B) Le retour des objectivistes

Quand la crise économique est revenue au début des années 70, les défenseurs de la conception traditionnelle du marxisme selon laquelle le capitalisme était en déclin définitif sembla justifiée. Le Courant Communiste International (Révolution Internationale) a même essayé d'expliquer d'avance 68 dans les termes de la crise objective. Bien que la saturation du marché provienne de la baisse du taux de profit, ils continuèrent à défendre les thèses luxembourgistes. Il faut applaudir à une telle fidélité. Des penseurs de la vieille gauche comme Mandel pour le trotskisme et Mattick pour le communisme de conseils, de nouvelles figures comme Yaffe et Kidron, se manifestèrent pour soutenir leur version propre de la théorie marxienne originelle des crises. Yaffe et Kidron furent tous les deux membres des Socialistes internationaux (précurseur du S.W.P.), ils essayèrent de se distinguer par leur théorie de l'économie d'armement permanente. Dans cette théorie, les dépenses d'armement sont la justification essentielle de l'ensemble de la croissance de l'après guerre, et même le seul facteur de celle-ci. Derrière l'innovation consistant à donner aux dépenses d'armement un rôle stabilisateur, la théorie demeurait fondamentalement dans le cadre de l'économie marxiste orthodoxe. Cliff défendit plus tard une version sous-consommationniste de l'orthodoxie. La dépense d'armement avait donné une capacité (initialement temporaire, puis, comme la catastrophe menaçait d'arriver, de beaucoup plus longue durée) d'éviter une inévitable crise de surproduction de capital au regard du pouvoir de consommation limité des masses. Quand, à l'intérieur de l'économie marxiste, il y eut un changement (la baisse du taux

de profit s'empara petit à petit du devant de la scène et le sous-consommationnisme fut considéré comme trop grossier), Kidron mit en avant une nouvelle version qui modifiait la précédente dans la mesure où le rôle des dépenses militaires était atténué. Les dépenses improductives d'armement, plutôt que de repousser le moment où la production de capital outrepassait les possibilités de la consommation, devaient être vues comme une contre-tendance à la baisse tendancielle du taux de profit.

L'essentiel est que cette théorie demeura à l'intérieur de la problématique de l'économie marxiste objectiviste. La raison de la rupture avec l'analyse de l'impérialisme de Lénine ne résidait pas dans le fait que cette analyse ne laissait aucune place à la lutte de la classe ouvrière. Non, car pour les Socialistes internationaux, l'impérialisme devait être "le dernier stade, mais un stade tout de même", un autre stade dans la logique objectiviste du capital. L'économie permanente d'armement devait être le stade final et, comme l'impérialisme de Lénine, il était expliqué purement dans les termes du capital. Même dans sa forme la plus développée, cette théorie n'était qu'un salmigondis qui avait ses plus jeunes défenseurs parmi les Socialistes internationaux, comme Yaffe, le meilleur connaisseur des classiques marxistes, qui défendait un retour à une théorie "fondamentaliste" fondée sur la baisse du taux de profit. Depuis lors, Chris Harman a modéré la théorie, il a arrondi quelques unes de ses affirmations les plus rugueuses, et même a utilisé Grossman et d'autres théoriciens du déclin pour le soutenir. Pendant les années 70, le S.W.P retourna en tout cas au bercail en acceptant que les dépenses d'armement ne pourraient pas plus longtemps freiner la tendance à la crise.

Le mouvement politique relié à de telles analyses connut également une phase de croissance. Il y avait des différences majeures entre les théories produites, mais ce qu'elles partageaient par dessus tout c'était la perspective du retour de la crise expliqué uniquement à l'intérieur des lois de développement du capital, telles qu'elles sont présentées par Marx dans "Le Capital". La question était de savoir quelles lois et quelle tendance à la crise devaient être mises en avant parmi toutes les références éparpillées de Marx.

1) Mandel et Mattick

Mandel et Mattick, en tant que pères fondateurs, offraient une alternative. Mattick, fondamentalement, a fait survivre la théorie de l'effondrement de Grossman durant la période de la croissance d'après guerre. Il présentait une théorie du capital, allant mécaniquement vers la faillite, fondée sur l'augmentation de la composition organique du capital et la chute du taux de profit. Mattick innova premièrement en analysant comment l'économie mixte keynésienne ajourne la crise grâce aux dépenses improductives de l'Etat. Il défend que bien qu'une telle dépense pourrait temporairement arrêter l'assaut de la crise, cette possibilité ne pouvait exister que dans la phase ascendante qui suivit la guerre. La manipulation du cycle des affaires ne peut être couronnée de succès que dans une situation de santé générale des profits dans le secteur privé. Quand le mouvement sous-jacent de baisse du taux de profit a atteint un point critique, l'augmentation de la demande réalisée par l'Etat ne peut plus produire un retour aux conditions de l'accumulation, et même la ponction de l'Etat sur le secteur privé peut être vue comme aggravant le problème. Le keynésianisme pouvait retarder mais non prévenir la tendance à la crise et à l'effondrement inhérente aux lois d'accumulation du capital. L'intérêt essentiel de cette analyse est de fonder la théorie de la crise sur les contradictions internes de la production capitaliste. En conséquence, Mattick évitait le point de vue à la mode à propos du capitalisme miné par les défaites de l'impérialisme, représentées par les révolutions du tiers-monde. Par là également, il ne rejetait pas la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière occidentale. Cependant, la lutte de la classe, pour lui, n'aurait à être qu'une réponse spontanée à la faillite à venir du Keynésianisme se révélant incapable à prévenir la crise de l'accumulation. La lutte de classe d'un côté, et de l'autre les lois du capitalisme à partir desquelles la crise est posée comme la base et l'origine de cette lutte, demeuraient totalement séparées. Ce qui manquait fondamentalement dans cette analyse, c'était d'expliquer comment il peut y avoir une lutte de classe dans les périodes d'accumulation. La crise du capitalisme ne peut pas être

comprise au niveau abstrait auquel Mattick la traite.

Mandel, l'économiste belge, présente dans "Le capitalisme tardif" une approche multi-causale. Il définit six variables dont l'interaction est supposée expliquer le développement capitaliste. Une seule de ces variables, le taux d'exploitation, a une quelconque relation avec la lutte de classe, mais même là, la lutte de classe n'est qu'un élément parmi d'autres, déterminant cette variable. Mattick, que l'on devrait situer politiquement à l'opposé de Mandel, soutient que "Le capitalisme tardif" accorde trop d'importance à la lutte de classe. Mattick fit connaître une nouvelle célébrité à la théorie de Grossman sur la baisse du taux de profit comme base de la crise. Que nous trouvions le non-léniniste argumentant contre l'importance de la lutte de classe montre que le problème de l'objectivisme traverse la division entre léninistes et anti-léninistes. En Grande Bretagne, la thèse Mattick-Grossman sur la nature de la crise a été reprise par un léniniste convaincu, David Yaffe. Pour Yaffe la lutte de classe a été absente durant la croissance d'après guerre, mais les déterminations économiques sont allées se développant pendant cette absence.

L'histoire du capital est l'histoire de la lutte de classe parmi d'autres éléments ! Le principal est la nature du développement inégal et donc le rôle révolutionnaire des pays anti-impérialistes. En conséquence, il décrit l'histoire du mode de production capitaliste comme n'ayant pas pour dynamique la contradiction centrale entre capital et travail, mais celle entre les rapports économiques du capital et les rapports pré-capitalistes. D'un côté, il affirme son orthodoxie en proclamant que le capitalisme tardif n'est que la continuation de la période impériale-monopoliste décrite par Lénine, mais simultanément il réhabilite la théorie des cycles longs de développement technologique qui surdéterminent l'époque du déclin, lui donnant ses phases de croissance et de dépression. Les cycles longs sont déterminés par l'action de l'innovation technique.

Mais ni dans les cycles longs soumis à la technique, ni dans la chute du taux de profit soumise à l'augmentation de la composition organique, il y a une reconnaissance de l'importance du rôle de l'innovation technique comme réponse à la lutte de classe. Le déterminisme technologique, d'une façon ou d'une autre, gît derrière le marxisme objectiviste, c'est pourquoi la critique faite par l'Autonomie de la conception objectiviste de la technique est si importante (voir plus loin). Il est nécessaire de relier l'accumulation capitaliste et ses crises à la lutte de classe. La période keynésio-fordiste fut une période dans laquelle la lutte de la classe ouvrière s'est exprimée en vagues s'élevant régulièrement et fermement, où les syndicats comme représentation de la classe ouvrière ont dirigé les luttes contre la tyrannie du procès de travail vers des revendications salariales. En gagnant de solides augmentations de salaires, les ouvriers forcèrent le capital à augmenter la productivité, en intensifiant les conditions de travail et en multipliant les investissements de substitution au travail, ce qui à son tour lui permit de continuer à accorder aux travailleurs une augmentation de leur salaire réel. Dans ce sens, comme nous voyons les Autonomes le défendre, la lutte de la classe ouvrière, dans cette période, est devenue un moment fonctionnel dans le cycle du capital, un moteur de l'accumulation. Mais avant de s'intéresser à cette analyse, cela vaut la peine de noter que quelques penseurs dans le camp objectiviste rompirent avec la problématique de la décadence et tentèrent une analyse plus sophistiquée de la période de l'après-guerre. L'approche de la régulation (A.R.) était ouverte à des idées nouvelles comme l'analyse du fordisme par les Autonomes. Cependant, le structuralisme fut autre influence majeure de cette approche et cela l'a maintenue à l'intérieur des limites de l'objectivisme.

2) L'Approche de la Régulation

L'A.R est importante parce qu'elle essaya de développer une théorie en rapport avec les réalités concrètes du capitalisme moderne. Des représentants de ce courant, tels Aglietta et Lipietz, rompirent avec les positions orthodoxes sur la périodisation du capitalisme et sur ce que la crise capitaliste représente. Dans

la périodisation orthodoxe, le capitalisme grandissait avec le capital marchand, devenait adulte avec le laissez-faire concurrentiel, et ensuite déclinait et préparait les conditions du socialisme dans la période monopoliste et impérialiste. La position orthodoxe sur les crises était que, dans le capitalisme en bonne santé, la crise participe à la bonne santé du cycle des affaires, tandis que dans "l'époque des guerres et des révolutions" elle manifeste l'évidence de son déclin sous-jacent et toujours, selon les possibilités, la tendance à la crise finale d'effondrement du système comme une totalité. En termes de périodisation l' A.R introduisit la notion de "régime d'accumulation". Ce qui signifie que les stades du développement capitaliste sont caractérisés par des structures institutionnelles interdépendantes et la formulation de normes sociales. En ce qui concerne les crises, pour l' A.R les crises longues représentent les crises structurelles des institutions de régulation et des normes sociales associées au régime.

Ainsi, par exemple, ils réinterprétèrent la séparation entre le capitalisme concurrentiel et le capitalisme monopoliste comme le passage du "régime d'accumulation extensive et régulation concurrentielle" qui a existé avant la première guerre mondiale à un régime d'accumulation intensive et régulation monopolistique après la seconde guerre mondiale, avec entre les deux une période de crise d'un régime et de passage au suivant. Pour les marxistes orthodoxes, le problème avait été d'ajuster la période d'après-guerre dans leur concept de "période de transition". Ils y sont parvenus en la désignant comme une nouvelle étape du "stade du capitalisme monopoliste". Mais surgit alors un nouveau problème : le capitalisme monopoliste devait représenter la fin du capitalisme plutôt qu'une phase de croissance. L' A.R dit que, loin d'être une phase de déclin, la période d'après-guerre vit la consolidation du régime d'accumulation intensive. Ils analysent cette période comme caractérisée : par les méthodes fordistes de production et la consommation de masse ; par l'intégration de la production des biens de consommation comme élément essentiel de l'accumulation capitaliste ; par l'hégémonie américaine au niveau international. En son coeur, le régime est fondé sur le lien entre augmentation du niveau de vie et augmentation de la productivité. A la lumière de l' A.R, les années 70 sont ensuite une nouvelle période de crise structurelle, la crise du régime d'accumulation intensive. Comme Negri et les Autonomes, l'A.R voit un élément de la crise dans le divorce entre croissance des salaires et gains de productivité et dans l'effritement du consensus social. L'effondrement des gains de productivité fait éclater la crise fiscale de l'Etat dans la mesure où il persiste à engager des dépenses publiques croissantes, tandis que la base économique pour un tel engagement est minée. En contradiction avec les thèses de la décadence, la crise n'est pas une agonie mortelle mais une sévère crise structurelle de laquelle le capital peut sortir s'il rétablit un régime d'accumulation.

La rupture de l'A.R avec le schéma rigide de l'orthodoxie apparaît comme une analyse marxiste beaucoup plus sophistiquée et moins dogmatique. Toutefois, il n'y a pas de renversement de perspective amenant à voir le procès à partir de la situation de la classe ouvrière. L' A.R reste fermement à l'intérieur de la logique du capital, greffant simplement une masse de complications dans l'analyse. De telle sorte que , même si elle peut certainement concevoir la crise comme une crise générale de l'ordre social, le fait qu'elle voit le capital non comme une lutte de sujets, mais comme un procès sans sujet, signifie qu'elle tombe dans le fonctionnalisme. Il est admis que la tendance à la restructuration du capitalisme parviendra avec succès à établir un nouveau régime d'accumulation flexible, le post ou le neo-fordisme est admis comme inévitable. De telles idées reviennent à une nouvelle forme de déterminisme technologique qui attire la gauche réformiste plutôt que les révolutionnaires, parce qu'elles défendent l'inéluctable continuité du capitalisme plutôt que son effondrement. Ainsi, même si nous devons certainement être capable d'utiliser quelques unes de leurs idées, l' A.R est comme son frère structuraliste essentiellement fondée sur la logique du capital. Prenant le point de vue du capital, elle est toujours amenée à être une école de penseurs universitaires payés par l'Etat. A l'inverse, l'analyse des Autonomes ne perd jamais le point de vue de la classe ouvrière. Bien que certains des théoriciens italiens

furent des universitaires, ils appartenirent aussi à un courant révolutionnaire. Ils furent certainement des penseurs payés par l'État, mais la moitié d'entre eux a été arrêtée et violemment expulsée pour des années, il est raisonnable de penser que leurs idées étaient en contradiction avec leur situation.

Le marxisme objectiviste saisit en partie la réalité du capitalisme, mais seulement à partir d'un pôle, celui du capital. Les catégories du "Capital" qui sont fondées sur la réification des relations sociales dans le capitalisme sont acceptées par ce marxisme comme un donné plutôt que comme une réalité à critiquer. La subsumption du travail de la classe ouvrière est saisie comme un résultat final, là où elle est quelque chose qui doit être sans cesse reproduit. La classe ouvrière est admise comme un grain de sable dans le développement du capital selon ses lois propres. Des tendances telles que l'augmentation de la composition organique sont comprises comme des lois techniques intrinsèques à l'essence du capital tandis qu'elles, et leurs contre-tendances, sont en réalité des lieux de luttes. Il est nécessaire d'aborder le procès à partir de l'autre pôle, celui de la lutte contre la réification, ce que des groupes comme S.o.B et les situationnistes ont fait. Leur mise à l'écart de la théorie de la crise est compréhensible et était un moment nécessaire de la redécouverte de la pratique révolutionnaire pendant la croissance de l'après guerre. Toutefois, lorsque la crise réapparut, il sembla que c'était les objectivistes qui avaient les outils pour l'appréhender. Pourtant ils ont échoué à dégager une perspective politique adéquate à partir de leur théorie. Ils avaient compris la crise, le peuple n'avait plus qu'à s'agglutiner à leur drapeau, c'était simple. Cependant, en Italie avait émergé un courant dont le rejet de l'objectivisme contenait une nouvelle façon de se rapporter à la crise.

C) Le courant opéraïste/autonome

Les théoriciens opéraïstes (en italien le terme d' "ouvriériste" n'est pas utilisé comme en anglais – ou en français – pour dire que seules les luttes au niveau de l'atelier sont importantes et ont un sens, il indique la volonté de théoriser le capitalisme dans une perspective ouvrière) des années 60 comme Panzieri et Tronti et les Autonomes de la fin des années 60 et des années 70 parmi lesquels Negri et Bologna furent les plus importants, ont représenté une tendance importante de la nouvelle gauche en Italie. Ils attaquèrent les catégories réifiées du marxisme objectiviste. En attaquant l'objectivisme du marxisme orthodoxe, ils mirent également en question la problématique dominante de la crise comme déclin. Une partie de la force de ce courant vient de ce que plutôt que de simplement affirmer Marx contre un "travaillisme" franchement réformiste, il a eu à se débrouiller avec le marxisme théorique sophistiqué et prestigieux de l'hégémonique parti communiste italien. Le P.C.I dans sa transition du stalinisme à l'eurostalinisme est passé d'une conception contemplative de la crise générale du capitalisme au soutien apporté à la perpétuation de son développement. Les opéraïstes reconnurent que les deux positions avaient en partage la même attitude contemplative face à l'économie capitaliste et que ce qui était nécessaire était un renversement de perspective pour regarder le capitalisme du point de vue de la classe ouvrière.

Raniero Panzieri, un des fondateurs de ce courant, formula deux critiques fondamentales du marxisme orthodoxe. Il attaqua la fausse opposition entre planification et capitalisme ; et l'idée de la neutralité de la technique contenue dans l'idéologie des forces productives.

1) La fausse opposition de la planification et du capitalisme.

Panzieri soutient que la planification n'est pas le contraire du capitalisme. Le capitalisme, comme Marx l'a signalé, est fondé sur une planification despotique sur le lieu de production. Le capitalisme surpassa les modes de production antérieurs en s'appropriant la coopération dans son procès productif. Ceci est vécu par l'ouvrier comme un contrôle de son activité par un étranger. Dans le capitalisme du XIX^es, cette planification despotique contraste avec la concurrence anarchique au niveau social. Panzieri soutient que le problème avec le marxisme orthodoxe et sa théorie du déclin est qu'il prend cette période

du laissez-faire comme la vérité du capitalisme ; une transformation de celui-ci ne peut que représenter le déclin du capitalisme ou la transition au socialisme. Panzieri et plus tard Tronti ont développé une position selon laquelle le capitalisme du milieu du XX^es avait d'une certaine manière dépassé l'opposition entre la planification et le marché, devenant un capitalisme plus avancé, caractérisé par le capital social parvenu à la domination sur la société et la formation progressive d'une société usine (usine sociale). Au niveau global, la société capitaliste n'est pas seulement anarchie mais elle est capital social, elle est l'organisation de tous les aspects de la vie comme imposition de la relation capitaliste de travail.

Avec cette conception, la contradiction centrale sur laquelle le marxisme orthodoxe fondait sa théorie du déclin est sapée. *Il n'y a pas de contradiction fondamentale entre la socialisation capitaliste de la production et l'appropriation capitaliste du produit.* (souligné par les traducteurs). L'anarchie du marché est un aspect de la façon dont le capital organise la société, mais la planification capitaliste en est un autre. Ces deux formes du contrôle capitaliste ne sont pas dans une contradiction mortelle mais dans une interaction dialectique : "avec la planification généralisée, la forme mystifiée fondamentale de la loi de la plus-value passe de l'usine à la société entière, toute trace des racines et de l'origine du procès capitaliste semble maintenant réellement disparaître. L'industrie réintègre en elle-même le capital financier et alors projette au niveau social l'extorsion de plus-value. La science bourgeoise appelle cette projection le neutre développement des forces productives, rationalité, planification." (Panzieri "Plus-value et planification")

La planification dans le capitalisme n'est pas la marque d'une phase de transition. Avec l'identification du socialisme à la planification, le socialisme, de négation du capitalisme, devient une de ses tendances. Ce qui s'est développé à partir du développement du capital financier monopoliste ce n'était pas la base pour un mode de production non-capitaliste mais pour une forme plus socialement intégrée du capitalisme. Le capital a dépassé certaines difficultés de sa phase la plus récente, mais le procès dans lequel il a accompli cela a été interprété comme celui de son stade final. Tandis que certains de ceux influencés par Bordiga devinrent les défenseurs dogmatiques types de la théorie de la décadence, d'autres développèrent quelques unes de ses idées dans une direction intéressante avec des similitudes avec les opéraïstes. "Invariance" (Jacques Camatte et d'autres) théorisèrent que la socialisation croissante de la production n'exprimait pas le déclin du capitalisme mais le passage de la subsomption formelle du travail sous le capital à la subsomption réelle, c'est-à-dire le passage du contrôle capitaliste d'un procès de travail dépendant de l'habileté et de l'accord des ouvriers à une totale domination capitaliste de tout le procès. En outre, ils virent là le passage de la domination formelle du capital sur la société à sa domination réelle. Toutefois, on peut certainement dire que l'importance accordée à l'autonomisation du capital entraîna une reconnaissance insuffisante que ce procès est constamment une lutte ; ceci les amena à voir la révolution comme une explosion catastrophiste de la subjectivité réprimée.

2) La critique de la technologie.

En liaison avec la déconstruction par Panzieri de la dichotomie entre anarchie et planification, sa critique de la technologie était peut-être encore plus en rupture avec la tradition. La planification despotique du capitalisme opère à travers la technologie. Fondamentalement, Panzieri soutenait que, dans le capitalisme, technologie et pouvoir sont intriqués à un tel point que l'on peut abandonner la notion marxiste orthodoxe de la neutralité de la technologie. Une fois encore, ce qu'il s'agissait de critiquer ici c'était la nature réifiée des catégories dans la conception orthodoxe des forces productives se heurtant à leurs entraves capitalistes.

Il n'existe pas de dynamique cachée, inhérente, dans les caractéristiques du développement technologique ou de la planification dans la société capitaliste actuelle, dynamique qui puisse garantir le dépassement "automatique" ou "nécessaire" des rapports existants. Les nouvelles bases techniques,

progressivement développées dans la production, procurent au capitalisme de nouvelles possibilités de consolider son pouvoir. Cela ne signifie pas, naturellement, que les possibilités de dépasser le système ne croissent pas simultanément. Mais ces possibilités coïncident avec le caractère entièrement subversif que “l’insubordination” de la classe ouvrière tend à se donner face à l’indépendance croissante “de l’infrastructure objective” du mécanisme capitaliste.

Ceci montre bien la transformation que la perspective opéraïste a représenté : l’abandon de tout mouvement caché des forces productives, considérées techniquement, pour faire retour à la plus grande force productive, la classe révolutionnaire. La théorie de Panzieri répondait à une nouvelle combativité de la classe ouvrière. Cette théorie et cette combativité arrivèrent ensemble et représentaient une menace pour le capital. “Ce niveau de classe”, comme Panzieri l’affirme, “se présente lui-même non comme un progrès, mais comme une rupture” ; non comme la “révélation d’une rationalité cachée dans le procès productif moderne, mais comme la construction d’une rationalité radicalement nouvelle opposée à la rationalité mise en oeuvre par le capital”.

Alors que les courants principaux du marxisme, qu’ils soient ostentatoirement révolutionnaires ou réformistes, furent et sont enfoncés dans une attitude réformiste vis-à-vis de la technologie capitaliste, c’est-à-dire dans la volonté de l’organiser par les moyens du plan de façon plus efficace et plus rationnelle, Panzieri a vu comment les ouvriers furent les meilleurs dialecticiens en reconnaissant l’unité des instances techniques et despotiques de l’organisation actuelle de la production. Le système des machines et les autres formes de la technologie capitaliste sont un produit historiquement spécifique de la lutte de classe. Les voir comme techniquement neutres, c’est se mettre du côté du capital. Que cette conception ait dominé le marxisme orthodoxe fait qu’il n’est pas surprenant que certains, maintenant, veulent rejeter la critique historique du capitalisme au profit d’un projet anti-technologique. Le problème avec la substitution de la simple négation de la “civilisation” à la négation déterminée (*aufhebung*) du capitalisme, n’est pas que certains d’entre nous veulent avoir des machines à laver, mais que cela nie la relation avec le mouvement réel.

La critique de la technologie combinée avec le renversement de perspective permit aux opéraïstes de proclamer la critique de l’économie politique par le prolétariat comme étant une arme révolutionnaire. Comme nous l’avons vu, la baisse tendancielle du taux de profit, due à l’augmentation de la composition organique du capital, provoquée par la substitution des machines au travail (la source de la plus-value), tient une place fondamentale dans la plupart des théories de la crise et du déclin. Les Italiens relevèrent une affirmation laissée de côté par Marx : “On pourrait écrire toute une histoire au sujet des inventions faites depuis 1830 pour défendre le capital contre les émeutes ouvrières” (“Le Capital”, t 2, p 117, Ed Soc), et ils la développèrent en une théorie qui fait du développement technologique du capital une réponse à, et une interaction avec, la lutte de la classe ouvrière. Le procès capitaliste de travail devient le terrain d’une lutte de classes constamment renouvelée. En fondant le développement du capitalisme sur la lutte de classes, les opéraïstes donnèrent un sens à la formule de Marx selon laquelle la plus grande force productive est la classe révolutionnaire elle-même.

Quand nous considérons l’accroissement constant de la composition organique comme un résultat de la lutte de la classe ouvrière et de la créativité humaine, *la baisse tendancielle du taux de profit commence à perdre sa déformation objectiviste*. Le passage du capital d’une stratégie fondée sur la plus-value absolue à une stratégie fondée sur la plus-value relative a été rendu nécessaire par la classe ouvrière, et a abouti à enfermer le capital et la classe ouvrière dans une lutte sur la productivité. Les catégories de la composition organique et technique du capital ont été déréifiées dans la théorie opéraïste et liées à la notion de composition de classe. Utilisant cette notion, les théoriciens de l’autonomie ouvrière développèrent la critique des formes d’organisation précédentes, telle que le parti d’avant-garde, comme reflétant une composition de classe antérieure, et théorisèrent les nouvelles formes de luttes et

d'organisations de l'ouvrier masse. Cela éclaira d'une lumière entièrement nouvelle la question du déclin du capitalisme comme transition au communisme.

Ainsi décrite, l'inéluctabilité du passage au socialisme ne se situe pas au niveau d'un conflit matériel, elle est plutôt en relation, précisément grâce au développement "économique" du capitalisme, avec le caractère intolérable de la division sociale et ne peut se manifester que comme l'acquisition d'une conscience politique. Mais pour cette raison même, le dépassement du système par la classe ouvrière est *la négation de toute l'organisation dans laquelle se manifeste le développement capitaliste*, et en tout premier lieu de la technologie en ce qu'elle est liée à la productivité.

Nous voyons alors que la première vague de l'ouvriérisme italien dans les années 60 rejeta la vision selon laquelle la période du laissez-faire a marqué l'existence propre du capitalisme et que ce qui est arrivé depuis est son déclin ou sa décadence, au profit d'une analyse des figures concrètes du capitalisme contemporain. Ceci leur permit de comprendre la tendance vers la planification d'Etat comme l'expression des tendances du capitalisme à la totalité : le capital social. Ils ont également rompu avec le marxisme orthodoxe dans leur renversement de perspective qui place la classe ouvrière comme une force motrice du capital, renversement appuyé sur une recherche militante sur les luttes de l'ouvrier masse.

3) La théorie des crises comme lutte de classes.

Il existe des similitudes avec les analyses de S.o. B, mais les positions des Autonomes, fondées sur une réinterprétation des outils fournis par la critique de l'économie politique de Marx, plutôt que sur un rejet de ces outils, sont plus à même de répondre à la crise qui s'ouvrit dans les années 70. En fait, on pourrait dire que la crise des années 70 montra l'exactitude de ce que Tronti suggérait en 1964. Il était pour lui possible que : "Les premières revendications faites par les prolétaires directement, d'eux-mêmes, le moment qui ne peut pas être absorbé par le capitaliste, fonctionnent objectivement comme des manifestations de refus, qui mettent le système en danger (...) simple blocage politique dans le mécanisme des lois objectives." Le développement pacifique du capitalisme fut ébranlé à la fin des années 60 et la théorie des opéraïstes italiens alla plus avant encore dans sa compréhension, de même que la pratique des ouvriers italiens durant les années 70 alla plus loin dans l'attaque du rapport capital.

Comme nous l'avons vu avec Mattick, la réponse marxiste orthodoxe au keynésianisme était qu'il ne pouvait réellement modifier le mouvement du capital et qu'il pouvait seulement retarder la crise. A un certain niveau c'est correct, mais le problème est que l'économie est vue comme une machine plutôt que comme la manifestation réifiée des rapports sociaux antagonistes. L'avancée des Autonomes exprimée dans des ouvrages comme les deux essais de Negri en 68, fut de saisir le keynésianisme comme une réponse à l'offensive ouvrière de 1917, comme une tentative de retourner l'antagonisme de la classe ouvrière au bénéfice du capital. Keynes fut un penseur stratégique pour le capital et le keynésianisme, en canalisant la lutte de la classe ouvrière à l'intérieur des augmentations de salaire payées par la croissance de la productivité, était essentiellement l'administration de la classe ouvrière par l'Etat, une administration qui devint de plus en plus violente au fur et à mesure que la classe ouvrière la refusa et non pas une simple administration du développement du capital par l'administration de la demande. L'équilibre fragile qu'il a représenté fut mis en crise par l'offensive ouvrière de la fin des années 60 et des années 70, qui brisa les marchandages sur les gains de productivité qui étaient présumés par l'accumulation. L'ensemble de la période fordiste et keynésienne de l'après-guerre était compris dans l'analyse des Autonomes comme la période de l'Etat-plan qui s'était maintenant abîmé dans la crise et qui était en train d'être remplacé par l'utilisation active de la crise par l'Etat pour maintenir l'ordre.

La théorie de la crise comme lutte de classes est une correction nécessaire aux conceptions objectivistes. Le point fondamental dans le marxisme des Autonomes a été de remplacer la crise capitaliste, provoquée par l'intervention extérieure et fatale des lois objectives se tenant au dessus de la classe ouvrière, en une

expression objective de la lutte de classe. L'idée d'une époque de déclin et de décadence est effectivement écartée par cette théorie des luttes concrètes de la classe. L'histoire du capitalisme n'est pas le développement objectif des lois du capital, mais un mouvement dialectique de composition et de recomposition. La sérieuse crise mondiale qui commença dans les années 70 est donc vue comme le résultat des luttes de l'ouvrier masse fordiste. Ce sujet, qui fut lui-même créé par l'attaque du capital contre la composition de classe de l'après première guerre mondiale, s'est politiquement recomposé en une menace pour le capital. *La crise du capital est une crise du rapport social.*

Pendant les années 70, les Autonomes ont produit la théorisation la plus développée du refus du travail et une critique de la théorie catastrophiste de la crise en faveur d'une théorie dynamique de la crise capitaliste et de la subjectivité prolétarienne. Les Autonomes développèrent une théorie de la crise comme lutte de classes illustrée par le slogan : "la crise des patrons est une victoire pour les ouvriers." Ceci les plaça dans un désaccord tranché avec l'explication marxiste orthodoxe de la crise en termes de contradictions internes du capital, avec la crise générale causée par son déclin, lui-même issu du blocage des forces productives par les rapports de production. Le militant marxiste orthodoxe pensera qu'il est faux de suggérer que la crise puisse être l'oeuvre de la classe ouvrière. "Non, non, dira-t-il, la crise est la faute du capital ; la classe ouvrière – bénie soit sa casquette de toile – est libre de toute implication en elle, la crise montre l'irrationalité du capitalisme et le besoin du socialisme." Ceci est précisément ce que les Autonomes attaquaient, le socialisme vu comme l'aboutissement de la tendance à la crise du capital.

L'idée que le capital entrave les forces productives, bien que vraie en un sens, oublie que dans la mesure de ses forces, la classe ouvrière entrave les forces productives comprises comme catégories du capital, la classe ouvrière entrave le développement des forces productives parce que leur développement est contraire à ses intérêts, à ses besoins. La signification de la résistance du prolétariat au travail capitaliste ne doit pas être oubliée dans le rêve socialiste du travail universel. Comme Negri l'affirme : "Libération des forces productives : certainement, mais comme la dynamique d'un procès qui conduit à l'abolition, à la négation dans la forme la plus totale. Il s'agit de transformer le centre, le coeur de la définition du communisme, d'une libération à partir du travail en un au-delà des formes du travail." (Marx au delà de Marx).

La théorie Autonome était par certains aspects, une projection optimiste vers l'avenir des tendances des luttes du moment. Ceci fonctionnait bien quand la lutte de classe allait de l'avant et donc quand les tendances révolutionnaires se réalisaient dans des actions de plus en plus amples. Ainsi par exemple, Tronti a développé l'idée d'une nouvelle sorte de crise mise en évidence par le refus ouvrier parce qu'il a vu cela préfiguré dans la bataille de Piazza Fontana (événements de 1962, lorsque les ouvriers en grève de la FIAT attaquèrent les syndicats avec une grande violence). L'automne chaud italien, quand les ouvriers pouvaient souvent se mettre en grève immédiatement après leur retour au travail à la suite d'une précédente grève, montrait la validité de cette projection. Toutefois, une telle projection théorique, que les situationnistes avaient aussi faite devant l'émergence des grèves sauvages, en Angleterre en particulier, comme annonce de ce qui allait arriver, devint inadéquate quand, dans la contre-offensive du capital contre ce refus, les tendances la tendance dominante fut celle d'une réimposition du travail. Les théoriciens autonomes tentèrent de saisir ce mouvement comme un expédient, sur la base de la planification, à la crise de l'Etat. La théorie de la crise comme lutte de classes se perdit quelque peu dans les années 80 ; si pendant un moment dans les années 70 la rupture des lois objectives du capital avait été évidente, à la suite des succès partiels du capital le sujet fut renvoyé dans les cordes. Durant les années 80 nous avons vu les lois objectives du capital devenues libres de parcourir furieusement nos vies en les menaçant. Une théorie qui avait relié les manifestations de la crise aux pratiques concrètes de la classe avait trouvé à se procurer une petite lutte offensive à relier à elle, cependant la crise continuait. La théorie des Autonomes est devenue moins appropriée aux conditions.

La propension de Negri à un optimisme extrême et la surestimation des tendances devenant des réalités, qui ne sont pas très graves dans une période de subversion prolétarienne, devinrent de façon croissante un problème dans sa théorisation, lui permettant de s'endormir sur sa propre théorie du déclin. Lorsqu'elle n'est plus reliée au mouvement révolutionnaire, la théorie de Negri s'affaiblit beaucoup. Dans des écrits comme "Communistes comme nous" et dans sa contribution à "Marxisme ouvert", nous retrouvons sous un nouveau déguisement subjectiviste la théorie de la décadence du capitalisme comme émergence dans notre dos du communisme. Dans "Le marxisme ouvert", Negri écrit par exemple : "de nouvelles conditions techniques de l'indépendance du prolétariat sont déterminées à l'intérieur des transformations matérielles du développement et donc, pour la première fois, il existe la possibilité d'une rupture dans la restructuration qui ne soit pas récupérable et qui soit indépendante de la maturation de la conscience de classe." Il semble penser que cette possibilité est liée au travail informatique immatériel ! Il apparaît que beaucoup de penseurs radicaux ont tendance à perdre leur clairvoyance en vieillissant ou, plus probablement, quand le mouvement auquel ils étaient reliés est épuisé. Peut-être faut-il utiliser Negri contre Negri, peut-être également faut-il tenir compte de l'endormissement des révolutionnaires quand recule le mouvement dont ils étaient partie prenante (après 1848, après 1871, après 1977). Quand le mouvement de luttes auquel on participe semble perdre sa vitalité, il y a la tentation de rendre sa puissance au point de vue du capital, une tentation à laquelle il faudrait résister.

Pour conclure, les Autonomes représente une avancée nécessaire mais incomplète, ils exprimèrent le mouvement de leur temps mais, en particulier dans le cas de Negri, furent impuissants isolés de lui. On peut certainement dire que, de la même façon que 68 montra la limite aussi bien que la validité des idées situationnistes, la période de crise et d'activité révolutionnaire en Italie pendant la décennie 69-79 montra la validité et la limitation des théories autonomes et opéraïstes. Cela ne signifie pas que nous devons en revenir aux objectivistes mais que nous devons aller au-delà. La théorie autonome en général et la théorie de la crise comme lutte de classes en particulier ont été un travail fondamental effectué sur la critique des catégories réifiées du marxisme objectiviste. Ce travail nous permet de considérer ces catégories comme des modes d'existence de la lutte de classe. Si parfois ils exagèrent, négligeant de voir l'étendue réelle selon laquelle ces catégories ont une vie objective comme aspects du capital, il demeure nécessaire de maintenir l'importance du renversement. Nous avons besoin d'une façon de concevoir la relation de l'objectivité et de la subjectivité qui ne soit ni le mécanisme des objectivistes, ni l'affirmation inverse que "c'est tout de la lutte de classe."

S.o.B, les Situationnistes, et tous les Autonomes, de différentes façons, apportèrent des contributions importantes à la redécouverte du coeur révolutionnaire de la critique de Marx de l'économie politique. Ils firent cela en rompant avec la théorie catastrophiste du déclin et de l'effondrement. Mais la vague révolutionnaire dont ils étaient partie prenante s'est retirée. La croissance de l'après-guerre n'est qu'un souvenir fané. Comparée à l'époque durant laquelle ces courants révolutionnaires développèrent leurs théories, la réalité capitaliste que nous affrontons actuellement est beaucoup plus incertaine. La tendance du capitalisme à la crise est encore plus évidente, cependant la lutte de classe est dans une période de reflux. Dans la troisième et dernière partie de cet article nous étudierons les plus récentes tentatives de résoudre le problème de la compréhension du monde dans lequel nous vivons, comme celle d'un groupe tel que "Radical Chains", et nous présenterons notre propre contribution à sa solution.

3ème partie

Introduction : une si longue histoire.

Comme nos plus patients et dévoués lecteurs le savent, le sujet de cet article est la théorie selon laquelle le capitalisme est en déclin. Dans les deux précédents numéros, nous avons retracé dans le détail le développement de la théorie de la décadence du capitalisme qui a émergé parmi les marxistes et les révolutionnaires tout au long des cent dernières années. Dans la dernière partie de cet article, nous allons mettre un terme à notre revue critique, en étudiant la plus récente version de la théorie du déclin qui a été mise en avant par “Radical Chains”. Mais avant d’étudier Radical Chains” et leur nouvelle version de la théorie du déclin du capitalisme, nous devrions peut-être, au bénéfice de nos lecteurs moins patients et dévoués, résumer les deux précédentes parties de cet article.

Dans la première partie, nous avons vu comment la théorie du déclin, et les conceptions de la crise capitaliste et de la transition au socialisme ou au communisme en relation avec elle, jouèrent un rôle dominant dans l’analyse révolutionnaire du capitalisme du XX^es. Comme nous l’avons vu, l’idée que le capitalisme est en un certain sens en déclin trouve son origine dans le marxisme classique développé par Engels et la Seconde Internationale.

Au moment de la vague révolutionnaire qui mit fin à la première guerre mondiale, les marxistes les plus radicaux reconnurent la théorie du déclin du capitalisme comme la base objective de leurs politiques révolutionnaires. Ils prirent comme principe directeur l’idée de Marx que : “à un certain niveau de développement les forces productives matérielles de la société entrent en conflit avec les rapports de production existants (...) De formes du développement des forces productives, ces rapports se muent en entraves. Alors commence une période de révolution sociale.” Ils soutinrent que le capitalisme était entré dans cette époque et cela se manifestait dans sa crise permanente et son mouvement évident vers l’effondrement et la paralysie.

Dans le sillage de la défaite de la vague révolutionnaire qui suivit la première guerre mondiale, pour ces traditions qui proclamaient représenter le vrai marxisme contre sa trahison (d’abord par la social-démocratie, puis par le stalinisme), l’acceptation de l’idée que le capitalisme était en déclin devint un acte de foi.

Pour les communistes de gauche, l’idée que le capitalisme était entré dans sa phase de décadence avec le déclenchement de la guerre en 1914 était vitale. Depuis celle-ci, cette idée leur permettait de maintenir une position révolutionnaire sans compromis, et en même temps elle était présentée comme la continuation de la vraie tradition marxiste orthodoxe. Pannekoek fut une voix dissidente dans le mouvement par lequel les communistes de gauche et de conseils embrassèrent la théorie du déclin. Pour les communistes de gauche, les aspects réformistes de la politique de Marx, Engels, et de la seconde internationale, qui avaient amené à défendre le “trade-unionisme” et la participation aux élections parlementaires, pouvaient être justifiés sur la base du fait que le capitalisme était à cette époque dans sa phase ascendante. Maintenant, à la suite de l’éclatement de la première guerre mondiale, le capitalisme était entré en déclin et n’était plus en situation de concéder des réformes durables à la classe ouvrière. Donc, pour les communistes de gauche, la seule alternative à l’époque du déclin du capitalisme était : “guerre ou révolution !”

Pour les trotskistes et d’autres socialistes proches, le développement de l’intervention de l’Etat et de la planification, la croissance des monopoles, la nationalisation des industries de base et l’émergence de l’Etat providence, révélaient le déclin du capitalisme et l’émergence de la nécessité du socialisme. En conséquence, pour les trotskistes la tâche était d’avancer des “revendications de transition”, c’est-à-dire des revendications apparemment réformistes qui apparaissent raisonnables vu le développement des forces productives, mais qui contredisent les rapports de production capitalistes dominant.

Ainsi , malgré les différences fondamentales qui par ailleurs opposaient les communistes de gauche et les trotskistes, et qui souvent les opposèrent violemment, pour ces deux tendances la réalité concrète du développement capitaliste était expliquée dans les catégories d'un cours logique objectif, menant directement vers l'effondrement du capitalisme et la révolution socialiste. Même quand les communistes de gauche ont défendu des positions révolutionnaires contre le trotskisme, cette défense est branlante et apparaît comme dogmatique car fondée sur une conception rigide de la décadence du capitalisme. La réalité objective sous-jacente de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production réduit le problème de cette révolution à l'organisation du parti d'avant-garde pour saisir l'occasion de la crise qui viendra inéluctablement.

Cependant, au lieu de se terminer dans une insurrection ouvrière comme le prédisait la plupart des théoriciens du déclin, la seconde guerre mondiale fut suivie par une des croissances les plus soutenues de l'histoire capitaliste. Tandis que les forces productives semblaient croître plus vite que jamais auparavant, la classe ouvrière, dans les pays capitalistes développés, semblait satisfaite de la hausse du niveau de vie, et des avantages du welfare dans les arrangements sociaux-démocrates d'après-guerre. L'image d'une crise capitaliste inéluctable provoquant dans la foulée la réaction de la classe ouvrière semblait maintenant hors de propos.

Puis, quand la lutte de classe revint finalement à un plus haut niveau, elle prit des formes (grèves sauvages, souvent pour des buts autres que le salaire, refus du travail, luttes à l'intérieur et hors de l'usine) qui ne s'adaptaient pas facilement au schéma du vieux mouvement ouvrier. Beaucoup de ces luttes paraissaient marquer non par une réaction réflexe à la rigueur économique causée par le déclin du capitalisme, mais par une lutte contre l'aliénation sous toutes ses formes, provoquée par la croissance continue du capital, et par une conception plus radicale de ce qui gît derrière le capital que celle présentée par les socialistes.

C'est dans ce contexte que les nouveaux courants étudiés dans la deuxième partie émergèrent. Ce que des courants comme S.o.B, les Situationnistes, et les Autonomes avaient en commun c'était le rejet de l'objectivisme du vieux mouvement ouvrier. Plutôt que de mettre leur confiance dans un déclin objectif de l'économie, ils mettaient l'accent sur l'autre pôle : le sujet. Ce furent ces courants théoriques et non les vieux théoriciens de gauche de la décadence qui exprimèrent le mieux ce qui était en train d'arriver : les événements de Mai 68 en France, l'automne chaud italien de 69 et une contestation générale qui s'étendait à toute la société capitaliste. Bien que plus diffus que la période 1917-1923, ces événements formèrent une vague révolutionnaire mettant en question le capitalisme à travers le monde.

Dans les années 70, la croissance d'après guerre s'effondra. La crise capitaliste revint avec violence. Le désintérêt de ces nouveaux courants pour les mécanismes de la crise capitaliste, qui avait été un avantage, devint alors une faiblesse. L'idée que le capitalisme était objectivement en déclin avait à nouveau le vent en poupe et il y eut un renouveau de la vieille théorie des crises. En même temps, face à la crise et à la montée du chômage, il y eut un recul des espoirs et des tendances que les nouveaux courants avaient exprimés. Comme la crise progressait, le refus du travail, auquel les nouveaux courants s'étaient reliés, et que les vieux communistes de gauche ne pouvaient pas comprendre, sembla vaciller devant l'attaque du monétarisme et la réimposition massive du travail.

Cependant, les différents remixage de la vieille théorie de la crise capitaliste et du déclin étaient tous inadéquats. Les sectes de la vieille gauche, auxquelles avait échappé la signification de beaucoup de luttes, étaient maintenant sûres que les mécanismes de la décadence capitaliste étaient en train de faire leur oeuvre. Le capital serait forcé maintenant d'attaquer le niveau de vie de la classe ouvrière et la vraie lutte de classe pourrait commencer. Ces groupes pouvaient maintenant dire : "Nous comprenons la crise, ralliez-vous à notre drapeau ! " . Ils crurent que confrontée à la faillite des bases du réformisme, la

classe ouvrière les rejoindrait. Il y avait beaucoup de discussions sur la nature de cette crise, des versions contradictoires étaient présentées, mais cette conversion espérée de la classe ouvrière au socialisme et à la révolution ne se produisit pas.

Alors, arriva la situation dans laquelle nous nous trouvons nous-mêmes. Bien que les avancées des nouveaux courants (l'accent mis sur l'auto-activité du prolétariat, sur la radicalité du communisme etc.) sont des références essentielles pour nous, nous avons eu néanmoins besoin de comprendre comment la situation avait changé. La restructuration qui a accompagné la crise, et le recul conséquent de la classe ouvrière, ont fait que quelques rêves impétueux de la vague de 68 semblent moins possibles. Dans une certaine mesure il y a eu une absorption de l'imagination dans laquelle cette vague avait trouvé son inspiration. Il y a un besoin de retravailler pour saisir le contexte objectif dans laquelle la lutte de classe est située. La bourgeoisie et l'Etat ne semblent pas capables de faire les mêmes concessions pour récupérer les mouvements, ainsi la lutte de classe prend souvent une forme plus désespérée. Face à un certain recul du sujet (manque de luttes de classe offensives) la tentation existe d'adopter une variante quelconque de la théorie du déclin. C'est dans ce contexte que les idées de la revue "Radical Chains" sont importantes.

La synthèse de "Radical Chains"

Malgré tous ses défauts et ses ambiguïtés, *Radical Chains* a peut-être plus que n'importe quel autre groupe existant réalisé une tentative réfléchie pour repenser le marxisme, dans le sillage de l'effondrement du bloc oriental et de la chute du stalinisme. En faisant cela, ils ont cherché à faire la synthèse de l'objectivisme de la tradition trotskiste et des théories du marxisme autonome les plus subjectivistes et orientées vers la lutte de classe. Des Autonomes, *Radical Chains* a pris l'idée que la classe ouvrière n'était pas une victime passive du capital, mais provoque plutôt les transformations du capital. Par exemple l'argumentation de Negri, selon laquelle la forme keynésienne de l'Etat, qui a promu le plein emploi et l'augmentation du niveau de vie payée par la croissance de la productivité, était une réponse stratégique du capital à la frayeur de la révolution prolétarienne. Du trotskiste Hillel Ticktin, *Radical Chains* a pris l'idée que l'on doit relier ces transformations à la loi de la valeur, et à sa contradiction avec la "loi de la planification".

En acceptant l'idée que l'époque actuelle du capitalisme est une période de transition, caractérisée par la contradiction entre l'émergence d'une "loi de la planification" (qui est identifiée à l'émergence du communisme) et le déclin de la loi de la valeur, *Radical Chains* fut inévitablement conduit vers une théorie du déclin capitaliste, malgré l'accent mis sur la lutte de classe. Bien sûr, comme nous le verrons, l'argument central de *Radical Chains* est que le pouvoir croissant de la classe ouvrière a contraint le capitalisme à développer des formes administratives qui, tandis qu'elles prévenaient et retardaient l'émergence de la "loi de planification", et avec elle le mouvement vers le communisme, ont miné ce que *Radical Chains* voit comme le principe régulateur essentiel du capitalisme proprement dit : la loi de la valeur. Une partie du problème général posé par *Radical Chains* et Ticktin réside dans leur utilisation de l'expression "loi de la valeur". L'idée est qu'en se référant à la loi de la valeur on touche le fond de l'analyse. Comme le dit *Radical Chains* : "l'analyse place la loi de la valeur au centre". Accord ou désaccord demandent de s'attaquer à la loi de la valeur. C'est parce que Ticktin l'a fait que *Radical Chains* le voit comme un bon marxiste. La loi de la valeur est utilisée pour résumer le capital, c'est son essence. Mais si la loi de la valeur est utilisée ainsi, elle doit être prise dans son sens le plus large, comme résumant toutes les lois du mouvement du capital : la production et l'accumulation de la plus-value absolue, le bouleversement du procès de travail pour produire de la plus-value relative, l'obligation d'accroître la productivité etc. D'un autre côté, la loi de la valeur a un sens plus restreint, simplement en tant qu'existence du marché. Quand les deux sens sont confondus, lorsque des transformations portant sur le sens étroit de la loi de la valeur, des limitations sur le marché, sont vues comme le déclin du

capital, les autres aspects du capitalisme sont oubliés. *Radical Chains* pense avoir révélé la signification de la loi de la valeur en la concentrant sur la force de travail, mais ils s'en font encore une idée purement en termes de marché. A tel point que le stalinisme et la social-démocratie sont vus par *Radical Chains* comme les formes politiques principales de "la suspension de la loi de la valeur", qui ont servi à retarder la transition du capitalisme au communisme.

Cependant, avant d'examiner plus en détail la théorie de *Radical Chains* de la "suspension partielle de la loi de la valeur", il est nécessaire de brièvement étudier ses origines dans le travail de Hillel Ticktin qui a eu une influence primordiale dans la formation de cette théorie.

Ticktin et l'attraction fatale de l'intégrisme

Hillel Ticktin est l'éditeur et le principal théoricien du journal trotskiste dissident, "Critique". Ce qui paraît rendre Ticktin et "Critique" attirants pour *Radical Chains* est que son analyse n'est pas liée aux besoins d'une secte trotskiste particulière mais prend de la hauteur dans une tentative de retrouver le marxisme classique. A tel point que, pour *Radical Chains*, Ticktin apporte une restitution et une remise en place détaillée du marxisme classique.

Avec Ticktin, la notion centrale de la Seconde Internationale, qui oppose le socialisme comme planification consciente de la société à l'anarchie du marché dans le capitalisme, reçoit une formulation "scientifique" dans les termes de l'opposition entre la "loi de planification" et la "loi de la valeur". Ticktin cherche ensuite à expliquer "scientifiquement" les lois de transformation de l'habituelle époque de transition du déclin du capitalisme et de la montée commençante de la "loi de planification", qu'il voit comme annonçant la nécessaire émergence du socialisme, dans les termes du principe régulateur définitoire du capitalisme, la loi de la valeur.

Comme les théoriciens principaux du marxisme classique, Ticktin voit le déclin du capital dans le développement des monopoles, dans l'intervention accrue de l'Etat dans l'économie et dans le déclin conséquent du capitalisme de libre concurrence et de laissez-faire. Comme la production est socialisée de façon croissante, la répartition du travail social ne peut plus se faire simplement à travers les forces aveugles du marché. De plus en plus, le capital et l'Etat doivent planifier et réguler consciemment la production. Cependant le développement complet de la planification consciente contredit l'appropriation privée inhérente aux rapports sociaux capitalistes. La planification est limitée à chaque Etat et aux capitaux particuliers et sert donc à intensifier la concurrence entre ces capitaux et ces Etats, par là les avancées de la planification rationnelle aboutissent à l'irrationalité sociale des guerres et des conflits. Ce sera seulement avec le triomphe du communisme à l'échelle mondiale, quand la production et la répartition du travail seront consciemment planifiées dans l'intérêt de la société dans son ensemble, que la contradiction entre les forces matérielles de la production et les rapports sociaux de production sera résolue dans leur réconciliation, et la "loi de planification" émergera comme la forme principale de la régulation sociale.

Toutefois, contrairement aux principaux théoriciens du marxisme classique, Ticktin met un accent particulier sur l'autonomie croissante du capital financier en tant que symptôme du déclin du capitalisme. Le marxisme classique, à la suite du travail fondateur d'Hilferding "Le capital financier", a vu l'intégration du capital bancaire et du capital industriel monopoliste comme la marque du stade final du capitalisme qu'annonçait la montée en puissance de la planification rationnelle et le déclin de l'anarchie du marché. Au contraire, pour Ticktin, le capitalisme tardif est spécifié par l'autonomie croissante du capital financier. Ticktin voit le capitalisme du XX^es comme la contradiction entre les formes de socialisation qui ne peuvent être contenues et la forme décadente parasitaire du capital financier. Le capital financier est vu comme ayant une relation parasitaire avec les forces productives socialisées. Il cherche à organiser l'arrêt de la socialisation qui lui échappe et donc impose les contraintes

du travail abstrait. Cependant, le capital financier est dépendant de son hôte, la production, qui connaît un mouvement inévitable vers la socialisation.

En définissant l'autonomie croissante du capital financier comme un symptôme de la décadence capitaliste, Ticktin est capable d'intégrer la montée du capital financier des 25 dernières années à la théorie marxiste classique du déclin.

Mais on pourrait répondre que l'autonomie croissante du capital financier est simplement le moyen par lequel le capital est en train de se restructurer. Dans cette perspective, la croissance et la globalisation du capital financier dans les 25 dernières années ont été les principaux moyens par lesquels le capital a cherché à déborder la classe ouvrière, retranchée dans les vieilles économies industrialisées, en délocalisant la production dans de nouvelles aires géographiques et en développant de nouvelles branches. Ainsi, tandis qu'il est bien sûr possible que l'autonomie croissante du capital financier annonce le déclin de l'accumulation dans quelques aires, elle n'agit ainsi que dans la mesure où elle annonce l'accélération de l'accumulation du capital dans d'autres. Dans cette perspective, l'idée selon laquelle l'autonomie du capital financier est un symptôme du déclin du capital apparaît comme particulièrement anglo-centrique. Bien sûr, à cette lumière, l'idée de Ticktin du caractère parasitaire et décadent du capital financier apparaît remarquablement semblable aux perspectives de ces avocats de l'industrie britannique qui se sont longuement lamentés sur les vues à court terme de la City comme étant la cause du relatif déclin industriel de la Grande Bretagne. L'idée, qui trouve son origine chez Hilferding, que l'époque du déclin capitaliste est caractérisée par la fusion du capital bancaire et du capital industriel peut également être accusée de germano-centrisme, puisqu'Hilferding fondait de telles conclusions sur le haut degré d'intégration du capital bancaire et des grands cartels qui caractérisaient l'économie allemande au tournant du siècle. Même si de tels arguments peuvent être vrais, en les adoptant, on pourrait accuser Ticktin de projeter les causes spécifiques du relatif déclin britannique au capitalisme dans sa totalité. Même si ce capital financier baladeur est peut-être la cause du déclin des vieilles économies industrialisées, il peut dans un seul et même mouvement être le moyen à travers lequel de nouvelles aires d'accumulation du capital surgissent.

On peut voir que cet anglo-centrisme que l'on trouve dans le travail de Ticktin a été récupéré dans la théorie mise en avant par *Radical Chains*. Mais cela pourrait être de beaucoup la moindre des critiques avancées contre la tentative de *Radical Chains* d'utiliser le travail de Ticktin. Ticktin est un trotskiste irrécupérable. Comme tel il défend la volonté de Trotski de développer les forces productives contre la classe ouvrière, qui conduisit à la militarisation du travail, à l'écrasement des ouvriers et des marins insurgés de Kronstadt et à son opposition loyale à Staline. Mais *Radical Chains* s'oppose résolument aux idées politiques trotskistes de Ticktin. Ses membres prétendent que l'on peut séparer le bon marxisme de Ticktin de ses idées politiques.

Nous soutenons qu'on ne peut pas faire cette séparation : en adoptant la théorie du déclin de Ticktin comme leur point de départ, ils adoptent implicitement ses idées politiques. Mais avant que nous développions cet argument, nous devons considérer un peu plus en détail la théorie du déclin de *Radical Chains*.

Radical Chains

“Le monde dans lequel nous vivons est déchiré par une contradiction entre la loi latente de planification et la loi de la valeur. A l'intérieur de l'époque de transition prise dans sa totalité, la première loi correspond aux besoins du prolétariat et la seconde à ceux du capital, qui demeurent les pôles des relations de classes à travers le monde.”(*Radical Chains*). Dans le n°4, il y a un léger changement. La nouvelle formulation est : “Le monde dans lequel nous vivons est déchiré entre le besoin et la possibilité de la planification d'une part et la loi de la valeur d'autre part.”

Cette citation de la “Déclaration d’Intention” de *Radical Chains*, résume succinctement à la fois leur approbation et leur transformation de la problématique de déclin capitaliste de Ticktin. La théorie de *Radical Chains*, comme celle de Ticktin, est fondée sur l’idée de la contradiction entre deux principes organisationnels. Ce n’est pas assez pour le prolétariat d’être “un acteur de la lutte” ; il doit être “le porteur d’un nouveau principe d’organisation qui, dans son inévitable antagonisme à la valeur, doit faire du capital un système socialement explosif et finalement condamné.” (“Radical Chains” n°4)

Mais *Radical Chains* n’est pas Ticktin. *Radical Chains* accepte l’idée que c’est le propre fonctionnement de la loi de la valeur qui est à l’origine de ses propres distorsions. Par rapport à Ticktin, il y a une modification très significative effectuée par *Radical Chains* : on passe d’une conception de la loi de la valeur purement en termes de relations entre des capitaux à une conception en termes de relation capital / travail. L’objet essentiel de la loi de la valeur, ce ne sont pas les produits, mais la classe ouvrière. “La loi de la valeur ne se dresse pas à côté de la classe ouvrière comme un mécanisme particulier ; cela aurait beaucoup plus de sens de dire que la loi de la valeur est l’existence de la classe ouvrière se tenant séparée et extérieure à elle” (*Radical Chains* n°4). Donc, tandis que pour Ticktin ce sont des phénomènes tels que les prix de monopoles et l’intervention gouvernementale dans l’économie qui sapent la loi de la valeur, pour *Radical Chains* c’est la prise en charge des besoins en dehors du salaire : protection sociale, politique de la santé et du logement. C’est une différence importante parce qu’elle permet à *Radical Chains* de se situer dans la lutte de classes.

L’interaction entre l’Etat et la loi de la valeur est centrale pour *Radical Chains*. Leur combinaison produit des normes de reproduction, c’est-à-dire les voies par lesquelles la classe ouvrière est contrôlée. Si la théorie orthodoxe du déclin fonctionne sur un schéma où le laissez-faire et la libre concurrence caractérisent le capital adulte et le capitalisme de monopoles son déclin, *Radical Chains* présente un schéma similaire fondé sur l’application de la loi de la valeur à la force de travail. L’âge adulte du capital c’était quand la classe ouvrière était entièrement soumise à la loi de la valeur ; la période du déclin c’est quand cette totale subordination est partiellement suspendue par des interventions administratives.

L’entière loi de la valeur

Pour *Radical Chains*, la loi sur les pauvres de 1834 fut le point suprême du programme du capitalisme parce qu’elle marqua la constitution de la force de travail en marchandise. Dans les lois sur les pauvres précédentes, les besoins en subsistances de la classe ouvrière étaient couverts par la combinaison des salaires versés par les employeurs et d’une série de secours paroissiaux. La nouvelle loi sur les pauvres unifia le salaire en supprimant ces formes de bienfaisance locale. A la place, elle offrait un choix tranché entre vivre du travail salarié et la “workhouse”. La “workhouse” était conçue aussi repoussante que possible pour en faire en réalité un non-choix. En conséquence, la classe ouvrière était dans une situation de pauvreté absolue. La satisfaction de ses besoins était entièrement subordonnée à l’argent, à l’obligation d’échanger sa force de travail contre un salaire. En conséquence son existence était entièrement dépendante de l’accumulation. Cela, défend *Radical Chains*, est l’existence spécifique, vraie, de la classe ouvrière à l’intérieur du capitalisme.

Pour *Radical Chains* c’est seulement lorsque l’existence subjective du prolétariat correspond à cet état de pauvreté absolue que le capitalisme est en accord essentiel avec la loi de la valeur originelle. Dès qu’il y a une modification dans cette relation, le capital entre en décadence.

La “Suspension partielle de la loi de la valeur”

Cette subordination totale de l’existence de la classe ouvrière à l’argent pousse la classe ouvrière à considérer ses intérêts comme complètement opposés à ceux du capital et, par conséquent, à développer des formes d’activités collectives qui menacent de détruire le capital. La menace est fondée sur le fait que la classe ouvrière, bien qu’atomisée par la loi de la valeur dans l’échange, est rassemblée par sa

situation dans la production. La loi de la valeur essaie d'imposer le travail abstrait, mais la classe ouvrière peut tirer sa force de sa situation de travail particulier concret. L'idée de *Radical Chains* d'une auto-organisation du prolétariat promouvant la loi de planification découle de son existence de force productive socialisée. En réponse à l'action entière de la loi de la valeur, la classe ouvrière développe son propre projet alternatif, mettant en avant une société organisée sur la base de la planification des besoins.

La bourgeoisie reconnut l'inévitable et intervint avec "des substituts administratif à la planification". Un aspect de "la suspension partielle de la loi de la valeur" c'est que la bourgeoisie accepte des formes de représentation de la classe ouvrière. Les syndicats responsables et les partis ouvriers furent encouragés. Au même moment, les rigueurs de la loi sur les pauvres furent abandonnées. *Radical Chains* relève l'annonce des formes extrêmes des structures social-démocrates de l'après deuxième guerre chez des membres clairvoyants de la bourgeoisie qui en lancèrent le mouvement longtemps à l'avance. A partir de la fin du XIX^es, des formes développées au hasard d'assistance aux pauvres commencèrent à supplanter la loi sur les pauvres. Entre 1906 et 1912 (au R U, n.d.t), le gouvernement libéral systématisa ce mouvement en une assistance administrative.

De telles réformes produisirent des modifications fondamentales de la loi de la valeur par le relâchement des conditions de la pauvreté absolue. Le salaire fut divisé en une partie demeurant liée au travail, tandis que l'autre était maintenant administrée par l'Etat. Il y eut un mouvement vers ce que *Radical Chains* appelle "la reconnaissance formelle des besoins" : c'est-à-dire que la classe ouvrière peut obtenir la satisfaction de ses besoins au travers d'instances administratives. Les procédures bureaucratiques, les institutions, pénètrent la vie de la classe ouvrière.

Le capital a maintenant deux côtés : la loi de la valeur et l'administration. Cette "suspension partielle de la loi de la valeur" représente un arrangement national avec la classe ouvrière. Le prolétariat mondial est divisé en sections nationales qui bénéficient de degrés variables de défense face à la loi de la valeur. Ceci a mis un terme à l'unification du prolétariat mondial en tant que classe révolutionnaire, mais a posé également une limite à la loi de la valeur qui doit agir mondialement.

Crise de la "suspension partielle de la loi de la valeur".

La classe ouvrière lutte à l'intérieur des formes de la suspension partielle de la loi de la valeur. Elle utilisa le plein emploi et le welfare pour augmenter les deux côtés du salaire. La direction administrative se révéla un moyen moins efficace de tenir la classe ouvrière en échec que la pure action du marché. *Radical Chains* relève les formes de lutte que les nouveaux courants rattachent à l'évidence au débordement par la classe ouvrière de son encadrement. Les 20 dernières années sont vues par *Radical Chains* comme la crise des formes de prévention du communisme à laquelle le capital a répondu en essayant de réunifier le salaire et de rétablir la loi de la valeur. *Radical Chains* ne voit rien d'autre dans les différentes luttes que des éléments situés dans une grande perspective théorique !

L'intérêt de la théorie de *Radical Chains* réside dans le fait que les développements concrets du XX^es sont expliqués par une combinaison de facteurs objectifs et subjectifs. La théorie révolutionnaire a tendance à ne voir apparaître l'aspect subjectif, la lutte de classe, que dans les périodes révolutionnaires ; aspect subjectif qui disparaîtrait sans laisser de traces à d'autres moments. *Radical Chains* comprend le subjectif comme inclus dans les formes de la prévention du communisme que sont le stalinisme et la social-démocratie, mais continuant à lutter et finalement les faisant exploser. Cette analyse semble avoir un côté révolutionnaire, *Radical Chains* l'utilise pour critiquer la tendance à être la gauche de ces formes de prévention du communisme, c'est-à-dire à en devenir complice. Toutefois, il y a une ambiguïté ici en ce que *Radical Chains* fait reposer son explication sur l'idée d'un procès sous-jacent, la planification comme effondrement de l'essence du capitalisme, avant d'être celle du communisme. Ceci, comme ils le

soutiennent est exactement la structure qui conduit à la complicité de gauche avec le capital.

Cependant, avant de passer au problème théorique fondamental que *Radical Chains* hérite de Ticktin, nous devons relever quelques problèmes relatifs à leur compréhension historique de la montée et de la chute du capitalisme.

En un clin d'oeil

Radical Chains a raison de considérer que la nouvelle loi sur les pauvres fut l'expression des rêves de la bourgeoisie d'une classe ouvrière totalement subordonnée au capital. Ils imaginent que cette période de domination pure du capital, sa période adulte, dura environ 50 ans : commencée en 1834, elle s'acheva dans les années 1880 avec les balbutiements de la suspension partielle de la loi de la valeur dans le mouvement vers les premières formes occasionnelles de l'assistance aux pauvres.

Mais il y a une différence entre les intentions et la réalité. La nouvelle loi sur les pauvres, bien que décrétée en 1834, fut l'objet de résistance de la part de la classe ouvrière et des paroisses, de telle sorte que ce ne fut pas avant les années 1870 qu'elle fut réellement appliquée rigoureusement. Ainsi, en pratique, dès qu'elle fut appliquée pour de bon, la nouvelle loi sur les pauvres commençait à s'effriter. La meilleure étude sur ce point précis est le chapitre trois de "Ordre public et loi du travail" de Geoff Kay et James Mott (Mac Millan, 1982). Fondamentalement le point de vue de Kay et Mott est que l'application de la loi de la valeur au travail à travers l'échange salarial s'est toujours déroulée à l'intérieur d'une loi plus large appuyée par l'Etat. *Radical Chains* semble être très redevable des analyses de ce livre, pourtant Kay et Mott ne décrivent aucune pure subordination qui déclinerait. Parce que l'application du contrat de travail est toujours insuffisante, la force de travail refusant d'être une simple marchandise, il y a toujours différents freins qui doivent être développés. De ce point de vue il semblerait que l'apogée du capitalisme soit réduit à un peu plus de dix ou vingt ans. Dans une perspective historique, pour laquelle le féodalisme était terminé depuis quelques siècles, la maturité du capitalisme a duré le temps d'un clin d'oeil.

Contre cette idée selon laquelle le capitalisme adulte n'aurait duré pas plus de vingt ans à la fin du XIX^e et n'a depuis été qu'en décadence, on peut naturellement soutenir que le monde est devenu bien plus capitaliste pendant le XX^e qu'il ne l'était auparavant. Cette perspective pourrait être prouvée en prenant le développement du capitalisme non en termes de déclin de la loi de la valeur, mais dans les termes du passage de la subsomption réelle à la subsomption formelle du travail sous le capital et de la transformation concomitante de la prédominance de la production de plus-value absolue en prédominance de la production de plus-value relative.

Domination formelle et domination réelle.

Dans la période dominée par la production de plus-value absolue, la contrainte sur le travail se limite à créer une misère suffisante pour pousser le prolétariat sous les portes de la fabrique. Dans la période où prédomine la production de plus-value absolue, le capital prend possession d'un procès de travail qui, bien que plus efficace grâce à son échelle, demeure essentiellement semblable à ce qu'il était avant qu'il ne s'en empare. A l'inverse, la plus-value relative exige que le capitaliste réorganise l'ensemble du procès de travail. On assiste à une révolution constante des forces productives ; la production devient spécifiquement capitaliste et domine l'ouvrier. Toutefois, dès que la plus-value relative devient prédominante, un scénario plus sophistiqué devient nécessaire. La relation entre capital et travail doit être reconstruite. La réduction du travail nécessaire exige la production de masse des biens de consommation. Une demande constante pour ces biens devient alors nécessaire pour le capital. En conséquence, la classe ouvrière devient importante non seulement pour le travail mais aussi pour la demande. En même temps, le bouleversement constant des moyens de production exige une force de travail plus instruite et une armée de réserve plus régulée.

Bien sûr, *Radical Chains* a raison de dire que ces transformations du capitalisme ont été également provoquées par la menace de l'auto-organisation du prolétariat. Mais l'idée qu'elles représentent malgré tout le déclin du capitalisme n'est pas justifiée. C'est seulement avec ces nouvelles méthodes d'administration de la classe que la plus-value relative pouvait effectivement être mise en place. Les phénomènes du Taylorisme et du Fordisme montrent que le capitalisme du XX^es, dans sa recherche de plus-value relative, avait encore en lui une grande vitalité. En fait, la croissance de l'après-guerre, durant laquelle le capitalisme se développa massivement, fondée sur le plein emploi et la liaison entre la croissance du niveau de vie de la classe ouvrière et celle de la productivité, est peut-être la période où les besoins de la classe ouvrière et l'accumulation furent à leur plus haut niveau d'intégration.

En fait, à partir de cette perspective, la nouvelle loi sur les pauvres était plutôt une forme de transition dans le développement du capitalisme. D'un côté elle était en harmonie avec la législation draconienne que le capital exigeait dans sa longue période d'émergence. D'un autre côté, elle créa un système national d'administration du travail. La multitude de bureaux d'administration qu'elle fit naître sont les précurseurs directs des corps administratifs qui sont venus les remplacer.

Ainsi, plutôt qu'une rupture brutale, il y a une grande continuité entre les institutions créées par la loi de 1834 et les structures bureaucratiques qui apparurent plus tard. Les formes de l'administration nationale systématique du travail qui furent créées par la nouvelle loi sur les pauvres, simplement pour discipliner la classe ouvrière, constituèrent le matériau de base pour des nouvelles relations de représentation, d'administration et d'intervention.

On a vu que la nouvelle loi sur les pauvres fut introduite pour répondre aux besoins d'une période de production de plus-value absolue. En outre, bien qu'elle fut proclamée en 1834, ce fut seulement dans les années 1870 que ces mesures remplacèrent totalement le système précédent d'assistance. Pendant ce temps, le capital s'était transformé et passait à sa période de prédominance de la production de plus-value relative, et cela réclamait de nouvelles formes de relations de travail.

Le problème sous-jacent à l'analyse historique de *Radical Chains*, c'est qu'ils prennent au mot l'époque capitaliste du laissez-faire. Ce ne fut qu'une idéologie individualiste qui fut immédiatement minée par le développement de formes sociales. L'idée d'une parfaite régulation des besoins nécessaires par la loi de la valeur est un mythe. La loi de la valeur et le capital ont été toujours entravés, premièrement par les formes de la propriété foncière et de la communauté qui le précédèrent et ensuite par la lutte de classe grandissant à l'intérieur de lui. Le capital est contraint de se rapporter à la classe ouvrière par d'autres moyens que le salaire, et l'Etat est son moyen nécessaire de le faire. La loi sur les pauvres a exprimé une stratégie de contrôle de la classe ouvrière : l'administration en exprime une autre. Dès que nous considérons la loi de la valeur comme toujours "embarrassée", il s'ensuit que l'idée de sa suspension partielle perd sa signification.

Le fétichisme de la planification

Étant donné que *Radical Chains* cherche à souligner que la lutte est la relation entre la classe ouvrière et le capital, il peut sembler étrange qu'ils ne prennent pas en considération le passage de la subsumption formelle à la subsumption réelle du travail sous le capital. C'est qu'une telle prise en considération non seulement mine leur engagement dans une théorie du déclin, mais encore contredit la trame conceptuelle qu'ils ont tissée à partir du marxisme classique à travers Ticktin. Pour étudier cela plus précisément nous devons brièvement revenir encore une fois aux origines de la théorie du déclin du marxisme classique.

Comme nous l'avons déjà noté, la notion d'un déclin objectivement déterminé du capitalisme s'enracine dans la préface à la "Contribution à la critique de l'économie politique" où Marx déclare que : "A un certain stade de développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction

avec les rapports de production existant (...) De formes du développement des forces productives, ces rapports deviennent des entraves. Alors commence une époque de révolutions sociales.” Pour les marxistes classiques, au tournant du siècle, il sembla évident que les rapports sociaux de l'appropriation privée et du marché étaient en train de devenir des entraves à la socialisation croissante des forces productives. La force menant à la révolution fut donc comprise comme la contradiction entre d'un côté les forces productives réclamant la planification socialiste et de l'autre l'anarchie du marché et l'appropriation privée.

Naturellement, dans cela il y a implicitement l'idée que le socialisme ne devient justifié qu'une fois devenu historiquement nécessaire pour développer davantage les forces productives sur une base plus nationale et planifiée. Une fois que le capital a épuisé son potentiel de développement des forces productives sur la base de la loi de la valeur, le socialisme doit intervenir pour reprendre le flambeau du développement économique. Dans cette perspective, le socialisme n'est guère plus que le développement planifié des forces productives.

Il nous semble que, si la dialectique entre les forces productives et les rapports de production a peut-être été pour beaucoup dans le dépassement du féodalisme par la bourgeoisie, elle ne peut pas être la garantie du déclin du capital. Cette contradiction peut être à la racine des crises, mais cela ne pose pas pour autant une crise finale exigeant le socialisme comme résolution. Contrairement aux modes de production précédents, le capitalisme n'est pas attaché à un niveau ou à une catégorie de forces productives. Il est plutôt fondé sur leur bouleversement constant. Il crée une limite à son accumulation dans le fait qu'il ne peut que produire pour le marché. Cependant la limite que le capital se crée est une limite qu'il cherche constamment à dépasser. Le capital révolutionne sans cesse les rapports de production pour permettre leur expansion continue. Ce besoin de constamment transformer les rapports sociaux signifie que le capital est constamment amené à affronter la classe ouvrière. Une forme établie de compromis entre les classes ne peut jamais être maintenue indéfiniment. Il est possible que la crise crée les conditions dans lesquelles le prolétariat se met à opposer ses intérêts à ceux du capital. Mais également il est possible pour le capital de résoudre la contradiction à un niveau supérieur des forces productives. Le capital révolutionne ses propres relations pour continuer à développer les forces productives. La perspective des forces productives est celle du capital, pas celle du prolétariat. La perspective prolétarienne est celle d'une rupture consciente d'avec cette contradiction qui autrement se perpétue.

Prendre l'affirmation de Marx dans la “Préface” comme justification de la thèse du déclin, c'est confondre le déclin en tant qu'abstraction logique et un processus historique de déclin. Le capitalisme contient en lui-même la possibilité logique / réelle du déclin : c'est-à-dire défétichisation de la loi de la valeur et création d'une libre association de producteurs à sa place. Mais voir cette possibilité comme un fait historique, une époque, c'est la réification : le procès d'une partie du capital (c'est-à-dire le prolétariat) allant au delà du capital est réifié en quelque chose à l'intérieur du capital et de ses changements de formes. Ce n'est pas pour dire que la défétichisation et donc le communisme sont une possibilité ahistorique n'ayant aucune relation avec le développement du capitalisme et des forces productives. Dans le marché mondial et dans la réduction du travail nécessaire, le capital crée les bases du communisme ; mais il n'y a pas de niveau technique des forces productives à partir duquel le communisme devient inévitable et impossible tout développement ultérieur du capitalisme. Il y a une relation organique entre la lutte de classe et le développement du capital. De temps en temps, le rapport entre le développement du capital et la classe atteint un point de rupture possible. Les révolutionnaires et la classe tentent leur chance ; si la vague échoue à aller au delà du capital, le capital se poursuit à un niveau supérieur. Le capitalisme se restructure pour neutraliser la composition de classe qui l'a menacé : il prend des formes différentes. Le développement ultérieur des forces productives est dans un sens,

ensuite, la récompense fatale des révolutions qui ont échoué.

Toutefois, considérer l'histoire en termes de contradiction entre le développement des forces productives et les rapports sociaux existants, où chaque forme de société doit être remplacée par une suivante qui permet la poursuite du développement des forces productives, c'est prendre le point de vue du capital. En présentant cette vision, Marx a cherché à retourner la perspective du capital contre lui-même. Marx a cherché à montrer que, comme les sociétés précédentes, le capitalisme en viendra à imposer de façon répétée des limites au développement des forces productives et donc ouvrira la possibilité de son propre dépassement dans ses propres termes.

Du point de vue du capital, l'histoire n'est rien de plus que le développement des forces productives ; ce n'est qu'avec le capitalisme que la production se convertit pleinement en une puissance étrangère apparaissant comme une puissance abstraite par rapport aux besoins et aux désirs humains. Le communisme doit non seulement entraîner l'abolition des classes mais aussi l'abolition des forces productives comme puissance séparée.

En voyant le socialisme comme le développement planifié rationnellement des forces productives, en opposition à l'anarchie du marché capitaliste, les marxistes classiques ont fini par adopter la perspective du capital. C'est cette perspective qui permit aux bolchéviques d'accomplir les tâches d'une pseudo bourgeoisie une fois qu'ils eurent pris le pouvoir en Russie, cela les engagea dans le développement des forces productives à tout prix. La logique de cette perspective a été peut-être développée au maximum par Trotski qui, à travers son appui à l'introduction du taylorisme, à la direction unique, à la militarisation du travail et par l'écrasement de la révolte de Kronstadt, démontra de façon conséquente son engagement à développer les forces productives par dessus et contre les besoins de la classe ouvrière.

Ayant été, depuis longtemps, un trotskiste convaincu, il n'y a pas de problèmes pour Ticktin à identifier le socialisme et la planification. En fait, en restaurant le marxisme classique et en développant la contradiction entre la planification et l'anarchie du marché, Ticktin puise largement dans le travail de Préobrajensky qui, avec Trotski, fut le théoricien en chef de l'opposition de gauche dans les années 1920. C'est Préobrajensky qui le premier développa la distinction entre la loi de la planification et la loi de la valeur comme les deux principes concurrents de la régulation économique dans la période de transition du capitalisme au socialisme. Ce fut sur la base de cette distinction que Préobrajensky développa les arguments de l'opposition de gauche en faveur du développement rapide de l'industrie lourde aux dépens du niveau de vie de la classe ouvrière et de la paysannerie. Arguments qui furent plus tard mis en pratique sous Staline, après l'élimination de l'opposition de gauche. Ce fut l'engagement de Staline dans la planification qui conduisit Trotski et le trotskisme orthodoxe (avec une multitude d'intellectuels socialistes occidentaux) à considérer l'URSS comme progressiste. La "rupture" de Ticktin avec cette tradition consiste à proclamer que l'URSS n'a ni planification ni marché. Ticktin prétend que pour Lénine et Trotski la planification est nécessairement "démocratique". Mais le soutien de Lénine au taylorisme, l'appel de Trotski à la militarisation du travail, montrent que très tôt les idées bolchéviques concernant la planification ne peuvent pas si facilement être distinguées de leur version stalinienne. Simplement insister pour ajouter le mot "démocratique" au projet socialiste du développement planifié des forces productives est clairement hors de propos. Le capital comme rapport social est tout à fait compatible avec la démocratie. Le communisme se définit par son contenu, l'abolition du travail salarié, non par une forme. L'incorrigible trotskisme de Ticktin est clairement exposé dans "Ce que pourrait être une société socialiste" (*Critique* n° 25). Cela comprend, après la prise du pouvoir, "l'élimination graduelle du capital financier", "la graduelle résorption de l'armée de réserve de chômeurs", "la nationalisation des grandes entreprises et leur socialisation graduelle." !!

Pour *Radical Chains*, adopter l'idée que nous sommes dans la période de décadence du capitalisme et

corollairement dans la transition au socialisme, durant laquelle la principale contradiction est celle entre la loi de la valeur et celle de la planification, est beaucoup plus problématique. Un point important dans les perspectives de *Radical Chains* est leur tentative de rejeter les positions politiques traditionnelles de la gauche, particulièrement celles du léninisme. Cela est exprimé clairement dans des articles comme “L'économie politique cachée de la gauche”, où ils insistent résolument sur l'auto-activité de la classe ouvrière et attaquent la thèse léniniste de la passivité de la classe ouvrière et la nécessité d'une discipline extérieure imposée. Pourtant ceci est sapé à la base par leur adhésion au “bon marxisme” de Ticktin.

En conséquence, nous trouvons que, décortiquée de façon critique sur la question de la planification, la position de *Radical Chains* devient à la fois difficile à tenir et hautement ambiguë. Leur façon de défendre la planification consiste à l'identifier potentiellement à l'auto-émancipation. Ils nous demandent de faire la révolution au nom de la planification et soutiennent que réellement cela est juste parce que : “La planification est l'existence sociale de la libre association du prolétariat et, au delà, la forme humaine de l'existence.” Mais la planification est la planification. La libre association du prolétariat est la libre association du prolétariat. Malgré tous leurs efforts, en refusant de rompre avec la problématique développée par Ticktin, *Radical Chains* en arrive à critiquer les idées de la gauche sur la planification à partir du point de vue de la planification. Pour nous ce marxisme gauchiste classique ne doit pas être revitalisé mais détruit. Cela signifie critiquer sa problématique elle même.

Pour nous le marché ou la loi de la valeur ne sont pas l'essence du capital ; son essence est plutôt l'autovalorisation de la valeur : c'est-à-dire l'essence du travail aliéné. Le capital est avant tout une organisation du travail aliéné incluant une combinaison d'aspects relevant du marché et d'aspects relevant de la planification. Le capitalisme a toujours eu besoin de la planification et du marché. Le XX^es a révélé une tension constante entre le marché capitaliste et les tendances à la planification. La gauche s'est identifiée avec un pôle de ce procès : la planification. Mais notre projet ne se réduit pas à la planification. Le communisme est l'abolition de tous les rapports sociaux capitalistes, ceux du marché et ceux de la planification aliénée. Naturellement, une certaine forme de planification sociale est un préalable nécessaire au communisme : mais l'intérêt n'est pas la planification en tant que telle, en tant qu'activité séparée et spécialisée, mais la planification au service du projet de la libre création de nos vies. L'essentiel doit être la production de nous mêmes, pas des choses. Non la planification du travail et du développement des forces productives, mais la planification de notre libre activité au service de la libre création de nos propres vies.

Pour conclure sur “Radical Chains”

Avec *Radical Chains* nous avons affaire à la restauration la plus récente et peut-être la plus sophistiquée de la théorie marxiste classique de la décadence. Pourtant, pour nous, une telle tentative d'unifier une théorie marxiste objectiviste avec les théories les plus orientées vers la lutte de classe apparues dans les années 60 et 70 a échoué, les laissant dans une position de compromission politique. Avec *Radical Chains* notre odyssée s'achève et nous pouvons esquisser une sorte de conclusion.

En Conclusion

Le capitalisme est-il en décadence ? Se mettre au clair avec les théories du déclin du capitalisme a eu pour conséquence de se mettre au clair avec le marxisme. Un des aspects essentiels de la critique de Marx de l'économie politique fut de montrer comment les rapports de la société capitaliste ne sont ni naturels ni éternels. Au contraire, il montra comment le capitalisme était un mode de production transitoire. Le capital se déploie lui-même comme transitoire. Sa négation est à l'intérieur de lui-même, et il existe un mouvement qui l'abolit. Toutefois, la théorie de la décadence n'est pas la nôtre. *Elle se concentre sur le déclin comme une période à l'intérieur du capitalisme, et identifie le procès de dépassement du capital à des transformations dans les formes du capital, plutôt qu'à la lutte contre lui.*

Le déclin ne peut être vu comme une période objective du capitalisme, on ne peut voir non plus l'aspect progressiste du capital comme une phase de jeunesse maintenant passée. Développement et décadence du capital ont toujours été deux aspects unifiés. Le capitalisme a toujours inclus un processus négatif de décadence de la marchandisation de la vie par la valeur. Il a aussi inclus la création de la classe universelle, riche en besoins et avec le besoin ultime d'une nouvelle façon de vivre au delà du capital.

Le problème avec l'orthodoxie marxiste est qu'elle ne recherche pas la condamnation du capital dans les formes collectives de l'organisation et de la lutte du prolétariat mais dans les formes de la socialisation capitaliste. Il impose un modèle d'évolution linéaire sur le passage du capitalisme au socialisme. Le mouvement révolutionnaire vers le communisme comprend des ruptures ; la théorisation du déclin du capitalisme passe à côté de cela en identifiant ce mouvement à des aspects du capital. Comme Pannekoek l'a fait ressortir, le déclin réel du capitalisme est l'auto-émancipation de la classe ouvrière.

L'Intifada du XXI^e siècle

Introduction : nationalisme et émergence d'un prolétariat pétrolier

Alors que nous mettons sous presse les États-Unis font un sérieux effort pour sauvegarder le « processus de paix » d'Oslo, effort qui constitue le cœur de leur stratégie, sous couvert de « guerre contre le terrorisme », pour mobiliser la bourgeoisie mondiale et lui imposer l'union. Ceci après une année pendant laquelle ils ont laissé Israël et les Palestiniens s'enfoncer dans un conflit unilatéral, déprimant et sanglant. La façon dont est perçue la caution américaine accordée au terrorisme d'État israélien contre les Palestiniens est une composante importante de la réaction ambivalente, voire même du soutien, de nombreuses personnes au Moyen-Orient et ailleurs à l'égard du terrorisme qui a visé le cœur de la puissance militaire et financière américaine. Ceci a brutalement mis en relief le conflit israélo-palestinien, rendant plus urgente que jamais l'analyse des forces motrices de l'Intifada. Au moment des attentats contre le World Trade Center de New York et le Pentagone à Washington, le 11 septembre 2001, ce que l'on a appelé « l'Intifada Al Aqsa » faisait rage depuis environ un an et semblait avoir réussi à saboter la tentative de paix bourgeoise incarnée par les accords d'Oslo. Elle a coûté très cher au prolétariat palestinien, qui a perdu beaucoup plus de vies et ramassé beaucoup plus de blessés que pendant l'Intifada de 1987-1993. C'est en particulier le nombre élevé de morts parmi la population palestinienne en « Israël proprement dit » qui fait la spécificité de cette Intifada, lorsque des localités comme Jaffa et Nazareth se sont soulevées avec des grèves générales et des émeutes, et lorsque la route principale qui traverse la Galilée du Nord a été semée de pneus enflammés dès les premiers jours du soulèvement. De l'autre côté de la Ligne verte, la politique israélienne d'assassinats a régulièrement ajouté au nombre de morts, chaque jour fournissant des témoignages encore plus choquants sur les horreurs du nationalisme et de la répression.

Pourtant, ce qui différencie vraiment cette dernière Intifada de la précédente est l'existence d'un micro-Etat palestinien, dont le rôle de policier et le statut de client ont été mis en évidence par le soulèvement. L'Etat israélien a commencé à réoccuper les zones contrôlées par l'Autorité palestinienne, à première vue temporairement. Sans présumer des intentions à long terme de l'Etat israélien, ces incursions ont servi à rappeler brutalement à l'Autorité palestinienne qu'elle est la création d'Israël, et que les Israéliens peuvent aussi détruire ce qu'ils ont créé. Le but de ce texte n'est pas de prédire les développements futurs du conflit israélo-palestinien, mais de replacer la dernière Intifada dans son contexte historique et de la comprendre sous l'angle de la lutte de classe.

Beaucoup réagissent au problème palestinien en lançant des appels abstraits à la solidarité entre travailleurs arabes et juifs. En même temps, la gauche léniniste légitime l'idéologie nationaliste qui divise la classe ouvrière, en affirmant « le droit à l'autodétermination nationale » et en offrant son « soutien critique » à l'OLP (1). Au moment où nous écrivons [2001], l'Intifada ne semble pas vraiment à même de détrôner cette idéologie nationaliste. Les travailleurs arabes et juifs « s'unissent et luttent » - apparemment avec leurs bourgeoisies et les uns contre les autres. Cet article soulignera certaines raisons matérielles pour lesquelles les exemples concrets de la solidarité prolétarienne entre Juifs et Arabes sont rares. La classe ouvrière juive a été matériellement avantagée par l'occupation et par la position inférieure des Palestiniens sur le marché du travail, tant en Israël que dans les territoires occupés. Depuis le milieu des années 1970, cet accord (que nous appellerons sionisme travailliste) a régressé, et les travailleurs juifs sont confrontés à l'insécurité économique. L'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza était nécessaire pour loger la classe ouvrière juive en Israël. Les colonies dans les territoires occupés ont joué le rôle de logement social pour compenser l'insécurité économique croissante des travailleurs juifs, et sont devenues un problème insoluble auquel sont confrontés les

architectes de la paix bourgeoise.

Une position typique de la gauche est d'appeler à la création d'un « Etat socialiste démocratique en Palestine dans lequel Juifs et Arabes pourront vivre en paix (2) ». Cela pourrait nous sembler relativement réformiste, mais un tel appel pour « un Etat binational, laïc et démocratique » est considéré en Israël comme une exigence follement révolutionnaire, même par des activistes relativement radicaux. Depuis le début du siècle, les luttes des deux groupes de travailleurs sont de plus en plus réfractées par le prisme du nationalisme. Toutefois, le spectacle désolant de prolétaires qui s'entretuent n'est pas prédéterminé : le nationalisme au Moyen-Orient est apparu et est entretenu pour réagir au militantisme de la classe ouvrière. Pour nous, l'idéologie nationaliste, telle qu'elle se manifeste au Moyen-Orient, ne peut se comprendre qu'en relation avec l'émergence d'un prolétariat pétrolier et avec la domination américaine dans la région. Par exemple, les formes prises par le nationalisme palestinien - particulièrement l'OLP - étaient une réponse concrète de la bourgeoisie palestinienne en exil à un prolétariat palestinien ouvertement rebelle. Le " processus de paix " agencé par les États-Unis naquit de la reconnaissance du rôle récupérateur de l'OLP dans l'Intifada, alors que l'écroulement d'Oslo et la montée apparemment dramatique de l'hostilité islamiste à l'égard des États-Unis est liée à l'incapacité de l'OLP de satisfaire les exigences même les plus basiques du nationalisme palestinien. C'est pourquoi il nous faut d'abord comprendre le contexte international au Moyen-Orient, en particulier le rôle hégémonique des États-Unis dans la région.

La domination américaine

La première guerre mondiale, de 1914 à 1918, a démontré la valeur militaire du pétrole. Dans son sillage, l'influence de l'Allemagne au Moyen-Orient se trouva considérablement réduite, et il devint évident pour toutes les grandes puissances que l'Empire ottoman ne pouvait plus se maintenir seul (en partie à cause de la révolte arabe de 1917, favorisée par les Britanniques). La Grande-Bretagne et la France s'entendirent pour diviser le Moyen-Orient en sphères d'influence, la Grande-Bretagne contrôlant la Palestine. Alors que le but affiché était d'empêcher la Russie de pénétrer dans cette région, la Grande-Bretagne avait aussi l'intention de contenir les ambitions françaises en Syrie et au Liban, de garantir l'accès au canal de Suez et de sécuriser l'écoulement du pétrole depuis l'Irak. Dès 1947, la position britannique en Palestine n'était plus tenable, en raison du déclin de la Grande-Bretagne comme puissance impériale. Épuisé par la seconde guerre mondiale, attaqué par les colons militants juifs, et de plus en plus diminué en politique étrangère par les États-Unis, le Royaume-Uni maintint une position chancelante jusqu'à ce que son « retrait » soit manigancé en 1948 lors de la création de l'État d'Israël.

Cette année-là vit l'expansion et la consolidation de l'État israélien par la guerre contre ses voisins arabes, et la domination des États-Unis en tant que puissance étrangère dominante dans la région. Les intérêts stratégiques des États-Unis étaient triples : stopper l'expansion de l'URSS en Méditerranée, protéger les gisements de pétrole de la péninsule arabique identifiés à l'époque, et enfin entraver toute poursuite de l'influence britannique ou française au Moyen-Orient. Pendant les premières années de l'après-guerre, les États-Unis considéraient les vieilles puissances européennes, et non l'URSS, comme leurs principales rivales au Moyen-Orient. En 1953, en Iran, le coup d'Etat de Reza Pahlavi soutenu par la CIA - en réaction à la nationalisation par l'Iran des gisements de pétrole appartenant aux Britanniques* - eut pour effet le transfert de 40 % du pétrole britannique vers les États-Unis. Le coup d'État transforma l'Iran en Etat-client des États-Unis dans le " ventre mou " de la frontière sud de l'URSS, en bastion de la " culture occidentale " au Moyen-Orient. De même, pendant la crise de Suez de 1956, les États-Unis empêchèrent la Grande-Bretagne et la France de réaffirmer leurs intérêts nationaux en Egypte, obligeant ces vieilles puissances impériales à jouer les seconds violons de l'Amérique au Moyen-Orient.

Cependant, une fois l'Égypte dans l'orbite soviétique, à la suite du coup d'État des Officiers libres en 1952, et de la signature d'une vente d'armes avec la Tchécoslovaquie en 1955, les États-Unis comprirent que l'Union soviétique tentait de jouer les gros bras dans la région. L'endiguement de l'URSS devint alors le mot d'ordre officiel de la politique étrangère américaine, ce qui signifiait placer des obstacles sur la route de l'influence soviétique au Moyen-Orient. La politique sous-jacente était la protection à tout prix des intérêts économiques américains.

Les intérêts économiques de l'Amérique au Moyen-Orient

L'intérêt principal de l'Amérique dans la région est bien entendu le pétrole. En même temps qu'elle plaça les États-Unis au sommet de la hiérarchie impérialiste, la seconde guerre mondiale confirma la position centrale du Moyen-Orient comme principale source de pétrole. Un rapport du Département d'État de 1945 qualifiait l'Arabie Saoudite de « source prodigieuse de puissance stratégique, et l'une des possessions les plus importantes de l'histoire du monde ». Peu de choses ont changé depuis, sinon que le pétrole acquit une valeur encore supérieure lorsque l'Amérique entra dans sa phase dynamique d'expansion fordiste, au cours des deux décennies qui suivirent la seconde guerre mondiale.

Lorsque la production automobile et l'industrie pétrochimique remplacèrent la construction de voies ferrées comme lieux clés de l'expansion, le capital alla du charbon au pétrole, qui devint la matière première essentielle. Les sources d'approvisionnement en pétrole, surtout le Moyen-Orient avec ses énormes réserves, acquirent une importance cruciale. La valeur du pétrole ayant été soulignée par la crise énergétique des années 1970, les États-Unis ont utilisé tous les moyens possibles pour se procurer le pétrole de cette région avant et par-dessus tout le monde. Pour les États-Unis, une source de profits secondaires, mais non négligeables, est constituée par l'écoulement des pétrodollars arabes vers l'Amérique du Nord sous forme d'achats de matériel militaire, de projets de construction, de dépôts bancaires et autres investissements, phénomène qui date des années 1970.

Le nationalisme panarabe et le prolétariat de la production pétrolière

Au début, l'État d'Israël nouveau-né tenait très peu de place dans les préoccupations américaines. En fait, pendant la crise de Suez, l'Amérique s'était alliée à l'Égypte contre l'expansionnisme d'Israël. Ce ne fut que dans les années 1950, lors de l'émergence d'un nationalisme arabe plus affirmé, que les États-Unis commencèrent à saisir le potentiel d'un partenariat stratégique construit avec l'« entité sioniste ». La croissance de la production pétrolière au Moyen-Orient avait amené des sociétés autrefois traditionnelles à se moderniser rapidement. Une nouvelle bourgeoisie émergea de la classe militaire et bureaucratique, au service de l'accumulation nationale, favorable au modèle de développement capitaliste de l'URSS et hostile à l'« impérialisme ».

La forme d'anti-impérialisme la plus cohérente était le nationalisme « panarabe ». Les origines du panarabisme se trouvent dans l'Empire ottoman, qui avait unifié les Arabes sous la férule turque, mais qui s'était écroulé à la suite de la première guerre mondiale. Les puissances impérialistes découpèrent alors le Moyen-Orient dans le but de conquérir et de contrôler de nouveaux marchés et des matières premières d'importance stratégique. Pourtant, ces nouvelles frontières allaient à l'encontre « du langage commun, des coutumes et des traditions » conservés par les habitants de l'ancien Empire ottoman. Dans l'idéologie panarabe, une « communauté naturelle », basée sur l'idéalisation des relations sociales précapitalistes, sert à neutraliser les antagonismes de classe. Au moyen d'un mouvement politique moderniste, le panarabisme a pu utiliser cette « communauté naturelle » imaginaire pour faire avancer son projet de modernisation et pour récupérer la lutte de classe. En tant que mouvement nationaliste, le panarabisme servit à diviser et à coopter la classe ouvrière de la région, favorisant ainsi la promotion du développement capitaliste. Malgré cela, son penchant pour l'URSS et ses tendances au capitalisme d'État menaçaient les intérêts du capital occidental (3). Bien que ces intérêts n'aient en aucun cas été

semblables pour les différentes capitales occidentales, à long terme, les tendances au capitalisme d'Etat du nationalisme arabe risquaient d'empêcher le capital occidental d'accéder librement aux gisements pétroliers du Moyen-Orient.

Mais le nationalisme arabe, pendant les brèves périodes où il s'est incarné dans un panarabisme combatif, a été réduit en poussière par Israël. Et sur le plan économique, les bourgeoisies des différents pays arabes ont, tôt ou tard, découvert qu'il était difficile de résister à l'énorme soutien économique qu'apporterait un réaligement avec l'Amérique (4). Pour la bourgeoisie arabe (et l'OLP ne fait pas exception), qu'elle soit ou non ouvertement panarabe, la difficulté, si elle ne voulait pas affronter des défis intérieurs, était de s'allier avec l'Amérique de façon crédible tout en paraissant maintenir en vie le rêve de l'indépendance arabe et la destruction d'Israël. En 1973, cette tension se traduit par la hausse du prix du pétrole décidée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), ressentie comme une réaction à la guerre d'octobre entre Israël et les Etats arabes. Cependant, les exigences du prolétariat de la production pétrolière signifiaient que, dans certains pays, on dépensait une part disproportionnée des augmentations du prix du pétrole imposées par l'Opep pour répondre aux besoins de la classe ouvrière, plutôt que pour atteindre les niveaux technologiques supérieurs nécessaires au développement industriel (5).

Les impératifs stratégiques de l'Amérique se durcirent autour de deux objectifs : d'abord contenir la menace que représentait l'Union soviétique et, deuxièmement, écraser ou, là où c'était possible, coopter les expressions variées du nationalisme arabe qui déferlaient sur la région.

En plus de sa méthode habituelle d'intervention à l'étranger - c'est-à-dire soutenir avec enthousiasme la faction de la bourgeoisie pro-occidentale la plus crédible, coopter autant que possible tout mouvement populaire, et faire éliminer les provocateurs impénitents - les États-Unis inventèrent un moyen raffiné de représenter le Moyen-Orient comme la partie du monde en crise permanente et, de toute façon, impossible à comprendre. La politique américaine devint donc " gestion de crise " et " apport de paix à l'endroit le plus troublé du monde ". Qu'importe la crise, le pétrole et les pétrodollars continuaient à s'écouler d'est en ouest, et les États-Unis n'ont pas eu à lutter beaucoup pour faire durer la paix bourgeoise dans la région (6).

Histoire de deux mouvements de libération nationale :

le sionisme travailliste et le mouvement national palestinien

Le sionisme travailliste et le militantisme de la classe ouvrière juive européenne

Le sionisme travailliste s'est traditionnellement construit autour de plusieurs grosses structures institutionnelles, principalement l'Histadrout et le Fonds national juif (FNJ). L'Histadrout est un « syndicat » d'Etat et a aussi toujours été un employeur important. Même avant la création d'Israël, c'était un ministère de l'emploi et de la solidarité embryonnaire, qui remplissait également les fonctions d'un syndicat pour certains secteurs de travailleurs juifs. Le FNJ fut créé en 1903 pour collecter les dons des sionistes. Sa fonction principale est l'administration du territoire national. Il a acheté de grandes quantités de terres au nom de « tous les Juifs », et a contrôlé la plupart des territoires gagnés lors du vol des terres de 1948. Les terres du FNJ ne pouvaient être cédées qu'à des Juifs et travaillées que par des Juifs, et devinrent propriété de l'Etat en 1948. 80 % des Israéliens vivent sur des terres qui appartenaient autrefois au FNJ, et il en contrôle encore une grande partie.

Les premiers sionistes étaient un groupe de pression bourgeois qui passaient leur temps à faire du lobbying auprès de plusieurs dirigeants européens (y compris Mussolini). Contrairement à la plupart des Juifs européens, ces sionistes se déclaraient anticommunistes. Ils reconnaissaient comme alliées des « antisémites honnêtes » qui leur donneraient des terres pour se débarrasser de la « menace

révolutionnaire » juive. Ils courtoisaient aussi les Juifs européens capitalistes qui voulaient mettre fin à l'immigration des Juifs militants d'Europe de l'Est dans leurs pays respectifs (car ils pensaient que ces militants compromettaient l'assimilation et favorisaient l'antisémitisme) ; ils courtoisaient aussi les Etats coloniaux qui leur donneraient ou leur vendraient des terres (ce n'était pas obligatoirement, à ce stade, la Palestine).

Cependant, le sionisme a toujours eu besoin d'être un mouvement de masse, et c'est pourquoi les premiers sionistes étaient volontiers souples dans leurs alliances politiques. A ses débuts, le sionisme était étranger à la plupart des Juifs européens de la classe ouvrière, car ils s'alliaient plutôt au mouvement ouvrier révolutionnaire qui balayait alors le continent (11). Tout comme le prolétariat juif militant, de nombreux Juifs de la classe moyenne en Europe de l'Est pensaient que, face à l'antisémitisme de droite, ils ne pouvaient être qu'à gauche. Afin de plaire à cet électorat, les groupes sionistes furent obligés d'accentuer leurs caractéristiques les plus " socialistes " (12).

Ces caractéristiques convergeaient avec le désir, exprimé dans le sionisme, de revenir à des liens communautaires pré-capitalistes, qui formaient la base même de l'" identité juive ". Les éléments plus sociaux-démocrates de la pensée sioniste devinrent prédominants et s'imposèrent comme la forme dominante du sionisme, et c'est ce qui permit aux groupes sionistes de s'introduire dans le mouvement ouvrier juif.

Naissance du sionisme travailliste en Palestine

Les premières colonies juives étaient plus ou moins des aventures commerciales qui avaient tendance à se terminer par l'emploi de travailleurs arabes (souvent prolétarisés depuis peu, en raison des achats de terres par les sionistes [13]). Les nouveaux immigrants juifs qui cherchaient du travail se retrouvaient souvent à chercher un emploi précaire sur les mêmes bases que les Arabes (14).

Les institutions du sionisme travailliste commencèrent à devenir puissantes dans la communauté juive palestinienne vers les années 1920. Une lutte permanente avait cours depuis 1905, époque à laquelle de nombreux Juifs russes de gauche s'étaient tournés vers le sionisme après l'échec de la révolution de 1905. La seconde vague d'immigration sioniste était principalement composée de Juifs de gauche, jeunes, éduqués, issus de la classe moyenne, qui voulaient revenir à la terre et travailler comme pionniers. Ils furent peu à peu déçus par la colonisation sioniste, qu'ils trouvaient trop capitaliste pour combler leurs espérances. S'opposant aux capitalistes juifs, qui ne voyaient aucun inconvénient à utiliser une main-d'œuvre arabe tant qu'elle coûtait moins cher, ils introduisirent l'idée que seuls des Juifs pouvaient travailler sur les terres et dans les entreprises juives.

Si une partie de l'antisémitisme moderne est un pseudo anticapitalisme, dans lequel le Juif est assimilé au côté abstrait du système marchand, travail abstrait et non concret, finance et circulation « cosmopolites et sans racines », plutôt que production enracinée dans le sol national (15), d'une certaine façon le sionisme constitue une réponse puisqu'il insiste sur le travail productif et le retour à la terre.

On pensait que dans un Etat exclusivement juif, les Juifs ne seraient pas confinés dans certains métiers et professions, mais joueraient complètement leur rôle dans la division du travail capitaliste. C'est pourquoi leurs slogans disaient : « la conquête de la terre » et la « conquête du travail ». Ceci fut à l'origine d'un conflit entre les anciens colons et les nouveaux immigrants (16). Les syndicats sionistes installaient des piquets de grève devant les entreprises qui continuaient à employer de la main-d'œuvre arabe (17). Le conflit était atténué par l'organisation sioniste, qui utilisait une grande partie de ses fonds pour subventionner les salaires juifs afin qu'employer des Juifs ne soit pas plus coûteux que d'employer des Arabes. Malgré tout, il y avait encore des grèves.

En réaction, l'opposition de droite organisa un « syndicat national » de « jaunes » avec l'aide d'immigrés petits-bourgeois polonais, de riches fermiers et de propriétaires d'usines. Ils s'attaquaient aussi aux organisations de la classe ouvrière (18). Cependant, les sionistes de l'aile gauche « conquête du travail » furent grandement encouragés par les grèves générales palestiniennes de 1936, lorsque des ouvriers juifs brisèrent les grèves palestiniennes. Dès les années 1920, l'Histadrouit organisait plus des trois quarts des ouvriers juifs et était le principal employeur après le gouvernement britannique. Il dirigeait aussi les agences pour l'emploi et entretenait des liens très étroits avec les coopératives de production et de vente. Avec une telle structure, l'Histadrouit était une base vitale pour les organisations sionistes " presque gouvernementales " qui organisaient l'éducation, l'immigration, les affaires économiques et culturelles. Donc, même avant 1948, l'Etat sioniste s'enracinait dans des formes social-démocrates corporatistes (19).

La stratification ethnique sioniste

Après la confiscation massive des terres en 1948, le problème de la pénurie de main-d'œuvre juive apparut pour la première fois. Les bourgeois juifs européens présentaient le sionisme comme la solution au militantisme juif à ceux qui les finançaient et les soutenaient. Pourtant, on s'aperçut que la plupart des Juifs ne voulaient pas aller en Israël et étaient plus attirés par l'Amérique ou l'Europe de l'Ouest. Ce qui dissuadait les Juifs européens était la mauvaise situation territoriale de ce minuscule Etat face à ses voisins arabes hostiles, qui entraînait à son tour l'obligation de s'étendre : contrairement à l'Egypte à l'ouest, et à la Syrie au nord-est, Israël ne pouvait pas se permettre de perdre un seul hectare de terre.

La militarisation logique de la société israélienne décourageait encore plus les immigrants potentiels. Ce problème a été partiellement résolu par l'immigration des Juifs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Cependant, de nombreux Juifs d'Orient n'avaient aucune envie de s'installer en Israël et s'opposaient même au sionisme parce qu'il rendait leur situation plus précaire, surtout dans les pays arabes. Une grande partie de la bourgeoisie arabe tentait de promouvoir le panarabisme en opposition au sionisme, et bien que les Juifs d'Orient n'aient pas été victimes d'un génocide systématique du niveau de l'Holocauste, il y a eu des pogroms dans certains pays du Moyen-Orient.

La fondation d'Israël, la guerre de 1948 et la montée logique du nationalisme arabe déstabilisèrent encore plus la vie des Juifs d'Orient, et beaucoup d'entre eux émigrèrent en Israël (20). Les Juifs d'Orient furent souvent prolétarisés au cours de leurs migrations. Ceux qui avaient des qualifications professionnelles s'aperçurent qu'elles n'étaient pas reconnues en Israël et que leurs avoirs personnels étaient souvent confisqués à l'arrivée. Les Juifs d'Occident bénéficiaient d'un traitement préférentiel pour le logement et l'emploi et certains pouvaient utiliser comme capital les dédommagements personnels de guerre versés par l'Allemagne, et le contraste était choquant. Et il arrivait aussi souvent que les Juifs d'Orient soient placés dans les camps de transit et les villes des zones de développement les plus proches des frontières, surpeuplées et dangereuses. Dans le cas des Juifs d'Afrique du Nord surtout, abandonnés dans des villes-frontières comme Musrara, l'Etat feignit d'ignorer qu'ils occupaient les maisons des Arabes déplacés par la guerre expropriatrice de 1948. Donc en réalité, les Juifs d'Orient finirent comme gardiens des frontières contre les Arabes.

Dans la pratique, le sionisme travailliste en Israël était basé sur la division ethnique de la classe ouvrière, pas seulement entre Juifs et Arabes, mais aussi entre Juifs d'Orient et d'Occident. Ce fut le travail des Juifs d'Orient, ajouté à celui des quelques Palestiniens qui restaient, qui devint la force motrice de " l'éclosion du désert ", et sa transformation en État capitaliste moderne. Cependant Israël n'a jamais eu une économie capitaliste " normale " en raison du rôle disproportionné qu'y joue le soutien financier de l'étranger. Depuis les années 1950, l'Allemagne de l'Ouest a envoyé environ un milliard de marks par an au titre des réparations collectives pour l'holocauste nazi. La contribution des États-Unis est plus

importante encore. " En 1983, Israël avec seulement 300 000 habitants, recevait 20 % d'aide exclusivement américaine. " En d'autres termes, chaque famille israélienne recevait l'équivalent de 2 400 dollars du gouvernement américain. Mais en tant qu'État capitaliste le plus développé de la région, la bourgeoisie israélienne avait rassemblé ses propres fossoyeurs potentiels sous la forme d'une classe ouvrière combative.

LA RESISTANCE DE LA CLASSE OUVRIERE JUIVE ET L'IMPERATIF D'EXPANSION

Contrairement à celle de nombreux autres pays du Moyen-Orient, la classe ouvrière israélienne a toujours été concentrée dans un espace réduit. La stratification ethnique a empêché l'émergence d'un prolétariat homogène face au capital israélien. Mais malgré cela, la classe ouvrière israélienne s'est montrée combative. Le trait marquant de la lutte de classe à cette époque fut la contestation par les Juifs orientaux de leur position subordonnée dans la société israélienne. Les années 1950 ont été traversées par des émeutes « pain et travail » dans les camps de transit, en grande partie peuplés de Juifs orientaux qui se retournèrent fréquemment contre la police. En 1959, les « émeutes Wadi Salib » débutèrent dans un quartier pauvre de Haïfa et s'étendirent aussitôt à d'autres endroits où vivait une importante population de Juifs marocains.

Comme dans les Etats d'Europe de l'Ouest, les institutions social-démocrates servaient de médiateurs dans les conflits de classe en Israël. Cependant de nombreux Juifs orientaux considéraient l'Histadrout et le Parti travailliste comme des ennemis, et ils s'en prenaient donc souvent à ces institutions. Une fois, en 1953, le bureau de l'Histadrout à Haïfa fut l'objet d'un incendie criminel de la part des manifestants juifs orientaux qui considéraient son pur corporatisme comme l'une des incarnations de leur subordination aux Juifs occidentaux. Au début des années 1960, l'économie israélienne était en récession, en partie à cause du tarissement des réparations de guerre allemandes, qui avaient fourni au capital israélien son élan initial. Beaucoup d'immigrants qui étaient venus en Israël dans l'espoir d'une vie meilleure se retrouvaient maintenant face à un chômage croissant. Les travailleurs juifs continuèrent à mener la vie dure à la bourgeoisie israélienne, avec 277 grèves pour la seule année 1966 (21). En brûlant le drapeau rouge (qui symbolisait l'hégémonie du Parti travailliste), action de routine lors des manifestations de dockers, il était clair que les formes social-démocrates du sionisme travailliste étaient incapables de récupérer les luttes des travailleurs juifs.

Le boom d'après 1967

Après la guerre de 1967, l'Etat israélien se retrouvait non seulement encore entouré d'Etats arabes hostiles, mais aussi dans l'obligation de contrôler la population palestinienne des territoires occupés. Un tiers de la population contrôlée par l'Etat israélien était alors palestinienne. Face à ces menaces internes et externes, la survie permanente de l'Etat sioniste exigeait l'unité de tous les Juifs israéliens, occidentaux et orientaux. Mais unir tous les Juifs derrière l'Etat israélien supposait l'intégration des Juifs orientaux, auparavant exclus, au sein d'une vaste colonie de travail sioniste. Comme par hasard, ces mêmes circonstances qui exigeaient l'expansion de la colonie de travail sioniste offraient aussi les conditions nécessaires pour mener à bien une restructuration sociale de cette importance.

Premièrement, la guerre de 1967 avait obligé les Etats-Unis à s'engager en faveur d'Israël pour faire contrepoids au nationalisme panarabe croissant qui s'alignait sur l'URSS. Deuxièmement, l'occupation de la Cisjordanie fournissait à Israël une réserve importante de main-d'œuvre palestinienne hautement exploitable. Ce furent cette main-d'œuvre palestinienne bon marché ainsi que la perfusion financière de plus en plus conséquente mise en place par les Etats-Unis qui fournirent les conditions préalables vitales pour l'expansion rapide de l'économie israélienne au cours des dix années suivantes. Après 1967, l'Etat israélien eut les moyens de suivre une politique de keynésianisme militaire et les dépenses militaires s'élevèrent à 30 % du PIB dans les années 1970. La hausse des dépenses publiques, financée par un

budget gouvernemental en déficit croissant, alimentait le boom économique. C'est ainsi que le gouvernement put créer un abondant réservoir d'emplois, pas seulement directement par l'augmentation du nombre d'emplois dans le secteur public, mais aussi indirectement, car le secteur privé se développait pour satisfaire la demande croissante de l'armée.

Les besoins croissants de l'armée israélienne en armements high-tech offraient des profits sûrs aux cinq principaux conglomerats qui dominaient l'économie d'Israël depuis les années 1950 et qui étaient dominés par la bourgeoisie juive occidentale. Cependant l'armée israélienne exigeait aussi la construction de bases militaires, de casernes et d'installations qui amenaient des affaires à la petite-bourgeoisie juive orientale émergente qui pouvait réaliser d'importants profits en employant la main-d'œuvre palestinienne bon marché. En plus de satisfaire aux besoins domestiques, les armes devinrent l'exportation la plus importante d'Israël. Une grande partie du secteur public étant à présent destinée à l'accumulation militaire, seuls ceux qui étaient éligibles pour le service militaire pouvaient travailler dans ces industries. Même les " citoyens " arabes israéliens étaient exclus de ce privilège douteux, sans parler des Palestiniens des territoires, et donc les industries " stratégiques " (qui payaient mieux) étaient par définition accessibles aux seuls Juifs (souvent orientaux). Alors que la militarisation de l'économie favorisait l'intégration des Juifs orientaux, elle renforçait la subordination des travailleurs non juifs. En pratique, Israël avait maintenant un marché du travail à deux niveaux : juif et palestinien.

On peut remarquer que l'occupation de ces territoires par Israël s'était arrêté juste avant la pure annexion de droit. Celle-ci aurait supposé qu'on accordât les mêmes droits limités de citoyenneté aux Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza, droits qui avaient été accordés aux Palestiniens qui avaient réussi à rester dans les frontières de 1948 jusqu'en 1966. L'occupation permettait au capital israélien, surtout dans l'agriculture et la construction, d'utiliser le surplus de main-d'œuvre palestinienne sans compromettre la judéité de l'Etat. Les Palestiniens n'étaient pas intégrés dans la société israélienne : ils travaillaient en Israël le jour, et ils étaient censés retourner dans leurs dortoirs de Cisjordanie et de la Bande de Gaza le soir. Tandis que la main-d'œuvre palestinienne bon marché alimentait le boom de la construction des deux côtés de la Ligne verte, l'économie israélienne était encore renforcée par la subordination des territoires en tant que marché captif pour les produits de consommation israéliens. De plus, grâce au contrôle des contrats gouvernementaux, aux impératifs de sécurité nationale, et au développement militaire et à la construction, l'Etat d'Israël pouvait suivre une politique d'industrialisation rapide et de substitution à l'importation.

Protégé de la concurrence étrangère par des barrières douanières élevées et de généreuses subventions à l'exportation, l'investissement était canalisé vers le développement d'une industrie manufacturière moderne. Ceci permettait à Israël de remplacer les importations de fabrication étrangère par des produits fabriqués localement, politique qui allait faire d'Israël une économie industrialisée relativement avancée dès la fin des années 1970. Les politiques de keynésianisme militaire et d'industrialisation rapide aboutirent à un énorme déficit de la balance des paiements, puisque la demande des consommateurs ainsi que celle de l'industrie précédaient l'offre. Ce déficit de la balance des paiements devait s'élever à 15 % du PIB. Il ne pouvait être financé que grâce à une généreuse aide américaine.

Donc l'expansion économique rapide et le développement d'Israël dans les dix ans qui suivirent la Guerre des Six Jours procurèrent les conditions matérielles nécessaires à l'expansion de la colonie de travail sioniste. Alors qu'en 1966 le chômage en Israël se chiffrait à 11 %, l'économie pouvait presque, à présent, assurer le plein-emploi. L'Etat sioniste pouvait alors offrir du travail et un niveau de vie en hausse dans une économie moderne à l'occidentale à tous les Juifs qui choisissaient d'y vivre.

Les colonies et l'accord travailliste sioniste

Depuis la fin de la Guerre des Six Jours, la politique consistant à établir des colonies juives dans les

territoires occupés est un élément important de l'extension de la colonisation travailliste sioniste pour inclure les Juifs orientaux auparavant exclus. Bien entendu, le but immédiat de l'installation des colonies était de consolider le contrôle d'Israël sur les territoires occupés. Cependant, la politique de colonisation offrait aussi aux franges pauvres de la classe ouvrière juive un logement et des emplois qui leur permettaient d'échapper à leur position subordonnée en Israël proprement dit. Ceci était particulièrement important dans les années 1970, quand la pénurie de logements corrects poussait certains Juifs orientaux sans abri à squatter des bâtiments vides dans les faubourgs riches des Juifs occidentaux. Les colonies proposaient une alternative à cette appropriation directe hostile, en dirigeant cette hostilité ailleurs.

Ces colonies plaçaient la classe ouvrière juive en première ligne, dans une relation directe et hostile avec le prolétariat palestinien potentiellement insurrectionnel. Ils étaient ainsi liés à l'Etat sioniste, qui protégeait leurs privilèges récemment acquis des revendications des Palestiniens. En 1971, il y avait déjà 52 colonies.

Les Panthères noires israéliennes

Pourtant, tout le monde n'était pas intégré dans la colonisation du sionisme travailliste, et les luttes de classe continuaient. De nombreux Juifs orientaux jeunes étaient exclus des « bienfaits » de l'occupation parce qu'ils avaient des casiers judiciaires et ne pouvaient donc obtenir le travail bien payé et les logements corrects qui étaient censés être un droit de naissance pour tout Juif en Israël. Le boom de l'après-1967 conduisit à l'embourgeoisement de villes qui, comme Musrara, avaient été des villes-frontières. Ceci en chassa les Juifs pauvres d'Afrique du Nord.

Là était la raison de la naissance d'un nouveau mouvement : les Panthères noires israéliennes. On peut soutenir que leur base sociale était plus marginale que celle des mouvements des années 1960. Pourtant leur manifestation de 1971 contre la répression policière attira des dizaines de milliers de personnes, entraîna 171 arrestations et 35 personnes furent hospitalisées suite à des heurts avec la police. Ils flirtaient aussi avec des antisionistes de gauche, et certains envisagèrent même d'entamer des pourparlers avec l'OLP. Certains tracts étaient écrits par des membres ou des sympathisants du Matzpen (groupe antisioniste peu nombreux mais célèbre) et il y eut parfois des alliances. Le discours des Panthères noires reflète un positionnement de classe en train d'émerger : « Ils ont besoin de nous chaque fois qu'ils font la guerre », « Je ne veux pas penser à ce qui arrivera quand il y aura la paix », « Si les Arabes avaient un peu de bon sens, ils laisseraient les Juifs régler leurs comptes entre eux ».

Cependant leur critique de la société israélienne était affaiblie par certains éléments qui cherchaient une place au sein du sionisme travailliste, et qui n'étaient donc pas d'accord pour tisser des liens avec la gauche antisioniste ou, pire encore, avec ces parias de la société, les Palestiniens. On offrit à plusieurs membres éminents des Panthères noires de meilleurs logements et des emplois et ils quittèrent le groupe, qui fut de plus en plus accaparé par des scissions internes. Mais l'insatisfaction que ressentaient les Juifs orientaux à l'égard de l'establishment travailliste sioniste demeurait forte, et le fait de coopter des Juifs radicaux comme des personnalités influentes des Panthères noires émanait d'un climat dans lequel les travailleurs juifs en général s'attendaient à avoir un meilleur niveau de vie que leurs parents.

La nécessité de garantir le plein-emploi pour tous les Juifs renforçait le rapport de forces en faveur des travailleurs juifs dans les négociations salariales, ce qui commençait à créer des problèmes d'inflation pour l'économie israélienne. Ces problèmes n'affectaient pas seulement Israël : l'Europe de l'Ouest et l'Amérique affrontaient aussi leurs prolétariats qui, au lieu de se contenter des « gains » de l'après-guerre, les utilisaient pour imposer des restrictions supplémentaires à l'accumulation du capital. En Israël, ces problèmes étaient compliqués par les limitations imposées à une accumulation intensive et par les impératifs de sécurité.

Etant donné ce retranchement sur ses positions de la classe ouvrière juive, la politique d'expansion économique intensive basée sur la substitution des importations avait commencé à atteindre les limites des confins étroits de l'économie israélienne dès la fin des années 1970. La croissance économique de plus de 10 % par an du début des années 1970 redescendit à un modeste 3 %. Ce ralentissement devait précipiter une crise inflationniste qui vit les prix grimper de 100 000 % en à peine sept ans. Cette crise ne pouvait se résoudre qu'en affaiblissant sérieusement le pacte social sioniste avec son salaire relativement généreux.

La crise inflationniste de 1978-1980

Le plein-emploi dans une économie dominée par quelques grands conglomérats, protégés de la concurrence étrangère par d'importantes barrières douanières, est une recette classique pour l'inflation. L'indexation de 85 % des contrats salariaux sur l'inflation des prix, ainsi que diverses aides sociales et autres formes de revenu, signifiait que toute augmentation des prix se traduisait rapidement en augmentation des salaires, qui à leur tour entraînaient la hausse des prix, comme le coût des salaires plus élevés se répercutait sur le consommateur. C'est pourquoi l'économie israélienne était hautement sujette à un cercle vicieux salaires/prix. Le keynésianisme militaire avait abouti à un taux d'inflation compris entre 30 % et 40 % pendant la plus grande partie des années 1970.

Cependant, en maintenant le taux de change fixe de la livre israélienne avec le dollar américain (malgré l'effondrement du système de taux de change fixe de Bretton-Woods en 1973), le gouvernement israélien put contenir l'inflation. La hausse des prix intérieurs était compensée par le fait qu'avec un taux de change fixe, les importations demeuraient meilleur marché qu'elles n'auraient dû l'être, ce qui servait à maintenir l'indexation des prix à un niveau bas, puisque l'augmentation des salaires était basée sur elle. Bien entendu, des prix intérieurs en hausse dans un régime de taux de change fixe rendaient l'industrie israélienne peu compétitive, mais cela pouvait être compensé par des barrières douanières plus élevées, en augmentant les subventions à l'exportation et en dévaluant de façon ponctuelle et contrôlée la livre israélienne.

Toutefois, le ralentissement de l'économie, combiné à la situation politique instable au Moyen-Orient, entraîna un changement décisif de politique économique qui allait déclencher une crise économique dans les années 1980. Ce changement survint en 1978 avec l'élection du gouvernement du Likoud, qui mit fin à trente ans de règne du Parti travailliste. Le réalignement de la droite, ainsi que les scissions dans le Parti travailliste, permirent au Likoud de bénéficier électoralement de l'insatisfaction permanente des Juifs orientaux à l'égard des travaillistes. Pourtant, les politiques déflationnistes du Likoud ne pouvaient être mises en œuvre qu'en affrontant la classe ouvrière juive, dont les positions retranchées avaient contribué à la crise inflationniste et au déclin des profits de certaines franges de la bourgeoisie israélienne. Le Likoud affrontait aussi une action d'arrière-garde contre certaines de ses politiques émanant de l'« establishment travailliste » de la bourgeoisie occidentale, alors que l'Histadrout s'efforçait d'étouffer les luttes de la classe ouvrière israélienne, comme par exemple les violents piquets de grève des cantonniers.

Les Etats arabes, l'expansion et les Etats-Unis

La victoire décisive d'Israël lors de la guerre de 1973 avait enfin brisé l'unité des Etats arabes. La position d'Israël au Moyen-Orient était maintenant à l'abri d'une menace extérieure en provenance d'une alliance arabe hostile. Toutefois, le réalignement ultérieur de l'Égypte sur les Etats-Unis fit quelque peu douter de l'engagement à long terme des Etats-Unis pour financer Israël. Si les Etats arabes s'alignaient sur les Etats-Unis, pourquoi les Etats-Unis devraient-ils continuer à déverser des milliards de dollars en Israël ? De plus, l'Égypte étant neutralisée au sud, la voie était libre pour l'expansion israélienne vers le nord et l'est. L'annexion des territoires occupés de Cisjordanie et la subordination

économique de la Jordanie et du Liban offraient un moyen de sortir des restrictions croissantes imposées à l'accumulation intensive. Mais ces politiques allaient contre les intérêts des Etats-Unis. Alors que ces derniers voulaient faire d'Israël leur chien de garde impérialiste au Moyen-Orient, ils ne voulaient pas que ce chien de garde déstabilise la région et contrarie les riches alliés pétroliers de l'Amérique, comme par exemple l'Arabie Saoudite. La politique du Likoud consistant à créer un Grand Israël nécessitait donc un relâchement des chaînes dorées de l'aide américaine.

La fuite des capitaux des économies occidentales, à la fin des années 1970, et la croissance ultérieure du capital de la finance internationale fournirent l'occasion de réduire la dépendance d'Israël vis-à-vis de l'aide américaine. En suivant une politique économique de libéralisation et de dérégulation, on espérait qu'Israël pourrait puiser dans le flux de capitaux internationaux et réduire ainsi sa dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Cette politique de libéralisation dont se réclamait le Likoud était aussi en phase avec une grande partie de la bourgeoisie israélienne qui, devant la baisse de ses profits, voulait plus de libertés pour trouver des champs d'investissement profitables.

Voilà pourquoi, dans les semaines qui suivirent l'accession au pouvoir du Likoud, Milton Friedman - un des pionniers de ce que l'on connaît à présent sous le nom de « néo-libéralisme » - fut convoqué pour élaborer un programme de libéralisation. Sur les conseils de Friedman, le nouveau gouvernement israélien supprima les droits de douane sur les importations et les subventions à l'exportation, relâcha ses contrôles sur la circulation des devises vers l'extérieur et à l'entrée du pays, et abandonna le taux de change fixe de la livre israélienne avec le dollar américain. Quelques semaines après sa déconnection du dollar, la livre israélienne avait perdu un tiers de sa valeur. Le prix des marchandises importées monta en flèche, élevant l'indexation des prix. En quelques mois, l'indexation des salaires avait fait monter le taux d'inflation à plus de 100 %. A la suite de cette accélération de l'inflation, on remplaça la livre israélienne par le shekel en tant que monnaie d'Israël, à un taux de 10 livres pour 1 shekel.

Cependant, la politique de libéralisation, combinée à une coupe sombre dans les salaires réels dont la cause était l'indexation des salaires à la traîne derrière l'accélération de l'inflation des prix, fit grimper les profits et aboutit à une relance de la croissance (22). A cause de cela, l'année 1981 vit l'économie israélienne renouer avec les taux de croissance du début des années 1970. En vérité, à l'époque, la crise mondiale n'étant pas encore terminée, on pouvait dire que les taux d'inflation élevés d'Israël n'avaient pas d'importance. Comme la valeur extérieure du shekel mesurée en dollars chutait aussi vite que l'inflation grignotait sa valeur intérieure, on pouvait dire qu'en termes du dollar, l'inflation était plus ou moins nulle. En vérité, la nullité du taux d'inflation en termes du dollar, comparée à des taux d'inflation beaucoup plus élevés aux Etats-Unis et ailleurs, impliquait une compétitivité internationale croissante de l'industrie israélienne. Cet optimisme ne dura pas longtemps.

Alors que la croissance économique commençait à faiblir et le déficit public à s'accroître, suite à l'invasion du Liban, on commença à craindre sérieusement que les taux d'inflation élevés ne basculent aisément dans une hyperinflation incontrôlable. C'est pourquoi le gouvernement de Menahem Begin mit en place de nouvelles mesures de politique économique destinées à réduire progressivement le taux d'inflation. On combina des coupes dans les dépenses publiques et une politique de limitation de la chute du taux de change du shekel par rapport au dollar américain à 5 % par mois. En même temps, on tenta de limiter l'indexation des revenus. La politique de limitation de la chute du shekel eut l'avantage, immédiat pour la popularité du gouvernement, de rendre moins chères les importations de biens de consommation. Mais elle rendit aussi les exportations israéliennes non compétitives. Incapables d'être concurrentielles, de plus en plus d'entreprises israéliennes commencèrent à faire faillite et le chômage commença à monter. En même temps, les tentatives d'écraser les salaires entraînaient de plus en plus de conflits sociaux.

Suite à la démission de Begin à l'automne 1983, la crainte que le gouvernement soit incapable d'empêcher une chute importante de la valeur du shekel conduisit à une ruée sur les banques, car les épargnants cherchaient à changer leurs shekels en dollars. Le gouvernement fut obligé de nationaliser les principales banques et de laisser chuter le shekel par rapport au billet vert. Afin de rassurer les marchés financiers, le gouvernement israélien dut annoncer d'importantes réductions des dépenses publiques et des mesures sévères de politique monétaire. Ces nouvelles mesures se heurtèrent à l'opposition résolue aussi bien de l'Histadrout que des capitalistes influents dans l'« establishment travailliste ». L'Histadrout appela à une succession de grèves qui paralysèrent le pays. Incapable d'écraser les salaires, la torsion de la spirale des prix et des salaires résultant de la chute importante du shekel causa une accélération de l'inflation des prix.

A la veille de l'élection de juillet 1983, le taux d'inflation avoisinait les 400 %. Comme l'augmentation des salaires avait du retard sur l'augmentation des prix, cette accélération de l'inflation avait pour résultat une diminution de 30 % des salaires réels. Le Parti travailliste et le Likoud perdirent tous deux nombre de soutiens lors de l'élection et durent s'allier pour former un gouvernement d'« unité nationale », avec Shimon Peres, le chef du Parti travailliste, comme Premier ministre. Usant de son influence auprès de l'establishment travailliste, Peres proposa un programme composé de mesures d'urgence. On imposa un prélèvement de 10 % sur les salaires, on devait suspendre l'indexation et on devait imposer un gel de trois mois des salaires et des prix. Ces mesures devaient être soutenues par un programme sans précédent de réduction du déficit budgétaire à partir de 20 % du PIB. Lorsque le programme fut présenté à l'automne 1983, après de longues négociations au cours de l'été, le taux d'inflation avait atteint 1 000 %.

Le programme de Peres se révéla une réussite partielle. Face à la forte opposition de l'Histadrout, le gouvernement du Likoud avait renoncé à toucher à l'indexation des salaires et des autres revenus. Pourtant, intervenir dans l'indexation des salaires semblait plus légitime aux yeux de l'« establishment travailliste » lorsque c'était proposé par une figure de proue influente du Parti travailliste. Dès mai 1985, le taux d'inflation avait été ramené à 400 % tandis que, malgré une opposition croissante, le déficit budgétaire avait été réduit à 15 % du PIB. Peres annonça alors un autre train de mesures. Un gel supplémentaire de trois mois des prix et des salaires allait être accompagné d'une autre série de réductions des dépenses publiques afin de diviser de nouveau par deux le déficit budgétaire du gouvernement. En même temps, on dévaluait le shekel de 19 % et on allait ensuite maintenir un taux de change fixe avec le dollar américain. Toutefois, alors qu'il aurait été possible de rallier l'« establishment travailliste » à ces mesures d'austérité, l'hostilité des travailleurs juifs, sommés de se serrer encore plus la ceinture, menaçait de se libérer des contraintes que lui imposait la récupération de l'Histadrout.

Face à une augmentation des grèves sauvages, l'Histadrout appela à une grève générale qui obligea le gouvernement à autoriser un « rattrapage » limité des salaires avant le gel des prix et des salaires, mais cela n'aida guère à faire passer la perte de 20 % sur les salaires réels et la hausse brutale du chômage issues du premier train de mesures d'austérité de Peres. En fin de compte, les mesures draconiennes du gouvernement de coalition Likoud-Parti travailliste sauvèrent Israël de l'hyper-inflation. Dès 1986, le taux d'inflation était tombé au niveau respectable de 20 %.

Pourtant, en mettant fin à la crise inflationniste, Peres avait sérieusement affaibli le pacte avec le sionisme travailliste. Alors que les salaires réels commencèrent à augmenter lentement après 1986, le chômage avait atteint des niveaux inégalés depuis la récession du début des années 1960 et il resta élevé pendant les années 1980 et le début des années 1990. La poursuite des mesures d'austérité pendant les années 1980 réduisit encore le budget d'aide sociale et rogna les garanties sociales. Ces mesures furent imposées à la classe ouvrière juive, avec l'aide de l'Histadrout. Les hommes politiques des deux

principaux partis commencèrent alors à se rallier à des pratiques « néo-libérales », malgré la lenteur initiale de la mise en place effective de la dérégulation et de la privatisation des entreprises nationales, en partie grâce à la résistance de l'Histadrout, propriétaire de bon nombre des gros conglomerats. Mais le chômage, la précarité et la flexibilité des conditions de travail allaient devenir le lot de franges de plus en plus larges de la classe ouvrière israélienne. A cause du démantèlement des aspects les plus sociaux du sionisme travailliste suite à la crise inflationniste des années 1980, la politique d'installation de colonies dans les territoires occupés est devenue un élément de plus en plus important pour souder la classe ouvrière à l'Etat sioniste. En réalité, et le Likoud le reconnaît, les colons ont apporté un soutien populaire à la construction à terme d'un Grand Israël, dans lequel certaines fractions de la bourgeoisie israélienne voient un moyen d'échapper à la stagnation chronique de l'économie israélienne depuis la fin des années 1970.

Jusqu'à un certain point, les colonies ont débarrassé le gouvernement du poids politique de l'occupation, surtout lorsqu'il s'agissait d'un gouvernement travailliste. On pouvait attribuer à l'intransigeance et à l'extrémisme des colons la mauvaise volonté d'Israël à faire des concessions aux Palestiniens. Car les colons étaient obligés d'intégrer les impératifs de sécurité à un degré bien plus élevé que le plus « belliciste » des gouvernements. D'autre part, l'accélération de la construction des colonies représente un compromis secondaire avec les franges de la bourgeoisie israélienne qui préconisent l'annexion de droit des territoires occupés. Parce que la crise ne pouvait se résoudre qu'en détruisant le caractère de salaire social du pacte du sionisme travailliste, les colonies devinrent à la fois une forme de compensation sociale pour les Juifs pauvres, et une forme d'annexion de fait, pour réaliser le rêve d'un Grand Israël par d'autres moyens. Mais Israël n'est toujours pas libéré de sa dépendance envers l'aide américaine et doit donc modérer ses excès expansionnistes.

Colonies et contradictions

Beaucoup de gens dans les classes moyennes israéliennes qui soutenaient Peace Now (La Paix maintenant) s'opposaient à la construction des colonies et cela corsait les problèmes de la bourgeoisie israélienne (23). L'occupation de Gaza et de la Cisjordanie joue un rôle vital dans le compromis de classe en Israël depuis 1967. Grâce à la subordination des travailleurs palestiniens et à l'aide américaine, les Juifs de la classe ouvrière pouvaient exiger de meilleurs salaires que leurs voisins palestiniens et éviter les travaux les plus ingrats. A cause de l'occupation des terres, les Juifs de la classe ouvrière, qui n'avaient pas les moyens de vivre dans les zones urbaines, pouvaient obtenir des logements subventionnés (construits par des travailleurs palestiniens peu payés). Donc, on avait abandonné les Juifs de la classe ouvrière dans ce qui était en fait une zone tampon de sécurité dans les territoires occupés. Ces mesures étaient vitales pour réduire le militantisme du prolétariat juif, mais elles suscitaient la résistance immédiate des classes moyennes libérales et, de façon encore plus significative, des Palestiniens.

A ce moment-là, pour la bourgeoisie israélienne, le problème était de savoir comment préserver le compromis avec la classe ouvrière juive sans trop provoquer les Palestiniens. Parce que la population palestinienne dense était entassée dans un espace de plus en plus encombré par l'empiétement des colonies où nombre de Palestiniens étaient obligés de travailler, le début des années 1970 a connu des révoltes dans les camps de réfugiés de Gaza qui ont été (au sens propre) écrasées par les tanks de Sharon. Depuis lors, Gaza est relativement calme. Mais pour combien de temps ?

La bourgeoisie israélienne a pu faire des concessions aux travailleurs juifs, mais elle n'a utilisé que la répression pour pacifier les Palestiniens. Toute concession accordée aux Palestiniens était susceptible d'affaiblir le pacte du sionisme travailliste. En 1985, les territoires occupés faisaient les frais de la crise. Le sauvetage du capital israélien impliquait le renforcement de la subordination de la bourgeoisie palestinienne, en lui refusant les autorisations « pour étendre toute entreprise agricole ou industrielle

susceptible de concurrencer l'État d'Israël (24) ». A cause de la hausse du chômage dans les territoires, les travailleurs palestiniens étaient davantage obligés de trouver du travail à l'intérieur de la Ligne verte ou dans la construction des colonies juives qui s'étendaient pour suppléer à la pénurie de logements abordables pour les travailleurs juifs dans les zones urbaines d'« Israël proprement dit ».

Alors que la construction des colonies procurait un revenu aux travailleurs palestiniens, elle était aussi une source de rancœur, et la résistance qu'elle provoquait fournissait au gouvernement militaire la logique qui justifiait une répression accrue. La « Main de fer » de 1985, destinée à contenir la résistance dans les territoires occupés, allait main dans la main avec des mesures d'austérité destinées à contenir la crise en Israël. La « Main de fer » intensifiait les mesures répressives, comme par exemple les « détentions administratives » de militants palestiniens et les punitions collectives contre la population dans son ensemble. Tel était l'arrière-plan de l'Intifada de 1987-1993. Avant de nous en occuper, il faut étudier l'organisation en classes des Palestiniens...

LA FORMATION DE LA CLASSE OUVRIERE PALESTINIENNE

Une terre sans peuple ?

Le mythe des pionniers sionistes atterrissant dans un désert dépeuplé et le transformant en vignobles luxuriants masque une transformation plus banale : celle des paysans palestiniens en prolétaires. « Le "paradis" dans le désert du Neguev, la culture florissante des agrumes et des avocats sur la plaine côtière ainsi que le boom industriel (même à l'échelle d'un tout petit pays) présupposent la spoliation totale des paysans palestiniens (25). » Ce processus était déjà en cours lorsque les premiers colons juifs arrivèrent, et il n'est toujours pas terminé. Le développement capitaliste pénétra pour la première fois au Moyen-Orient dans les années qui suivirent la fin des guerres napoléoniennes. L'Empire ottoman qui dominait la région déclinait déjà depuis un siècle, même s'il devait durer un siècle encore, et le réajustement de l'équilibre du pouvoir consécutif à la défaite de la France et de Napoléon, formalisé après le Congrès de Vienne, ouvrit la voie à une nouvelle exploitation de la région, au moment même où la révolution industrielle prenait de la vitesse en Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne et l'Autriche, malgré leurs rivalités ailleurs, se mirent d'accord sur la nécessité de soutenir l'Empire ottoman pour en faire un obstacle à l'expansionnisme russe dans l'Est de l'Europe. Plus tard, l'Allemagne devint le principal soutien de l'Empire ottoman.

A cette époque, certaines parties du Moyen-Orient se retrouvèrent envahies par le nouveau mode de production capitaliste. Dans cette région, l'industrie textile indigène, surtout en Egypte, fut détruite par les textiles anglais bon marché dans les années 1830 et, dès les années 1860, les fabricants britanniques avaient commencé à cultiver le coton le long du Nil. En 1869, on ouvrit le canal de Suez dans le but de faciliter le commerce britannique et français. Conformément à cette modernisation, on peut dater les origines de l'accumulation primitive en Palestine à la loi de l'Empire ottoman de 1858 sur la propriété terrienne qui remplaçait la propriété collective par la propriété individuelle de la terre. Les chefs de village tribaux se transformèrent en classe de propriétaires terriens qui vendaient leurs titres aux marchands libanais, syriens, égyptiens et iraniens. Pendant toute cette période, le modèle de développement fut surtout celui d'un développement inégal, avec une bourgeoisie étrangère qui prenait des initiatives et une bourgeoisie indigène, si l'on peut dire, qui restait faible et politiquement inefficace. En même temps, on laissait à l'abandon de vastes régions du Moyen-Orient dont on ne voyait pas l'intérêt économique, et là, les traditions de cultures de subsistance et le nomadisme perduraient.

Sous le Mandat britannique, de nombreux propriétaires absentéistes furent rachetés par l'Association de colonisation juive, entraînant l'expulsion de métayers et de fermiers palestiniens. Etant donné que « les fellah dépossédés devaient devenir ouvriers agricoles sur leurs propres terres », une transformation décisive des relations de production commençait, conduisant aux premières apparitions d'un prolétariat

palestinien (26). Ce processus eut lieu malgré une violente opposition de la part des Palestiniens. Le grand tournant dans une succession de révoltes fut le soulèvement de 1936-1939. Son importance réside dans le fait que « la force motrice de ce soulèvement n'était plus la paysannerie ou la bourgeoisie, mais, pour la première fois, un prolétariat agricole privé de moyens de travail et de subsistance, associé à un embryon de classe ouvrière concentrée principalement dans les ports et dans la raffinerie de pétrole de Haïfa (27) ». Ce soulèvement entraîna des attaques contre des propriétaires palestiniens ainsi que contre des colons anglais et sionistes, et obligea la Grande-Bretagne à limiter l'immigration juive en Palestine pendant quelques années.

Bien que ce soit l'armée britannique qui ait tiré, avec un peu d'aide du Haganah, la milice sioniste de gauche, les chefs tribaux locaux jouèrent aussi un rôle essentiel dans la défaite de la rébellion. On peut considérer que la " nakba " (catastrophe) de 1948 - l'exode des Palestiniens et la création d'Israël - comme l'héritage de cette défaite. Bien que le soulèvement de 1936-1939 ait montré l'émergence d'un prolétariat en Palestine, la population palestinienne en Israël était toujours, à cette époque, en grande partie paysanne.

Le nouvel Etat utilisa l'appareil légal du Mandat britannique pour poursuivre l'expropriation des Palestiniens. De par cette loi, les paysans qui fuyaient, ne serait-ce qu'à quelques mètres, pour échapper à un massacre, étaient considérés comme des " absentéistes " et on confisquait leurs terres. Cependant, le peu d'entre eux qui réussirent à rester à l'intérieur des frontières de 1948 reçurent des droits de citoyenneté pour compenser leur séparation forcée d'avec leur outil de production. La prolétarianisation de la paysannerie palestinienne s'étendit lors de l'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza en 1967. Cette nouvelle vague d'accumulation primitive ne se fit pas sous la seule forme de l'accaparement des terres. Elle entraîna aussi le contrôle autoritaire des réserves d'eau de la Cisjordanie par le capital israélien, en creusant des puits plus profonds que ceux des Palestiniens. Conséquemment, la population palestinienne réfugiée hors de la juridiction israélienne fut coupée de ses terres, alors que seule une minorité de ceux qui se trouvaient sous la juridiction israélienne possédaient encore de la terre. Dans les deux régions, la population palestinienne est devenue majoritairement prolétaire.

L'abolition de la bourgeoisie palestinienne locale

Alors que l'expropriation de la paysannerie palestinienne entraînait la formation d'un prolétariat, on mettait fin à l'émergence d'une bourgeoisie industrielle indigène. Là où elle existait, elle était désespérément faible et incapable de concurrencer le capital israélien, en dépit du fait que « les salaires que versaient les patrons arabes étaient encore plus misérables que ceux que payaient leurs maîtres sionistes ». Les Palestiniens des territoires avaient le statut le plus bas sur le marché du travail israélien, inférieur même à celui des Palestiniens possédant la citoyenneté israélienne. Suite à la guerre de 1967, les Palestiniens qui travaillaient en Israël furent considérés comme des collaborateurs par les nationalistes palestiniens (28). Cependant, les lois d'Israël interdisaient la création d'entreprises palestiniennes susceptibles de concurrencer les entreprises israéliennes, donc les nationalistes les plus endurcis finirent par reconnaître que la seule source de revenus pour de nombreux Palestiniens était de travailler en Israël.

On peut diviser la bourgeoisie palestinienne en trois groupes (29). Certains des réfugiés les plus riches formaient une bourgeoisie marchande et financière au Liban, en Syrie, en Egypte et dans d'autres pays arabes. La bourgeoisie locale, si l'on peut dire, était composée de petits entrepreneurs, d'artisans propriétaires et de fermiers. La main-mise d'Israël sur le capital productif empêchait la bourgeoisie locale de développer ses forces productives. Ceux qui tentaient l'expérience formaient une petite-bourgeoisie misérable qui partageait les mêmes nombreuses privations quotidiennes et les mêmes humiliations que leurs voisins prolétaires des territoires occupés, sauf une : la séparation d'avec leur outil de production (30). D'autres sont devenus une " lumpen-bourgeoisie ", enrichie grâce à l'OLP, qui a

déversé un demi-milliard de dollars d'aide dans les territoires occupés entre 1977 et 1985. Ils ne dépensaient leur argent que pour leur consommation personnelle, ce qui leur a attiré la rancune du prolétariat et de la petite-bourgeoisie palestinienne. C'est la bourgeoisie déplacée par la diaspora qui a formé la classe de base de l'OLP et de l'« Etat palestinien en exil ».

« Le seul représentant légitime du peuple palestinien »

Même alors que le panarabisme gisait vaincu suite à la guerre de 1967, les germes de sa renaissance (certes sous une forme moins virulente) prenaient naissance dans la nouvelle cohérence et l'organisation du nationalisme palestinien et particulièrement de l'OLP. Cette situation et la première Intifada (1987-1993) entretiennent les flammes de l'anti-américanisme au Moyen-Orient et remettent en cause la légitimité de la bourgeoisie pro-occidentale dans toute la région. Pourtant les actions de l'OLP, représentant la bourgeoisie palestinienne en exil, furent, comme on pouvait s'y attendre, souvent en contraction avec les besoins des prolétaires dont les luttes secouaient les pays producteurs de pétrole.

L'OLP CONTRE L'ACTIVITE AUTONOME DU PROLETARIAT

60 % de la population palestinienne se retrouva dans les camps de réfugiés hors d'Israël et des territoires occupés. Le processus qui avait transformé la plupart d'entre eux en prolétaires les dispersa aussi dans tout le Liban, la Jordanie, le Koweït et la Syrie. Ceux qui émigraient dans les riches Etats du Golfe comme le Koweït pouvaient exiger des salaires élevés, même par rapport à ceux des travailleurs juifs en Israël. La plupart eurent moins de chance et devinrent les catalyseurs des conflits de classe dans toute la région. Ce furent les dirigeants arabes (ainsi que la bourgeoisie marchande et financière palestinienne) qui favorisèrent la création de l'OLP en 1964, comme outil de contrôle de cette diaspora. Parce qu'elle ne put pas empêcher la nakba de 1948 et fut impuissante face à la puissance militaire d'Israël en 1967, la bourgeoisie arabe affronta des révoltes dans les pays qu'elle gouvernait.

La Jordanie

En Jordanie, les réfugiés palestiniens étaient maintenant armés à cause de la guerre, et étaient plus nombreux que la population jordanienne, de faible densité. Bien qu'on ait vu dans l'OLP un Etat dans l'Etat, même elle ne pouvait pas gouverner les réfugiés palestiniens. A la fin des années 1960 et au début des années 1970, les camps de réfugiés étaient armés et indépendants de l'OLP, et la police ne pouvait pas y pénétrer. De plus, l'OLP utilisait la Jordanie comme base pour ses attaques contre Israël et l'Etat jordanien était donc exposé aux représailles d'Israël. Les luttes du prolétariat palestinien en Jordanie se terminèrent par le massacre de 30 000 Palestiniens lors du « Septembre noir » perpétré par l'armée jordanienne à Amman en 1970. Ce massacre fut facilité par l'accord de l'OLP avec le régime hachémite : conformément aux conditions négociées avec l'Etat jordanien, l'OLP se retira d'Amman, autorisant ainsi le massacre des prolétaires restés dans la ville.

Le Liban

Parmi les survivants, beaucoup s'enfuirent au Liban et la bourgeoisie arabe affronta alors un prolétariat combatif concentré dans des camps de réfugiés surpeuplés. 14 000 Palestiniens se retrouvèrent dès 1972 au Liban, à Tel-al-Zaatar, dans une région industrielle qui contenait 29 % de l'industrie libanaise. En 1969 les réfugiés et d'autres prolétaires s'emparèrent d'armes, occupèrent les usines et tentèrent de transformer Tel-al-Zaatar en « zone interdite libérée de l'armée libanaise et de l'Etat » (31). Puisque l'Etat libanais, si l'on peut dire, essaya pendant toutes les années 1970 de casser le pouvoir de la classe ouvrière, les prolétaires syriens, palestiniens et libanais participèrent à des bagarres avec la police libanaise à coups de kalachnikov.

« La présence des armes permettait des grèves qui aboutirent à la destruction de la vie industrielle libanaise (32). » Il y eut aussi un mouvement limité de conseils ouvriers. En raison de la faiblesse et de la

division de la bourgeoisie libanaise, une grande grève de l'industrie de la pêche culmina dans une guerre civile prolongée, qui devint le champ de bataille des ambitions stratégiques concurrentes des Etats-Unis et de l'URSS, par l'entremise de leurs intermédiaires respectifs, Israël et la Syrie.

Expulsée de Jordanie, l'OLP tentait alors de créer un autre « Etat dans l'Etat » au Liban. Cependant, les luttes autonomes de réfugiés palestiniens pour s'émanciper de l'enfer de leur existence prolétarienne intéressait peu l'OLP qui voulait au contraire maintenir ses liens avec les bourgeoisies libanaise et syrienne. L'instabilité générale et la faiblesse de l'Etat libanais rendirent inévitable l'écrasement de la force du prolétariat par les troupes syriennes et phalangistes, avec l'appui de la marine israélienne (33). S'accrochant toujours à leurs illusions désespérées sur le nationalisme, les Palestiniens appelèrent à l'aide l'OLP.

Bien entendu, l'OLP n'avait aucun intérêt à aider cette lutte qu'elle considérait comme une diversion dans « la lutte contre l'ennemi véritable, Israël ». « Quand les combattants demandèrent de l'aide militaire pour la lutte à Tel-al-Zaatar, la direction du Fatah répondit : "Al Naba'a et Salaf et Harash ne sont pas comme Haga, Haïfa et Jérusalem qui sont occupées" (34) ». En exerçant son « droit à la non-ingérence », l'OLP fit en sorte que la révolte soit écrasée et que la « zone interdite » devienne un cimetière pour prolétaires. Malgré son rôle dans la contre-insurrection à Tel-al-Zaatar, un Etat libanais plus fort était la dernière chose que voulait Israël. Au contraire, Israël et la Syrie cherchaient tous deux à promouvoir la « balkanisation » du pays afin d'améliorer leur position stratégique. Le morcellement de la bourgeoisie libanaise en factions ennemies fournissait le prétexte pour l'intervention dans la guerre civile de ces deux puissances voisines. Dans le cas d'Israël, il y avait un motif supplémentaire d'intervention au Liban : la présence de l'OLP. L'OLP en quête d'un " Etat dans l'Etat " ne pouvait pas co-exister avec les impératifs d'Israël au Liban. La présence massive de Palestiniens gênait ses intérêts stratégiques, et le souhait d'Israël de déloger l'OLP conduisit à l'invasion de Beyrouth en 1982.

Ce qui rendait le nationalisme de l'OLP séduisant était sa volonté de s'engager dans une lutte armée contre l'Etat israélien. Mais son expulsion de Jordanie, puis du Liban, montrèrent sa faiblesse face à la puissance militaire israélienne. Son évacuation humiliante de Beyrouth confirma qu'elle avait échoué à concrétiser sa stratégie de lutte armée. On reproduisit ensuite le même scénario qu'en Jordanie, l'expulsion de l'OLP laissant le champ libre pour le massacre des Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila par les Phalangistes, avec l'aide de l'armée israélienne. L'invasion israélienne de Beyrouth fut aussi humiliante pour le « camp anti-impérialiste ». L'Egypte se trouvant alors dans l'orbite américaine, la Syrie était la principale puissance pro-URSS dans la région. Pourtant, non seulement l'OLP fut remise au pas par l'invasion israélienne, mais l'armée syrienne dut se retirer.

Chaque confrontation signifiait de plus en plus clairement que les Palestiniens n'avaient pas grand-chose à attendre des Etats arabes. Les guerres de 1967 et de 1973 avaient efficacement affaibli le panarabisme et confirmé Israël dans le rôle de super-puissance militaire de la région. Les Etats arabes manquaient de volonté politique pour attaquer Israël. Malgré son rapprochement avec Israël, l'Egypte fut mieux reçue que l'OLP au sommet d'Amman de 1987, preuve que les Etats arabes se tournaient de plus en plus vers les Etats-Unis. Le roi Hussein snoba Arafat, et il était clair que la guerre Iran-Irak était plus importante pour les délégués que les Palestiniens. Ceci confirma l'impression très répandue parmi les résidents des territoires occupés qu'ils étaient seuls capables de renverser la domination israélienne.

L'Intifada (1987-1993)

Les habitants du camp de réfugiés Jabalya à Gaza furent à l'origine de l'Intifada, et non l'OLP, basée en Tunisie et complètement surprise. De la part des résidents de Jabalya, ce fut une réaction de masse spontanée au meurtre de travailleurs palestiniens par un véhicule israélien, réaction qui se propagea rapidement au reste de la bande de Gaza et à la Cisjordanie. A long terme, l'Intifada a permis de

parvenir à la réhabilitation diplomatique de l'OLP (35). Après tout, l'OLP pourrait bien être un moindre mal comparée à l'activité autonome du prolétariat. Cependant, la force de négociation de l'OLP dépendait de sa capacité, en tant que « seul représentant légitime du peuple palestinien », à contrôler sa circonscription, ce qui ne pouvait jamais être garanti, surtout alors que sa stratégie de lutte armée s'était révélée infructueuse. Il était donc difficile pour l'OLP de récupérer un soulèvement à l'initiative des prolétaires, peu intéressés par le nationalisme, et qui haïssaient la « lumpen-bourgeoisie » palestinienne presque autant que l'Etat israélien.

UNE LUTTE DE « LIBERATION NATIONALE » ?

Le bulletin n°1 *Worldwide Intifada* de 1992 tente de contrer l'optique gauchiste conventionnelle à propos de l'Intifada en soulignant les contradictions entre les différentes classes de Palestiniens (36). Alors que l'optique de ce n°1 de *Worldwide Intifada* est de toute évidence supérieure au soutien de la « libération nationale », sa démonstration fait preuve de certaines faiblesses. Bien que ce bulletin identifie correctement « les germes de la défaite » que renferme le nationalisme de l'Intifada de 1987, il parle du nationalisme comme d'une abstraction, comme s'il s'agissait d'une sorte de farce psychologique jouée à la classe ouvrière palestinienne et à la bourgeoisie palestinienne (37). Il est vrai que le nationalisme est une idéologie. Mais cette idéologie est plus qu'une simple tromperie : elle a du pouvoir parce qu'elle a une base matérielle dans la vie quotidienne. Il est toutefois clair que de nombreux aspects de cette Intifada allaient bien au-delà du nationalisme.

Alors que de nombreux commentateurs considèrent pour acquis que, dès le point de départ, l'Intifada était une campagne en faveur de la création d'un Etat palestinien, les premiers jours du soulèvement suggèrent autre chose. Quand l'IDF (Israeli Defence Force = Force de défense israélienne) interrogea les cent premiers émeutiers qu'elle avait arrêtés, elle découvrit que ces prolétaires étaient « incapables de répéter les slogans les plus courants utilisés par la propagande habituelle de l'OLP, et que même le concept central de la lutte palestinienne - le droit à l'autodétermination - leur était totalement étranger (38) ». Quel scandale !

L'Intifada en tant que lutte de classe et les luttes de classe dans l'Intifada

La subordination de la bourgeoisie palestinienne prit la forme de l'abolition de l'accumulation de capital palestinien par l'Etat israélien, afin que la bourgeoisie palestinienne soit incapable de développer correctement ses forces productives. Si certains Palestiniens étaient employés dans des ateliers palestiniens, dans des fermes ou des petites usines, ces établissements étaient confinés dans des secteurs qui ne concurrençaient pas le capital israélien. Donc une proportion excessive de l'argent de la bourgeoisie palestinienne était dépensé comme un revenu en consommation personnelle, plutôt que comme capital de consommation productive.

La réalité du chômage de masse et de la pauvreté des prolétaires côtoyant la richesse ostentatoire de la « lumpen-bourgeoisie » attisa les antagonismes de classe, qui passèrent au premier plan pendant les premiers jours du soulèvement de 1987. A Gaza, pendant les premiers jours du soulèvement, on vit des milliers de prolétaires piller les récoltes des propriétaires terriens voisins. De nombreux propriétaires durent annoncer des réductions massives des loyers. Les plus riches des gens du coin firent appel à l'IDF pour protéger leurs biens. Le cri de guerre des émeutiers était « d'abord l'armée, ensuite Rimal ! (39) »

Rimal était un riche faubourg palestinien de la ville de Gaza. Quand les autorités israéliennes émirent de nouvelles cartes d'identité afin de désamorcer le soulèvement, c'est l'endroit qu'elles choisirent comme bonne poire pour faire passer leur projet. Heureusement pour l'OLP, elle était suffisamment unie pour prendre pied dans le soulèvement, grâce à l'émergence de l'UNLU (United National Leadership of the Uprising = Direction nationale unitaire du soulèvement). Elle était basée dans les territoires et était donc plus crédible pour récupérer les militants locaux que « l'OLP 5-étoiles » basée en Tunisie. Elle fut donc

la mieux placée pour essayer de transformer une attaque contre toutes les formes d'autorité bourgeoise en tentative « nationale » concertée de créer un embryon d'Etat palestinien. Cependant, à cause de l'intransigeance de l'Etat israélien, cela présupposait de rendre les territoires ingouvernables, situation qui pouvait facilement dégénérer. Un mois après le jour du soulèvement, l'UNLU publia son premier communiqué, s'adressant d'abord à « la classe ouvrière palestinienne courageuse », ensuite aux « commerçants militants courageux », et saluant en l'OLP « le seul représentant légitime du peuple palestinien (40) ». Un an plus tard, le prolétariat et la petite-bourgeoisie furent mis dans le même sac et baptisés « les masses héroïques de notre peuple », mais dans tous les communiqués, l'OLP reste « le seul représentant légitime (41) ».

Malgré la soi-disant unité interclasses proclamée par l'UNLU, il fallait souvent intimider la petite-bourgeoisie pour que les magasins ferment les jours de grève. Parfois, il suffisait d'un enfant tenant une allumette enflammée devant un magasin pour rappeler que les magasins pourraient faire l'objet de représailles. Elle subissait aussi la pression des militants prolétaires qui se trouvaient en première ligne et lui déclaraient : « Nous sommes prêts à donner nos vies pour la lutte, est-ce trop vous demander de renoncer à une part de vos profits ? (42) » Il serait pourtant faux de penser qu'il a fallu entraîner la petite-bourgeoisie par la force dans l'Intifada, bien que cela se soit parfois produit. Des propriétaires de magasins et d'ateliers se virent confisquer leurs biens pour avoir refusé de payer l'impôt au gouvernement militaire, et des commerçants de Beit Sahour lancèrent une " grève commerciale " de trois mois pour protester contre ces mesures. Pour pouvoir se développer en tant que véritable bourgeoisie, ils avaient besoin de leur propre Etat et d'une quantité de terres adéquate. En pratique, au lieu de favoriser leur évolution vers une bourgeoisie à part entière, les confiscations de biens pour refus de payer l'impôt accélèrent leur prolétarianisation. Les « grèves commerciales » ne servirent qu'à conduire les marchands palestiniens à la faillite.

Bien que, jusqu'à un certain point, toutes les classes aient eu la possibilité de jouer un rôle dans la perturbation de l'économie israélienne, en refusant de payer l'impôt sur le revenu au gouvernement militaire ou en boycottant ses produits, la perturbation la plus tangible de l'économie israélienne fut le fait de la classe ouvrière. Pendant la grève générale sauvage de décembre 1987, 120 000 travailleurs ne se rendirent pas au travail en Israël. Ceci coïncidait avec la récolte des agrumes, qui emploie des Palestiniens pour un tiers de sa main-d'œuvre. Cela coûta 500 000 dollars au service de commercialisation agricole israélien pendant les deux premiers mois du soulèvement, car les commandes destinées au marché britannique furent perdues. De nombreux Palestiniens travaillaient aussi comme journaliers dans un autre secteur clé, l'industrie de la construction des deux côtés de la Ligne verte. Ils purent accomplir ce dont l'OLP et le mouvement pour la paix ne pouvaient que rêver : arrêter d'un seul coup la construction des colonies.

La « révolte des pierres »

Voici un récit de discussion pendant l'Intifada. Quand certaines personnes essayèrent d'affirmer leur autorité en prétendant être des leaders de l'Intifada, un garçon de quatorze ans montra la pierre qu'il tenait et dit : « C'est ça, le leader de l'Intifada. » Tant pis pour l'UNLU ! De soi-disant leaders se faisaient attaquer par les Palestiniens dans les manifestations lorsqu'ils devenaient trop modérés (43). Les tentatives actuelles de l'Autorité palestinienne pour militariser l'Intifada d'aujourd'hui sont une tactique pour éviter que cette « anarchie » ne se reproduise. L'utilisation répandue des pierres comme armes contre l'armée israélienne signifiait qu'on avait compris que les Etats arabes étaient incapables de vaincre Israël au moyen d'une guerre conventionnelle, sans parler de la « lutte armée » de l'OLP. Le désordre civil « désarmé » rejetait obligatoirement « la logique de guerre de l'Etat (44) » (bien qu'on puisse aussi le considérer comme une réaction à une situation désespérée, dans laquelle mourir en « martyr » pouvait sembler préférable à vivre dans l'enfer de la situation présente). Jusqu'à un certain point, le fait de lancer

des pierres déjouait la puissance armée de l'Etat d'Israël. Afin de conserver le soutien politique et financier des Etats-Unis, Israël devait respecter les apparences en tant que démocratie en difficulté assiégée par des hordes barbares, et il était dangereux de tuer trop de civils désarmés, au moment où la position pro-américaine de l'Egypte risquait d'affaiblir le rôle d'atout stratégique d'Israël.

Ce qui ne veut pas dire qu'il l'a fait : dès la mi-juin 1988, l'IDF avait déjà tué 300 Palestiniens. Cependant, les cas de conscience personnels que provoquait l'expérience d'affronter, munis d'armes létales, des civils désarmés, s'ajoutaient aux pressions qui s'exerçaient sur le moral des soldats israéliens. Ils étaient censés appartenir à cette puissante armée qui avait vaincu l'Egypte et la Syrie, et voilà qu'on leur ordonnait de tirer à balles réelles sur des gosses armés de pierres ! Ceci contribua à un renouveau dans le mouvement de l'« objection de conscience » (45). Les pierres étaient un facteur égalitariste important, car c'était des armes auxquelles tout le monde pouvait avoir accès. Au sens propre du terme, le prolétariat palestinien était en train de prendre la lutte en main, après des années d'appels déçus pour obtenir l'aide de la bourgeoisie arabe. Une nouvelle génération de jeunes prolétaires, qui avaient grandi sous l'occupation, était en première ligne dans la lutte. Mais, comme un soulèvement prolétaire spontané se transformait en mouvement national sous les auspices de l'UNLU, l'Intifada finit par devenir l'expression d'une alliance précaire entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie.

La réaction de la bourgeoisie israélienne

Dans les années 1970-1980, le gouvernement israélien refusait absolument d'avoir affaire à l'OLP. Ce consensus politique englobait la « gauche » du mouvement La Paix maintenant. Pourtant, les « ligues villageoises » de toute évidence fantoches étaient tout à fait incapables d'incarner une direction palestinienne différente de l'OLP avec laquelle ils auraient pu négocier. L'Intifada a poussé le mouvement La Paix maintenant dans une direction plus radicale, parce que des groupes pacifistes plus petits établissaient déjà des contacts avec les Palestiniens, généralement sous forme de soutien « humanitaire ». La stratégie à long terme du camp de la paix avait besoin d'un « partenaire pour la paix », et l'échec des « ligues villageoises » faisait de l'OLP le seul interlocuteur possible.

De plus, la bourgeoisie israélienne commençait à manquer d'options, car celle de transférer les Palestiniens en masse en Jordanie, idée avec laquelle ils jouaient depuis le milieu des années 1980, était irréalisable. La Jordanie avait déjà son propre problème palestinien et, à la fin des années 1980, la dernière chose que voulait le roi Hussein était d'avoir plus de Palestiniens à gérer. Les bureaucrates palestiniens dans les territoires occupés, nommés par la Jordanie ou par Israël, avaient dû démissionner ou affronter la justice révolutionnaire. Au cas où cela exprimerait à quel point ses futurs sujets préféraient le régime jordanien à Israël, le roi Hussein s'empressa d'abandonner son droit sur la Cisjordanie.

Malgré tous ces éléments, l'aile Likoud du gouvernement d'union était intransigeante, mais les Etats-Unis subissaient de plus en plus de pressions internationales pour qu'ils mettent fin à leur boycott diplomatique de l'OLP. Alors que les instincts du Likoud le portaient à la répression ouverte, il y avait des limites à ce qu'on pouvait accomplir par la force brute et par la terreur, étant donné la pression croissante des Etats-Unis et le peu de goût des conscrits israéliens pour une orgie de meurtre. En outre, c'était la « Main de fer » qui avait d'abord contribué à créer les conditions de la révolte.

Quand les Etats-Unis acceptèrent de reconnaître l'OLP à condition que le conflit régresse, ce qui nécessitait que l'OLP reconnaisse Israël, le Premier ministre israélien Yitzhak Shamir dut faire des concessions. Son offre d'« élections libres et démocratiques » aux délégués palestiniens qui « négocieraient pour un intérim assuré par une administration auto-gouvernée » posait aussi la condition de l'apaisement des troubles. Bien que l'OLP ait formellement reconnu " le droit à l'existence " d'Israël dès décembre 1988, le processus de reconnaissance de l'OLP par Israël était loin d'être achevé.

Le processus pour amener Israël et l'OLP à la table des négociations se retrouva rapidement dans une impasse, ne dépassant jamais les pourparlers au sujet des pourparlers, et la tactique israélienne de manœuvres politiques dilatoires (tout en continuant à assassiner des Palestiniens) semblait payante.

L'économie israélienne, soutenue par l'aide américaine, put absorber le premier choc de la perturbation économique ; mais plus cela durait, plus l'Intifada s'épuisait. Avec le temps, ce qui subsistait de l'économie palestinienne fut détruit. Pendant ce temps, le capital israélien pouvait rechercher d'autres sources de main-d'œuvre bon marché, pour contourner les Palestiniens et les exclure du marché de l'emploi israélien.

Les Islamistes

On vit aussi le début d'un âpre conflit pour le contrôle d'un territoire et pour savoir qui allait être le chien de garde en chef dans les rues palestiniennes. Les bandes nationalistes répétaient déjà leur futur rôle de gardiens de la loi, de l'ordre bourgeois et de la propriété privée. Avec l'épuisement du soulèvement, le prolétariat des territoires occupés était décimé par des combats entre factions et des « meurtres de collaborateurs », et au printemps 1990, plus de Palestiniens étaient tués par d'autres Palestiniens que par les forces israéliennes. Beaucoup de ces « collaborateurs » étaient des pilleurs ou des militants de la lutte de classe. D'autres participants appartenaient à des groupes relativement nouveaux, le Hamas et le Jihad Islamique. Pour essayer de mettre en place un contrepoids à l'OLP authentiquement palestinien, Israël avait encouragé la croissance de la confrérie musulmane au début des années 1980. La confrérie ayant fait preuve de ses sentiments anti-classe ouvrière en brûlant une bibliothèque qu'elle jugeait être un " foyer communiste ", Israël commença à leur fournir des armes (46). Parce qu'ils croyaient qu'on ne pourrait renverser la domination israélienne que lorsque tous les Palestiniens seraient de vrais croyants musulmans, il semblait que leur croissance pourrait étouffer la résistance à l'occupation. Toutefois, c'est pendant l'Intifada que les Islamistes se politisèrent, en tant que Hamas et Jihad Islamique.

Pour essayer d'être visibles, et pour contester l'OLP, les Islamistes organisèrent des jours de grève qui ne suivaient pas le calendrier de l'UNLU. Ces « grèves contre le processus de paix » les confirmaient dans leur rôle d'« opposition de masse authentique et indigène (47) » à l'OLP. Pourtant, si le Hamas voulait affaiblir l'OLP, il ne voulait pas la remplacer. Sa concurrence « je suis plus militant que toi » avec le Fatah (l'aile militaire de l'OLP) était plutôt destinée à lui assurer un rôle décisionnel dans la nature du futur Etat palestinien. Il rejetait non seulement le « processus de paix » et ses compromis avec Israël, mais aussi l'idée même d'un Etat laïc bourgeois. En dépit de sa position « de rejet », le Hamas finit par rechercher un compromis avec l'OLP, parce qu'il voulait agir sur la forme de l'Etat palestinien.

Les phases initiales de l'Intifada comportaient une part de révolte contre l'institution de la famille patriarcale. Les femmes palestiniennes avaient refusé leur invisibilité sociale et avaient affronté l'armée. A Ramallah, un groupe de filles lapidèrent leurs parents qui voulaient les empêcher de participer à l'émeute ! Pour le Hamas, un Etat palestinien devait être musulman, ce qui supposait d'imposer la charia pour restaurer ces mêmes formes de « contrôle social basse intensité » que l'Intifada avait remises en question.

La guerre du Golfe

Le « processus de paix » traîna encore en longueur à cause de la crise du Golfe, qui mit en doute les loyautés opposées d'Arafat. Alors qu'une grande partie de la bourgeoisie arabe était du côté des Etats-Unis, Arafat ne pouvait pas se le permettre à cause de la position propalestinienne de l'Irak et du soutien palestinien massif dans son conflit avec les États-Unis. Finalement, la guerre du Golfe ébranla les illusions relatives à un « nationalisme progressiste » soutenu par l'URSS, qui n'existait plus. En même temps, les attaques de Scud sur Israël renforcèrent en Occident son image publique de bastion de la

démocratie entouré d'« Etats voyous » agressifs.

En dépit de la nouvelle réalité mondiale résultant de l'écroulement de l'URSS, Israël reste un atout stratégique vital pour le capital américain. Les quelques Etats arabes qui s'étaient tournés vers Moscou avaient dû entre-temps entreprendre un réalignement hésitant sur l'Occident pour trouver un nouveau sponsor. Presque simultanément, une occasion de faire preuve de leur compréhension du « nouvel ordre mondial » s'offrit aux bourgeoisies arabes récalcitrantes, avec la possibilité de prendre le parti de la coalition contre l'Irak. Presque toutes les capitales arabes de quelque poids politique firent ce choix. De plus en plus, la guerre du Golfe apparaît comme une occasion pour l'Amérique, tout à coup libérée des contraintes de la guerre froide, de démontrer de la façon la plus brutale et la plus arbitraire l'étendue de sa domination sur les puits pétroliers du Moyen-Orient. Et, à la minute où l'« Etat voyou client » se trouva réellement menacé par un soulèvement kurde au nord et par une révolte chiite au sud, les Etats-Unis relâchèrent leur pression, préférant un régime arabe qu'ils pouvaient diaboliser et punir périodiquement à l'éventualité de devoir eux-mêmes écraser une révolution sociale, ce qui aurait pu intensifier les sentiments anti-américains au Moyen-Orient.

La guerre du Golfe participa à la recomposition générale de la classe ouvrière de la région. L'expulsion massive des travailleurs palestiniens du Koweït contribua à l'appauvrissement général du prolétariat palestinien, dont une partie avait bénéficié d'un niveau de vie supérieur même à celui de leurs voisins juifs, grâce aux salaires virés par des membres de leurs familles établis au Koweït. Le couvre-feu intégral imposé par Israël pendant la guerre accrut les difficultés économiques dans les territoires. Il offrit aux patrons israéliens l'occasion de licencier de nombreux travailleurs palestiniens parce qu'ils avaient respecté le couvre-feu, ou parce qu'ils ne l'avaient pas fait ou devraient le faire dans l'avenir. Ceci, à son tour, exacerba les antagonismes de classe dans les territoires, entraînant le vol et l'illégalité généralisée. Pendant le couvre-feu, les magasins surpris à gonfler leurs prix étaient attaqués et contraints de les baisser.

LA ROUTE D'OSLO

Puisque les Etats-Unis jouissaient d'une position hégémonique absolue sur le Moyen-Orient suite à la guerre du Golfe, et puisque la menace du militantisme islamiste était pour le moment endiguée par les bourgeoisies indigènes, notamment en Egypte et en Syrie, le seul problème des Etats-Unis était les Palestiniens. Le soutien populaire à la première Intifada menaçait sans aucun doute les intérêts américains, et le « processus de paix » d'Oslo, à un niveau rhétorique, n'était rien moins qu'un coup d'arrêt aux années de conflit et à une gestion de la crise que les administrations américaines successives avaient été obligées d'entreprendre.

Puisque les alliés arabes de l'Amérique avaient passé avec succès le test de loyauté crucial de la guerre du Golfe, le « nouvel ordre mondial » ouvrait la perspective de la mise au rancart d'Israël en tant que principal atout stratégique des Etats-Unis dans la région, alors qu'une bonne partie de la bourgeoisie arabe était consentante, et que l'incapacité d'Israël à résoudre le problème palestinien menaçait cette nouvelle ère de paix bourgeoise qu'on annonçait partout.

Pour l'Etat israélien, faire des concessions aux Palestiniens impliquait l'éventualité de devoir affronter sa propre classe ouvrière. Mais, comme l'économie du pays n'était pas encore remise de la crise et de l'Intifada, les Israéliens avaient encore besoin de l'aide américaine, qui pouvait servir de moyen de pression pour que l'Etat israélien signe un accord avec les Palestiniens. En 1989, les Etats-Unis se montraient de plus en plus agacés par la stagnation dans le dénouement de l'Intifada. Israël était censé être l'un de leurs gendarmes régionaux. Mais Israël avait un soulèvement intérieur sur les bras qui menaçait de déstabiliser la région, à cause de la diaspora palestinienne. Le Premier ministre Yitzhak Shamir n'était pas en mesure de résoudre le problème, surtout parce qu'à ce moment-là l'union

gouvernementale s'était écroulée et qu'il subissait les pressions de ses partenaires de la coalition d'extrême droite.

Avec l'élection d'un gouvernement travailliste qui s'engageait à accélérer le « processus de paix », le Hamas voulut consolider sa base en tant que principale alternative « de rejet » à l'OLP. Le meurtre de six soldats israéliens en décembre 1992 par les guérilleros du Hamas était la preuve que l'entretien de l'Islam politique par Israël comme contrepoids à l'OLP avait été payant, mais pas comme il l'avait espéré. Si la montée du Hamas avait des effets secondaires mortels, elle fournit aussi un prétexte à l'IDF pour exercer de dures répressions au printemps 1993. Ce fut Gaza qui essuya le plus fort de l'attaque, car elle était considérée comme une « base du Hamas ». A l'occasion de cette vague de répression générale, Israël imposa aussi la fermeture des territoires « pour une période indéterminée », au prétexte d'« antiterrorisme ». Cela signifiait l'impossibilité d'aller travailler en Israël pour 189 000 Palestiniens.

La politique de fermeture avait été utilisée sporadiquement pendant les années 1990, comme « punition collective » après des attentats suicides ou d'autres attaques. Après la fermeture des territoires occupés en mars 1993, qui créa des pénuries de main-d'œuvre dans la construction et l'agriculture, le gouvernement donna le feu vert à l'emploi de travailleurs immigrés. C'est ainsi que l'Intifada obligea la bourgeoisie israélienne à mettre fin au monopole des Palestiniens au bas de l'échelle du marché du travail, et à trouver une source de main-d'œuvre bon marché moins volatile. A cause de leur position retranchée, il serait problématique de forcer les travailleurs juifs à occuper cette place. Au début de l'Intifada, des chantiers de construction à Jérusalem avaient tenté sans succès de recruter de la main-d'œuvre juive pour le double du salaire normal palestinien. De toute évidence, les travailleurs juifs ont tendance à être plus loyaux envers l'Etat, et auraient tendance à épouser les impératifs de sécurité. Mais, pour les pousser au bas de l'échelle du marché du travail, il faudrait renégocier le compromis de classe de l'après-1967, et il y avait déjà une pénurie de main-d'œuvre juive. Dans les années 1980, les Juifs quittaient Israël en plus grand nombre qu'ils n'y entraient. L'écroulement de l'URSS semblait fournir la solution, sous la forme d'une nouvelle vague d'immigrés potentiels. Cela n'allait pas sans problèmes, car les nouveaux immigrés avaient désiré aller en Amérique et pour se dédommager d'être coincés en Israël, ils exigeaient leur part du gâteau sioniste. Le bas de l'échelle du marché du travail était bien loin des carrières professionnelles que beaucoup d'entre eux avaient eues en URSS.

De plus, Israël avait besoin de l'aide américaine pour absorber les nouveaux immigrants, et parce que les attermoissements d'Israël sur les colonies agaçaient la bourgeoisie américaine, Bush père avait menacé de ne pas renouveler les prêts en 1991, et déclara clairement qu'Israël ne pourrait pas absorber les nouveaux immigrants sans progresser sérieusement dans la résolution de l'Intifada. Les immigrants russes sont devenus une pomme de discorde dans la société israélienne, car on pense généralement qu'ils ont trouvé leur place aux dépens des autres travailleurs juifs. On relie les augmentations de loyers dans les " zones désirables ", qui mettent à la rue les Juifs les plus pauvres et accroissent la demande d'extension des colonies, à la nécessité d'intégrer l'afflux d'immigrants russes. Ce ressentiment, auquel s'ajoute une inquiétude générale au sujet de la détérioration du caractère exclusivement juif de l'Etat, a nourri des rumeurs concernant le manque d'authenticité de l'« identité juive » des nouveaux immigrants.

Ces inquiétudes sont encore alimentées par l'emploi de plus en plus généralisé de travailleurs immigrés non juifs d'Europe de l'Est et du Pacifique. Originaires surtout de Roumanie et des Philippines, quoique certains d'entre eux viennent de Jordanie et d'Egypte, ces travailleurs immigrés sont généralement employés par l'intermédiaire d'agences comme Manpower. Ils subissent de très mauvaises conditions de travail et de logement et il y a de nombreux cas de maltraitance physique par les employeurs (48). L'agence conserve systématiquement les passeports des travailleurs, ce qui les lie à leur travail s'ils veulent rester dans le pays. Beaucoup d'employeurs retiennent leurs salaires, et font reconduire leurs employés à la frontière s'ils essaient de les quitter. Récemment, on a obligé des

travailleurs à payer une caution aux agences, qu'ils ne récupèrent que s'ils terminent leurs contrats. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que de nombreux travailleurs migrants décident qu'il vaut mieux travailler illégalement (49).

La plupart des ouvriers migrants de sexe masculin travaillent dans la construction et dans l'agriculture, mais surtout dans la construction. L'industrie de la construction a constamment besoin de plus de travailleurs immigrés et le gouvernement limite sans cesse le nombre de visas accordés, créant ainsi un marché pour les travailleurs immigrés illégaux. Les travailleurs immigrés travaillent pour moins cher que les Palestiniens d'Israël et des territoires, et, dans un cas, ce fut la cause d'un pogrom dans une ville palestinienne de Galilée contre des travailleurs squatters jordaniens et égyptiens.

Le chômage palestinien massif, la remise en cause de l'Autorité par le Hamas et l'isolement d'Arafat en raison de son soutien à l'Irak pendant la guerre du Golfe, tous ces éléments contribuèrent à l'affaiblissement de la force de négociation de l'OLP. Alors que la montée du Hamas représentait la politique de rejet de la petite-bourgeoisie locale, les capitalistes marchands et financiers de la diaspora étaient alors plus enclins à accepter l'offre d'un mini-Etat palestinien appauvri. Après tout, ils n'avaient pas besoin de terres pour faire des profits et, contrairement à la petite-bourgeoisie locale, ils n'affrontaient pas les réalités quotidiennes de la domination israélienne. D'autre part, ils auraient pu mettre en danger la sécurité relative de leur position en s'engageant trop avant contre le « nouvel ordre mondial ».

L' "anticapitalisme" comme idéologie ... et comme mouvement

Traduction-résumé par <http://anglemort.net> d'un article paru dans la revue *Aufheben* no.10 (2001).

Note de traduction : les (...) indiquent des passages sautés dans la traduction car ils ne faisaient que reprendre des idées déjà exprimées ou développer des thèmes qui avait un intérêt moindre ou étaient largement connus. Les passages en italiques à l'intérieur de parenthèses sont des résumés

L' " anti-capitalisme " comme idéologie ... et comme mouvement

La récente séries de mobilisations à l'occasion des sommets internationaux a été considérée par certains comme un " mouvement, et a été souvent traitée par l'État comme une entité indifférenciée. Cependant le " mouvement " n'a que peu d'existence en dehors des mobilisations et il est divisé par des contradictions internes. S'il est un mouvement politique plutôt que social, la question de l'idéologie doit être posée. Nous analysons ici la relation aux mobilisations de quatre tendances idéologiques qui se sont imposées sur la scène britannique : les " démocrates progressistes " (the progressive liberals), la gauche institutionnelle, les anarchistes / black bloc, et Ya Basta ! Nous avançons que pour que les prétendues mobilisations " anti-capitalistes " deviennent un mouvement prolétarien, le lien doit être établi avec les luttes du prolétariat dans son ensemble.

Est-ce qu'un nouveau mouvement apparaît ?

Notre intention ici n'est pas de discuter les théories de la " globalisation " mais plutôt de nous affronter aux contradictions des mobilisations elles-mêmes. (..) L'usage du terme de "globalisation", comme s'il allait de soi et ne posait pas problème, est une preuve de l'emprise de l'idéologie sur les mobilisations (...) la focalisation sur le capital comme circulation et finance, précisément écarte de la vraie question : comment pouvons nous dépasser le mode de *production* capitaliste ? (...)

Tandis que l'usage de ce terme (anti-capitalisme) semble assez rafraîchissant au premier abord, il n'y a pas de signes réels que la compréhension par la plupart des participants de ce qu'est l'anti-capitalisme soit plus radicale ou cohérente que celle de la majorité des participants qui se réfère à " l'anti-globalisation " ou à " l'anti grandes entreprises ". (...)

Tandis que le terme d'action directe avait dans le passé (cf. IWW) le sens précis d'appropriation directe ou de blocage de la reproduction capitaliste, la distinction entre la revendication et l'action directe n'est plus aujourd'hui aussi claire. En outre, tandis qu'occuper pour empêcher la construction de routes, la prise de rues pour nos fêtes et le cassage des bureaux de la City - actions associées à la récente pré-histoire de l'anticapitalisme en Grande Bretagne peuvent se présenter comme des actions directes (dans la mesure où dans chaque cas nous avons pris au capital sans demander), beaucoup des actions incluses dans la plupart des événements des Sommets anti-globalisation ont pris la forme de défilés traditionnels : banderoles au vent et revendications. (...)

Le caractère durable de ces mobilisations - le fait qu'elles ont été des mobilisations de masse dans plusieurs pays apparemment autour d'objectifs et d'actions semblables - suggère peut-être que ce qui apparaît est un nouvel internationalisme. Est-ce que le vide laissé par l'effondrement du Stalinisme et le recul de la social-démocratie est maintenant comblé par une force qui trouve son expression dans le communisme plutôt que dans ces impasses historiques ? L'auto-définition comme anti-capitaliste dont nous sommes les témoins suggère que c'est une possibilité.

Cependant, un des traits caractéristiques communs à la social-démocratie et au Stalinisme et qui leur a permis d'être une forme durable au travers de laquelle la résistance ouvrière était mobilisée (et récupérée) était le fait qu'ils se rattachaient eux-mêmes aux luttes quotidiennes sur " le pain et le beurre

". (...) Certains des commentateurs de l'anti-globalisation identifient l'énergie du nouveau " mouvement " aux divers mouvements de masse dans l'hémisphère sud ...(...). D'autres revendiquent pour ce dernier diverses luttes autour du monde contre les politiques néo-libérales comme les coupes sombres dans la sécurité sociale, l'élimination de la législation du travail, les baisses de salaire. Mais tandis que ces considérations suggèrent que les mobilisations à l'occasion des Sommets sont juste la plus haute forme d'expression d'un large mouvement mondial de luttes quotidiennes, il apparaît de façon certaine, dans les pays capitalistes avancés, que le mouvement existe seulement dans et autour des mobilisations de masse elles-mêmes. (...)

Bien sûr, l'impulsion qui pousse beaucoup de ceux qui prennent part au mouvement jaillit de leur dégoût quotidien des obligations ennuyeuses d'un monde dominé par le capital : un monde du travail, de la destruction écologique, de la pauvreté, etc. Mais le mouvement n'existe pas encore comme un effort quotidien de résistance aux conditions de vie déterminées par le travail salarié. En ce sens, on peut raisonnablement remettre en question l'appellation « mouvement », et encore plus mouvement de classe.

Contradictions dans le mouvement

(...)On peut dire que les mobilisations lors des Sommets sont simplement l'occasion pour de nombreux et divers mouvements ou tendances de faire chacun leurs propres trucs. (...). L'importance de l'opposition entre " globalisation " et " capitalisme " reflète typiquement de profondes différences d'analyse, d'approches, et au fond de positions de classe. Par exemple, sur le continent, il y a des organisations comme ATTAC (...). Mais il y a aussi de nombreux anarchistes et de tendances similaires impliquées dans les mobilisations de masse qui rejettent ce courant principal ; ils ont précisément tenu, à au moins une occasion (Barcelone), un contre-contre-sommet face au contre-sommet du " mouvement officiel ".

Même parmi ceux qui sont impliqués et qui définissent comme " anti-capitaliste ", ce qui est arrivé - ou qui aurait pu arriver -, il y a des différences cruciales. Le manque de volonté d'analyser sérieusement le capital permet d'écarter ces différences. Le dialogue sélectif de l'État avec quelques ONG impliquées dans et autour des mobilisations apparaît comme une tentative de capitaliser ce type de divisions. (...) Par exemple, Blair a tenu des réunions contradictoires avec des personnes de " abolir la dette ". (...).

L'état en lutte contre le mouvement

(L'utilisation partout d'une extrême violence dans la réaction des États, pas seulement en Amérique du nord, selon les traditions de la police américaine, utilisation des lois anti-hooligans) (...)

De façon significative, l'État et les organisations supranationales perçoivent - et ils agissent en conséquence - une continuité manifeste dans les mobilisations. En d'autres termes, la continuité - en fait une escalade - dans la réponse de l'État aux mobilisations montre qu'ils traitent celles-ci comme un tout : c'est-à-dire comme un mouvement menaçant.

(Pas seulement une menace pour la tenue de leurs réunions) (...)

La menace la plus intéressante concerne le climat général d'inéluctabilité de la situation que Blair et les autres dirigeants occidentaux ont cherché à cultiver durant les dernières années. (...) La visibilité et la perpétuation de l'existence de mobilisations de masse anti-globalisation - et même anti-capitalistes - pourrait constituer une force d'opposition. Ceci pourrait enfin élargir le climat de résistance. Dans un tel climat, une résistance dans d'autres secteurs commence à paraître possible et peut se déployer. Un mouvement, pourtant critiqué pour sa composition souvent " middle class " et son idéologie confuse, pourrait cependant préfigurer et contribuer au développement d'une vague de luttes posant une authentique menace pour l'auto-reproduction du capital.(...)

Tandis qu'à l'intérieur du mouvement lui-même des divergences fortes sont discutées, l'État, lui, apparaît moins discriminatoire. (...) L'attaque brutale de la police contre l'école accueillant les gens du Genoa Social Forum et d'Indymedia, et les tortures subies par ceux qui furent arrêtés, en ont été le plus bel exemple.

Toutefois les causes de cette attaque ne sont pas claires. (*Revanche de la police, c'est très improbable*). L'action de la police apparaît au moins cohérente avec la position de Berlusconi selon laquelle " il n' y a pas de différence entre les deux groupes - manifestants pacifiques et black bloc - et avec sa proclamation de la connivence entre les éléments " démocrates " (liberals) et les violents. Attaquer une cible aussi « soft » (...) a pu constituer, de la part d'une police qui avait reçu l'ordre de défendre le sommet par tous les moyens nécessaires, un avertissement au reste des manifestants.

Toutefois, l'attaque de la police est peut-être stratégique : les " démocrates " (liberals) peuvent être considérés - avec raison - par les forces de l'État comme la logique de cette sorte d'événements (...). L'intention derrière cette attaque a pu être de dissuader les " démocrates " de venir aux prochains événements (...).

Quelques conséquences inattendues des actions de l'État.

(Créer une plus grande unité parmi les gens extrêmement divers qui étaient réunis).

Par exemple, l'énorme mobilisation à Seattle était dominée par une tendance " libéral-NVDA " qui tenta activement d'empêcher beaucoup d'actions militantes (ils se sont souvent discrédités). (...) Mais à Québec les actions de la police permirent aux éléments non-violents de la foule de considérer le même back bloc comme partie d'eux-mêmes. (...). A Gênes, à nouveau, l'élément non-violent constitua la majorité. Mais la tactique de la police de matraquer tout le monde dans l'intention de disperser la foule a provoqué un retour de flammes quand entrèrent dans la bagarre beaucoup plus de gens que ceux qui étaient venus au départ dans cette intention - y compris quelques uns des " démocrates (liberals) et des non-violents.

Le fait de « surfer sur les Sommets » de nombreux événements anti-globalisation a parfois caché le niveau de la participation locale. Par exemple, Seattle, Québec et Gênes furent des occasions pour les locaux d'agir contre les flics et la propriété. Gênes, qui a une longue histoire de résistance à l'autorité, a témoigné de formes variées de solidarité entre les locaux et ceux qui étaient venus seulement pour les manifestations (*montrer itinéraires, cacher manifestants, envoyer de l'eau ...*). (...) les locaux participèrent au pillage des boutiques.

Malgré ces exemples, il y a eu souvent division entre locaux et manifestants dans plusieurs des Sommets, illustrant à nouveau le point selon lequel ces événements expriment typiquement une séparation entre la lutte quotidienne et la résistance comme " activisme ". Les manifestations de Prague montrent peut-être cette séparation de la façon la plus dramatique : parmi les Tchèques, la mobilisation fut limitée à une petite communauté d'activistes. Jusqu'à présent c'est l'action de la police qui a eu pour conséquence de briser cette séparation. (...).

Le rôle des idéologues

Les perspectives possibles de ce mouvement *volontariste* sa durée, son caractère international et, au moins pour quelques uns, son ordre du jour ouvertement " anti-capitaliste " - ont entraîné la tentative d'une espèce d'hégémonie de différents groupes ou tendances. (*Ce qui implique la reconnaissance tout d'abord qu'il s'agit bien d'un mouvement et que chaque groupe définisse ce mouvement d'une façon particulière qui lui donne une place centrale*).

Si les mobilisations deviennent un mouvement, l'auto-critique est un moment important de ce processus. Une critique des idéologues est nécessaire pour la raison pratique suivante : leur définition

positive de l'unité du mouvement contient une négation inévitable, l'exclusion, dans leur définition, de ceux qu'ils perçoivent comme une menace pour elle. Nous allons maintenant examiner les approches du mouvement de quatre tendances impliquées dans et autour des mobilisations et qui sont devenues saillantes à partir d'une vision anglaise : les " démocrates progressistes " (" progressive liberals ") ; les anarchistes / black bloc ; la gauche traditionnelle - en Grande Bretagne, les trotskistes - et Ya Basta ! Il y a eu de nombreuses tentatives de telles tendances à marginaliser certains " autres " - souvent les éléments plus militants. En outre, cette marginalisation ne se borne pas aux définitions, mais peut impliquer des exclusions réelles et des défaites. (...)

Nous reconnaissons qu'une analyse des règlements de compte des idéologues ne peut en elle-même nous en dire beaucoup plus sur la nature et la dynamique du mouvement ; une telle analyse risque également de se limiter au niveau des idées. Toutefois nous entreprenons cette analyse non seulement parce qu'il est nécessaire de développer quelques outils théoriques pour combattre les idéologues et défendre les tendances les plus prometteuses qu'ils pourraient exclure - tout comme pour critiquer certaines tendances qu'ils peuvent inclure -, mais aussi parce que critiquer ces autres compréhensions du mouvement est un pas nécessaire pour développer notre propre compréhension.

Le mouvement pour les " démocrates progressistes " .

(*Critique des thèses de Naomi Klein dans son livre " No Logo " : critique des entreprises multinationales*). Toutefois, pour Naomi Klein, ce n'est même pas la " globalisation " comme telle qui est le problème, mais un système global qui " va de travers ". (...) Pour Klein, le mouvement est essentiellement mobilisé autour de la menace que représente le pouvoir des multinationales pour les capacités de l'État et à cause de cela pour la citoyenneté. (...).

Interlocuteurs de l'État ?

La menace que représentent les idéologues " démocrates progressistes " comme Klein réside dans leur légitimation du rôle de l'Etat démocratique par le lien qu'il font entre le mouvement d'une part et l'Etat et les courants politiques principaux d'autre part : " nous " - les ouvriers super-exploités de la confection à Jakarta, les activistes anti-multinationales, et les classes moyennes démocrates progressistes comme Klein - " réclamons " la totalité des droits de citoyens que seulement un État réellement démocratique peut garantir afin de nous protéger des excès des entreprises globales. Si ceci est ce qui « nous » unit, alors cela signifie la marginalisation de la plupart des tendances les plus militantes.

Le rôle des « idéologues démocrates progressistes » comme Klein est récupérateur en ce qu'ils se présentent eux-mêmes comme la voix - la plus construite - du " mouvement ", qu'ils peuvent alors représenter dans un dialogue avec les institutions démocratiques et les grandes entreprises qui viennent à la table des négociations. Tandis que ces tendances qui acceptent la direction des idéologues démocrates vont modérer leurs revendications dans l'espoir de telles négociations, les autres deviennent la suite-croupion des durs contre lesquels plus tard la répression de l'État gagne une plus grande légitimité.

Ce travail d'exclusion est évident dans la distinction tranchée que fait Klein entre " manifestations " et " émeutes ". *Le message est effacé dans toute la violence et les dégâts, mais ce n'est que leur message* . En fait, comme souvent quelques réformistes le reconnaissent souvent, s'il y a un effet incontournable des émeutes, c'est d'amener les gens à parler du sujet de l'émeute : l'émeute définit l'ordre du jour - peut-être au moins jusqu'à ce qu'elle devienne un rituel. (*Les démocrates progressistes ne comprennent pas le rapport entre l'État et les forces de la globalisation ; l'État cherche à faciliter l'accumulation du capital dans chaque aire nationale*).

En appelant de leurs vœux un capitalisme acceptable, avec l'État comme organe d'intervention d'un contrôle démocratique, non seulement ces démocrates justifient l'aliénation qu'est le capital mais ils

appréhendent également l'État de façon incorrecte comme un outil neutre. Ou peut-être plus sûrement, ils comprennent bien celui-ci, instinctivement : comme une structure nécessaire pour garantir la version du capitalisme dont ils sont partisans.

Le rapport aux mobilisations des anarchistes et du black bloc

(Les médias couvrent bien la présence des anarchistes dans les mobilisations, mais les anarchistes parlent à contre-cœur dans les médias par crainte de la récupération, ils ont de toute façon un rôle déterminant dans la genèse et le développement des mobilisations)

(En Grande Bretagne, les anarchistes ont eu une forte influence dans le mouvement " Réclaim the Stett " - RTS - et dans l'émeute dans la City le 18 juin 1999)

Bien que les organisateurs de Seattle ont été plus des démocrates / gauchistes, un anarchisme " soft " était présent. (Par exemple le Direct Action Network qui a introduit des formes anarchistes de prises de décisions) Contre cette sorte d'implication beaucoup d'anarchistes sur une ligne idéologique plus dure ont taxé ces militants de masse de manœuvre de la campagne libérale/gauchiste. Une brochure - " We are winning ! the battle of Seattle. A personal account " - assure que de nombreux anarchistes étaient en colère contre la direction imposée par DAN refusant la violence contre les personnes et la propriété. (Cela est dû à l'histoire particulière de l'anarchisme aux États-Unis qui a une culture individualiste et non-historique).

Toutefois, une partie des anarchistes a trouvé là le type d'intervention sur la mobilisation de Seattle qui allait ensuite les définir lors des autres rassemblements : le black bloc. C'est cette association de l'anarchisme avec cette forme d'actions militantes qui a principalement défini ses relations avec les mobilisations contre la " globalisation ".

Les émeutes qui, ce mois de juillet, ont dévasté Gênes ont permis aux organisations gauchistes de provoquer un retour de flamme contre le leadership du black bloc. Sur leur propres bases idéologiques, et utilisant la mort de Carlo Giuliani, la fraction de la gauche démocratique du mouvement a diabolisé les manifestants violents dans une grande offensive de propagande en Italie. (*Infiltration par la police, ceux qui avaient embrassé la tactique violente se sont retrouvé sur la défensive*). Il est alors nécessaire d'examiner les moyens que cette tactique a développé.

Le problème du black bloc durant ces événements est la contradiction entre son existence comme tactique et comme identité idéologique ; et la manière dont, dans sa forme, le mouvement anti-globalisation contraint ces deux aspects à coïncider . Pour contrer la propagande gauchiste qui décrit le black bloc comme un groupe homogène facilement identifiable et marginalisable (jeune, masculin, anarchiste, fanatique, nihiliste), d'autres ont insisté sur son hétérogénéité, sa fluidité et le fait qu'il est d'abord et avant tout une tactique.

A ce titre il est défini comme n'étant pas une identité idéologique, se transformant selon les contraintes pratiques que dictent l'endroit et le moment. Toutefois, bien que cela soit en partie vrai- et bien que certaines personnes à l'intérieur du black bloc le voient ou le souhaitent ainsi - , il y a une forte tendance à confondre radicalité et fétichisme dur de la violence. Une détermination, si ce n'est pas un trait caractéristique du black bloc, qui le distingue du simple combat de rue durant les manifestations, est l'existence d'un groupe associé engagé dans une forme d'action séparée du reste de la foule. Le black bloc cherche à se définir lui-même comme un groupe de militants habillés de noir qui travaillent ensemble, se protègent les uns les autres, affrontent les flics et attaquent la propriété, et par cela même se voient eux-mêmes comme l'aile radicale et autonome des manifestations. En pratique, la tendance black bloc s'adapte de façon significative aux conditions locales, mais n'échappe pas aux limites d'un rôle militant.

Seattle : l'idéologie anarchiste et le black bloc

La principale origine de la tactique du black bloc est le mouvement autonome allemand des années 70 et 80, connu pour sa large présence et sa grande organisation sur la scène des squats. Les autonomes se divisèrent entre une tendance anti-impérialiste s'identifiant avec la Fraction Armée Rouge et une tendance " social-révolutionnaire " fortement inspirée par l'autonomie italienne. La tactique du black bloc est plus liée au côté anti-impérialiste, ce à quoi on peut rattacher son avant-gardisme et son manque d'orientation vers la classe ouvrière - allemande -.

Il y a eu des formations black bloc inspirées par les blocs allemands aux États-Unis durant les années précédentes, mais elles n'eurent jamais vraiment d'impact, étant donné les énormes restrictions aux manifestations aux États-Unis, et le pouvoir de la police. Toutefois, à Seattle, le black bloc a remporté un grand succès en attaquant la propriété de grandes entreprises comme Nike et Starbucks. Dans un communiqué quelques membres du black bloc ont explicité leur tactique : ils décrivent leur pratique sophistiquée comme celle d'un groupe qui échappe à des coups sérieux en demeurant constamment en mouvement et en évitant les engagements avec la police, mais ils présentent leurs actions contre la propriété comme symbolique : ce qui importe c'est la " destruction de symboles ", le " nombre de fétiches brisés ". Ils affirment également que leur action est en phase avec l' aspect « anti-grande-entreprise » du mouvement, sous-entendant qu' ils sont contre toutes les relations de propriété. ***Étant donné les cibles limitées des manifestations, les pacifistes qu'ils tournent en dérision sont probablement plus efficaces en bloquant le centre de la ville*** . Il n'est pas suffisant d'opposer aux pacifistes un spectacle de violence, en espérant que cela dévoilera la mauvaise odeur de l'idéalisme hippie, comme un " exorcisme ". ***Opposer une action militante dure comme étant une action « en soi » contre le NVDA (Non Violent Direct Action) révèle seulement une grande confusion idéologique.***

Le black bloc de Seattle a semblé beaucoup mieux défini par son isolement du reste du mouvement. Ils étaient peu. Ils ont eu à affronter l'incompréhension du reste de la foule, et même à se défendre eux-mêmes contre les " flics pacifistes ". Ils ont eu à défendre leurs actions en reprenant les termes mêmes des " démocrates (liberals). Là, le black bloc comme tactique était inséparable de son identité particulière. ***En même temps, le black bloc peut considérer que l'énorme impact international de Seattle est dû en partie à son actions.***

Le black bloc de Seattle a été plus tard stigmatisé comme " un groupe d'anarchistes venu d'Eugène et qui suivent le primitiviste John Zerzan ". Cela exagère l'influence du primitivisme sur le black bloc en particulier et sur l'anarchisme américain en général.. Toutefois, l'attrait du primitivisme, avec son fétichisme anti-technologique et son absence d'analyse de classe, et une expression du très large mode de vie en ghetto de l'anarchisme américain. ***Une limite du black bloc en Amérique est son intérêt pour ce qui a trait à cette culture.*** Mais naturellement, dans le voisinage du " mouvement " anti-globalisation, cette espèce de style de vie avant-gardiste peut sembler être *le* radicalisme contre les démocrates (liberals). Si cela avait été impliqué dans un mouvement de *classe* cela aurait amenés les anarchistes à remettre en cause leur séparation.

Les émeutes de Washington, bien qu'elles présentent un plus haut degré de répression policière, ont révélé une avancée dans le niveau de collaboration entre manifestants " violents " et " non-violents ". La décision de ne pas être antagoniques a débouché sur une coordination et une collaboration effective entre les différentes tactiques, et sur le fait de ne pas gêner l'autre. Les positions idéologiques de chacun des deux ensembles ont commencé à disparaître dans des considérations pratiques.

Grande Bretagne

Tandis que quelques activistes britanniques sont tombés amoureux du black bloc et de ses tactiques, et ont joyeusement espéré un sommet auquel prendre part, les manifestations " anti-capitalistes " en

Grande Bretagne - J18 ; Mayday 2000 et 2001 - n'ont pas eu de black blocs. Des gens se sont masqués et habillés de noir pour éviter la surveillance, mais il n'y eut pas la même ségrégation sur la scène activiste entre " démocrates " et militants. Quand les bagarres sont arrivées ceux qui y prirent part ,en fait, n'étaient souvent pas des " politicos ". *Une telle situation a pu se développer de par l'absence d'une gauche institutionnelle encadrant les événements* . La tolérance du style " chacun pour soi " de la foule hippie a aidé à cela. Néanmoins, après la surprise du J18, le nombre limité de participants a permis à la police de contrôler les événements suivants.

Prague et Québec

La tactique du black bloc a été utilisée à Prague en septembre 2000, d'une façon totalement différente qu'à Seattle. Informé des différentes tendances qui pourraient être présentes ce jour là, et des tensions qui pourraient survenir entre elles, le groupe organisateur, Inpeg, décida d'organiser, pour encercler la conférence, un effort séparé mais concerté. Trois itinéraires différents pouvaient être utilisés pour approcher la zone interdite, chacun correspondant à une tendance politique différente. Chacun pouvait se joindre au groupe de son choix - les " créatifs " dans le bloc rose (pendant la journée les " créatifs " du RTS ne furent pas satisfaits de leur colonne à cause de leur rassemblement avec les trots et d'autres gauchistes, pour cela ils formèrent une quatrième colonne propre " rose et argent "), Ya basta ! et politicos-rabougris (" stunt-politicos ") dans le bloc jaune, le black bloc dans le bloc bleu - et en outre, chacun pouvant aider l'autre pour diviser les forces de la police dans une attaque unifiée contre la conférence présente (à la différence de Seattle ou de Gênes). Quelques éléments du black bloc parvinrent réellement au rez de chaussé du centre de conférence avec la colonne rose et argent, aidé par les assauts du bloc bleu sur les lignes de police lors de différentes approches. Le bloc bleu ne bougea pas trop les lignes mais blessa beaucoup de flics. Ce fut l'action la plus ciblée du black bloc jusque là, mais quelques uns d'entre eux se demandèrent si en un sens elle n'était pas trop ciblée - " est-ce que viser le centre de conférence suggère un soutien au programme réformiste des " démocrates " ? - comme si en visant indirectement les conférences en dévastant la cité hôte ne revenait pas au même.

Québec, en avril 2001 a vu le plus grand nombre de soutiens publics pour une action du black bloc, comme nous le disions plus haut . Ce fut là que le black bloc comme tactique, en défonçant la très impopulaire palissade, s'est réellement connecté au sentiment de la marche, et de beaucoup de personnes dans la ville. L'initiative du black bloc se révéla un moment charnière (les spectateurs le rejoignirent après la première attaque contre la palissade). Le bloc, en tant que force organisée et déterminée a pratiquement été considéré comme l'égal des combattants pacifistes de Ghandi, comme le montre un témoignage sur Indymédia. Des dames âgées de Québec ont été vues tenant des affiches disant " Dieu bénisse les gars en noir " .

Gênes - le black bloc sous l'attaque.

La manifestation de juin 2001 à Göteborg contre le sommet de l'Union Européenne dégénéra en une vaste émeute des militants du black bloc et vit le premier tir contre un manifestant. La principale victime des tirs, dans un état critique pendant plusieurs semaines, était Suédois, et il semble que la scène anarchiste suédoise fournisse beaucoup d'éléments au black bloc. A un moment, le black bloc accula les flic à la retraite (les images de la télé montre ce qui ressemble assez à une déroute) et Göteborg vit quelques uns des affrontements les plus intenses avec la police. Contrairement à Prague, le black bloc était en mauvais termes avec les éléments pacifistes dont le pique-nique au soleil dans le parc fut interrompu par les charges de police contre les émeutiers.

A Gênes, le black bloc était dispersé et répandu sur une large étendue, et leurs vêtements était devenu bariolé et de couleurs plus claires, adaptés aux conditions italiennes - c'est-à-dire la chaleur et une faible surveillance par vidéo. Les participants ont débattus de la composition des blocs militants. Certains

disent qu'ils y avaient beaucoup de locaux impliqués et que cela prouvait que Gênes était la plus socialement connectée des manifestations contre les sommets. D'autres défendent que bien que la population fut amicale et en général aida, la plupart des locaux présents lors des émeutes n'étaient que des spectateurs médusés, qui peuvent avoir aidé le black bloc en certaines occasions, mais qui, de façon générale, considéraient l'évènement comme un spectacle extraordinaire, ce que dans un certain sens il était.

Il y avait, à Gênes, de nombreux éléments du black bloc originaires de pays différents, ainsi que de nombreux blocs peu organisés, mais à nouveau les problèmes de la façon d'agir du black bloc sont réapparus, ce qui a entraîné des bagarres entre différents groupes de militants le vendredi. Une section du black bloc, à la jonction des COBAS et de l'activité du black bloc, attaqua les flics trop tôt dans l'avancée de la manifestation. Les flics intervinrent et dispersèrent la foule. Les Cobas furent en colère contre la première sortie du black bloc - la section des COBAS qui a rejoint la manifestation avec le black bloc se préparait, comme ils le firent, à affronter les flics et à attaquer la zone interdite, était apparemment la tendance la plus militante des COBAS . Plus tard ils se battirent avec le black bloc pour l'empêcher de continuer à les suivre jusqu'à leur point de rassemblement, les menaçant réellement de jeter le bloc dans les bras des flics. Le black bloc insista et fut finalement admis parmi eux. Il semble qu'une certaine culture anarchiste européenne avec son fétichisme obsessionnel du combat de rue peut être vue à l'œuvre dans cet épisode. D'autres font remarquer que beaucoup d'anarchistes dans le bloc étaient très contents d'agir tactiquement en compagnie des COBAS et que les problèmes eurent pour origine les actions de quelques éléments stupides, et d'une absence d'organisation à la base.

Sur le Corso Torino (lieu de la plus grande manifestation du samedi, largement dominé par la gauche institutionnelle) de jeunes anarcho-punks et d'autre dans le black bloc qui accompagnaient le défilé étaient très contents de détruire les banques et les stations services, et, lorsque cela fut fait, d'attaquer des cibles insignifiantes comme les arrêts de bus et les panneaux de signalisation. Certains mirent le feu à une station service qui était près d'un bloc d'immeubles, d'autre virent la stupidité de cela, et éteignirent le feu. Pour certains le plus important était de marquer d'entailles les cibles détruites, au lieu de penser à développer un effort concerté contre les flics, ce que d'autres pensaient être plus approprié. Toutefois, une efficace barricade fut construite sous un pont de chemin de fer et resta en feu, ce qui retarda l'avancée de la police. La plupart du temps, la police progressait lentement, attaquant aux lacrymogènes, ce qui chaque fois provoquait la panique dans la foule qui battait en retraite. Finalement, la foule fut chassé du Corso Torino par un véhicule blindé. L'ensemble fut assez rituel et ennuyeux. Au même moment, une autre partie de la manifestation fut prise au piège en face du centre de convergence par un mouvement de police déclenché par une attaque du black bloc. Après un bref affrontement avec les éléments du black bloc qui étaient restés, la police avança en menant une attaque vicieuse, tirant une grande quantité de gaz lacrymogène et chargeant la foule avec des véhicules blindés, l'effet de cette action fut complétée par l'action des membres de *Rifundazione* faisant la chaîne pour empêcher les gens de s'échapper. Ce fut un carnage effrayant et il est surprenant qu'il n'y ait aucun mort.

Beaucoup furent en colère et consternés qu'aucune réponse concertée n'ait pu être faite à la mort de Carlo Giuliani le jour suivant. Sans un puissant mouvement enraciné, les émeutiers furent impuissants devant le meurtre d'État d'un des leurs - beaucoup quittèrent Gênes l'après-midi même.

Il faut dire que l'on ne pouvait pas faire grand chose d'autre. La plus grande partie du bloc n'étaient pas équipée de bons masques à gaz et de bonnes armes, ainsi la meilleure solution était de se replier et de se disperser face à l'avance de la police qui causait des ravages. En ce sens, Gênes fut aussi le plus grand succès du black bloc étant donné l'énorme accumulation de dégâts causés à la propriété (plus de trente banques détruites), et la plus grande extension des émeutes sur la ville. Si les autorités parvinrent à défendre la conférence avec succès, la crainte des casseurs demeurent encore. L'extension vers d'autres

cibles en elle-même peut être vue comme une évolution positive par rapport à l'identification faite par le mouvement du capital comme étant quelques individus cupides conspirant derrière une palissade. Mais encore une fois, c'est une généralisation extrêmement limitée par la forme du mouvement tel qu'il est : " vous faites un théâtre de rue symbolique et inutile sous les portes de la conférence, nous, nous effectuons des destructions concrètement symboliques de toutes sortes de manifestations du capital " - c'est-à-dire que la pratique est confondue avec le bris de vitrines.

Mais on ne peut pas simplement attribuer les insuffisances des événements de Gênes à l'idéologie des militants. D'une part, les gens viennent de l'extérieur pour chaque événement avec leur bagage idéologique. D'autre part, c'est la limitation du mouvement qui empêche le moment de vérité dans ce mouvement militant de se réaliser en tant que partie d'un vrai mouvement contre le capital. .

De façon encourageante, dans les discussions après Gênes, on peut voir que beaucoup qui s'identifiaient avec le black bloc sont parvenus à une compréhension de ses limites après ses succès et ses échecs à Gênes.

Sous le prétexte d'exprimer son action militante et d'éviter l'échec d'une confrontation avec l'État, le black bloc tend à devenir une sorte de bande de casseur errante et sans racines (et une grande partie de son succès tient justement à cela). Pourtant en faisant cela, ses actions s'isolent par rapport aux buts immédiats de la mobilisation, aussi longtemps qu'il n'est pas relié à un mouvement social plus large qui pourrait rendre ses actions militantes utiles (ou hors-sujet !). Comme telles ses perspectives ne peuvent être que de présenter ses actions d'un manière qui s'accorde avec les principes de base de l'idéologie " démocratique-gauchiste " et "anti-globalisation " (du lobbying avec des cocktails-molotov), ou de célébrer ses actes comme des pratiques autonomes contre l'État et le capital (une coupure positive avec le courant dominant du mouvement aussi loin qu'il puisse aller). Toutefois, alors que cela renforce sa singularité, cela ne nous avance pas beaucoup pratiquement. Dans le long terme, sans un plus large mouvement qui lui donnerait un sens, une telle pratique ne peut être au mieux que symbolique et un exorcisme.

Une complication supplémentaire dans la dynamique des mobilisations " anti-globalisation " est que, objectivement, ce sont les actions militantes des casseurs qui ont créé un véritable problème pour les autorités. Sous l'attaque, les institutions capitalistes peuvent avec assez de succès se barricader, mais il n'est pas acceptable pour l'État que le black bloc bloque tout le reste de la ville, leur dérobant également, par leur violence, la vedette dans les media.

Le mouvement pour la gauche traditionnelle

(Le mouvement s'est développé en Grande -Bretagne sans la présence de la gauche traditionnelle, essentiellement les trotskistes du SWP, les plus opportunistes, tous leurs efforts pour relayer le mouvement sont tombés à plat). (...).

Quand le SWP a tardivement essayé de se relier au mouvement " anti globalisation " ce fut au travers de la campagne " abolir la dette " ("drop the debt"), avec une tentative d'appel aux groupes les plus " démocrates " (libéraux) et les plus liés à l'église, dans et autour d'événements comme à Birmingham la manifestation contre le G 7 en 1998.

Le SWP comme l'alternative démocrate radicale (radical liberal alternative)

(Le SWP totalement absent du 18 juin ; c'est après les événements de Seattle que les trotskistes ont commencé à être très excités par ce qu'ils appelaient le mouvement " anti-capitaliste ". Le SWP s'engage tardivement dans le PGA - People's Global Action - en même temps qu'avec les meneurs du mouvement démocrate-progressiste - Klein, Susan Georges etc. -, et même Tony Benn - gauche du Labour. Ils cherchent à créer des organisations récupératrices)

Le SWP a complété ces débats et son activité organisationnelle par un travail idéologique considérable consistant en une réécriture du " mouvement anti-capitaliste ". Tandis qu'ils considèrent le J 18 comme un signe passager - pour beaucoup d'entre nous, le début de la mobilisation " anti-capitaliste " de masse

- le SWP, comme la plus grande partie de la gauche occidentale, date le début du mouvement des évènements de Seattle. En un sens, c'est justifié. Seattle visait un sommet international, tandis le J 18 à Londres visait les institutions de la City plutôt qu'un sommet particulier. Toutefois, Seattle ne fut pas seulement une mobilisation très massive (spécialement pour les USA qui n'avaient connu que de petites actions de masse durant ces dernières années), mais aussi saisissante quand à ses cibles. *Mais, en revanche, Seattle a d'autres traits caractéristiques qui empêchent de le considérer comme le point de départ du " mouvement " :* en particulier, nous l'avons dit plus haut, il fut dominé par une tendance démocrate-progressiste qui combattit la violence et tenta de marginaliser les éléments les plus militants et les plus radicaux.

Débattre avec les démocrates-progressistes et négliger certains aspects de l'histoire du " mouvement " permet au SWP de se positionner comme l'alternative radicale. (...)

Bien sûr, les gens finiront par trouver l'approche " démocrate " profondément inadéquate ; le SWP espère que les gens chercheront une alternative radicale à l'intérieur du contexte qu'il définit et qui le rend attractif. (le SWP reste très discret sur les tendances plus radicales comme les anarchistes ou les " Tutte bianche " alors qu'il parle beaucoup des " démocrates ". Démocrates et SWP se soutiennent mutuellement). Ceux qui observent l'action du SWP aujourd'hui seront conscients qu'il a basculé vers la droite. Il est évident que leur pratique dans " Résistance Globale " montre qu'ils sont maintenant en train d'essayer de se positionner comme de respectables démocrates (liberals). *(Ils demandent à l'État plus d'intervention et un contrôle de la finance internationale).* En théorie, comme léniniste, le SWP devrait bien sûr défendre que l'État (bourgeois) ne peut simplement être pris mais qu'il doit être détruit pour ouvrir la voie à un " État ouvrier ". Mais, comme opportuniste, le SWP est quasiment semblable à ses partenaires " démocrates ", considérant l'État comme organe neutre plutôt que comme fonction historique nécessaire de l'accumulation du capital.

Encore plus de politique ennuyeuse

Sur cette question de l'État, beaucoup ont vu dans les mobilisations " anti-capitalistes " britanniques et leurs mouvements précurseurs une alternative au bulletin de vote : des milliers tentant de développer des formes d'action directe parce que les institutions de la démocratie sont comprises comme faisant partie du problème. Mais pour le SWP, les mobilisations sont une occasion pour donner à ce moyen aliéné une importance refondée et un renouveau. Ainsi, ils ont promu " L'Alliance Socialiste " comme un moyen de mener à terme les buts supposés du " mouvement anti-capitaliste ", essayant de faire revenir les gens dans l'impasse des politiques électorales.

Une autre caractéristique stimulante de quelques unes des mobilisations " anti-capitalistes " et de leurs précurseurs du RTS, au moins en Grande Bretagne, a été la façon dont à l'occasion elles ont noué des liens avec des ouvriers en lutte. Par exemples : la manifestation du RTS avec les dockers pillards de Trafalgar Square en 1997 (la " Marche de la Justice Sociale ") ; l'occupation des docks de la Mersey et les occupations des lignes et des bureaux en soutien des travailleurs du métro en grève en 1996. Dans ces exemples, plutôt que la solidarité passive et les initiatives syndicales mettant fin aux grèves habituellement offertes de l'extérieur au groupe d'ouvriers en grève, il y avait une tentative d'intervenir avec les méthodes du mouvement d'action directe. Dans quelques cas, ouvriers et activistes, ensemble, furent aspirés par ce qui arrivait ; ils parvinrent à une compréhension différente les uns des autres et des possibilités d'une lutte liant les objectifs alimentaires et des envies " utopiques " (révolution, résistance écologique). (En note, les déclarations d'un docker de la Mersey : " fuck you and your jobs and your slave labour " ; il parle également des militants de RTS comme d'une brise d'air frais avec leur refus du travail salarié : " il faut prendre en considération ce qu'ils disent. "). Comme nous le disions alors, la faiblesse même du mouvement ouvrier était une partie de la raison pour laquelle le soutien aux formes

d'occupations du RTS devinrent si importantes pour quelques luttes ouvrières : dans la mesure où l'efficacité des médiations du mouvement ouvrier a décliné, " l'action directe " est devenu plus nécessaire, plus applicable et pertinente.

Toutefois, le SWP et d'autres trotskistes ont trouvé d'autres raisons de s'intéresser au mouvement. Seattle et l'interruption de la conférence de l'OMC n'ont pas seulement impliqué le mouvement environnementaliste et les militant anti-dette ou anti " bagnes à sueur ", mais ont également généré une importante manifestation organisée par l'AFL-CIO, l'équivalent américain du TUC. Pour le SWP, le " mouvement anti-capitaliste " est et doit être fondé sur diverses luttes syndicales dans le monde. Ce qui est aussi vital pour que les syndicats gardent un sens : pour les trots, les liens entre les syndicats et les autres dans le mouvement " anti-capitaliste " sont essentiels. Toutefois, ce que le SWP ne peut pas pleinement comprendre c'est la résistance des ouvriers aux syndicats, jusqu'à l'intérieur des mobilisations. Ainsi, par exemple, bien que les syndicats aient organisé un défilé traditionnel à Seattle, beaucoup d'ouvriers présents l'ont rejeté et, à la place, ont rejoint les éléments les plus militants dans l'action directe.

(Suit une critique de la tactique électoraliste des trotskistes, tactique destinée à enlever aux ouvriers leurs illusions, l'appel à l'État n'est pas seulement une tactique opportuniste mais peut se relier à la conception léniniste générale du capital comme anarchie du marché. Puis une critique de la révolution comme affaire de parti ... Ce n'est pas le parti, mais les luttes elles-mêmes qui dissolvent les illusions).

Le moment de vérité dans l'approche du SWP est leur tentative de se relier aux luttes de la classe ouvrière : c'est-à-dire leur tentative de saisir les récentes mobilisations comme des actions de *classe*. Cela rend leur analyse supérieure à celle des " démocrates progressistes ". Le problème est d'abord la façon dont le SWP identifie la classe avec sa représentation (c'est-à-dire le mouvement ouvrier), et, ensuite, la manière dont il se relie à de telles luttes de classe : comme *mercenaires* plutôt que comme êtres humains. *(De par ses positions, de par notre expérience du SWP et des autres trots et de par sa faiblesse actuelle, il n'y a rien à craindre de lui).*

En outre, l'absence de structure et le côté informel même du " mouvement anti-capitaliste " en Grande Bretagne rend difficile pour le SWP de s'en emparer selon la manière habituelle. *(Le SWP en définissant son action comme " politique radicale " dégoûte en fait les gens participants aux mobilisations de la " politique radicale " en général).*

La relation de " Ya Basta ! " avec les mobilisations

Pour quelques personnes en Grande Bretagne, l'approche de Ya Basta ! - la pratique de Tutte Bianche - ***leur est apparue comme un renouveau dans le militantisme anti-capitaliste***, renouveau qui dépasse simultanément l'absence d'organisation du black bloc et le brutal ouvriérisme des Trots. (...).

L'arrière-plan politique de Ya Basta ! (dans les restes de l'*autonomie*) et leur inspiration propre (les Zapatistes) leur donnent également une certaine crédibilité. La capacité de Ya Basta d'atteindre ses buts - détournement de trains, gestion de centres sociaux, résistance à la violence ds flics - accroît leur attrait : il pouvait apparaître à beaucoup que c'était une tendance assez puissante pour transformer les volontés " anti-capitalistes " en une réalité concrète.

Des symboles pour des citoyens

Toutefois, quelque-uns avaient fait l'expérience de la pratique de Ya Basta ! comme étant au fond guère moins aliénée que celle des vieux partis léninistes ancienne manière, cette approche passée de mode qu'ils avaient parait-il dépassée : ils sont essentiellement une autre organisation hiérarchique qui, pour atteindre ses buts, étouffera effectivement les autres tendances de la foule.

Et finalement quels sont ces buts ? Les raisons de s'habiller de blanc et de mener une manifestation

incluent le fait de s'exposer prétendument à la brutalité des flics et de définir une nouvelle " voie moyenne " entre la violence et la non-violence. Dans un climat politique italien dans lequel la violence est presque une routine, Ya Basta ! doit au moins se présenter comme prêt à la confrontation pour obtenir une crédibilité radicale. Même s'il s'agit d'une forme symbolique de confrontation ; et naturellement toutes leurs déclarations publiques insistent sur l'importance des " symboles " et de la " communication " .

Ya Basta dément avec vigueur les accusations selon lesquelles leurs confrontations sont pré-arrangées avec les flics, citant de réelles blessures comme preuves. Encore après Gênes, Luca Casarini, le meneur des Tutte Bianche, pleurnichait que la police avait trompé les Tutte Bianche en négligeant leur accord mutuel de conduite ! Ya Basta ! raille l'accusation de spectacle car ils pensent naturellement que le message compte plus que la pratique qui le produit. Leur activité est essentiellement orientée vers la " société civile " au travers des mass media. Mais à qui est destiné le témoignage de leurs actions à travers les media ? Qui sont les pauvres d'esprit qui ont besoin de Ya Basta ! pour comprendre la nature des flics ? le rejet d'une identité ouvrière de la part de Ya Basta ! et des autres Tutte Bianche est lié au désespoir " post-fordiste " que la classe ouvrière elle-même puisse être le sujet de l'histoire. De là, particulièrement dans le nord de l'Italie, l'audience que Ya Basta ! tente d'attirer apparaît comme la même classe moyenne et milieu étudiant qui compose la base de leur direction.

Dans le sud de l'Italie où les conditions sont beaucoup plus dures beaucoup de partisans de Ya Basta ! proviennent d'un milieu ouvrière. Mais l'implication de plus d'éléments prolétariens dans Ya Basta ! fait partie de la récupération même que nous avons décrite. (...)

Si l'accent mis sur l'image a un arrière-égout de post-modernisme, il n'est que concordant avec la politique de Ya Basta !. Ils disent s'appuyer sur les *Grundrisse* - mais de la même façon que le Negri tardif : le même abandon de la notion de prolétariat comme la classe universelle capable d'empoigner et de dépasser le capital comme totalité. En conséquence ils ne sont certainement pas communistes. Et pas révolutionnaires non plus : plutôt que d'abolir l'État et le capital, ils luttent - à travers des moyens aussi imaginaires que " la grève générale de la citoyenneté " - pour la pleine réalisation du sujet bourgeois sous la forme d'un revenu de citoyenneté et autres droits universels, et cela pas en tant que simples " revendications de transition ". Le sujet de cette lutte c'est la " multitude " - en particulier, les " invisibles ", comme les *sans papiers*, ce que symbolise la tunique blanche.

D'une part, Ya Basta et les autres Tutte Bianche prennent la position post-*autonomia* / post-moderniste selon laquelle la différence et la pluralité, c'est-à-dire la fragmentation, est la force du mouvement, selon laquelle toutes ces sortes de tactiques différentes sont nécessaires. Ils se réfèrent même au soutien à une coopération avec le black bloc à Québec et Göteborg. D'autre part, ils ont aussi attaqué ceux dont la tactique diffère de la leur. Certains des leurs se sont battus avec des éléments du black bloc à Gênes, alors qu'ils leur reprochaient la violence de la police. De plus, alors que Ya Basta ! accuse le black bloc d'être infiltré par les flics, ils coopèrent eux-mêmes tout le temps avec ces derniers. Alors qu'une critique de la manière de faire du black bloc est nécessaire, l'analyse de cette tactique par Ya Basta ! est aussi fautive qu'hypocrite. Le fait est que l'approche symbolique de Ya Basta ! n'a simplement pas marché à Gênes parce que les flics avaient décidé d'être réellement durs : ils avaient pour mission que la foule n'interrompe pas la conférence, comme cela avait été le cas lors de rassemblements précédents. La méthode de Ya Basta ! n'a pas marché en dépit des buts des organisateurs : leurs boucliers, leurs casques, leurs masques à gaz et leur rembourrage ne furent pas utilisés par les participants simplement comme des moyens de défenses mais aussi comme des armes réelles en réponse à l'attaque des flics. Ya Basta ! a été critiqué par le SWP comme étant post-moderne, élitiste, et inefficace. " Workers Powers " les a critiqué pour avoir agi comme des flics. Ya Basta répond en accusant ces gauchistes de n'être que des léninistes vieux style étouffés dans l'orthodoxie marxiste. Toutes ces critiques sont justes. Les

différences superficielles entre Ya Basta ! et les Trots cachent leurs profondes similitudes. Dans la mesure où ils sont concernés par le fait que la lutte devrait porter sur des objectifs tels qu'une distribution plus équitable (du travail aliéné), les droits des citoyens, le contrôle démocratique des ressources etc., alors ils évoluent en totalité à l'intérieur de la pensée bourgeoise. Les Trots et les " post-léninistes " de Ya Basta ! sont réellement le reflet l'un de l'autre.

Le radicalisme comme réformisme

Ya Basta est apparu dans les centre sociaux dans lesquels le mouvement autonome s'est réfugié après la défaite de la fin des années 70. En fait, une racine de leur propension à négocier avec les flics peut se trouver dans le passé de leur équipe dirigeante sur la scène autonome de Padoue dans les années 80 qui était devenue si petite que les activistes restant et les flics pouvaient presque s'appeler par leur prénom. L'arrière-plan social et historique de Ya Basta a facilité le développement de traits spécifiques de l'*autonomia* comme rationnels pour un réformisme récupérateur, un défaitisme habillé en nouvelle vision du " changement social " (1, voir à la fin du texte). L'exemple le plus lumineux de cela sont les liens institutionnels qu'ils célèbrent comme un signe de leurs succès. Le mouvement plus large des Tute Bianche en Italie, dont Ya Basta ! est une composante, a flirté avec les autorités depuis le début des années 90. Les Tute Bianche ont des liens financiers considérables et des arrangements avec les autorités. Cela inclut leur partenariat et leur soutien par des sections de l'ex-Parti Communiste *Rifondazione Comunista* et le soutien étatique de quelques centre sociaux dans lesquels ils sont impliqués. Ces liens formels ainsi que leur dialogue avec les autorités, leur présence aux élections locales et, pire encore, leur appartenance aux coopératives de l'économie solidaire (qui ont sapé les salaires des autres travailleurs), la présence des Tute Bianche comme partie prenante de la construction de la « société civile », sont capable de mener à bonne fin les réformes qu'ils désirent. Peut-il y avoir une plus grande évidence de la faiblesse d'un mouvement ? !

La menace que représente Ya Basta ! est celle de la récupération de l'énergie et des activités des éléments les plus radicaux pour un projet réformiste dans et autour des mobilisations anti-globalisation ; Avec leurs manœuvres et leur opportunisme, les Tute Bianche peuvent être vues, en Italie, comme un autre malhonnête de plus. Mais dans d'autres pays, ils apparaissent comme l'alternative radicale que les gens étaient en train de rechercher. A travers leur occupation d'une " situation symbolique ", une perspective radicale - incarnée dans les centres sociaux autorisés - peut apparemment se développer en association avec les rapports sociaux capitalistes. De telles réformes " réalisables " transforment la révolution totale en un objectif mouvant.

Lors de quelques évènements " anti-capitalistes ", les limites de l'approche de Ya Basta ! ont été identifiées par des membres de Ya Basta ! eux-mêmes, et la direction, avec son programme gauchiste-réformiste post-moderne, n'a pas toujours été capable de ramener l'ordre dans les rangs. A Gênes, Ya Basta ! A, à nouveau, essayé de décréter une alternative au combat de rue avec les flics. Mais à cette occasion la notion de " dépassement de la violence et de la non-violence " est apparue pour ce qu'elle est - une rhétorique creuse - et quelques Tute Bianche ont rejoint les émeutes. De la part des Tute Bianche, vu leur histoire faite d'abstention, de lancement de projectiles, c'était en fait faire ce que l'autre n'attendait pas, mais pas de la façon espéré par la direction de Ya Basta !.

De l'idéologie à la théorie

En Grande Bretagne, où les récentes mobilisations ont souvent été interprétées comme plus radicales, " anti-capitalisme " plutôt que " anti-globalisation ", certains ont le sentiment que le point le sommet du mouvement est déjà passé . Les fêtes de rue du RTS commencèrent en 1995, et ont culminé dans le réjouissant " Carnaval contre le capital " du 18 juin ; mais les évènements " anti-capitalistes " qui ont

suivis - Euston le 30 novembre 1999, 1^o mai 2000 et 2001 - ont été des succès plus modestes et moins dépourvus d'ambiguïtés. Tous ces événements diffèrent de ceux de Seattle, Prague, et Gênes, qui continuent à exciter et intéresser les gens, en ce qu'ils n'ont pas été concentrés sur un Sommet. A vrai dire, la raison pour laquelle ils ont été progressivement moins suivis est peut-être l'absence d'une spécialisation et d'une cible particulière. *La perception que le " mouvement " est déjà déclinant reflète peut-être le même « anglo-centrisme » qui limite nécessairement les analyses que nous avons exposées.*

Néanmoins, les mobilisations de masse centrées sur un Sommet ne peuvent en elles-mêmes constituer un mouvement, aussi impressionnantes soient elles. La tentative de lier ces mobilisations de masse avec des expressions particulières de la résistance à la rationalisation économique que nous avons vues dans divers pays - y compris les grèves, les mouvements pour la terre, les occupations d'étudiants - est absolument nécessaire. En ce sens, les idéologues ont raison. *Mais remarquer, avec pertinence, que les différentes luttes sont liées par une relation commune au capital global n'est pas nécessairement la même chose que d'observer si et comment ces diverses luttes sont reliées entre elles dans la pratique, en tant que sujet collectif.*

La reconnaissance que différentes activités et tendances représentent ensemble un mouvement est un élément nécessaire de n'importe quel développement d'un mouvement. Mais poser une unité qui n'existe pas - faire des commentaires sur des contradictions - ne peut en soi servir à créer un mouvement. De plus, pour les idéologues, dans le but de parvenir à une certaine hégémonie, il est nécessaire de proclamer que ce qui est arrivé est naturellement un mouvement - et ainsi de geler les limites actuelles.

En conséquence, les " démocrates ", les gauchistes et Ya Basta ! ont fait de bruyantes déclarations pour dire qu'il s'agit d'un mouvement unique. Excepté peut-être le black bloc, chaque tendance que nous avons critiquées ici a cherché à définir un sujet particulier du mouvement qui serait le produit de conditions historiquement spécifiques. Définir ces conditions historiques spécifiques est donc inclus dans la tentative de comprendre la nature du " mouvement ". Pour la plupart, leur définition de ces conditions sont idéologiques : " globalisation ", " neo-libéralisme ", l'émergence de la " société civile " et la " multitude " comme nouveau sujet. Le black bloc, au contraire, se définit simplement comme une pratique du combat de rue et d'attaque de la propriété - et donc pourrait peut-être proclamer qu'il est non-idéologique. Mais, comme nous l'avons vu, la tactique est elle-même idéologique dans la mesure où elle est fétichisée comme une identité politique. Chacune des quatre tendances que nous avons examinées possède donc une compréhension idéologique du supposé " mouvement " - déformée et unilatérale. Chacune prend un aspect des différentes luttes et pratiques - l' (anti) logo, les travailleurs organisés en grève, les invisibles voulant devenir citoyens, le cassage de la propriété et le combat avec les flics - pour le secret de la totalité.

Mais qu'elle est la totalité - l'essence - du phénomène anti " globalisation " ?

Une perspective ne voudrait voir que la composition « classe moyenne » démocrate de la direction du mouvement, son soutien par le mouvement ouvrier représentatif, et leur programme réformiste de partage. Sur cette base, certains voudraient traiter brièvement ce qui est arrivé comme ayant que peu d'importance pour la lutte de classe.

Une approche différente de la question voudrait ignorer entièrement la direction et l'idéologie et se concentrer seulement sur les actions radicales de beaucoup de participants et sur le climat de résistance aux forces de l'État qu'elles ont engendré au cours de ces mobilisations. *De ce point de vue*, le phénomène anti- " globalisation " est naturellement partie prenante de la lutte de classe.

Nous avons défendu précédemment (Editorial Aufheben n° 8) que s'il doit y avoir un " mouvement anti-capitaliste ", alors il doit se constituer lui-même comme le prolétariat, la négation déterminée du

capital. Cela signifierait non seulement rompre avec l'hégémonie " démocratico-gauchiste ", mais aussi - et naturellement centralement - être relié pratiquement aux autres sections du prolétariat mondial . En termes de rupture avec l'hégémonie démocratico-gauchiste, l'accent mis dans cet article sur les idées et les idéologues reflète simplement le fait que le phénomène " anti-globalisation " n'existe au jour le jour que comme mouvement politique.

En tant que phénomène d'alliance de classes et quelque peu informe, il est une lutte idéologique. A cause de cela, même si de nombreuses actions des participants sont des contributions à la lutte de classe, la question de l'idéologie devait être posée.

En termes de connections concrètes avec l'ensemble de la classe ouvrière, on ne peut bien sûr dépasser les distinctions : de nombreux éléments prolétariens ont été impliqués dans les mobilisations anti- " globalisation ". Mais ils ne peuvent se relier abstraitement avec une classe ouvrière plus large - c'est-à-dire à travers la présence aux manifestations des syndicats comme représentations de la classe ouvrière. De telles connections peuvent seulement être réalisées au travers de la lutte elle-même. Leurs échecs jusqu'à maintenant, et à cause de cela les limites des mobilisations elles-mêmes, sont en grande partie le reflet du faible niveau des luttes sociales. Cette absence, à son tour, est le résultat des défaites historiques dans la lutte de classe auxquelles nous avons assisté depuis 20 ou 30 ans. A cause de cela les mobilisations contre la " globalisation " peuvent de venir un mouvement social plutôt que simplement un phénomène politique seulement dans le sens où elles deviendraient un élément d'une reprise plus générale de la lutte de classe.

Aufheben n° 10 ; septembre 2001

(1) Ce point est bien développé par Neil Fernandez, reprenant des arguments exprimés par *Insurrezione* : la compréhension théorique par l'Autonomie italienne du fait que la prise du pouvoir par la classe ouvrière est nécessairement une rupture tendancielle dans la réalisation des nécessités du capital, tant qu'elle reste détachée d'une complète compréhension des modes d'intégration, peut rendre possible un mouvement partant de l'ouvriérisme originel des années 60 vers une appréciation positive de diverses sortes d'accommodation, ou au moins à un abandon du besoin de les critiquer sans distinction. L'idée d'une révolution communiste globale peut alors être transformée en un concept d'occupation contestataire permanente d'une " aire de l'autonomie " militante et sous-culturelle, correspondant en réalité à une forme d'autogestion.

De l'Operaïsmo au « Marxisme Autonomiste »

Traduction d'un article paru dans *Aufheben* n°11 en 2003, sous la forme d'une lecture critique de deux ouvrages :
- A l'assaut du ciel : composition de classe et lutte de classe dans le Marxisme Autonomiste Italien par Steve Wright (Londres Pluto Press, 2002)
- Pour une lecture politique du 'Capital' (2ème édit) par Harry Cleaver (Leeds : AK/Anti-thesis, 2000)

L' 'Automne chaud' italien de 1969 fut un des points culminants des luttes révolutionnaires de la fin du 20 ème siècle, et il est associé à l'*operaismo* ('opéraisme'), une approche marxiste centrée sur les luttes de la base par opposition à ce qui était vu comme la politique et l'opportunisme de la gauche (stalinienne) dominante. La vague de luttes sociales de cette année eut un écho, bien qu'avec des différences importantes, dans le tumultueux 'Mouvement de 1977'. Sous la bannière de l'*autonomia*, l'analyse de la lutte de classe par les opéraïstes se prolongea dans les actions de groupes à l'extérieur du lieu de travail. D'intenses combats de rue, des auto-réductions ou le refus complet de payer factures d'énergie et tarifs des transports , la formulation explicite de revendications radicales telles que l'abolition du salariat : tout cela donnait l'idée d'un mouvement pour lequel ce qui compte comme 'politique' a été sérieusement remis en cause par des luttes autour de désirs et de besoins plus vastes. Les lecteurs auront connaissance de l'ouvriérisme et de l'*autonomia* aujourd'hui à travers les œuvres de ses théoriciens les plus connus, comme Negri, à travers le journal américain *Midnight Notes*, et peut-être à travers le site web et la liste de discussion aut-op-sy [1]. Pour beaucoup de gens insatisfaits des versions du Marxisme et de l'anarchisme disponibles en G.B., les notions d' 'autonomie' et d' 'autonomiste' évoquent quelque chose de positif. Par exemple, les récentes mobilisations du J 18 et de Seattle s'appuyaient toutes les deux sur des thèmes et sur un langage associés à l'*autonomia*, tels que les luttes et la diversité autonomes [2]. Néanmoins, l'histoire et la théorie de l'ouvriérisme et de l'*autonomie* ne sont pas toujours bien connus. La récente publication de deux livres sur l'*operaismo* et l'*autonomia* et leur héritage théorique témoignent de l'intérêt que ce courant continue de susciter. *Une lecture politique du 'Capital'* de Harry Cleaver fut publié originellement en 1979, et a maintenant été republié avec une nouvelle préface. L'introduction de Cleaver, en particulier, a été pour beaucoup une référence pour saisir la signification des développements d'après-guerre, y compris des luttes qui ne s'expriment pas dans des formes traditionnelles. *A l'assaut du ciel* de Steve Wright présente une histoire critique du développement politique et théorique du mouvement italien en relation avec les luttes des années 50, 60 et 70 - une histoire qui, à notre avis, supplante maintenant la présentation de Cleaver.

La publication de ces deux livres nous donne l'occasion d'une réévaluation critique des contributions de l'*operaismo* et de l'*autonomia*, et de la tentative de Cleaver de les maintenir en vie. En particulier, nous aborderons quatre questions. Premièrement, est-ce que le concept d' 'autonomie' est adéquat en tant que base pour une analyse de classe. Deuxièmement, nous soutenons que les opéraïstes et donc ceux qui les ont suivi souffrent de l'absence d'une critique adéquate du gauchisme et du nationalisme. Troisièmement, l'ambiguïté de ceux qui sont influencés par l'ouvriérisme dans leur manière de poser le statut de la 'loi de la valeur'. Quatrièmement, l'incapacité de l'ouvriérisme et de l'*autonomia* à théoriser le recul dans la lutte de classe peut être reliée à une satisfaction implicite (ou même explicite) parmi certains théoriciens de ce courant quant aux limites actuelles de la lutte de classe. Finalement, est-ce que la lecture politique du *Capital* de Marx offerte par Cleaver fonctionne réellement. Notre conclusion est que la défaite du mouvement sur lequel s'appuyait le développement de l'ouvriérisme a conduit à la fois à l'abandon du projet de révolution mondiale et à l'idéologisation de la théorie parmi les théoriciens de ce courant.

1 - Promesses et limites d'une analyse de classe 'autonomiste'

Pour comprendre la saisie opéràiste et ensuite 'marxiste autonomiste' de la classe, il nous faut remonter à l'émergence des concepts théoriques clés actuellement utilisés

1.1 - Opéraïsme classique

Les origines de l'*operaismo* résident dans les recherches des années 50 sur le comportement des ouvriers. L'objet de ces recherches était les besoins et les perceptions propres des ouvriers, leur définition de leurs problèmes dans l'atelier, et la nature de leurs luttes. Wright (p. 63) cite comme éléments centraux de la perspective opéràiste émergeant de cette recherche : L'identification de la classe ouvrière avec le travail subsumé au procès immédiat de production ; l'accent sur la lutte salariale comme terrain clé du conflit politique, et sur le fait que la classe ouvrière était la force motrice au sein de la société capitaliste [3]. Tous ces éléments étaient une réaction - et la base pour le développement d'une alternative - par rapport au réformisme productiviste et à la politique (bourgeoise) de la gauche traditionnelle (stalinienne), .c'est-à-dire le PCI. (le Parti Communiste Italien, de loin le plus grand parti communiste d'Europe occidentale). Pour le PCI, la 'politique' était dirigée prioritairement à travers le parlement (et la bureaucratie syndicale). Par contraste, en mettant l'accent sur la signification des luttes menées par les ouvriers eux-mêmes dans les industries, les opéràistes rejetaient la distinction léniniste classique entre luttes 'politiques' et 'économiques'.

En reliant la théorie opéràiste au contexte des luttes au travers desquelles il a émergé, *Storming Heaven* examine la catégorie la plus connue de l'ouvriérisme - celle de *composition de classe*, que Wright (p. 49) définit comme l'ensemble des comportements qui surgissent quand des formes particulières de force de travail sont insérées dans des procès de production spécifiques. L' *operaismo* a aussi introduit le concept d'*ouvrier-masse*, qui décrit le sujet identifié par les recherches sur les usines FIAT et Olivetti. Ce qui caractérise l'ouvrier-masse, c'est son travail relativement simple, sa place au cœur du procès de production immédiat , et l'absence chez lui des liens qui avaient attachés les ouvriers qualifiés à la production (Wright, p. 107).

1.2 - L'ouvriérisme au-delà des ouvriers

Comme le montre Cleaver, l'analyse et la pratique politique marxistes classiques comprennent la production et le travail lui-même comme quelque chose de neutre. Le but est de s'emparer des moyens de production et de les faire tourner 'dans l'intérêt des travailleurs', pour une distribution plus équitable. Mais les recherches sur FIAT et Olivetti avaient montré que la division du travail, et la définition des qualifications opéraient comme un procès de domination, et n'étaient pas une simple question technique. Les opéràistes proposèrent donc des concepts visant à saisir cette non neutralité de l'organisation et de la machinerie de l'usine. Particulièrement importante est ici l'œuvre de Panzieri, qui avait affirmé que, à la différence des réformistes staliniens, la classe ouvrière reconnaissait l'unité des moments 'technique' et 'despotique' de l'organisation de la production [4]. De tels concepts faisaient ressortir les limitations de l'auto-gestion ouvrière qui pouvait être vue comme pure auto-gestion de sa propre domination. Tronti développa cette ligne d'analyse avec la notion d'*usine sociale*. L'idée de l'usine comme lieu de pouvoir était étendue à l'ensemble de la société vue comme une totalité organisée autour des mêmes principes de domination et de (re) production de la valeur [5]. Ce qui impliquait que, puisque l'organisation sociale dans l'usine n'est pas neutre, alors la résistance à l'extérieur de l'usine pourrait être un moment valide de la lutte de classe. Mais l'accent mis sur ces ouvriers (d'usine) dans le procès immédiat de production signifiait que l'*operaismo* était pris dans une tension, sinon une contradiction. Tronti et d'autres ne furent pas capables de concilier leur notion d'usine sociale avec l'accent qu'ils voulaient mettre sur ce qui se passait dans les grandes usines : même quand ils étendaient l'analyse au-delà de l'ouvrier-masse, les opéràistes continuaient à privilégier le rôle du prolétariat d'usine.

L'Autonomia (l' 'aire de l'autonomie'), un réseau diffus de groupements incluant les opéraïstes radicaux et influencé par eux, émergea dans les années 70, à la suite de l'effondrement de certains des groupes opéraïstes. Ce nouveau mouvement vit aussi l'afflux de nombreux individus plus jeunes ; ils étaient souvent passés par l'université ou travaillaient dans de petites entreprises ou dans le secteur des services. Ils privilégiaient de façon caractéristique le local et le personnel par rapport à la lutte à l'échelle de l'ensemble de la classe, le besoin par rapport au devoir, et la différence par rapport à l'homogénéité (Wright, p. 197). Ils cherchaient ainsi à étendre le concept de composition de classe au-delà du procès de travail immédiat dans les usines. Ils étaient aussi moins concernés par les concepts totalisants de classe et par la définition de leur identité à partir du lieu de travail ; et ils avaient moins de temps pour le PCI et les syndicats. Certaines de ces tendances trouvèrent une expression théorique dans 'La Tribu des Taupes' de Bologna, qui eurent une influence majeure [6].

Le développement théorique le plus controversé de cette période fut la théorie de Toni Negri selon laquelle l'ouvrier-masse avait été remplacé par ce qu'il appelait l'*ouvrier social* (*operaio sociale*). La thèse de Negri était que le capital, tout en maintenant l'entreprise en tant que cœur de son procès de valorisation, tend vers une plus grande socialisation du travail, allant au-delà de la simple extension du procès immédiat de production vers une complète redéfinition de la catégorie de travail productif. L'étendue de cette catégorie, selon Negri, « dépendait » maintenant « du degré d'avancement du procès de subsumption du travail sous le capital... Nous pouvons maintenant dire que le concept de salarié et le concept de travailleur productif tendent à devenir homogènes », avec pour résultat de constituer « la nouvelle figure sociale d'un prolétariat unifié » [7]. En bref, tous les moments du procès de circulation, et même la reproduction, étaient vus comme productifs de valeur, la distinction entre travail productif et travail improductif était oblitérée. Alors que le *Capital*, livre I, pose la reproduction de la force de travail sous la forme de la famille et de l'éducation, l'innovation théorique de Negri était de se centrer sur celle-ci comme espace de lutte. Negri suggérait que, historiquement, il y avait eu un glissement de l'intérêt après le fin des années 60, le capital ayant adopté une stratégie pour éviter la dépendance exclusive par rapport à la classe ouvrière traditionnelle et s'appuyer plus massivement sur la force de travail de groupes sociaux qui étaient, à cette époque, marginaux et moins organisés [8]. Ainsi lui et ceux qui le suivirent considéraient les chômeurs organisés, le mouvement des femmes, la pratique des auto-réductions et les exemples de plus en plus nombreux de pillage organisé qui caractérisaient le Mouvement de 1977 comme des moments valides de pratique anti-capitaliste ; le processus révolutionnaire était compris comme un pluralisme d'organes d'auto-gestion prolétarienne (Wright, p. 173). Comme Wright l'expose, la position de Negri fut critiquée comme finalement trop abstraite : elle identifiait le pouvoir comme la dimension reliant tous les groupes et pratiques sociales pris comme constituant l'ouvrier social ; elle avait pour effet de gommer les différences entre ces différents groupes et pratiques. La redéfinition de la catégorie de travail productif est problématique pour la même raison. Bien plus, cela conduisit Negri à tirer des conclusions hyper-optimistes quant à la composition de classe résultant de la subsumption réelle du travail sous le capital. L' 'ouvrier social' semblait de plus évoluer avec le temps. Tout d'abord, l'ouvrier social renvoyait de façon caractéristique aux travailleurs précaires ; par la suite, tandis que la perspective de Negri vacillait au fur et à mesure de sa déconnexion par rapport au mouvement, l'ouvrier social s'incarna dans le 'travailleur immatériel', dont le programmeur informatique est un exemple [9].

L'aire de l'autonomie atteignit son zénith avec le Mouvement de 1977. Mais ce ne fut pas seulement la massive répression étatique - sur laquelle nous sommes bien informés - sous la forme de la violence et de l'emprisonnement, qui conduisit à la fracture de l'*autonomia* et à l'effondrement de l'opéraïsme. Le développement de l' *autonomia* et l'accent mis sur les luttes hors du lieu de travail allèrent de pair avec l'isolement des opéraïstes radicaux par rapport au reste de la classe ouvrière. Ce fut cet isolement et le

pessimisme qui en découlait quant à la possibilité d'un mouvement plus large, qui conduisit en fin de compte un grand nombre d'individus à retourner au PCI - ou à rejoindre les groupes armés.

1.3 - Position de Cleaver sur la classe ouvrière

Une objection souvent faite au projet communiste est la disparition supposée de son agent - la classe ouvrière. La conception de la révolution chez Marx est censée être liée à une structure de classe qui était en voie de disparition. C'était une question particulièrement pressante à l'époque où Cleaver écrit *Pour une lecture politique du Capital*, avec *L'adieu à la classe ouvrière* de Gorz et les analyses sociologiques similaires qui devenaient à la mode. Cleaver offre une réponse à cela en affirmant que la classe ouvrière ne fait que changer de forme et est en fait partout [10]. Pour beaucoup d'entre nous, l'aspect de *Pour une lecture politique du Capital* de Harry Cleaver qui eut le plus d'écho est moins son analyse 'politique' de la relation entre valeur et luttes (que nous discuterons plus loin), que son Introduction, dans laquelle une histoire des mouvements et des idées est utilisée pour développer une conceptualisation 'autonomiste' de la classe ouvrière contre celle du marxisme traditionnel aussi bien que contre les théoriciens d'une disparition de la classe ouvrière (en fait, alors que le livre de Cleaver était photocopié et diffusé par des tas de gens, la plupart de ceux que nous connaissons ne lurent que cette Introduction !).

L'analyse de classe de Cleaver peut sembler se situer dans le prolongement du concept d'usine sociale de Tronti et de la 'Tribu des Taupes' de Bologna. Ainsi, dans sa description des développements en Italie, il affirme que les luttes des travailleurs hors de l'usine - principalement des femmes - incarnaient et clarifiaient à la fois la nouvelle composition de classe (p. 71). Les luttes 'communautaires' autour des auto-réductions sur les loyers et les prix des aliments et des autres biens d'usage courant, affirme-t-il, permettaient aux femmes qui y participaient de prendre conscience de leur propre rôle dans la production de valeur. Aussi leur activité autonome pouvait-elle être saisie comme une partie essentielle de la lutte de classe, plutôt que comme un auxiliaire des luttes sur le salaire livrées par leur compagnons. Cleaver prend la campagne visant à un salaire pour le travail domestique comme l'expression la plus élevée de ce développement. Dans la nouvelle préface de *Pour une lecture politique du Capital* (pp. 16-17), Cleaver poursuit cette analyse de la nature de classe. D'un point de vue descriptif, un point essentiel est ici l'extension de la catégorie de la classe ouvrière pour englober non seulement les salariés mais aussi les non-salariés. Cleaver proclame que cette extension est justifiée par la recherche historique (par exemple *The London hanged* [Les pendus de Londres] de Linebaugh [11]), qui - est-il affirmé - montre à partir de la culture des artisans et autres que la classe ouvrière est antérieure à la prédominance du salaire. Conceptuellement, la clé de l'argumentation de Cleaver est la notion d'exploitation d'un groupe social par le capital, et par suite les luttes contre celui-ci. Bien plus, ce sont les luttes du groupe social en tant que tel, plutôt que leur subsumption sous une lutte globale de la classe ouvrière, qui sont considérées comme significatives du fait de leur potentiel d'auto-transformation. Pour Cleaver, la capacité de tels groupes sociaux à se recréer dans la lutte met en évidence le problème des définitions classiques (étroites) de la classe ouvrière, qui ne disaient rien de cette auto-recréation [12]. Conformément à la tradition de l'*autonomia*, Cleaver pose la résistance au capital comme un trait inhérent à la majorité de l'humanité et non pas une spécificité du prolétariat industriel - comme dans les analyses de la structure de classe des sociologues ou de certains marxistes en Occident.

L'affirmation par Cleaver d'une tradition 'autonomiste' des luttes et des théories fut important pour nous, comme pour beaucoup de gens à la recherche d'une analyse adéquate de la lutte de classe dans les années 80 et 90. Mais une relecture de la définition de la classe ouvrière par Cleaver, et en particulier les groupes sociaux qu'il tente d'inclure (en tant que groupes sociaux) dans cette définition, nous amène maintenant à affirmer que cette position n'est pas suffisante en tant qu'analyse de classe. La question est de savoir si l'exploitation est une caractéristique du groupe social auquel il se réfère en tant que tel, et

donc si la résistance est inhérente au groupe en tant que tel. Nous pensons qu' il y a des différences et des distinctions, au sein de et entre les catégories sociales que Cleaver identifie comme parties de la classe ouvrière, qui ont une importance. Wright considère que l'*operaismo* et l'*autonomia* recourent à des concepts qui servent à écraser des différences et des distinctions importantes pour l'analyse de classe. Notre point de vue est que Cleaver est l'héritier de cette tendance.

Pour rendre cette analyse plus concrète, considérons chacune des catégories sociales que Cleaver veut (re)définir comme partie intégrante de la classe ouvrière.

Mais auparavant, nous devons souligner ici combien il est inadéquat de se livrer au jeu qui consiste à traiter les classes comme des catégories où l'on range les individus. Pour nous, la classe n'est pas une forme de stratification mais une *rapport social* ; plutôt que de tenter de classer les individus, nous devons comprendre comment la classe se forme, comme processus, au sein d'un rapport d'antagonisme [13]. Il est vrai que les individus sont situés différemment en ce qui concerne la relation sociale fondamentale dans laquelle du travail est pompé sur le producteur direct (et que des identités et des perceptions des intérêts liés à ces identités peuvent se former autour de ces situations). Mais notre discussion des (re)classifications de Cleaver est en elle-même inadéquate, il faut la replacer dans un débat plus large sur la classe comme rapport et non comme (simple) strate.

Cleaver affirme (p. 73) :

L'identification du rôle dirigeant des non-salariés dans les luttes des années 60 en Italie, et l'extension du concept [de recomposition politique de la classe ouvrière] à la paysannerie, fournissait un cadre théorique au sein duquel les luttes des étudiants et des ménagères d'Amérique et d'Europe, des chômeurs, des minorités ethniques et raciales, et des paysans du Tiers Monde (sic) pouvaient toutes être saisies comme moments d'un cycle de lutte international de la classe ouvrière.

Les chômeurs

Les luttes des chômeurs organisés jouèrent un rôle significatif dans l'expérience italienne des années 70 - par exemple le mouvement Napolitain fut capable de mobiliser des milliers d'ouvriers au chômage, devenant le point de référence central de la région pour l'activité militante (Wright, p. 165). Dans ces pages et dans d'autres publications, nous avons prêté une grande attention à de telles luttes, qui pour nous portent souvent sur les allocations de chômage, pour la raison très simple que les allocations de chômage sont l'autre face du salaire [14] (et parce que nous - mêmes nous avons pas mal recouru aux allocations de chômage !). Les chômeurs sont la strate la plus basse du prolétariat - la plus dépossédée - et sont le plus souvent issus de la classe ouvrière en tant que telle. Dans *le Capital*, livre I, Marx démontre que les chômeurs sont nécessaires à la production de valeur. Puisqu'ils sont définis comme catégorie par leur relation au salaire, les chômeurs font visiblement partie de la classe ouvrière. Mais Marx montre aussi clairement comment les chômeurs fonctionnent en tant que facteur de discipline pour ceux qui travaillent et qui de ce fait « mettent un frein à leurs prétentions » [15]. Pour le marxisme classique, les chômeurs en tant que tels ne jouent pas le même rôle que la classe ouvrière industrielle ; il leur manque à la fois la force et le potentiel de conscience de classe révolutionnaire de ceux qui travaillent. Dans cette perspective, les luttes de chômeurs doivent nécessairement être réduites au rôle d'appendice des grèves ouvrières ; toute 'autonomie' des chômeurs pourrait trop aisément aboutir au rôle de briseurs de grève [16].

Mais les fonctions d'une strate sociale pour le capital ne définissent pas nécessairement les limites de la subjectivité qui lui est associée. Historiquement, ce sont souvent les moins auto-organisés, ou les moins autonomes, qui ont brisé des grèves. Les chômeurs sont, parmi les catégories citées par Cleaver, le groupe social dont l'appartenance à la classe ouvrière prête le moins à controverse.

La 'race'

Dans le cas de la 'race' et du facteur ethnique, ce à quoi Cleaver fait référence ici, c'est la construction par le capital de divisions au sein de la classe ouvrière afin de créer et de justifier la compétition parmi les ouvriers. Dans la mesure où les identités 'raciales' et ethniques sont construites, l'organisation de la classe ouvrière elle-même est 'racialisée' ou 'ethnalisée'. Autrement dit, c'est parce que la racialisation et le facteur ethnique fait partie de la façon dont la division de classe est construite et la classe ouvrière décomposée que les identités 'raciales' et ethniques pourraient servir de base pour s'organiser contre le capital. Les noirs et les autres minorités ethniques qui s'organisent et résistent de façon autonome le font parce que, en tant que strate sociale, leur expérience de la classe est plus brutale et ils sont plus fréquemment situés au pôle prolétarien du rapport de classe, et ce du fait des conditions dans lesquelles la condition de 'noir' et de 'blanc' a été socialement construite (aux USA). Les minorités ethniques qui ne s'engagent pas dans une telle action autonome tendent à être celles qui sont les plus mobiles socialement, selon l'expression américaine elles deviennent 'blanches'.

Particulièrement aux USA [17], les noirs sont, à la différence des autres groupes ethniques et 'raciaux', toujours au bas de l'échelle, même par rapport à ces autres minorités ethniques. Les noirs sont le prototype de la classe ouvrière, et la classe moyenne noire est l'exception qui confirme la règle.

Les femmes

L'émergence des femmes en tant que sujets collectifs du changement social a contribué à la réévaluation de l'analyse de classe de l'*operaismo* (Wright, p. 133). En particulier, la revendication par les femmes d'un salaire social universel a semblé pointer vers une solution aux limites rencontrées par la surestimation du salaire (Wright, pp. 123, 135). Certains dans l'*autonomia*, comme le groupe Rosso, se mirent à parler de l'émergence d'un 'nouveau prolétariat féminin' ; pour eux, les féministes, avec les chômeurs, étaient des composantes intégrales du nouveau sujet social - de l' 'ouvrier social'. De même, pour Cleaver, les femmes sont un exemple clé de catégorie sociale qui, à travers leurs luttes, devrait être saisie comme partie de la classe ouvrière - en particulier les 'ménagères' qui exigent des salaires pour leur travail de reproduction de la force de travail [18]. Dans notre perspective il est clair que ce sont des femmes de la classe ouvrière - définies ici par la position de classe de leur famille - qui ont le plus de chances d'être engagées dans de telles luttes. Les femmes plus aisées sont moins susceptibles d'avoir besoin et de poser la 'revendication de transition' d'un salaire, et peuvent parvenir à l' 'autonomie' individuellement (en poursuivant une carrière) sans avoir besoin de s'organiser collectivement. Bien plus, la forme sous laquelle les femmes ont défié les relations d'exploitation fondées sur le genre a varié historiquement. L'identification et la remise en cause du rôle des femmes qui a émergé dans les années 60 faisait partie d'une théorisation et d'un défi par rapport à la reproduction de la société capitaliste de façon plus globale, et tendait donc à s'exprimer comme un mouvement de changement social. Mais, surtout depuis le recul de la lutte de classe globale, le féminisme a au contraire tendu vers une idéologie justifiant une réduction du politique à l'individuel (sans lien avec une transformation sociale) ou un véhicule du carriérisme des femmes de la classe moyenne. Si on ne le fonde pas sur une analyse de classe - plutôt que de tenter de fonder une analyse de classe à partir de lui, l'accent mis sur les luttes des femmes en tant que femmes risque fort de conduire à cette impasse.

Les paysans

L'inclusion des luttes des paysans dans celles de la classe ouvrière chez Cleaver le différencie des thèses de l'ouvriérisme classique. Les ouvriéristes du début reconnaissaient que les luttes des paysans pouvaient contribuer à l'internationalisme de la classe ouvrière, mais ils suggéraient aussi l'on ne devait pas confondre les deux, et que le 'salut' ultime des paysans se trouvait entre les mains de leurs collègues des parties du monde plus développées (Wright, p. 66).

Considérer que les luttes des paysans sont effectivement des luttes de la classe ouvrière sert au moins à faire comprendre quelque chose sur la situation des paysans dans un monde capitaliste et sur les conséquences de leurs actions sur la lutte de classe globale. Bien que les paysans ne dépendent pas exclusivement d'un salaire, leur travail est souvent producteur de marchandises ; la manière dont ils produisent est assujettie à la demande du marché mondial. C'est pourquoi certains paysans tentent dans un certain sens d'agir comme 'la classe ouvrière' - c'est à dire de résister collectivement aux exigences du capital.

Mais, chez Cleaver, la redéfinition des 'paysans' comme partie de la classe ouvrière glisse sur des différences significatives au sein de cette catégorie sociale hétérogène. Le terme 'paysans' recouvre une multitude de positions économiques : il y a des degrés variables de relations communales, de production pour le marché (par opposition à l'auto-subsistance), d'évolution vers la classe capitaliste, et d'engagement dans le travail salarié. C'est pour cette raison que les 'paysans' en tant que tels n'agissent pas comme une vaste classe ouvrière et ne peuvent donc pas lui être simplement assimilés. Même si nous admettons que Cleaver a simplement en vue la majorité des paysans qui n'ont aucune chance de devenir des fermiers capitalistes, il y a néanmoins une logique dans leurs luttes qui les empêche de se constituer en tant que négation du capital. Le paysan est défini par une relation à la terre, et la terre est l'objet caractéristique des luttes des paysans. Ceci posé, les succès des luttes paysannes sont aussi leurs limites. Dans le cas du salaire, un succès quantitatif (plus d'argent) préserve la relation qualitative d'aliénation, mais peut ouvrir sur son dépassement : la victoire est insatisfaisante mais tout recul de la classe capitaliste peut suggérer que le rapport capitaliste lui-même est vulnérable. Mais une victoire dans une lutte pour la terre est une fin en elle-même, ce qui ne pousse pas à un niveau supérieur de lutte. Il n'y a pas d'impératif essentiel en faveur de l'abolition de la propriété de la terre dans les luttes pour la terre. Comme nous le disions dans un précédent numéro d' *Aufheben*, alors que nous pourrions reconnaître la subjectivité révolutionnaire des luttes fondées sur les paysans, la condition paysanne comporte une stabilité conservatrice dans les relations sociales. La résistance des paysans tend à refléter plutôt la menace externe que l'antagonisme de classe interne. Par conséquent, la forme de cette résistance peut souvent conduire à des alliances entre des petits fermiers privés et ceux qui dépendent de terres communales - ou même entre une masse paysanne et une direction nationaliste de gauche et urbaine [19]. Ainsi, nous ne voyons pas la résolution de la 'question agraire' (c'est-à-dire paysanne) simplement dans les luttes paysannes 'autonomes', ni, évidemment, dans la prolétarianisation de la paysannerie. Nous envisagerions plutôt, avec Marx [20] (et Camatte [21]), une révolution dans laquelle les potentialités communales du paysan prennent appui sur un soulèvement prolétarien plus large au cœur du pouvoir capitaliste.

Les étudiants

Pour des opéraïstes comme *Potere Operaio* (Pouvoir ouvrier), les luttes des étudiants devaient être subordonnées à celles des ouvriers d'usine. Mais les mouvements étudiants étaient une composante de l'Automne chaud aussi bien que du Mouvement de 1977, et avaient leur importance dans la tentative des opéraïstes de théoriser la prolétarianisation du travail intellectuel [22]. Un des développements intéressants de l'Automne chaud fut l'appropriation du bâtiment d'une faculté au Collège Médical de Turin pour une assemblée générale permanente [23]. Le Mouvement de 1977 comporta des tentatives de relier pratiquement ouvriers et étudiants à la fois organisationnellement et en terme de revendications telles que le salaire généralisé, qui apparaissait comme un moyen de permettre à plus de jeunes de la classe ouvrière d'accéder à l'université.

Chez Cleaver, la catégorisation des étudiants comme faisant partie de la classe ouvrière pourrait être considérée comme prémonitoire, puisque le fossé entre les étudiants passés par l'université et les autres, sur le marché du travail, s'est rétréci dans les années récentes. A mesure que davantage d'étudiants

acquièrent des diplômes, la valeur de ces diplômes diminue et les postes offerts aux diplômés ne sont souvent pas plus privilégiés ou mieux payés que ceux offerts à leurs collègues qui ont reçu une formation plus élémentaire. Le chômage des diplômés est maintenant plus élevé que jamais. Mais il ne s'agit là que de tendances. Les étudiants appartiennent de façon écrasante à la classe moyenne en termes de contexte familial (revenu, valeurs et représentations) et d'avenir. Dans la ligne de la notion d'usine sociale, Cleaver prend en compte ces observations en définissant la formation des étudiants comme travail de reproduction de la valeur d'usage de la force de travail [24]. Mais leur travail en tant qu'étudiants est quelque chose de plus que, et diffère de la simple reproduction de n'importe quelle force de travail. En premier lieu, le produit final du travail de l'étudiant à l'université n'est pas nécessairement une quelconque compétence mais plutôt une qualification destinée avant tout à permettre l'accès à des emplois plus privilégiés. Ce qui est reproduit, c'est donc une hiérarchie à l'intérieur de la force de travail - une division du travail pour accroître la compétition. Ce processus est aussi idéologique dans la mesure où ses bénéficiaires intériorisent et s'identifient avec la division hiérarchique qui en résulte - croyant qu'ils méritent leurs privilèges, et que seule une minorité talentueuse et travaillant dur peut acquérir leur type de statut. En second lieu, les 'compétences' qui sont reproduites par la formation universitaire ne sont pas seulement des compétences de direction et de gestion, mais aussi (pour les diplômés en sciences humaines et sociales) la capacité à classer, à dire n'importe quoi et à jouer un rôle - toutes choses qui n'ont aucun sens hors de relations sociales aliénées. En se focalisant sur l'autonomie et ses conséquences possibles pour le capital, la redéfinition par Cleaver des luttes étudiantes comme des luttes de la classe ouvrière perd de vue certains caractères importants de cette catégorie sociale [25]. Constater que la plupart des 'étudiants radicaux' finissent par poursuivre les mêmes carrières bien payées de la classe dominante que leurs parents, c'est peut-être adopter un point de vue exagérément cynique ; mais la part de vérité d'une telle approche est qu'il n'y a pas pour la plupart des jeunes radicaux de la classe ouvrière de possibilités équivalentes de finir patrons ! A la différence des étudiants, les jeunes de la classe ouvrière (dans des emplois d'ouvriers) n'ont pas le même choix.

Qu'est il donc advenu de la classe moyenne ?

L'étiquette 'classe moyenne' est largement absente de *Pour une lecture politique du Capital*, ce qui est dû au fait que pour Cleaver elle n'existe pratiquement pas, si ce n'est peut-être comme catégorie sociologique. La position 'marxiste autonomiste' semble être que, dans les conditions de l' 'usine sociale', les classes moyennes ne sont qu'un secteur de la classe ouvrière.

D'une part, l'analyse de Cleaver reflète, encore une fois, des tendances réelles. Dans un certain nombre de domaines, le travail de la classe moyenne a été déqualifié et prolétarisé. La précarisation, jusqu'alors limitée aux emplois ouvriers, a maintenant atteint un grand nombre de gens dans les classes moyennes. Bien plus, de nombreux salariés, en particulier dans le secteur public, ont été de plus en plus dévalorisés depuis ces 20 dernières années ou à peu près. En même temps, les salaires de ceux situés au sommet des classes moyennes, et particulièrement dans le secteur privé (par exemple les comptables, les juristes et les divers types de 'consultants'), ont continué de monter. A partir de là, en tant qu'identité commune assumée par des gens dont les conditions varient grandement - des ouvriers cols-blancs aux boulots précaires et aux salaires plus bas que leurs collègues cols-bleus, jusqu'aux administrateurs et directeurs de société - l'ensemble 'classe moyenne' est une catégorie pour le moins problématique, si ce n'est une mystification. Aux USA, le pays de Cleaver, le terme est même plus problématique encore du fait que de grandes parties de la classe ouvrière (blanche) sont situées (ou se situent elles-mêmes) dans la 'classe moyenne'.

D'autre part, s'appuyer sur ces disjonctions, ces anomalies, ces tendances, pour affirmer qu'on peut se passer de la catégorie 'classe moyenne', c'est une position unilatérale. L'analyse qui subsume la majeure

partie des classes moyennes sous la classe ouvrière est unilatérale parce qu'elle perd le pouvoir explicatif de la classe moyenne en tant que catégorie.

Ici encore, selon nous, l'analyse de Cleaver reflète les limites de l'approche dont il est l'héritier. Selon Wright, malgré toutes leurs contributions vitales à notre compréhension de la lutte, un des problèmes de l' *autonomia* et de l' *operaismo* est, plus généralement, le fait de prendre une tendance pour la totalité. De façon analogue, Cleaver prend une tendance particulière pour une caractéristique de la situation de classe dans son ensemble.

Alors que des tendances à la prolétarianisation pourraient pousser un grand nombre de membres des classes moyennes à partager le sort de la classe ouvrière, il y a d'autres traits de la condition de la classe moyenne en tant que telle qui agissent dans le sens opposé. Ce qui est absent de l'analyse de classe de Cleaver, c'est une reconnaissance des liens qui attachent l'individu de la classe moyenne à son rôle ou à sa position de classe et par suite au monde aliéné qui engendre ce rôle et cette position de classe. Un trait qui distingue la classe moyenne de la classe ouvrière, et qui a des conséquences pour la possibilité d'une pratique et d'une subjectivité révolutionnaire, est la présence ou l'absence d'une structure de carrière. Tandis que, de façon typique, les salaires dans les emplois ouvriers atteignent un pic relativement tôt et se stabilisent ensuite, les salariés de la classe moyenne évoluent, de façon encore plus typique, par augmentations continues, dans le cadre desquelles l'individu de la classe moyenne peut anticiper un avenir où son revenu et son statut s'amélioreront de façon continue. De fait, plus l'individu de la classe moyenne persiste dans un travail et colle à lui, moins il a intérêt à en sortir puisqu'il lui apporte un confort croissant. Parce que le travail dans la classe ouvrière offre rarement une telle perspective, l'impératif de s'en sortir est une constante tout au long de la vie. En second lieu, alors qu'on peut être fier de son propre rôle dans de nombreux types d'emplois, les emplois dans la classe moyenne engendrent souvent un type d'identification qui est généralement absent pour ceux de la classe ouvrière. Une telle identification à la classe moyenne a des effets sur la forme que prend la résistance - et sur le fait qu'une résistance existe ou non. L'universitaire, le travailleur social, le juriste, etc., peut souhaiter attaquer le capital, mais en général, il le fait en posant comme préalable de sa résistance le maintien de son propre rôle, d'une façon qui est impensable pour l'individu de la classe ouvrière. Ainsi il y a des psychologues radicaux, des philosophes radicaux, des juristes radicaux, et ainsi de suite [26], mais pas de maçons ou de balayeurs de rue radicaux ! Ces derniers sont simplement des *gens* radicaux qui veulent sortir de leur condition. Par contraste, les premiers souhaitent s'engager dans la lutte tout en conservant leurs identités de classe moyenne, y compris leurs compétences et leurs rôles spécialisés. En tant que telle, leur participation présuppose plutôt qu'elle ne remet en cause fondamentalement les institutions et les relations sociales qui sont la base de ces identités [27]. Ce n'est pas par hasard, nous semble t'il, que les figures dirigeantes de la scène post-*autonomia* qui rejettent (ou en tout cas négligent) la critique situationniste des rôles et de l'université, et qui redéfinissent tous les secteurs de la vie - y compris l'université - comme classe ouvrière, sont eux-mêmes des universitaires [28].

On devrait évidemment définir comme classe moyenne certains groupes, comme les professionnels - médecins, juristes, universitaires - qui gardent le contrôle de l'entrée dans leur profession. Mais il y a d'autres groupes pour lesquels la situation est moins tranchée. Dans la plupart des cas, l'épineuse question de la classe, et en particulier le statut des classes moyennes, est inévitablement un sujet embrouillé. C'est parce que la classe est un *processus* et non une boîte où l'on peut simplement ranger les gens [29], comme dans la sociologie. En Argentine, par exemple, on assiste à un processus d'effondrement de l'identité de la classe moyenne ; mais pour comprendre cela, il faut reconnaître qu'une telle identité existe et a une base matérielle. Pour nous, la manière dont Cleaver aplatit la réalité en la faisant entrer dans la catégorie classe ouvrière pose problème précisément à cause de l'absence de la

composition et de la décomposition de classe en tant que processus. La (composition de) classe implique une dynamique constante de prolétarianisation et d' 'embourgeoisement'. Mais si ces pôles ne sont pas reconnus - et si les classes moyennes sont comprises comme faisant déjà partie de la classe ouvrière - la composition de classe apparaît seulement comme une donnée statique.

1.4 - L'autonomie comme base ou comme fonction de la composition de la classe ouvrière ?

Comme on l'a vu, la thèse fondamentale de Cleaver est que les non-salariés, et à partir de là les autres catégories auxquelles il se réfère, ne font partie de la classe ouvrière que dans la mesure où le capital a cherché à exploiter et aliéner leur travail non-salarié ou leur condition particulière, et parce que ces non-salariés et autres catégories réagissent maintenant par la lutte contre le capital. C'est leur *lutte* et non leur appartenance à une catégorie sociale en tant que telle qui fait d'eux une partie de la classe ouvrière. La clé pour Cleaver, c'est donc l'action autonome contre le capital.

De la sorte, Cleaver est une nouvelle fois cohérent avec la tradition qui est sortie de l'opéraïsme, et qui cherchait à se distinguer et à aller au-delà de la pauvreté du marxisme traditionnel en se focalisant précisément sur l'activité indépendante ou autonome des ouvriers en lutte ; on montrait que leur activité et leur organisation de résistance collectives survenaient sans médiation du parti ou du syndicat - ou même en opposition à ceux-ci. L'antagonisme lui-même, sous la forme de l'autonomie, était ainsi la base de l'analyse de classe.

Dans les années 60, les opéraïstes ont subsumé la spécificité de différents lieux et expériences de la classe ouvrière sous ceux de l'ouvrier-masse. Dans les années 70, les œuvres de Negri menacèrent de dissoudre jusqu'à cette compréhension partiellement concrète de la classe dans un prolétariat générique, l' 'ouvrier social'. Dans 'La tribu des taupes', Bologna identifia de nouvelles déterminations subjectives de la classe : « Les classes ont tendu à perdre leurs caractéristiques 'objectives' et à se définir en termes de subjectivité politique » [30]. Pour Bologna, les questions d'identité sociale et culturelle, d'acceptation ou de refus des normes de comportement social exigées par l'Etat, jouaient maintenant un rôle dans la reproduction des classes. Ces nouveaux déterminants étaient censés être mis en évidence dans « la reproduction et l'invention permanente de systèmes de contre-culture et de lutte dans la sphère de la vie quotidienne, qui est devenue infiniment plus illégale ».

En fait , Negri et les autres abandonnèrent la démarche de recherche centrale des opéraïstes - l'examen des relations entre les 'conditions matérielles' d'exploitation et le 'comportement politique'. Comme le dit Wright, les opéraïstes radicaux insistèrent à l'excès sur le subjectif, la « volonté de destruction » (*Potere Operaio*, 1972, cité dans Wright, p. 138), appréciée post festum à partir d'une analyse des luttes plutôt que sur la base de la place dans le procès de travail. L'abandon des déterminants matériels de la composition de classe laisse sans réponse la question de savoir comment les différents sujets, ou strates de la classe, se reconnaissent eux-mêmes et entre eux comme prolétariat, classe révolutionnaire universelle.

Pour nous, la raison pour laquelle des groupes différents s'organisent de façon autonome contre le capital est qu'ils sont déjà prolétariens (ou, au moins, en voie de prolétarianisation). L'antagonisme surgit à cause de la classe. Il est implicite dans notre discussion ci-dessus, au sujet des différentes catégories sociales mentionnées par Cleaver, que la potentialité d' 'autonomie' est nécessaire mais pas suffisante pour une analyse de classe. L' 'autonomie' suppose une analyse de classe appropriée, et ne peut donc être la base de celle-ci : le subjectif requiert l'objectif.

2 - Par delà le gauchisme [31] ?

Ce fut une intuition vitale de l'opéraïsme : voir dans le refus des ouvriers de participer aux grèves d'avertissement à l'appel des syndicats, non une absence de conflit de classe mais une preuve de leur

autonomie. Dans les débats d'aujourd'hui sur l'état de la lutte de classe, le danger est de prendre une telle 'passivité' comme un simple refus de la représentation alors qu'elle pourrait en fait être ambiguë : en même temps qu'une expression d'hostilité au capital, elle pourrait aussi être la source d'un fatalisme paralysant. Mais la faiblesse de l'opéraïsme, ce n'était pas un sens excessif du poids de l'antagonisme ouvrier autonome vis-à-vis du capital comme vis-à-vis de la gauche institutionnelle ; c'était plutôt un refus ou une incapacité à concilier leurs vues avec leur conceptions de l'organisation. A maintes reprises, les mêmes théoriciens qui nous ont fourni les outils théoriques d'une nouvelle approche, nous recommandent d'être modestes dans notre compréhension des luttes ouvrières. Panzieri, par exemple, a insisté sur le fait que le sabotage n'était que l'expression de la défaite politique ouvrière (Wright, p. 61) ; et *Classe Operaia* ('Classe ouvrière') émit l'idée que les luttes spontanées ne suffisaient pas (Wright, p. 69). Nous sommes d'accord sur ce point : les différentes luttes particulières ne peuvent aller au-delà d'elles-mêmes si elles ne sont pas reliées entre elles. Mais ce qui est crucial, c'est la nature de cette organisation et comment elle peut surgir. Pour la plupart, les opéraïstes tendaient à fétichiser la structure organisationnelle formelle d'une façon qui reflétait leurs origines léninistes.

En premier lieu, il y eut pendant longtemps une répugnance à couper les liens avec le PCI. Ainsi, Tronti continua à affirmer la nécessité de travailler au sein du PCI afin de le 'sauver' du réformisme. Tronti était un cas particulier et il abandonna finalement l'opéraïsme, mais *Potere Operaio* maintint des liens avec le PCI jusqu'aux événements de 1968 en France, et même alors se considérait encore comme léniniste. Et Negri, bien qu'il eut écrit sur la contradiction au sein de l'*autonomia* entre ceux qui privilégiaient 'le mouvement' et les champions d'une conception 'léniniste' de l'organisation, affirmait sa certitude de la nécessité du parti léniniste même pendant les événements de 1977 (Wright, p. 214). L'*autonomia* émergea en partie comme un groupement de militants qui ressentaient la nécessité de critiquer les formes léninistes d'organisation et de pratique (y compris la structure formelle du parti), mettant au contraire l'accent sur les besoins de la classe : « Pour articuler de tels besoins, il fallait que l'organisation soit enracinée directement dans les usines et leurs alentours, dans des corps capables à la fois de promouvoir les luttes gérées directement par la classe elle-même, et de restituer à celle-ci cette 'conscience du pouvoir prolétarien que les organisations traditionnelles ont détruit' » (*Comitati Autonomi Operai*, 1976, cité par Wright p. 153). Mais finalement, comme le montrait Bologna, l'*autonomia* a échoué sur ce point, retournant à un avant-gardisme qui oubliait que « l'organisation est obligée de se mesurer jour après jour à la nouvelle composition de la classe, et doit trouver son programme politique uniquement dans le comportement de la classe et non dans une quelconque collection de statuts » [32].

Malgré leur tentative d'échapper au 'politique', les opéraïstes eux-mêmes furent en fait prisonniers d'une vision politique, en ce qu'ils cherchaient constamment à la fois à exprimer les besoins du mouvement social en termes d'unification des revendications *politiques*, et à réinventer le parti. Tout en innovant sur certains points, avec des idées comme celle de parti armé, leur conception de l'organisation resta léniniste par son fétichisme de la structure organisationnelle formelle, et sans grand rapport avec la conception tout à fait différente du parti (historique) de Marx [33]. De la sorte, ils n'allèrent pas jusqu'à une véritable critique de la gauche et du gauchisme. Ce problème se retrouve dans les versions actuelles de l'approche opéraïste.

Selon nous, si le concept d'autonomie est insuffisant pour une analyse de classe, il est également inadéquat - au sens de trop ouvert ou ambigu - pour une critique du gauchisme. De quelles 'luttes autonomes' s'agit-il ? L'accent mis sur l'autonomie en soi, et l'absence d'une véritable critique de la gauche qui en découle, a signifié que certains héritiers de cette tradition ne sont pas critiques à l'égard du nationalisme [34].

Cleaver (p. 25) affirme : « Le mouvement contre la guerre [du Viet-Nam] rassembla un grand nombre

de ces luttes diverses, et son unification avec les paysans d'Asie du Sud-Est devint complète quand fut lancé le mot d'ordre 'Victoire au FNL [Front de Libération Nationale]' et que les drapeaux Vietcong flottèrent sur les universités occupées. » En rapport avec cela, l'idée de 'circulation des luttes', c'est à dire comment une lutte dans une zone déterminée inspire une lutte dans une autre zone, décrit certainement un aspect des mouvements sociaux des années 60 et 70 (bien que l'on doive aussi reconnaître le phénomène inverse, la défaite dans un secteur suite à l'effet de démobilisation venant d'un autre secteur). Mais une telle idée est en soi inadéquate s'il s'agit, par exemple, de considérer les luttes des paysans vietnamiens en dehors du cadre nationaliste et stalinien dans lequel elles s'inscrivaient ; et si l'on traite de façon non-critique la manière dont une idéologie anti-impérialiste prédominait chez les étudiants (qui tendaient à considérer le prolétariat occidental comme irrévocablement 'corrompu', et se voyaient eux-mêmes comme un front pour le 'Tiers Monde') [35]. Chez Harry Cleaver, le traitement 'marxiste autonomiste' des gauchistes et des nationalistes se reflète dans son attitude non-critique vis-à-vis des Zapatistes [36]. Dans les textes de Cleaver , il n'y a pas de véritable critique du rôle du gauchisme et du nationalisme dans les luttes parce que de telles expressions sont considérées - au même titre que les luttes des 'ménagères', des étudiants, des chômeurs et du prolétariat industriel - comme des moments d'autonomie dans la mesure où ils semblent défier la stratégie capitaliste consistant à imposer le travail à l'échelle nationale et internationale. Toute critique du nationalisme dans les luttes est écartée par lui comme étant idéologique ou dogmatique. Etant donnée leur nécessaire antipathie pour le projet de négation du capital, l' 'autonomie' du gauchisme et des tendances nationalistes signifie obligatoirement la soumission et bien sûr l'écrasement de l'autonomie prolétarienne ! Cette lacune de l'analyse, qui érige des forces opposées par nature à l'auto-organisation de la classe ouvrière en *équivalent* de cette auto-organisation de la classe ouvrière, semble être un effet de l'incapacité de la tendance de l'*autonomia* à réaliser cette rupture radicale avec le léninisme qu'elle a quelquefois revendiquée, et dont Cleaver a repris l'héritage (bien que, à la différence de Negri, il n'ait jamais adhéré à aucun parti). Au pire, le 'marxisme autonomiste', loin d'être une alternative à un gauchisme pour lequel représentation politique et nationalisme sont défendus en tant que véhicules de la 'révolution', peut finir par n'être qu'une variété de plus de ce gauchisme non-critique. Tout en rejetant l'idée de parti formel, les 'autonomistes' cherchent encore à formuler des revendications politiques pour les luttes autonomes sur le même mode que les gauchistes.

3 - Négocier la loi de la valeur

Une autre tension de la théorie opéráiste que reproduit le livre de Cleaver tourne autour du statut de la 'loi de la valeur'. D'une part, l'accent mis sur les ouvriers à la pointe du procès de production immédiat semble aller dans le sens de la centralité de la production de valeur dans l'explication de la dynamique de la lutte de classe. D'autre part, les germes d'une approche révisionniste furent semés dès les années 70, quand *Potere Operaio* affirma que la lutte de classe s'était affranchie des limites de l'accumulation ; l'ouvrier-masse était censé avoir fait éclater le fonctionnement de la loi de la valeur, obligeant le capital à s'en remettre de plus en plus à l'Etat (p.137). *Potere Operaio* citait l'Automne Chaud comme tournant, mais son analyse lui fut suggérée par une révolte de la population de Reggio de Calabre contre le changement de statut régional de la ville dans la seconde moitié des années 70, qui semblait être significatif d'un rejet des institutions violent et généralisé. Cette analyse fut reprise par Negri, qui était conduit par sa compréhension de la crise comme produit de l'antagonisme de classe à soutenir l'idée que la loi de la valeur était supplantée par des relations de confrontation politique directe entre les classes [37], et que l'argent devait maintenant être compris en termes de fonction de 'commandement' [38]. Il en découle un trait distinctif des gens influencés par la tradition de l'*autonomia* : l'accent mis sur la lutte de classe non comme lutte en relation avec la valeur, mais comme lutte pour le contrôle sur le travail, pour l'imposer ou pour lui résister.

Un apport majeur de l'ensemble de la scène 'autonomiste' américaine a été de ne pas aller trop loin dans la reprise des positions de Negri. Mais il nous semble que la tentative de Cleaver d'adopter certaines idées 'hérétiques' de la post-*autonomia* qui vont 'au-delà de Marx' tout en proclamant sa fidélité au *Capital* fait naître des ambiguïtés sur cette question de la valeur.

Ainsi, d'une part, *Pour une lecture politique du Capital* affirme, au moins dans une note de bas de page, que le contrôle est toujours lié à la valeur ; et dans la seconde édition, contre ceux (les 'autonomes') qui l'oublent, Cleaver répète que la théorie de la valeur travail est le 'noyau indispensable' de la théorie de Marx (p. 11). D'autre part, tout au long de *Pour une lecture politique du Capital*, les aliments et l'énergie (principaux exemples de Cleaver) apparaissent essentiellement comme des moyens de lutte pour le contrôle lui-même plutôt que comme des secteurs de la production de valeur, et le travail apparaît comme un moyen de contrôle en lui-même.

La valeur d'usage ultime du travail, qui est la valeur d'usage de la force de travail, est son rôle en tant que moyen fondamental du contrôle capitaliste. Pour le capitaliste, être capable d'imposer le travail, c'est conserver le contrôle social. Mais la valeur d'usage de la force de travail pour le capital est aussi sa capacité à produire de la valeur et de la plus-value. (p. 100)

L'emploi du mot 'aussi' semble indiquer la priorité donnée au contrôle par rapport à la valeur dans l'explication de la dynamique de la lutte de classe.

Bien que le capital traite essentiellement toutes les valeurs d'usage comme des sources arbitraires de valorisation, il ne peut pas être indifférent aux particularités des valeurs d'usage - nous en sommes d'accord. Ainsi Cleaver a raison, par exemple, de revenir au moment de l'accumulation primitive où le capital crée la classe ouvrière en chassant les paysans de la terre et ainsi de leur source d'aliments. Bien plus, avec des mécanismes contemporains comme la Politique Agricole Commune et les mesures similaires dans d'autres pays, il est exact que la valeur d'usage spécifique des aliments (et le rôle politique des classes engagées dans la production alimentaire) l'a amenée à être probablement davantage l'objet de mesures stratégiques de planification par le capital général, sous forme d'organes étatiques et supranationaux.

Rétrospectivement, pourtant, il nous semble maintenant que la politisation du prix des aliments et de l'énergie - qui apparaissaient comme des instruments manipulés dans la lutte entre sujets conscients, classe capitaliste et classe ouvrière - était une caractéristique spécifique des conditions de crise des années 70 (la crise de l'énergie notamment, et la focalisation par rapport à l'intervention de l'Etat sur l'inflation dans la négociation entre classe ouvrière et capital). Cleaver, comme d'autres dans la tradition post-*autonomia*, utilise ces moments historiquement spécifiques de la lutte de classe pour généraliser. Dans la période actuelle, il y a eu 'dépolitisation' de ces questions de prix en régime de faible inflation, et le modèle idéologique a été qu' 'il n'y a pas d'alternative' au marché 'globalisé'.

Comme nous l'avons dit plus haut dans ces pages, l'abandon de la loi de la valeur chez les théoriciens qui s'identifient à l'*autonomia* pose problème [39]. Dans notre lecture de Marx, et dans notre compréhension du capital, le capital comme totalité parvient à se constituer en tant que tel à partir d'éléments disparates et bien sur conflictuels. Cette conceptualisation du capital comme sujet en conflit avec le sujet classe ouvrière, chacun avec leurs stratégies distinctes ('imposer le travail' contre 'refuser le travail'), que Cleaver partage finalement avec Negri [40], si elle est posée comme quelque chose de plus qu'un raccourci ou une métaphore, implique un capital déjà unifié. Le capital en tant que sujet ne peut avoir une stratégie que dans la mesure où il y a une entente (pour fixer les prix) entre les différents capitaux, ou si un capital particulier (qui ? Le capital US ? La Banque Mondiale ?) accepte d'agir comme capital-en-général de la même façon qu'un gouvernement national agit dans l'intérêt capitaliste national. Le capital en tant que totalité a bien sur ses *intérêts*, mais ceux-ci - fondés sur le besoin

d'exploiter la classe ouvrière aussi durement que possible - surgissent et agissent précisément à travers ses éléments conflictuels : la concurrence entre les capitaux individuels. Le capital peut parvenir à plus de conscience à des moments de conflit de classe accru, et cette conscience peut s'institutionnaliser. Mais le capital n'est pas essentiellement un sujet conscient.

4. Comprendre le recul

Tronti affirmait, selon une formule célèbre, que chaque attaque capitaliste couronnée de succès contre le travail ne fait que déplacer l'antagonisme de classe à un niveau plus élevé, plus socialisé (Wright, p. 37). A sa suite, Negri, Cleaver et d'autres gens du courant autonomiste ou influencés par lui, soulignent que la lutte de la classe ouvrière pousse le capital en avant. L'activité de la classe ouvrière n'est pas vue (seulement) comme réponse aux initiatives du capital mais comme le moteur même du développement capitaliste - son premier moteur [41]. Dans cette analyse, la crise capitaliste - les fermetures d'usines, le chômage de masse et l'austérité - signifient que la lutte de classe change simplement de forme plutôt qu'elle ne recule. On pose que la lutte de classe est partout et sous de multiples formes. Cette perspective apporte par conséquent un correctif appréciable à la description objectiviste du fonctionnement du capital dans le marxisme classique. Les conceptions figées et fétichistes de la lutte de classe dans le marxisme classique pouvaient conduire à se demander où est passée la résistance et si elle réapparaîtra jamais. Par contraste, le 'marxisme autonomiste' trouve la résistance partout. Mais il nous semble que l'opéraïsme en général et Cleaver en particulier tordent peut-être le bâton dans l'autre sens. Affirmer que la lutte de classe est 'partout' et 'toujours' pose le problème d'expliquer le phénomène évident des reculs historiques de la lutte de classe, aussi bien que le problème 'politique' de répondre à ce recul en pratique. Les deux sont liés.

4.1 Affronter l'évidence de la décomposition

En postulant l'"unité du travail abstrait" comme base de la recomposition de classe, Negri saluait presque comme bienvenue la 'disparition' de l'ouvrier-masse et croyait que le moment décisif de la confrontation approchait. « Au moment même où la 'vieille contradiction' semblait s'être apaisée, et le travail vivant s'être subsumé sous le capital, toute la force d'insubordination se coagule dans ce front final qu'est le caractère antagoniste et constamment général du travail social » [42]. A un moment qu'on pourrait certainement caractériser comme le début de la contre-offensive de restructuration du capital, qui aboutit à une décomposition de la classe, il décrit un processus massif de recomposition - un bond qualitatif dans l'unité de la classe. Wright (p. 167) conclut que cette description ne coïncidait pas avec l'expérience italienne de l'époque. Il y a peu de témoignages de l'unification concrète entre secteurs sur laquelle toute l'argumentation de Negri reposait ; les luttes industrielles acharnées dans les petites usines du Nord furent coupées des autres secteurs de la classe. Wright affirme qu'en 1975-1976, ce furent plutôt les cercles de jeunes prolétaires que les luttes dans les usines qui créèrent des liens au niveau de l'ensemble de la classe ouvrière. Les ouvriers des grandes usines étaient en situation de 'trêve productive' au mieux, de défaite rampante au pire - et subordonnés au mouvement ouvrier officiel, qui avait repris le contrôle des usines après l'explosion de luttes autonomes de 1969 et des années suivantes. Le soutien des syndicats à l'ajustement des revendications des travailleurs aux exigences de l'accumulation se reflétait, dans la sphère politique, dans le 'compromis historique' du PCI avec le gouvernement Chrétien-Démocrate. La gauche historique, PCI et CGIL, soutenait la 'gestion' des difficultés économiques de la nation.

Bologna (1976, cité par Wright, pp. 170 -1) accusa Negri et l'*autonomia* de « se laver les mains des difficultés récentes de l'ouvrier-masse ». Il affirmait qu'il y avait eu une « réaffirmation de l'hégémonie réformiste dans les usines, brutale et implacable dans ses efforts pour démembrer la gauche de la classe »

Negri n'avait pas réussi à prendre en charge le désarroi et la défaite de l'ouvrier-masse. Il préférait « exercer le vieux métier du théoricien en possession de quelque synthèse grandiose ». Les *Comitati Autonomi Operai*, l'aile romaine de l'*autonomia*, rejeta aussi la vision optimiste de Negri, et critiqua dans ses abstractions leur absence de base empirique, chose qui avait eu tant d'importance pour les premiers opéraïstes. [43]

Dans le quart de siècle qui s'est écoulé, il ne s'est pas produit grand chose, à notre avis, qui confirmerait le pronostic optimiste de Negri. L'ouvrier-masse a été décomposé à travers la flexibilisation du travail, la désarticulation territoriale de la production, la mobilité du capital sur le marché mondial, la rationalisation de la production, la décentralisation ; mais l' 'ouvrier social' qui était censé émerger des cendres de l'ouvrier-masse n'est pas apparu comme un nouveau prolétariat universel capable d'affronter fondamentalement le rapport capital. La décomposition est quelquefois décomposition et rien d'autre, elle n'est pas nécessairement une recomposition en elle-même.

Le 'marxisme autonomiste' de Cleaver et de ceux qui sont proches de sa perspective affirme que nous devons reconnaître la validité des luttes multiformes et 'cachées' (absentéisme, vol au travail, formes diverses de grève perlée, etc..) qui restent vivaces malgré le déclin des formes plus anciennes de résistance collective manifeste [44]. Il y a toujours, bien sur, une résistance au mode spécifique selon lequel du sur-travail est pompé sur les producteurs directs. Mais le fait que la classe ouvrière tend actuellement à résister sous une forme principalement fragmentée et individuelle - le fait que la résistance soit si fragmentée ou cachée - reflète la faiblesse historique de la classe dans son ensemble. Cela signifie qu'il n'est pas facile de voir comment de telles formes cachées et individuelles de résistance peuvent en elles-mêmes nous ramener au point de non-retour. A moins de devenir ouvertement collectives, elles fonctionnent purement comme une forme d'antagonisme à laquelle le capital peut faire face, ou même qu'il peut récupérer. C'est là l'aspect valide des avertissements de Tronti et de Panzieri au sujet des limites de la lutte autonome.

4.2 Echapper au collier ?

Liée à cette question du recul, il y a celle de savoir si la classe ouvrière poussera éternellement le capital en avant. Est-ce que les 'autonomistes' avancent trop rapidement que la lutte de classe est le moteur ? Si la lutte de la classe ouvrière est toujours remise au pas par le capital, comment peut-elle échapper au collier ? L'argument que la lutte de classe est vivace sous des formes multiples a de la force, mais il risque de n'être plus, finalement, qu'une manière de se satisfaire des limites actuelles de la lutte de classe. L'accent mis sur la validité et l'importance (de la pluralité) des luttes autonomes elles-mêmes peut signifier l'abandon de la révolution en tant que totalité. Et alors que la possibilité et la nécessité de la révolution totale s'estompent, les campagnes réformistes, présupposant le maintien du rapport capital, passent au premier plan. Un symptôme de ce mauvais côté de la post-*autonomia*, ce sont les revendications de revenu garanti : ces mouvements ont permis aux gens influencés par l'*autonomia* de se retrouver côte à côte avec d'autres réformistes dans des campagnes prolongeant les besoins actuels du capital en matière de restructuration de l'Etat-providence [45]. Cette vision, finalement conservatrice, des avantages de la fragmentation, toutes les figures majeures de l'*autonomia* ou du 'marxisme autonomiste' ne la reprendraient pas à leur compte, mais elle n'est pas incompatible avec une compréhension de la lutte de classe se référant au concept d'autonomie.

5 - Pour une lecture politique du *Capital* :

Des 20 mètres de toile à l'auto-réduction des prix en deux temps - trois mouvements

Dans sa tentative de donner une lecture politique de la critique de l'économie politique de Marx, Harry Cleaver reste dans la ligne de la tradition opéraïste : Le livre de Negri écrit en 1968, 'Marx à propos du cycle et de la crise', est un des premiers exemples de tentative de relier les catégories de Marx et les

notions de stratégie et de lutte. Mais en sous-texte du livre de Cleaver, il y a une défense de l'importance du *Capital* contre la thèse de Negri (celui de la dernière période) selon laquelle le *Capital* est dépassé par les *Grundrisse* par rapport au projet révolutionnaire de notre époque. Dans '*Marx au-delà de Marx*' [46], Negri affirme que le *Capital* a servi à réduire la critique à de la théorie économique, que l'objectivisation des catégories dans le *Capital* a pour effet de bloquer l'action de la subjectivité révolutionnaire et de soumettre la capacité subversive du prolétariat à l'intelligence réorganisatrice et répressive du pouvoir capitaliste. L'objet de la critique de Marx prise dans sa totalité n'est pas 'intellectuel' mais révolutionnaire, et donc les *Grundrisse*, qui sont traversés d'un bout à l'autre par un antagonisme absolument insurmontable, sont, selon Negri, le texte-clé et peuvent même servir comme critique des limites du *Capital*.

Dans *Pour une lecture politique du 'Capital'*, Cleaver affirme que la bonne manière de lire le *Capital* et ses catégories fondamentales, telles que la valeur, est de le lire 'stratégiquement', dans la perspective de la classe ouvrière. Cleaver soutient donc que, s'il y eu 'blocage', il provenait seulement d'une lecture inadéquate du *Capital*, et que la solution est d'en faire une lecture politique. Nous sommes d'accord avec Cleaver que, malgré la puissance des *Grundrisse* et leurs indications cruciales sur le fait que le projet théorique de Marx était plus vaste que la matière du *Capital* [47], le *Capital* est néanmoins la meilleure présentation de la critique de l'économie politique (comme Marx lui-même le pensait clairement). Mais ce n'est pas la même chose que d'affirmer qu'une lecture 'politique' du *Capital* est utile ou même tenable. Nous pensons que la lecture 'politique' de Cleaver est finalement un échec.

5.1 Les objectifs de *Pour une lecture politique du 'Capital'*

Pour une lecture politique du 'Capital' est centré sur les trois premières parties du Chapitre 1er du Livre I du *Capital*. Marx y montre comment la marchandise a deux aspects - valeur d'usage (un produit du travail concret utile qui crée cette marchandise particulière) et la valeur (une représentation de ce travail considéré comme travail général abstrait) ; il montre comment la valeur doit prendre différentes formes ; et de là il déduit la nécessité logique de l'argent en tant que forme équivalent général de la valeur. Avec le chapitre sur l'argent, ce sont indéniablement quelques-unes des parties les plus difficiles du *Capital*. Alors qu'une bonne part du reste du livre avance sans détours, ce début suffit souvent à frustrer le lecteur et à le décourager. Aussi doit-on reconnaître le mérite de la tentative de Cleaver de donner un commentaire accessible.

La thèse centrale de la lecture de Cleaver est qu'il faut mettre en rapport la catégorie de valeur, sous ses diverses formes (et aspects), avec les luttes de classe sur les besoins humains - avec le subjectif - plutôt qu'avec le (seul) fonctionnement objectif du capital en tant que 'système'. Dans les termes de Cleaver, faire une lecture politique du *Capital*, c'est « *montrer comment chaque catégorie et rapport est en relation avec la lutte de classe et clarifie sa nature, et montrer ce que cela signifie pour la stratégie politique de la classe ouvrière* » (p. 76). La tentative de Cleaver de restituer le subjectif dans l'analyse de la valeur de Marx procède en court-circuitant la plupart des médiations de Marx, sautant directement de la forme-marchandise aux luttes particulières. Il met en relation la matière du Chapitre 1er du *Capital* avec les développements qui suivent dans le même Livre sur la lutte pour la journée de travail et sur l'accumulation primitive, pour une part ; mais il fait surtout le lien avec des luttes plus contemporaines - sur les prix de l'énergie et des aliments - d'une manière qui est clairement distincte de la méthode de Marx [48]. Il justifie cela en disant que « dans la mesure où je fais donc appel, dans l'interprétation de certains passages, à des développements tirés d'autres parties du *Capital* ou d'autres œuvres, je procède ainsi dans le but de saisir le Chapitre 1er par rapport à l'ensemble de l'analyse, et non pas pour reconstruire l'évolution des écrits et de la pensée de Marx" (p. 94, deuxième édition).

5.2 Les objectifs du Capital

Une question que Cleaver n'aborde pas, c'est la raison pour laquelle Marx parlait très peu des luttes dans le Chapitre 1er du Livre I. S'il est si nécessaire d'avoir une lecture politique du *Capital* comme celle que fait Cleaver, alors pourquoi Marx ne nous a-t'il pas épargné la difficulté simplement par une écriture politique du *Capital*? En présentant le *Capital* comme une arme pour nos luttes, Cleaver veut mettre l'accent sur les moments de dé-réification et de dé-fétichisation dans les catégories de Marx. Bien sûr il proclame que ce projet de lecture politique « est exactement le projet qu' exige la discussion sur le fétichisme chez Marx. (p. 76). Ainsi pour Cleaver, il n'est pas besoin d' une « analyse séparée de la section 4 du Chapitre 1er qui traite du fétichisme, simplement parce que ...tout le présent essai implique d'aller au-delà des apparences de la forme-marchandise pour atteindre les rapports sociaux » (p. 80). Cleaver a raison sur ce point que la section sur le fétichisme est cruciale 'pour atteindre les rapports sociaux' ; mais pourquoi Marx tenait-il au type d'exposé qu'il utilise malgré la difficulté que cela risquait d'entraîner pour la classe ouvrière, le public qu'il visait ? Qui plus est, le type de lecture politique de Cleaver est-il vraiment approprié pour comprendre ce que Marx traite en tant que fétichisme de la marchandise ?

Il est intéressant de comparer avec les *Essais sur la théorie de la valeur chez Marx* d'Isaac Rubin [49], que Cleaver ne mentionne que brièvement et pour l'écarter, dans une note de bas de page [50]. Tandis que Cleaver ne commente pas directement la section du Chapitre 1er du *Capital* sur le fétichisme, toute la première partie du livre de Rubin porte sur ce sujet. L'influence majeure du livre de Rubin fut précisément due au fait qu'il saisit de façon systématique le caractère inséparable du fétichisme de la marchandise et de la théorie de la valeur de Marx : « La théorie du fétichisme est, per se, la base de tout le système économique de Marx, et en particulier de sa théorie de la valeur » (Rubin, 1973, p. 5). Ainsi les catégories de la valeur sont l'expression d'un monde sens dessus dessous, où leurs propres produits dominent les producteurs, où les hommes se rapportent entre eux au travers de choses, et où les objets se comportent comme des sujets et les sujets comme des objets. Depuis que le livre de Rubin a été rendu accessible dans le monde anglophone par la traduction de Fredy Perlman, toute une école marxiste s'est développée, insistant comme Rubin sur le fait que la théorie de la valeur de Marx n'est pas une théorie néo-ricardienne du travail concret, mais une théorie de la valeur fondée sur le travail social abstrait ; [51] une telle analyse met au premier plan le fétichisme et fait ressortir le fait que l'œuvre de Marx est une critique de l'économie politique, pas une économie politique marxiste. Il semble donc que Rubin fait ressortir les mêmes points que Cleaver, mais en expliquant et en illustrant les catégories de la valeur à partir des médiations fondamentales que sont les rapports sociaux, le fétichisme du travail et de la marchandise, et non pas par la lecture directement politique qui a la préférence de Cleaver. De plus, le cas de Rubin remet en cause le schéma développé par Cleaver dans son introduction, tel que le résume le tableau suivant :

	Lectures idéologiques	Lectures stratégiques
Lectures de l'économie politique	Du point de vue du capital	Du point de vue du capital
Lectures philosophiques	Du point de vue du capital	ensemble vide
Lectures politiques	ensemble vide	Du point de vue de la classe ouvrière

Approches de lecture de Marx (Cleaver, p. 31)

Cleaver (p. 30) définit la case en bas à droite du tableau comme :

la lecture stratégique de Marx qui se place du point de vue de la classe ouvrière. C'est une lecture qui structure consciemment et unilatéralement son approche pour déterminer la signification et la pertinence de chaque concept par rapport au développement immédiat de la lutte de la classe ouvrière. C'est une lecture qui écarte toute interprétation détachée et toute théorisation abstraite pour ne saisir les

concepts que dans le cadre de cette totalité concrète de luttes dont ils désignent les déterminations. Je pense que c'est le seul type de lecture de Marx qui puisse vraiment être qualifié de lecture du point de vue de la classe ouvrière, parce que c'est le seul qui s'adresse directement au besoin de la classe de clarifier la place et la structure de son propre pouvoir et de sa propre stratégie. Bien que l'État stalinien ait admis la portée politique du 'raisonnement abstrait' de Rubin [52], le livre de Rubin ne répond pas aux critères 'politiques' de Cleaver. Mais le livre de Rubin n'est pas non plus, visiblement, un cours d'économie politique ou de philosophie. Une des raisons pour lesquelles l'ouvrage de Rubin a une influence majeure, dirions-nous, est précisément le fait qu'il transcende une telle distinction. Sous l'influence de la vague révolutionnaire des années 10 et 20, Rubin, comme des écrivains de la même période tels que Lukács et Korsch, put aller au-delà du marxisme de la Seconde Internationale et comprendre le *Capital* comme une critique de l'économie politique - mais sans revenir, comme l'École de Francfort, à la pure philosophie.

La quatrième partie du Chapitre 1er du *Capital*, 'Le fétichisme de la marchandise et son secret', est cruciale parce que Marx y montre comment les formes de la valeur sont une expression de la réification, et par suite, sont fétichisées dans notre expérience. L'approche de Rubin est décisive car elle attire l'attention sur le caractère inséparable du fétichisme et de la théorie de la valeur. En essayant de court-circuiter le processus, en passant immédiatement à l'aspect de dé-fétichisation de la lutte de classe, Cleaver saute des niveaux d'abstraction. Il nous semble, d'un point de vue analytique, qu'il est nécessaire d'expliquer la réification avant d'examiner son renversement. Autrement dit, pour relier la valeur aux types de lutte dont parle Cleaver, il faut développer toute une série de médiations [53], parmi lesquelles les catégories de plus-value absolue et relative, de capital constant et capital variable, et la relation entre prix et valeur (que Marx introduit plus tard dans le Livre I), la circulation (que Marx introduit dans le Livre II) et les formes de distribution de la plus-value - profit, rente et salaires (qui ne sont pas abordés avant le Livre III). Le Livre I concerne le capital-en-général, exposé à travers des exemples d'entreprises capitalistes comme un outil analytique pour dériver les catégories ultérieures, plus développées.

Il nous semble essentiel de saisir ce que Marx tentait de faire dans le *Capital*. Si le projet d'ensemble de Marx était 'le capitalisme et son renversement', il fallait néanmoins d'abord montrer, pour lui, ce qu'était le mode de production capitaliste, comment il était possible ; ce qui le conduisait méthodologiquement à mettre provisoirement de côté la subjectivité de classe afin de saisir la logique du capital comme un système objectif et positif de 'lois' économiques qui est apparemment indépendant de la volonté humaine [54]. Le marxisme objectiviste fait de cette mise de côté provisoire quelque chose de définitif. On pourrait considérer la démarche de Cleaver comme une tentative de redonner sa place à la subjectivité de classe ainsi provisoirement écartée ; mais comme il n'explique pas vraiment le caractère marginal de la lutte de classe dans les pages du *Capital*, ce qu'il dit n'est là que comme simple revendication de désaccord par rapport à l'argumentation de Marx. Bref, dans sa quête compréhensible du concret et de l'immédiat, Cleaver abandonne la rigueur analytique requise pour faire le lien entre le *Capital* et la lutte de classe. Si nous pouvons être d'accord avec l'idée que qu'il faut comprendre le *Capital* comme une arme dans la lutte de classe, il n' a pas besoin qu'on le réduise à la lecture grossièrement instrumentale qu'en propose Cleaver.

6 - Où va l'autonomie ?

6.1 Negri et la renonciation au sujet révolutionnaire universel

Le maintien de l'influence de l'*operaismo* et de l'*autonomia* est évident aujourd'hui dans nombre de mouvements récents, dont le plus notable est peut-être Ya Basta ! en Italie, qui s'inspire de certaines idées de Negri. Negri lui-même a dernièrement suscité l'intérêt de certains cercles. *Empire*, le livre qu'il a écrit avec Michael Hardt [55], est entré en résonance avec les préoccupations de certains activistes 'anti-

capitalistes/'anti-mondialistes', de certains universitaires et même d'un conseiller politique du New Labour [56]. Alors que les idées de Negri étaient quelquefois discutables quand il faisait partie de l'aire de l'autonomie, après avoir perdu contact avec le mouvement il a cessé de produire quelque chose de valable, et il a glissé dans un marécage universitaire dont les implications réformistes ne sont que trop évidentes [57]. La déconnexion des idées par rapport au mouvement, à la suite de la répression qui a culminé dans les arrestations massives de 1979, a signifié aussi dans une certaine mesure une bataille pour l'héritage du mouvement. A travers des journaux comme *Zerowork* et *Midnight Notes*, les théoriciens anglo-américains ont maintenu en vie le 'marxisme autonomiste'. En mettant l'accent sur l'importance que garde la valeur (même de façon ambiguë, comme on l'a vu), ces théoriciens, et entre autres Harry Cleaver, se sont distingués du dernier Negri et de son adhésion à la fois au post-structuralisme et aux idées du philosophe (pré-hégélien) Spinoza.

Mais - malgré ses innombrables contradictions internes - on peut retrouver une continuité de l'*autonomia*, du Negri des débuts au Negri de la dernière période. Par exemple, on peut remonter de ses positions récentes, communes à d'autres réformistes, pour un revenu garanti, à la revendication d'un 'salaire politique' du Negri radical de *Potere Operaio*. Malgré ses analyses intéressantes des débuts, il est significatif que son œuvre théorique relativement récente paraît en accord avec les idées de Foucault, Deleuze et Guattari justifiant les formes fragmentées de résistance et niant la nécessité d'affronter l'État. *Empire* contient toutes sortes de positions qui pour nous sont problématiques, sinon contre-révolutionnaires et récupératrices, y compris l'abandon de la valeur, la centralité du travail immatériel, l'appel à une 'démocratie réelle' et les propositions de 'citoyenneté globale'. Ce qui a suscité l'intérêt, apparemment, c'est justement la thèse de l' 'empire' - l'émergence d'une unique entité politico-économique capitaliste mondialement unifiée - qui semblait offrir une alternative aux décevantes théories orthodoxes de l'impérialisme. Mais avec la guerre US en Afghanistan, le concept d'impérialisme est revenu au premier plan du discours politique [58]. Ce qu'il nous reste donc, en tant que contribution de Negri à l'*autonomia*, c'est une apologie de la fragmentation. L'abandon du concept de prolétariat (remplacé maintenant par la 'multitude'), sujet révolutionnaire universel, c'est l'abandon de la révolution mondiale. On pourrait donc dire que l'œuvre de Negri est l'expression du profond sentiment de défaite et de désillusion qui a suivi l'échec du Mouvement de 1977.

6.2 L'histoire comme idéologie

Il y a clairement deux manières différentes d'écrire l'histoire dans les livres de Steve Wright et Harry Cleaver. Celui de Wright est l'histoire politique d'un mouvement. Mais il est également critique, d'un point de vue communiste. C'est pourquoi nous en recommandons fortement la lecture, comme ressource inappréciable pour aider à comprendre le développement, les contributions et les tensions de l'opéraïsme et de l'autonomie dans leur contexte historique, celui de l'Italie des années 50, 60 et 70. A l'opposé, l'exposé de la tradition de l'*autonomia* par Cleaver nous paraît beaucoup plus tendancieux. Au lieu de se centrer, comme Wright, sur ce qui est clairement un épisode historique unique, Cleaver choisit un certain nombre de mouvements et de théoriciens différents, remontant jusqu'à C.L.R. James et Raya Dunayevskaya, pour les désigner comme représentatifs de ce qu'il appelle 'marxisme autonomiste'. Là encore, Cleaver est cohérent avec la tradition de l'historiographie opéraïste, qui, rétrospectivement, retrouva l'ouvrier-masse, et donc une communauté de perspective, dans des luttes anciennes comme celles des Wobblies et du mouvement ouvrier allemand des années 20. Dans un sens il pourrait sembler qu'il n'y a rien à redire à la tentative de Cleaver d'identifier comme une tradition particulière ce qu'il considère comme un usage révolutionnaire de Marx. Et si nous regardons les groupes et les théoriciens auxquels il se réfère (à la fois dans *Pour une lecture politique du 'Capital'* et dans son cours à l'université sur le 'marxisme autonomiste' [59]), un grand nombre d'entre eux correspond à ce que nous estimons être les contributions les plus valables.

Mais il y a deux problèmes, liés entre eux. Premièrement, en regroupant ainsi ces mouvements et théoriciens divers, on a la même homogénéisation ou le même aplatissement - par oubli des différences - que nous avons vu dans l'analyse de classe 'autonomiste' de Cleaver, aussi bien que dans les concepts opérâistes d'ouvrier-masse et autres.

Deuxièmement, il est révélateur de considérer quelles tendances sont exclues du canon selon Cleaver, ou du moins évoquées seulement de façon superficielle. Comment ces tendances négligées peuvent-elles être en opposition avec les autres ? Quelles sont donc ces contradictions que la formule 'marxisme autonomiste' supprime ?

Pour nous, compte tenu des développements dans la théorie depuis un siècle, les absences les plus notables de *Pour une lecture politique du 'Capital'*, sont l'Internationale Situationniste [60] et la gauche italienne, et ceux qui ont été influencés par elle, comme Barrot/Dauvé et Camatte. On peut même dire que la tentative de définir quelque chose comme le 'marxisme autonomiste' est idéologique, par son insistance sur les idées 'similaires' et par ses dissimulations (le fait de glisser sur ce qui distingue les 'bons' théoriciens et mouvements, le silence sur ceux qui ne cadrent pas). Ceci n'a rien d'inhabituel ou d'étrange. La contre-offensive capitaliste qui a culminé avec la défaite du Mouvement de 1977 a vu un désillusionnement à l'égard de la possibilité d'un changement révolutionnaire de masse, qui s'exprima dans les trajectoires de ceux qui sortaient de l'aire de l'autonomie : la plupart entrèrent au PCI ou dans les groupes armés. De même, on peut voir dans la transformation des analyses globales des théoriciens de l'*operaismo* et de l'*autonomia* en 'marxisme autonomiste' un reflet du recul du mouvement qui donnait lieu à ces idées. L'idéologie, c'est la théorie figée, la théorie se fige quand la pratique sur laquelle elle est fondée est interrompue. 'Autonomisme' semble non-dogmatique et dynamique à cause de l'accent sur les besoins particuliers et la diversité des luttes etc. ; mais c'est le principe d'ouverture sur de nouvelles luttes qui est lui-même devenu idéologique à mesure que la vague de luttes a reflué. Ainsi le fait de passer sous silence les limites des courants que Cleaver approuve, et qu'il cite même comme modèles de luttes autonomes (par exemple Le salaire pour les ménagères) [61], va de pair avec l'exclusion de ceux qui contribueraient à la critique de ces mêmes courants. Tout courant radical a besoin de se critiquer pour se dépasser, comme le prolétariat s'auto-émancipe à travers son auto-abolition. L'identification par le label 'marxisme autonomiste' chez Cleaver est idéologique, en ce qu'elle est partielle et tente de fermer et non d'ouvrir le chemin de sa propre auto-critique.

6.3 Vers une évaluation critique et une appropriation des contributions des opérâistes

Alors que le livre de Cleaver, et particulièrement son introduction, a été important pour un grand nombre d'entre nous dans le passé, il nous semble à présent que le livre de Wright est plus utile que *Pour une lecture politique du 'Capital'*, car il nous permet de nous approprier les meilleurs apports de la tradition opérâiste. Wright achève son livre par cette phrase : « Ayant aidé à forcer le verrou... qui bloquait la compréhension du comportement de la classe ouvrière dans et contre le capital, pour tout compte fait se désagréger dans le processus, la tradition opérâiste a légué à d'autres le soin de comprendre les trésors qu'elle recèle. ». Sous de nombreux aspects, les analyses de la lutte de classe de l'opéraïsme italien promettaient beaucoup, mais donnèrent peu. Toute la tendance, de plus en plus divisée en camps séparés, s'effondra à la fin des années 70. Tandis qu'un des camps donnait sa préférence aux thèmes libertaires de l'autonomie, au développement de l'individu et aux déterminations subjectives de l'identité de classe, l'autre camp se tourna au contraire vers les débats sur le 'parti armé' et la possibilité de la guerre civile. Les deux camps abandonnèrent la focalisation traditionnelle de l'opéraïsme sur le rapport entre composition de classe technique et composition de classe politique - c'est à dire entre la structure matérielle de la classe dans le procès de travail et son comportement en tant que sujet autonome par rapport aux impératifs du mouvement ouvrier aussi bien que du capital. Mais qu'y a t'il à sauver de toute cette expérience ? La « dialectique complexe de décomposition et de

recomposition » des forces de classe, d'abord élaborée par Tronti et d'autres, fut un abandon significatif de la compréhension gauchiste traditionnelle de la lutte de classe ; les bonnes questions étaient posées : quels sont les facteurs matériels déterminants dans la compréhension du comportement de la classe ouvrière en tant que sujet (révolutionnaire) ? Mais si les bonnes questions étaient posées, les réponses qu'apportèrent les opéraïstes n'étaient pas toujours satisfaisantes, et l'on confondait souvent tendance et totalité. On critiqua avec raison les premiers opéraïstes pour leur refus de théoriser les moments de lutte de classe en dehors des grandes usines, et peut-être aussi leur vision du salaire comme lieu privilégié de la lutte ; mais leur successeurs autonomistes pouvaient tout autant être critiqués pour leur abandon problématique de l' 'ouvrier masse'.

Le livre de Wright se focalise sur le concept de composition de classe, l'apport le plus spécifique de l'opéraïsme. La composition de classe fut importante comme tentative d'exprimer comment la classe ouvrière est un sujet actif, et nous mène donc au-delà de la pauvreté du marxisme objectiviste qui donnait de la classe ouvrière une image passive et dépendante. Ce concept naquit de l'expérience de la lutte autonome quand la classe ouvrière était à l'offensive, mais il a finalement semblé moins adéquat dans des périodes de crise et de recul. Dans quelle mesure y eut-il une recomposition politique de la classe avec le déclin de l'ouvrier-masse ? Est-ce que les auto-réductions des années 70 et les mouvements d'étudiants et de chômeurs de 1977 firent de l' 'ouvrier social' une réalité concrète ? Certes, une multiplicité de luttes firent irruption au niveau social. Mais est-ce que ces luttes s'unifièrent, est-ce que les nouvelles subjectivités forgées dans la lutte fusionnèrent ? La recomposition de classe devait entraîner la formation d'un mouvement prolétarien de plus en plus conscient de lui-même. La dispersion des ouvriers (*operaio disseminato*), et le déplacement de la lutte sur le terrain de la société globale, du fait de la fluidité des situations et de la multiplicité des moments de lutte, rend plus difficile l'émergence d'un mouvement conscient de lui-même. Mais certains dans l'aire de l'autonomie voient dans ces mêmes facteurs un potentiel de transmission rapide des luttes à tous les secteurs de la classe. Mais, tandis que le refus du travail et la libération des besoins se manifestaient sous les formes les plus diverses dans les luttes des années 70 (cercles de jeunes prolétaires, émeutes, 'shopping gratuit' ou réappropriations, squats, auto-réductions organisées sur les loyers, les articles de consommation courante et les transports, etc.), ils ne se développèrent pas en mouvement politique sur le salaire (redéfini comme un revenu social garanti) tel que Negri le théorisait - pas plus qu'en un mouvement de classe cohérent capable de renverser les rapports sociaux capitalistes.

Si ce compte-rendu de lecture a consacré tant de place aux problèmes de l'opéraïsme et de l'*autonomia*, c'est uniquement à cause de l'importance historique de ce courant. Aujourd'hui, des idées comme celles de la non-neutralité de la machinerie et de l'organisation de l'usine, de la mise au premier plan des luttes et besoins immédiats (au lieu de la 'politique' séparée), et de la nature anti-capitaliste des luttes en-dehors (tout autant qu'à l'intérieur) du lieu de travail, sont caractéristiques de nombreux cercles radicaux, qui ne se qualifieraient pas tous de marxistes. Les opéraïstes furent parmi les premiers à théoriser ces questions. La mesure dans laquelle leurs idées ont eu un écho parmi les radicaux au cours des années (ou ont été adoptées et dénaturées par les récupérateurs) est l'indice qu'ils ont su articuler la négation du rapport capital.

Notes :

[1] http://lists.village.virginia.edu/spoons/aut_html

[2] La mobilisation J18 cherchait à relier les luttes autonomes des « écologistes, des ouvriers, des chômeurs, des peuples indigènes, des syndicalistes, des groupes paysans, des réseaux de femmes, des sans-terre, des étudiants, des pacifistes et de beaucoup d'autres encore ». Voir <http://bak.spc.org/j18/site/english.html>

[3] Dans le discours politique en Grande-Bretagne, « ouvriérisme » [workerism] est habituellement un terme péjoratif pour des approches avec lesquelles nous sommes en désaccord, car elles fétichisent les luttes sur le lieu de travail (et écartent celles en dehors). L' operaismo italien, par contre, se réfère à une inversion de perspective : se placer non du point de vue du fonctionnement du capital, mais du point de vue de la classe ouvrière : « Nous aussi, nous avons travaillé avec un concept qui met le développement du capital au premier plan, et les ouvriers au second. C'est une erreur. Et maintenant, nous devons remettre le problème sur ses pieds, renverser la polarité, et partir du commencement, et le commencement, c'est la lutte de classe de la classe ouvrière. Au niveau du capital développé à l'ensemble de la société, le développement capitaliste se subordonne aux luttes de la classe ouvrière ; il leur emboîte le pas, et ce sont elles qui fixent le rythme sur lequel les mécanismes politiques de la reproduction du capital lui-même doivent se régler » (M. Tronti, 1964, 'Lenin in England', in Working Class Autonomy and the Crisis [L'autonomie de la classe ouvrière et la crise] (London : Red Notes/Conference of Socialist Economists, 1979). Tandis que l'usage italien de ce terme est, comme nous le verrons, clairement positif, une des limites éventuelles de la version italienne de l'ouvriérisme était précisément la fétichisation des luttes dans l'atelier .

[4] « Les nouvelles 'bases techniques' progressivement atteintes dans la production offrent au capitalisme de nouvelles possibilités de consolider son pouvoir...Mais c'est la raison même pour laquelle le renversement du système par la classe ouvrière est une négation de toute l'organisation dans laquelle s'exprime le développement capitaliste ». R. Panzieri, 'The Capitalist Use of Machinery : Marx versus the Objectivists' [L'utilisation capitaliste de la machinerie : Marx contre les objectivistes] in P. Slater ed., Outlines of a Critique of Technology [Eléments d'une critique de la technologie] (London : Ink Links), pp. 49-60.

[5] « Au niveau le plus élevé du développement capitaliste, le rapport social devient un moment du rapport de production, l'ensemble de la société devient une articulation de la production ; autrement dit, l'ensemble de la société existe comme fonction de l'usine et l'usine étend sa domination exclusive à l'ensemble de la société. C'est sur cette base que la machine de l'état politique tend, de façon toujours croissante, à ne faire qu'un avec la figure de capitaliste collectif. » M. Tronti, Operai e Capitale (Turin : Einaudi 1971).

[6] S. Bologna (1977), 'The Tribe of Moles', in Working Class Autonomy and the Crisis (op. cit.).

[7] A. Negri (1973). 'Partito Operaio Contro il Lavoro', in S. Bologna et al., eds., Crisi e Organizzazione Operaia (Milan : Feltrinelli, 1974)

[8] Voir Negri (1982) 'Archaeology and Project : The Mass Worker and the Social Worker', in Revolution Retrieved : Selected Writings on Marx, Keynes, Capitalist Crisis & New Social Subjects 1967-83. (London : Red Notes, 1988).

[9] Voir 'Decadence : The Theory of Decline or the Decline of Theory ? Part II', note 83, Aufheben 3 (été 1994).

[10] Une réponse marxiste opposée au 'problème' du fondement de classe de la révolution, donnée par Moishe Postone dans Time, Labor and Social Domination et le groupe Krisis, est de conserver l'œuvre de Marx comme critique de la société marchande et de la valeur, mais en coupant le lien avec le concept de classe.

[11] P. Linebaugh, The London Hanged (Harmondsworth : Penguin, 1991).

[12] Negri introduisit le terme d' 'auto-valorisation' pour ce processus d'auto-développement autonome. Voir Marx au-delà de Marx : Leçons sur les 'Grundrisse' (New York/London : Autonomedia/Pluto, 1991). L'intérêt de ce concept réside dans son corollaire, l'idée que la classe ouvrière est un sujet actif, pas une simple fonction des besoins de la valorisation du capital, dont la stratégie est de prendre ce dont elle a besoin. Mais chez Marx, le concept de 'valorisation' désigne le propre fonctionnement du capital - plus précisément, son utilisation de notre activité pour augmenter la valeur, c'est à dire notre travail aliéné. Il semble donc extrêmement bizarre de l'employer pour désigner notre activité contre le capital - à moins que cette activité soit elle-même également aliénée d'une certaine façon. Dans la préface à la seconde édition de Pour une lecture politique du 'Capital' reconnaît que ce concept est problématique (comme il le fait dans son entretien avec Massimo de Angelis dans Vis-à-vis , 1993). Pourtant, il l'utilise encore pour expliquer que les luttes autonomes, tout en existant contre le capital, sont aussi pour 'une diversité de nouveaux mode d'existence' . Voir aussi son 'The Inversion of Class Perspective in Marxian Theory : From Valorization to Self-valorization' in W. Bonefeld, R. Gunn & K. Psychopedis eds., Open Marxism : Volume II : Theory and Practice (London : Pluto).

[13] Ce point est bien affirmé dans 'Marianne Duchamp talks to Tursan Polat about Class' : " Premièrement, il y a des

différences, et pas seulement de simples différences, mais une opposition fondamentale, entre la conception sociologique des catégories socio-économiques d'une part, et la conception hégélienne-communiste de la classe sociale d'autre part. Dans la conception sociologique, on définit les catégories socio-économiques, y compris celle de 'classe' et une quantité innombrable de sous-strates qui la constituent : a) en partant de la particularité, c'est à dire de l'individu, donc de façon analytique/inductive ; b) comme des agrégats intemporels d'individus ayant en commun métier, revenu, et aussi culture ; c) comme des réalités présentes de façon statique et normale dans toute société, c'est à dire d'un point de vue biologique,. Dans la conception hégélienne-communiste, on définit les classes : a) en partant de la totalité, c'est à dire de la forme sociale, donc de façon synthétique/déductive ; b) comme agents actifs d'intérêts historiques mutuellement opposés inhérents à cette forme sociale ; c) dans la perspective de l'abolition de l'Etat et de l'économie, c'est-à-dire du point de vue de leur nécrologie. »

[14] Voir Dole *Autonomy versus the Re-imposition of Work : Analysis of the Current Tendency to Workfare in the UK* (disponible seulement sur notre site web), 'Unemployed Recalcitrance and Welfare Restructuring in the UK Today' in *Stop the Clock ! Critiques of the New Social Workhouse and 'Re-imposition of Work in Britain and the "Social Europe"', Aufheben 8* (Automne 1999).

[15] éditions Penguin, p. 792.

[16] Dans les années 30, par exemple, le Parti Communiste, qui contrôlait le National Unemployed Workers' Movement (NUWM) [Mouvement national des ouvriers au chômage], ne voyait pour celui-ci d'autre rôle que celui d'auxiliaire à la traîne des grèves menées dans l'industrie. Les dirigeants du NUWM , bien que membres du P.C. de Grande-Bretagne, revendiquèrent pour le mouvement des chômeurs le droit d'agir de façon indépendante. Voir Wal Hannington, *Unemployed Struggles 1919-1936 : My Life and Struggles Amongst the Unemployed* (Wakefield : EP Publishing 1936).

[17] Les luttes des noirs américains inspirèrent les opérâistes italiens : « Les noirs américains ne représentent pas, ils sont le prolétariat du Tiers Monde au cœur même du système capitaliste... Black Power signifie donc organisation révolutionnaire des noirs » (Potere Operaio Veneto-Emilano, 1967, cité par Wright, p. 132).

[18] Un examen (critique) des questions soulevées par la brochure de Dalla Costa & Selma James *The Power of Women and the Subversion of Community*, par la revendication d'un 'Salaire pour le travail domestique' et par des discussions plus récentes (par exemple *The Arcane of Reproduction* de Fortunadi) serait utile, mais dépasse les limites du présent article.

[19] Voir 'A Commune in Chiapas ? Mexico and the Zapatista Rebellion', *Aufheben 9* (2000), notamment pp. 20-22. Alors que nous avons pris Holloway comme le type du marxiste académique qui surestime le poids de classe ouvrière et la signification révolutionnaire de la rébellion Zapatiste, Cleaver représente cette tendance encore plus clairement. Son refus de considérer les critiques des Zapatistes et de Marcos est tout aussi idéologique que la défense du 'socialisme réellement existant' par les marxistes à une époque antérieure. Par exemple : « une femme disait des *encuentros* de 1996 : 'les femmes faisaient tout, cuisine et ménage, y compris les toilettes, et toujours pieds-nus (c'étaient les hommes qui avaient les bottes) , même après une forte pluie ... Harry Cleaver a dit 'Eh bien, peut-être qu'elles aiment ça'...' » (cité dans *You Make Plans - We Make History*, 2001).

[20] Voir T. Shanin éditeur , *Late Marx and the Russian Road* (London : Routledge, 1983) ; et T. Shanin, *The Awkward Class* (Oxford : Oxford University Press, 1972).

[21] J. Camatte (1972) *Communauté et Communisme en Russie*.

[22] "L'étudiant était déjà un prolétaire en vertu de sa place subordonnée au sein de la division du travail universitaire. Dans la mesure où les bourses devenaient un salaire en bonne et due forme, il/elle serait transformé(e) pour de bon de 'figure sociale impure dans les marges du procès de valorisation' en 'travailleur salarié produisant de la plus -value' (Cazzaniga et al., 1968, cité par Wright, p. 95).

[23] Voir 'The Worker-Student Assemblies in Turin, 1969' dans *Working Class Autonomy and the Crisis* (op. cit.).

[24] L'ironie d'une telle approche, c'est qu'elle implique comme attitude adéquate pour eux d'être mauvais étudiant, alors que Cleaver lui-même fut un bon étudiant et rassemble d'autres bons étudiants comme lui.

[25] En fait, si Cleaver regardait de plus près les luttes actuelles, il serait amené à re-redéfinir finalement les étudiants comme classe moyenne. Avec le recul général de la résistance prolétarienne, et même si plus de gens d'origine ouvrière sont entrés à l'université, les luttes ouvertes dans les universités ont diminué.

[26] En fait, pour beaucoup d'universitaires marxistes, le préfixe 'radical' a été remplacé par celui de 'critique', reflétant le recul général de la lutte de classe qui pour l'intelligentsia prend la forme d'un recul (encore plus prononcé) vers le royaume des idées et des théories.

[27] Ceci a été bien exprimé dans *Refuse* (BM Combustion 1978) : " L' 'opposition' des contre-spécialistes à l'expertise

autoritaire des experts autoritaires offre une autre pseudo-alternative au consommateur politique. Ces spécialistes 'radicaux' (juristes radicaux, architectes radicaux, psychologues radicaux, travailleurs sociaux radicaux - tout sauf des gens radicaux) essaient de se servir de leur expertise pour démystifier l'expertise. La meilleure illustration de cette contradiction fut donnée par un travailleur social 'révolutionnaire' de Case Con qui déclarait à un meeting : 'la différence entre nous et un travailleur social ordinaire, c'est que nous savons que nous opprimons nos clients' . Case Con est l'esprit d'une situation sans esprit, le soupir de l'opresseur opprimé, c'est la conscience 'socialiste' du travailleur social hanté par la culpabilité, qui garantit que les travailleurs sociaux vaguement conscients restent à leur poste tout en ayant le sentiment de rejeter leur rôle... Les contre-spécialistes académiques tentent d'attaquer l'idéologie (purement bourgeoise) sur son lieu de production : l'université. Ne voulant pas attaquer l'institution, le milieu universitaire, le concept même d'éducation comme activité séparée qui produit les idées de pouvoir séparé, ils restent piégés par les catégories fragmentées qu'ils tentent de critiquerEn disant que les travailleurs sociaux sont exactement comme n'importe quel travailleur , il [le travailleur social de Case Con] ignore le rôle d'autorité qu'ont intrinsèquement les travailleurs sociaux , et le fait qu'ils ne prennent part à la lutte de classe qu'en se révoltant contre ce rôle, non pas en 'radicalisant' leur place spécifique dans la division du travail (le docker devenant 'docker radical', le mécanicien 'mécanicien radical' ..) » (pp. 10 - 11, 23).

[28] Voir 'A Commune in Chiapas ? Mexico and the Zapatista Rebellion', note 33, *Aufheben* 9 (2000).

[29] « nous ne pouvons comprendre la classe sans la voir comme une formation sociale et culturelle, issue de processus qu'on ne peut étudier que sur une longue période historique » E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class* [La genèse de la classe ouvrière anglaise] (Harmondsworth : Penguin 1963).

[30] Op. cit.

[31] 'gauchisme' est un concept que nous trouvons utile, mais peut-être un peu délicat à définir. Il peut désigner les pratiques qui reprennent une phraséologie communiste tout en représentant le mouvement de l'aile gauche du capital, Mais il est important pour nous de sortir de l'image d'une lutte de classe pure qui ne serait empêchée de produire le communisme que par l'intervention d'une force extérieure (à la bourgeoisie) , le gauchisme. La question, c'est pourquoi la lutte de classe se laisse ainsi détourner. Il est important de reconnaître que, si certains gauchistes font clairement partie de la bourgeoisie ou au moins de l'Etat, le pouvoir du gauchisme, du syndicalisme, etc.. provient du fait que la classe ouvrière génère le gauchisme à partir d'elle-même comme expression de ses propres limites à un moment donné.

[32] 'The Tribe of Moles', op cit., p. 89.

[33] Pour Marx, les organisations formelles n'étaient que des épisodes de « l'histoire du parti qui pousse partout spontanément sur le sol de la société moderne ». Cité par J. Camatte, *Origine et fonction de la forme parti*. Dans cette étude, Camatte pousse en quelque sorte le discours sur le parti jusqu'au point extrême de dissolution, ouvrant sur les positions ultérieures de Sur l'organisation.

[34] Wright (p. 66) suggère que les premiers opérâistes n'avaient pas de temps à consacrer au tiers-mondisme et au soutien aux luttes nationalistes de la gauche. Mais une couverture de la revue *Potere Operaio* dans les années 70 appelait à la victoire de l'OLP - ETA - IRA.

[35] Cette manière (moraliste) d'applaudir les luttes (de libération nationale) du 'Tiers-Monde' et de mépriser la classe ouvrière occidentale fut une expression des relations sociales de la classe moyenne typique de ces étudiants.

[36] Voir, par exemple, <http://lanic.utexas.edu/project/Zapatistas/INTRO.TXT>

[37] Voir 'Crisis of the Planner-State : Communism and Revolutionary Organization' (1971) dans *Revolution Retrieved* (op. cit.).

[38] Bien que nous aimions sa formule " l'argent est le visage du patron ".

[39] Voir 'Review : Midnight Oil : Work, Energy, War, 1973-92', *Aufheben* 3 (Eté 1994) et 'Escape from the Law of Value ?', *Aufheben* 5 (Automne 1996).

[40] Voir l'utile résumé des positions de Negri par Cleaver dans son *Introduction à Marx au-delà de Marx : Leçons sur les Grundrisse de Negri* (New York/London : Autonomedia/Pluto Press, 1991).

[41] Voir, par exemple, Toni Negri, 'Keynes and the Capitalist Theory of the State post-1929' dans *Revolution Retrieved* (op. cit.).

[42] *Negri Proletari e Stato* (2ème édit., Milan : Feltrinelli, 1976).

[43] « Nous avons toujours partagé et nous partageons encore votre intérêt pour les 'couches émergentes' (jeunes prolétaires, féministes, homosexuels) et pour des sujets politiques (l' 'operaio sociale') nouveaux et reconceptualisés. Mais précisément

l'indéniable importance politique de ces phénomènes exige une extrême rigueur dans l'analyse, une grande prudence dans la recherche, une approche solidement empirique (des faits, des données, des observations et encore des observations, des données, des faits) » (Rivolta di classe, 1976, cité par Wright, p. 171).

[44] Pour une bonne description de l'étendue des luttes 'cachées' récentes aux USA aujourd'hui, voir 'Fragile Prosperity ? Fragile Social Peace : Notes on the US' de Curtis Price.

[45] Voir l'article de Wildcat 'Reforming the Welfare State in Order to Save Capitalism' dans Stop the Clock ! Critiques of the New Social Workhouse (Aufheben, 2000).

[46] Op. cit.

[47] Voir F.C. Shortall, The Incomplete Marx (Aldershot : Avebury, 1994).

[48] D'autre part, Cleaver soutient qu'il ne fait pas quelque chose de si différent de Marx : « Marx illustre ces rapports [entre valeur d'usage et valeur d'échange] par un choix apparemment innocent de marchandises : toile, fer, montres, et céréales (blé). Je dis apparemment parce que la plupart de ces marchandises jouaient un rôle-clé dans la période du capitalisme que Marx analyse : la toile dans l'industrie textile, le fer dans la production de machines et de canons, les montres dans la mesure du temps de travail, le blé comme moyen de subsistance de base de la classe ouvrière. Pour apporter le même soin à cet exposé, je propose de nous focaliser sur les marchandises-clé de la période actuelle : force de travail, alimentation et énergie » (p. 98) . Mais si Cleaver a probablement raison sur le fait que Marx n'a pas choisi arbitrairement les marchandises qu'il mentionne au Chapitre 1er, leur fonction dans l'exposé de Marx est arbitraire. A la différence des économistes, Marx tient compte de l'aspect valeur d'usage dans l'économie, mais ici, dans son chapitre introductif, il ne mentionne pas le caractère concret de ces valeurs d'usage dans la lutte de classe. A ce point de l'exposé du mode de production capitaliste par Marx, les valeurs d'usage précises sont hors de propos. La référence de Marx à la toile, aux céréales, etc.. est un moment d'un exposé logique, pas une référence aux luttes concrètes.

[49] I.I. Rubin, Essais sur la Théorie de la Valeur de Marx (New York/Montreal : Black Rose Books 1973).

[50] En proclamant (p. 138) que les marxistes ont examiné la question du contenu de la valeur en détail, mais que rien n'a été fait sur la question de la forme de la valeur (d'où la nécessité de sa propre analyse), Cleaver inclut Rubin. Mais ceci suggère que Cleaver n'a pas compris (ou peut-être même pas lu) le livre de Rubin, qui est justement entièrement consacré à la forme sociale de la valeur

[51] . Jusqu'aux années 70, au moins dans le monde anglophone, Marx passait pour avoir simplement développé et affiné la théorie de la valeur travail de Ricardo. Dans cette interprétation traditionnelle, Marx, comme Ricardo, était censé adhérer à une conception de la valeur fondée sur le travail concret . Ce qui était commun à toutes les marchandises, et donc ce qui les rendait commensurables comme manifestations de ce facteur commun, c'était qu'elles étaient toutes des produits d'une « dépense du cerveau, des nerfs et des muscles humains » , c'est à dire du travail humain en général. Par conséquent, la valeur d'une marchandise paraissait déterminée par le travail incorporé en elle pendant sa production . Avec cette conception physiologique, ou quasi mécanique, du travail, la théorie de la valeur travail ricardienne concevait la valeur comme un rapport purement technique : la valeur d'une marchandise était simplement déterminée par la quantité d'énergie-travail nécessaire à sa production. En tant que telle, la théorie de la valeur travail ricardienne s'appliquait à n'importe quelle forme de société. Pour Rubin, la spécificité du mode de production capitaliste était que les producteurs ne produisaient pas pour leurs besoins immédiats mais produisaient des marchandises pour le marché. Le travail alloué à la production de n'importe quelle marchandise particulière n'était pas déterminé préalablement à la production par la coutume ou par un plan social et donc n'était pas du travail immédiatement social. Le travail ne devenait travail social , partie reconnue de la division du travail social, que par la vente de la marchandise qu'il avait produite. Bien plus, l'échange de marchandises était un processus d'abstraction réelle à travers lequel les différents types de travail concret étaient réduits à une substance commune -le travail social abstrait. Ce travail social abstrait était la substance sociale de la valeur. La théorie de la valeur fondée sur le travail social abstrait de Rubin débouchait nécessairement sur une analyse du fétichisme de la marchandise puisqu'elle s'intéressait à la manière dont le travail en tant que rapport social doit se manifester sous la forme de la valeur dans une société où les relations entre hommes se manifestent comme relations entre choses. Au milieu des années 70, la théorie de la valeur travail subit les attaques de l'école néo-ricardienne qui affirmait qu'elle était à la fois tautologique et contradictoire. La théorie de la valeur fondée sur le travail social abstrait de Rubin fut alors redécouverte comme réponse à ces critiques à la fin des années 70. Bien que Cleaver écarte Rubin, il y a eu des tentatives d'aborder sa théorie de la valeur fondée sur le travail social abstrait à partir de la tradition de l'autonomia - voir par exemple l'article par Massimo De Angelis dans Capital & Class, 57 (Automne 1995).

[52] "Un philosophe soviétique officiel a écrit que 'les disciples de Rubin et les idéalistes de tendance menchevik ... traitaient la méthode révolutionnaire de Marx dans l'esprit de l'hegelianisme ... Le Parti Communiste a écrasé ces tendances étrangères au marxisme.' ... Rubin fut emprisonné, accusé d'appartenir à une organisation qui n'avait jamais existé, contraint à

'confesser' des événements qui n'avaient jamais eu lieu, et finalement retiré du monde des vivants. » (Fredy Perlman, 'A propos de l'auteur', dans *Essays on Marx's Theory of Value* de Rubin (op. cit.).

[53] Nous avons défendu la même position dans notre réponse au collaborateur de Cleaver, George Caffentzis de Midnight Oil/Midnight Notes. Voir 'Escape from the Law of Value ?', *Aufheben* 5 (Automne 1996), p. 41.

[54] Voir F.C. Shortall, *The Incomplete Marx* (Aldershot : Avebury 1994).

[55] Harvard : Harvard University Press, 2000.

[56] Mark Leonard, 'The Left Should Love Globalization', [la gauche devrait adorer la mondialisation] *New Statesman*, 28th May 2001. Leonard est directeur du 'think-tank' [cercle de réflexion libéral] Foreign Policy Centre, et il est apparemment un partisan de Blair.

[57] Cette rupture fut, comme pour de nombreux militants de cette période, tout à fait physique. Arrêté en 1979, Negri s'exila en 1983. Mais la façon particulière dont il s'en sortit (en se faisant élire à la Chambre des Députés), et l'accueil chaleureux ainsi que la position relativement confortable qui l'attendaient en France, étaient basés sur un statut différent (en tant que professeur) de celui des autres militants ; c'est pourquoi dans le mouvement, il fut considéré par certains comme une sorte de traître. Son retour en Italie n'a pas réussi à le racheter ; pas plus que sa crédibilité n'a été restaurée par ses déclarations récentes, comme ce conseil adressé au mouvement anti-mondialisation : '20 % des électeurs' qui n'ont plus foi dans le système politique doivent être récupérés pour la politique électorale (Voir 'Social Struggles in Italy : Creating a New Left in Italy').

[58] Il est bien sûr possible de rejeter les inepties 'anti-impérialistes' du gauchisme tout en reconnaissant la réalité des rivalités impérialistes.

[59] <http://www.eco.texas.edu/Homepages/Faculty/Cleaver>

[60] *La Société du Spectacle*, du moins, apparaît dans la bibliographie historique de la tradition 'marxiste autonomiste' de Cleaver, en annexe à *Marx au-delà de Marx* de Negri, op. cit.

[61] Le choix de Cleaver de laisser Pour une lecture politique du 'Capital' tel quel plutôt que de le réécrire est compréhensible. Ce qui l'est peut-être moins - sauf à considérer qu'il est simplement dogmatique - c'est qu'il n'ait pas su utiliser la nouvelle préface pour reconnaître les faiblesses de son analyse qui sont apparues rétrospectivement. Le maintien non-critique des éloges à l'égard de 'Wages for Housework' en est un exemple ; les affirmations des années 70 sur le rôle de l'inflation en sont un autre.